



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 152 N° 004
Le jeudi 29 mai 2025

Présidence de l'honorable Francis Scarpaleggia

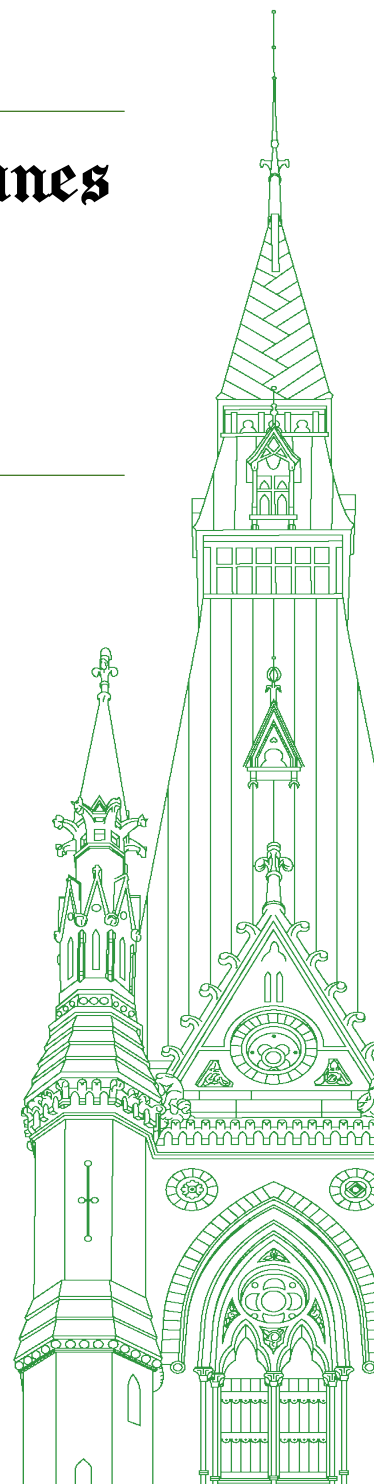


TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 29 mai 2025

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

● (1000)

[Traduction]

LA LOI CANADIENNE SUR LA SANTÉ

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD) demande à présenter le projet de loi C-201, Loi modifiant la Loi canadienne sur la santé (services de santé en matière de santé mentale, de dépendances et de consommation de substances).

— Monsieur le Président, je suis honoré de prendre la parole aujourd'hui pour présenter le projet de loi sur la parité en santé mentale, qui vise à remédier à la disparité entre les services de santé physique et les services de santé mentale au sein de notre système de santé public. Il s'agit du premier projet de loi d'initiative parlementaire à être déposé en cette 45^e législature, et il revêt une grande importance.

Le projet de loi propose de modifier la Loi canadienne sur la santé afin d'étendre la définition des services assurés de manière à y inclure les services de santé en matière de santé mentale, de dépendances ou de consommation de substances qui sont fournis en milieu communautaire. À l'heure actuelle, les régimes d'assurance-maladie provinciaux et territoriaux sont seulement tenus de couvrir les services de santé en matière de santé mentale, de dépendances ou de consommation de substances lorsque ceux-ci sont fournis par des médecins ou en milieu hospitalier et qu'ils sont jugés médicalement nécessaires. En conséquence, de nombreux services, tels que le counseling ou la psychothérapie, ne sont pas couverts par les régimes publics d'assurance-maladie. L'absence de couverture par un régime public force les Canadiens en difficulté à assumer des coûts importants pour obtenir le soutien dont ils ont besoin ou à s'en priver.

Le projet de loi serait un point de départ pour éliminer les obstacles financiers à l'obtention de soins en santé mentale ou de services de santé en matière de consommation de substances en obligeant les provinces et les territoires, par la voie d'une loi fédérale, à inclure les services de soutien communautaires dans les services couverts par leur régime d'assurance-maladie.

Je tiens à remercier l'Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale, l'Association canadienne pour la santé mentale, ainsi que tous ceux qui militent pour la parité en matière de santé mentale et qui sensibilisent les gens à l'importance de la santé

mentale. Je tiens également à remercier mon collègue et ami le député de Vancouver Kingsway de son travail crucial dans ce domaine, ainsi que de son appui au projet de loi.

J'espère que tous les députés appuieront ce projet de loi majeur.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

[Français]

LA LOI SUR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ) demande à présenter le projet de loi C-202, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (gestion de l'offre).

— Monsieur le Président, lors de la dernière législature, l'ensemble des formations politiques ont appuyé un projet de loi dont l'objet était de protéger l'intégralité du système de gestion de l'offre, qui à son tour protège à la fois les intérêts des consommateurs et des producteurs tant par la qualité que par la prévisibilité sur le plan financier.

Comme je m'y suis engagé durant la campagne électorale, je dépose ce matin un projet de loi de la même mouture. De nouveau, je peux constater que tous les partis politiques présents à la Chambre ont exprimé le désir de soutenir cette initiative. Je souhaite donc qu'on puisse y arriver rapidement avec le consentement de l'ensemble des députés. Ce projet de loi, qui est extrêmement important pour le modèle économique des régions québécoises et de nombreuses régions canadiennes, mérite d'obtenir rapidement notre attention à tous.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

● (1005)

[Traduction]

PÉTITIONS

LES DROITS DE LA PERSONNE

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je présente une pétition sur la gravité de la situation des droits de la personne au Tibet.

L'Adresse

Le peuple tibétain possède un patrimoine culturel, linguistique et religieux unique et distinct qui est de plus en plus menacé depuis que le Tibet a été annexé par la République populaire de Chine en 1951. Des organisations de défense des droits de la personne ont fait état de violations graves et constantes des droits de la personne au Tibet, notamment de restrictions extrêmes de la liberté de religion, de la liberté d'expression et de la liberté de réunion.

De plus, de nombreux prisonniers politiques tibétains, y compris ceux qui ont participé à des manifestations pacifiques, ainsi que des moines et des religieuses bouddhistes, sont détenus injustement et soumis à des traitements brutaux et violents.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement et au premier ministre de plaider en faveur de la libération immédiate et inconditionnelle des prisonniers politiques tibétains, qui ont été emprisonnés pour avoir exercé leur droit de manifester pacifiquement, leur liberté d'expression et leur liberté de religion, et d'imposer des sanctions à cinq représentants de la République populaire de Chine responsables de graves violations des droits de la personne au Tibet, soit: Chen Quanguo, Zhang Qingli, Wu Yingjie, Wang Yang et Qizhala, alias Che Dalha.

LE CENTRE D'EXCELLENCE POUR LA PAIX ET LA JUSTICE

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, en tant que nouveau porte-parole du NPD fédéral en matière de défense, c'est un honneur de présenter cette pétition au nom des habitants de Bamfield, de Port Alberni, de Parksville et de Courtenay dans ma circonscription.

Les pétitionnaires soulignent que le Canada a signé la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948, dans laquelle il s'engageait, en coopération avec les Nations unies, à assurer le respect universel et effectif des droits de la personne et des libertés fondamentales; que la Commission de vérité et réconciliation du Canada et l'adoption par le Canada de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones illustrent notre engagement envers les principes de justice, d'égalité et de liberté; et que le maintien des principes fondamentaux de justice, d'égalité, de liberté, de sécurité et de bien-être pour tous est essentiel afin de prévenir les guerres et les conflits.

Ils soulignent qu'une société ouverte et un public et un Parlement informés sont essentiels pour la compréhension d'enjeux complexes liés aux conflits violents et pour parvenir à une paix durable et au désarmement. Avec la fermeture du Centre Pearson, le Canada a perdu une importante structure institutionnelle indépendante dirigée par des civils qui soutenait la recherche, les politiques et la formation sur les opérations de paix et les conflits.

Les pétitionnaires demandent à la Chambre des communes de se réunir et de créer et de financer un centre d'excellence pour la paix et la justice axé sur la recherche, l'éducation et la formation en résolution de conflits, en diplomatie et en opérations de paix pour les civils, les services de police et le personnel militaire canadiens ainsi que la communauté internationale.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 28 mai, de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Sa Majesté le roi en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec beaucoup d'humilité que je prends la parole pour répondre au discours du Trône prononcé par Sa Majesté le roi Charles III. La visite royale nous a rappelé le lien entre le Canada et la Couronne, un lien tissé au fil des générations, façonné par une histoire commune et ancré dans des valeurs communes. Ce lien a évolué au fil du temps, à l'instar du Canada, pour refléter la force, la diversité et la confiance de notre population.

L'honneur historique de voir le souverain du Canada inaugurer cette nouvelle législature rivalise avec le lourd climat de notre époque. Servir les Canadiens en ce moment charnière de notre histoire est un grand privilège, que je partage avec tous les députés.

● (1010)

[Français]

Je me permets de féliciter tous mes collègues à la Chambre pour leur élection. Les Canadiens et les Canadiennes nous ont fait l'honneur de les servir. Chaque député est ainsi chargé d'une immense responsabilité, une responsabilité encore plus grande étant donné la nature du mandat dont nous avons été investis: surmonter les grands défis qui définissent ce moment charnière pour l'avenir du Canada.

[Traduction]

Dans un monde plus dangereux et plus divisé qu'avant, les risques géopolitiques s'intensifient et menacent notre souveraineté. Le système commercial mondial, qui a contribué à la prospérité du Canada pendant des décennies, connaît actuellement sa plus grande transformation depuis la chute du mur de Berlin.

Au pays, la faiblesse persistante de notre productivité pèse sur les finances publiques, rend la vie moins abordable pour les familles canadiennes et menace la viabilité des programmes sociaux essentiels dont dépendent les Canadiens. Le nouveau gouvernement du Canada a la responsabilité immense de s'attaquer de front à ces problèmes, avec détermination et de façon novatrice. Pour ce faire, le gouvernement se fondera sur les priorités énoncées par Sa Majesté le roi dans le discours du Trône.

Le gouvernement se réjouit de la décision rendue hier par le Tribunal de commerce international des États-Unis, qui est conforme à notre position de longue date selon laquelle les droits de douane imposés par les États-Unis en vertu de l'International Emergency Economic Powers Act sont illégaux et injustifiés. Cela dit, nous reconnaissons que nos relations commerciales avec les États-Unis sont encore grandement et négativement touchées et menacées par des droits de douane tout aussi injustifiés imposés aux termes de l'article 232 dans les secteurs de l'acier, de l'aluminium et de l'automobile, ainsi que par les menaces persistantes de droits de douane dans d'autres secteurs stratégiques, dont ceux du bois d'œuvre, des semi-conducteurs et des produits pharmaceutiques. Par conséquent, pour le nouveau gouvernement du Canada, la priorité absolue reste d'établir une nouvelle relation en matière d'économie et de sécurité avec les États-Unis et de renforcer notre collaboration avec des partenaires commerciaux et des alliés fiables dans le monde.

[Français]

Nous saluons la décision prise par le Tribunal de commerce international des États-Unis hier, mais il reste d'autres droits de douane injustifiés et trop d'incertitudes. Notre économie demeure menacée. Par conséquent, nous demeurons concentrés sans relâche sur la nécessité d'obtenir la meilleure entente commerciale possible pour les entreprises et les travailleurs canadiens. Pour ce faire, nous prendrons le temps nécessaire, sans plus.

[Traduction]

Parallèlement, nous travaillerons avec les provinces et les territoires afin de créer une seule économie en éliminant les obstacles au commerce intérieur et à la mobilité de la main-d'œuvre et en accélérant les projets qui seront considérés comme d'intérêt national. Ces projets raccorderont les régions de notre pays et le transformeront. Nous réduirons les coûts assumés par les Canadiens et les aiderons à joindre les deux bouts, notamment en réduisant l'impôt pour la classe moyenne et en éliminant la TPS pour les acheteurs d'une première propriété, deux mesures que la Chambre étudie actuellement.

Nous rendrons les logements plus abordables en libérant le potentiel de la coopération entre le secteur public et le secteur privé, en stimulant le secteur de la construction domiciliaire et en créant de nouveaux emplois dans les métiers spécialisés. Nous protégerons la souveraineté du Canada et assurerons la sécurité des Canadiens en renforçant les Forces armées canadiennes, en sécurisant nos frontières et en dotant les organismes d'application de la loi de nouveaux outils. Nous ramènerons nos taux d'immigration globaux à des niveaux viables tout en attirant les meilleurs talents du monde pour bâtir notre économie.

Nous réduirons les dépenses liées aux activités gouvernementales afin que les Canadiens puissent investir davantage pour bâtir un Canada plus fort. Les dépenses courantes du gouvernement, c'est-à-dire son budget de fonctionnement, augmentent de 9 % chaque année, ce qui n'est pas viable. Nous ramènerons ce taux à 2 %, soit moins de la moitié du taux de croissance nominal moyen de l'économie.

Nous ne réduirons pas les transferts aux provinces, aux territoires ou aux particuliers. Nous équilibrerons plutôt le budget de fonctionnement au cours des trois prochaines années en réduisant le gaspillage, en plafonnant les effectifs au sein de la fonction publique, en mettant fin aux programmes faisant double emploi et en déployant des technologies qui permettent de stimuler la productivité

L'Adresse

du secteur public. Le gouvernement doit devenir beaucoup plus productif en déployant l'intelligence artificielle à grande échelle, en se concentrant sur les résultats plutôt que sur les dépenses et en utilisant les précieux deniers publics pour stimuler la multiplication des investissements privés.

Dans toutes ses initiatives, le nouveau gouvernement du Canada sera guidé par sa conviction que son économie n'est forte que lorsqu'elle est au service de tout le monde. Cela signifie qu'il faut réduire les coûts et aider les Canadiens à améliorer leur sort. Les Canadiens garderont une plus grande partie de l'argent qu'ils ont durement gagné grâce à une réduction d'impôt pour la classe moyenne qui entrera en vigueur d'ici la fête du Canada et qui permettra à une famille à deux revenus d'économiser jusqu'à 840 \$ par année.

• (1015)

[Français]

Nous allons protéger et élargir les programmes qui permettent aux familles canadiennes d'économiser des milliers de dollars par année, notamment ceux pour l'assurance-médicaments et les garderies. Nous allons étendre la portée du Régime canadien de soins dentaires pour que 8 millions de Canadiens et de Canadiennes puissent y avoir accès et économiser plus de 800 \$ par année.

Nous allons œuvrer pour apporter le changement que les Canadiens et les Canadiennes méritent, sans pour autant perdre de vue ce qui définit le Canada. Le Canada est un pays où l'on célèbre notre diversité, un pays fièrement bilingue, qui fait rayonner la langue française, un pays où l'on prend soin des plus vulnérables, un pays qui apprécie et valorise son patrimoine naturel, un pays qui a confronté la vérité et œuvre pour la réconciliation avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis, un pays où l'on respecte et défend l'État de droit et les institutions démocratiques.

[Traduction]

Le nouveau gouvernement canadien protégera nos langues officielles, il les renforcera et en fera la promotion. Il assurera la viabilité des programmes sociaux essentiels sur lesquels comptent les Canadiens. Il protégera notre patrimoine naturel et luttera contre les changements climatiques. Il fera progresser la réconciliation avec les peuples autochtones. Il fera respecter la primauté du droit, protégera nos institutions démocratiques et renforcera l'unité du pays. Il protégera ce qui définit le Canada.

[Français]

Dans son discours, Sa Majesté le roi a abordé l'histoire unique du Canada. Notre souverain incarne l'héritage britannique du Canada, qui est une source de fierté pour beaucoup d'entre nous. Je m'adresse à vous, aujourd'hui, en français, grâce à l'apport de la culture des Québécois, des Québécoises et des francophones de partout au pays, qui définit l'identité canadienne.

Ce Parlement, bâti sur des terres dont les peuples autochtones ont été gardiens depuis des temps immémoriaux, fait maintenant place à un nombre record d'élus métis, inuits et issus des Premières Nations.

En bref, le Canada est plus qu'une nation. C'est une confédération fondée sur l'union de peuples, et l'approche de notre gouvernement va refléter cette réalité.

L'Adresse

● (1020)

[Traduction]

Pour offrir aux Canadiens le changement qu'ils méritent, nous travaillerons de manière constructive avec tous les partis au Parlement. Nous travaillerons en véritable partenariat avec les territoires, les provinces et les peuples autochtones. Nous réunirons les syndicats, les entreprises et la société civile pour réaliser les projets d'édification nationale et les investissements nécessaires pour créer l'économie la plus forte du G7.

Le mois dernier, les Canadiens ont voté pour de grands changements audacieux. Ils ont réclamé un plan pour transformer notre pays afin de le rendre confiant et indépendant. Ils ont appelé à l'unité. Notre plan est audacieux. Notre plan est transformateur. Notre plan est rassembleur. Son succès engendrera plus de succès. Comme Aristote l'a enseigné et comme les Canadiens le savent instinctivement, c'est en pratiquant les actions justes que nous devenons justes et en pratiquant les actions courageuses que nous devenons courageux. Quand nous travaillons ensemble, l'unité grandit. Quand nous travaillons ensemble, le Canada grandit.

Tout au long de notre histoire, il y a eu des instants décisifs où le destin du monde était en jeu. Cela a été le cas au début de la Seconde Guerre mondiale, tout comme à la fin de la guerre froide. Chaque fois, le Canada a choisi de prendre ses responsabilités, de s'affirmer comme un pays libre, souverain et ambitieux, de montrer la voie de la démocratie et de la liberté, et de le faire avec compassion et générosité. Nous nous trouvons encore une fois à un moment charnière. Le moment est venu de relever les défis et de saisir les occasions qui les accompagnent, promptement et avec détermination.

[Français]

Nous sommes maîtres chez nous. Afin de contrôler notre destin, il nous faut accomplir des choses qui, auparavant, auraient semblé impossibles, et il faut le faire à un rythme sans précédent. Il nous faut assurer notre prospérité dans un monde qui a été profondément transformé.

[Traduction]

Le moment est venu de bâtir un Canada digne de ses valeurs, un Canada digne de sa population et un Canada où tout un chacun trouve sa place.

Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, cette semaine, le premier ministre a présenté un projet de loi de dépenses. Il s'agit du Budget principal des dépenses 2025-2026. Pour être juste, son plan de dépenses n'est pas aussi mauvais que celui de Justin Trudeau. En fait, il est pire.

D'abord, le premier ministre a hérité d'un gouvernement libéral obèse. Nous le savons. Le premier ministre a promis de « dépenser moins ». Or, le premier projet de loi de dépenses qu'il présente à la Chambre des communes prévoit une hausse 8 % des dépenses par rapport à celles réalisées par Justin Trudeau pendant sa dernière année en poste. C'est presque trois fois plus que la hausse démographique et l'inflation prises ensemble.

Nous savons que le premier ministre va dire que ces nouvelles dépenses sont des investissements, mais il va dépenser une somme record de 26 milliards de dollars pour des services de consultants. Cela représente 1 400 \$ par famille par année, ce qui dépasse la réduction d'impôt qu'il vient de mentionner. Mardi matin, il a annoncé qu'il plafonnerait les dépenses de l'État à 2 %, ce qu'il a répété

aujourd'hui. Puis, mardi après-midi, il a déposé un projet de loi à la Chambre des communes afin d'augmenter les dépenses de 8 %.

Comment le premier ministre va-t-il concilier ce qu'il a dit mardi matin et ce qu'il a fait mardi après-midi?

Le très hon. Mark Carney: Monsieur le Président, la question de la députée touche au cœur même de la transformation que le gouvernement entend opérer.

La première étape consiste à faire en sorte que l'essentiel des dépenses qui sont courantes, c'est-à-dire les dépenses de fonctionnement, deviennent des dépenses d'investissement. Autrement dit, il s'agira de dépenses qui catalysent les investissements, en particulier dans le secteur privé. Nous y parviendrons grâce au programme « Maisons Canada », à des projets de construction nationaux, et à des mesures visant à accélérer les investissements privés, comme les déductions pour amortissement accéléré.

Le gouvernement crée actuellement des mécanismes visant à contrôler les dépenses de fonctionnement, afin de modifier le taux de croissance observé ces dernières années et de le ramener à un niveau inférieur au taux de croissance de l'économie. Cet effort sera déployé à l'échelle du gouvernement, notamment par le ministre de la Transformation du gouvernement, le ministre des Finances, le président du Conseil du Trésor, le ministre de la Défense nationale et l'ensemble des ministres du gouvernement de Sa Majesté, afin que nous obtenions les résultats que les Canadiens méritent.

● (1025)

[Français]

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, j'en profite pour vous féliciter pour votre élection à ce siège et vous souhaiter bon succès pour la législature.

Je félicite aussi le premier ministre pour son baptême du feu, pour sa première période des questions orales et son premier discours aujourd'hui. Il a bien fait ça, nous en convenons.

Cependant, plusieurs questions sont en suspens et demeurent sans réponse. J'en ai une précise qui concerne les agriculteurs du Québec et du Canada qui travaillent sous gestion de l'offre. Mon collègue et chef le député de Beloeil—Chambly a déposé ce matin un projet de loi pour ramener à l'étude un projet de loi similaire à celui que nous avons déposé lors de la précédente législature pour protéger la gestion de l'offre contre toute brèche faite lors de négociations d'accords commerciaux avec des pays et des partenaires étrangers.

Le projet de loi est à peu près similaire à celui que nous avons déposé à la 44^e législature et qui avait reçu l'appui de l'ensemble des partis. Le premier ministre s'engage-t-il aujourd'hui, comme il l'a fait en campagne électorale, à ce que le Parti libéral et le gouvernement appuient le projet de loi qui a été déposé ce matin par mon collègue et chef le député de Beloeil—Chambly?

Le très hon. Mark Carney: Monsieur le Président, je remercie le chef du Bloc québécois de son projet de loi.

J'ai en effet été clair à ce sujet depuis janvier. La gestion de l'offre ne sera jamais sur la table dans le cadre des négociations avec les Américains. Nous allons protéger la gestion de l'offre. Il y aura une réponse directe. Nous allons protéger la langue française et la culture canadienne en entier dans toute discussion ou négociation commerciale partout au monde, y compris avec les Américains.

Nous allons étudier attentivement le projet de loi du Bloc québécois qui a été déposé ce matin.

[Traduction]

Jake Sawatzky (New Westminster—Burnaby—Maillardville, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais parler plus longuement de l'abordabilité et des mesures que le gouvernement propose de prendre pour venir en aide aux Canadiens des quatre coins du pays. Les cinq dernières années ont été difficiles. Une pandémie mondiale, des guerres et l'instabilité géopolitique ont provoqué des krachs boursiers et miné les relations entre des pays qui ont toujours été alliés, y compris nos relations avec nos voisins du Sud. Je me réjouis qu'une réduction d'impôt pour la classe moyenne ait été proposée, laquelle permettrait à une famille ayant deux revenus d'économiser jusqu'à 840 \$ par an. Ce changement sera accueilli favorablement par tous les électeurs de ma circonscription et les Canadiens de l'ensemble du pays.

Je crois comprendre que nous avons progressé sur la voie du changement cette semaine, ce qui est très encourageant. Conformément au mandat pour lequel nous avons été élus, nous nous mettons immédiatement au travail pour soutenir les Canadiens. Je demanderais au premier ministre de bien vouloir préciser les changements concrets auxquels les familles canadiennes peuvent s'attendre dans les mois à venir afin de les aider à boucler leur budget, qui est de plus en plus serré, et à pallier d'autres problèmes d'abordabilité. Par exemple, quelles mesures en matière de logement va-t-il privilégier pour améliorer l'accès au logement?

Le très hon. Mark Carney: Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue au député de New Westminster—Burnaby—Maillardville et le félicite de sa première intervention.

Le gouvernement mettra d'abord l'accent sur l'abordabilité. C'est pourquoi la première mesure que nous avons présentée est la baisse d'impôt pour la classe moyenne dont le député a parlé. Les familles canadiennes à deux revenus pourront économiser jusqu'à 840 \$ par année. Jusqu'à 22 millions de Canadiens profiteront de cette mesure.

La question portait, à juste titre, sur le logement et l'abordabilité. La première mesure que nous pouvons prendre rapidement est d'éliminer la TPS pour les acheteurs d'une première propriété, ce qui leur permettra d'économiser jusqu'à 50 000 \$.

Au bout du compte, résoudre la crise du logement nécessite une augmentation spectaculaire de l'offre. C'est pourquoi nous devons favoriser les grands investissements dans les projets immobiliers. Nous le ferons en créant le programme « Maisons Canada », qui visera d'abord les logements très abordables, un secteur négligé depuis des dizaines d'années. Je me souviens du bilan de l'ancien député de Carleton, qui a fait construire six logements très abordables pendant qu'il était responsable du dossier.

Je conclurai en disant ceci: fondamentalement, nous nous appuierons sur le secteur privé pour faire construire des logements abordables, y compris en versant un financement direct de 25 milliards de dollars à des promoteurs privés pour qu'ils réalisent les projets immobiliers dont le pays a besoin.

• (1030)

[Français]

Luc Berthold (Mégantic—L'Érable—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement le discours du premier ministre libéral. On pourrait croire que le premier ministre n'a

L'Adresse

pas encore fait la transition entre la campagne électorale et son rôle de premier ministre. Il a répété à plusieurs reprises ses slogans, notamment qu'il avait un plan pour les Canadiens.

L'endettement des ménages atteint des niveaux records. Le nombre de personnes qui ne peuvent pas payer leur hypothèque augmente. Les files dans les banques alimentaires augmentent. La Banque TD prévoit une récession, ce qui veut dire des centaines de milliers de pertes d'emploi.

Le premier ministre a reconnu les dommages causés par les libéraux au cours des 10 dernières années: emprunts irresponsables, énorme déficit qui cause de l'inflation, taxe sur le carbone qui a fait grimper le prix de tout et a fait fuir les investisseurs. Il a maintenant l'occasion de déposer un plan pour vrai, un plan avec des chiffres, un plan avec des mesures concrètes, un plan qui se base sur l'état actuel des finances publiques. Ce plan s'appelle « un budget ».

De quoi a-t-il si peur pour refuser de présenter un budget dès ce printemps?

Le très hon. Mark Carney: Monsieur le Président, je sais qu'il est difficile d'être un député de l'opposition, parce que, en ce début de session parlementaire, il faut faire un choix.

Nous offrons une réduction d'impôts pour la classe moyenne, l'annulation de la taxe sur le carbone, la réduction de la TPS pour la construction de nouvelles maisons.

Il a un choix: oui ou non?

[Traduction]

Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Monsieur le Président, je vous souhaite la bienvenue à la présidence. Je souhaite partager mon temps de parole avec la députée de Long Range Mountains, qui s'apprête à livrer son tout premier discours à la Chambre. Pour plusieurs d'entre nous, c'est en effet la première fois que nous prenons la parole dans cette enceinte.

J'aimerais d'abord souhaiter à tous la bienvenue à la 45^e législature. Je tiens à remercier mes concitoyens de Calgary-Centre de m'avoir élu pour un troisième mandat à la Chambre. Il y a de nombreuses personnes à remercier: mes collègues, les habitants de Calgary-Centre, les centaines de bénévoles qui ont fait du porte-à-porte avec nous et, bien entendu, mon épouse et ma famille, qui ont été d'un grand soutien tout au long de ce processus, et qui ont toujours appuyé le rôle que je joue dans cette enceinte. Je tiens également à remercier les travailleurs du secteur de l'énergie à Calgary, ainsi que les gens qui oeuvrent dans le secteur des finances partout au pays. Tous ces gens s'attendent à obtenir de meilleurs résultats de la part des gouvernements qu'ils élisent pour diriger le Canada.

Cela dit, je suis bien conscient que nous avons un nouveau premier ministre.

[Français]

Je souhaite la bienvenue au nouveau premier ministre à la Chambre. C'est une première pour lui, mais je suis convaincu qu'il va apprendre à connaître les rouages de la Chambre des communes et de la démocratie au Canada. Je suis certain que tout cela est nouveau pour lui, mais il y a des usages ici que le nouveau premier ministre n'a pas eu à pratiquer dans sa vie antérieure à la politique. C'est évidemment différent.

*L'Adresse**[Traduction]*

J'ai hâte de débattre avec le premier ministre, car depuis les cinq ans et demi que je suis ici, j'ai eu peu de débats avec les députés d'en face sur des questions économiques. J'ai entendu à maintes reprises les discours prémâchés des libéraux, alors j'attends avec impatience un véritable débat économique qui ne consistera pas simplement à lancer des idées en l'air, mais qui portera réellement sur ce que j'estime être certains des principaux enjeux auxquels le Canada fera face à l'avenir.

Les vraies questions économiques exigent de vraies réponses économiques. L'avenir économique de notre pays est en jeu depuis un certain temps déjà, soit depuis 10 ans. Comme nous le savons, au cours de la dernière décennie, le Canada s'est retrouvé à l'avant-dernier rang au chapitre du rendement économique parmi les 36 pays de l'OCDE. C'est un choix qu'a fait le gouvernement précédent, c'est-à-dire la majorité des occupants des banquettes ministérielles, et qui a permis à cette situation de se produire et à l'économie de se détériorer autant.

Je me dois de réagir au discours du Trône, parce qu'il renferme beaucoup de choses. Je commencerai par dire qu'il soulève d'excellentes questions et préoccupations, à commencer par les réductions d'impôt. Or, qui, depuis qu'il est au Parlement, fait campagne sur les réductions d'impôt? Le Parti conservateur. Nous remercions d'ailleurs le gouvernement d'avoir compris que les Canadiens ont besoin de réductions d'impôt, pas d'une augmentation de l'inflation, pas d'impôts supplémentaires et pas d'une imposition plus lourde des gains en capital. Ils ont besoin qu'on abaisse leurs impôts et qu'on réduise la TPS sur les nouveaux logements. Voilà une excellente position à adopter lors d'une campagne électorale, et je remercie les libéraux d'avoir finalement accepté de s'asseoir à la table et de copier les conservateurs au sujet de la réduction de la taxe sur les logements.

Réduire les obstacles au commerce intérieur est aussi une excellente idée, une idée que nous entretenons depuis Dieu sait quand et qui vise à rétablir certains mécanismes comme un bureau des grands projets au Canada. Les instruments mis en œuvre par le précédent gouvernement libéral nuisent au développement économique de notre pays. Des investissements sont prévus à la frontière pour renforcer la sécurité du Canada, et nous en remercions le gouvernement. Nous le remercions aussi pour les investissements annoncés dans les forces armées et nous le remercions de prendre la criminalité au sérieux.

En m'entendant parler de toutes ces belles mesures énoncées dans le discours du Trône, j'ai l'impression de m'adresser à mes collègues de ce côté-ci de la Chambre. Je me réjouis de voir que les députés d'en face ont pris conscience de la situation des Canadiens. Cela étant dit, je félicite le gouvernement pour quelques excellents passages du discours du Trône, comme celui qui traite du Programme de garanties de prêts pour les Autochtones, autre idée promue par ce côté-ci de la Chambre pour faire progresser la réconciliation avec les Autochtones et la réconciliation économique à l'échelle du pays.

Il n'en demeure pas moins que ce discours du Trône renferme certaines lacunes. Premièrement, il n'est pas particulièrement ambitieux, même s'il faut admettre qu'il est très général. Il doit traiter d'un certain nombre d'enjeux. Dans ce discours du Trône, le premier ministre parle de réduction des dépenses et de majoration des investissements. Et c'est là où je crie au subterfuge financier, parce que c'est un subterfuge.

• (1035)

Cela fait des années que le gouvernement actuel et son prédécesseur accumulent des déficits grandissants. Si on lit le programme présenté par les libéraux pendant la campagne électorale, on verra qu'ils ont fait grimper le déficit de cette année et des années à venir à plus de 60 milliards de dollars par an. On ne parle pas du déficit réel, mais du déficit projeté. Il arrive toujours quelque chose qui fait augmenter le déficit. Je peux garantir à mes collègues de ce côté-ci de la Chambre qu'absolument rien ne va venir réduire ce nombre.

Le fait de recourir à des subterfuges financiers et de tromper les Canadiens au sujet des dépenses du gouvernement en les inscrivant dans une autre colonne, c'est absurde. Voyons donc! Voici ce que j'ai à dire au premier ministre. Nous mesurons notre valeur grâce à des mesures économiques comme celles-ci afin de nous assurer de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain en ce qui concerne l'avenir économique des Canadiens.

Je vais citer le discours du Trône, qui a été écrit par le premier ministre et son personnel: « Les dépenses courantes de l'État, c'est-à-dire le budget de fonctionnement du gouvernement, ont augmenté de 9 % chaque année. » Quelle surprise! On ajoute: « Le Gouvernement va adopter des mesures pour rétablir cette croissance à moins de 2 %. »

Les transferts aux provinces, aux territoires et aux particuliers seront maintenus. Le Gouvernement équilibrera son budget de fonctionnement au cours des trois prochaines années en réduisant le fardeau administratif, en plafonnant les effectifs au sein de la fonction publique, en éliminant les dédoublements et en déployant des technologies pour accroître la productivité du secteur public.

J'aurais pu écrire une partie de ce message moi-même. J'aimerais toutefois savoir ceci: si le gouvernement limite l'augmentation du budget de fonctionnement à 2 % pendant que l'inflation se situe à 4 % et qu'il pénalise les provinces en réduisant leurs transferts, comment pourra-t-il continuer à les financer? Ce sont elles qui doivent financer la santé.

L'effet de l'inflation se fera sentir. Cet effet existe déjà et il s'intensifiera tant que le gouvernement continuera à enregistrer d'importants déficits budgétaires. C'est un problème auquel il faudra s'attaquer sans trop tarder. Cacher les chiffres dans un budget de fonctionnement ou un budget d'investissement ne règlera aucunement le problème. Le gouvernement est trop dépensier, et c'est une tendance qu'il doit juguler.

Je passe maintenant à une partie du discours qui m'inspire beaucoup de critiques. Je cite le gouvernement une fois de plus:

Crucialement, le Gouvernement entreprendra une série de mesures pour aider à doubler le taux de construction résidentielle, tout en renouvelant complètement le secteur de la construction résidentielle — en mettant à profit la technologie canadienne, les travailleurs qualifiés canadiens et le bois canadien. Le Gouvernement proposera des mesures pour créer des logements abordables au moyen du programme « Maisons Canada » [...] Le Gouvernement augmentera le nombre de logements pour en faire baisser les prix.

Cela contredit une déclaration du ministre du Logement, qui a lui-même affirmé que l'on ne ferait pas baisser le prix des maisons. Ici aussi, c'est aux fruits que l'on juge l'arbre. Je me permets de prendre le contrepied du parti d'en face en soulignant que, au cours des 8 dernières années, soit de 2016 à 2024, le budget annuel de la Société canadienne d'hypothèques et de logement est passé de 2 à 5 milliards de dollars, alors qu'elle a construit environ 40 000 résidences de plus par an au cours de cette période. On parle donc de 40 000 maisons pour 3 milliards de dollars de plus par année.

Si on fait le calcul, on arrive à 75 000 \$ par maison. Résultat: le prix du logement a augmenté de 200 000 \$, soit de 45 %. Voilà la grande réussite du parti d'en face: faire augmenter le prix du logement et aggraver l'endettement des Canadiens. Ainsi, en ce qui concerne la construction de logements, les libéraux défoncent chaque fois le budget, sans produire de résultats. Il faut qu'ils s'y prennent autrement.

J'ai parlé au ministre du Logement et je lui ai dit que les libéraux avaient besoin d'un nouveau départ. Continuer à dépenser ne résout rien. Les libéraux doivent revenir à une solution qui permette de faire baisser le prix des logements, en commençant par leur propre maison. Cela commence par l'équilibre budgétaire.

Ce que nous n'avons pas vu dans les semaines précédant le début de la présente législature, c'est un engagement à présenter un budget. C'est l'un des instruments démocratiques les plus fondamentaux dont nous disposons ici au Parlement pour obliger le gouvernement à rendre des comptes au sujet de ce qu'il a l'intention de dépenser, et nous n'avons rien vu de tel à ce stade. Quand cela s'est-il produit pour la dernière fois? La dernière fois qu'il s'est écoulé plus de 150 jours avant la présentation d'un budget, c'était lorsque Ralph Goodale était le ministre libéral des Finances, en 2005. La dernière fois que nous n'avons pas eu de budget au printemps — parce que le gouvernement du Canada fonctionne du 1^{er} avril au 31 mars — remonte à plus de 25 ans.

Le gouvernement doit respecter les règles du Parlement et les règles de gestion de notre pays et faire preuve de responsabilité envers le peuple canadien et de la transparence requise. Je mets le gouvernement au défi de faire mieux. Le discours du Trône contient beaucoup de choses, mais il y a aussi beaucoup de choses qui pourraient être améliorées.

• (1040)

L'hon. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour votre élection à la présidence. C'est très bien mérité, et je sais que vous saurez nous garder dans le droit chemin ici à la Chambre.

Même si le député de Calgary-Centre et moi-même ne partageons pas toujours le même avis, je pense qu'il prononce ses discours ici avec une classe et un professionnalisme qui devraient être la norme à la Chambre. J'ai écouté certaines parties de son discours; j'avoue que je ne l'ai pas entendu dans son intégralité. Il a parlé de l'importance d'équilibrer les budgets. Il n'a peut-être pas entendu dans le discours du Trône que le premier ministre et le gouvernement se sont engagés à atteindre l'équilibre opérationnel d'ici trois ans.

Je crois que c'est extrêmement important. J'espère que le député sera d'accord, mais il doit également reconnaître que nous avons des dépenses importantes à faire en matière de défense et des sommes énormes à consacrer au logement et à l'infrastructure. Je suis sûr qu'il n'est pas en train de prétendre que le budget devrait être complètement équilibré et ne prévoir aucun investissement dans les infrastructures essentielles dont notre pays a besoin à l'heure actuelle.

Greg McLean: Monsieur le Président, chaque gouvernement doit faire des choix. En continuant à gaspiller l'argent des Canadiens, il impose un fardeau aux générations futures. C'est un fardeau sur l'inflation. Cela crée une situation monétaire désastreuse dans notre pays. Il va falloir y remédier.

L'Adresse

Il faut faire des choix, et oui, comme le député le sait probablement, même mon parti, pendant la campagne électorale, prévoyait des déficits pour les quatre prochaines années et, en contrepartie, une baisse beaucoup plus importante des déficits que celle proposée par le gouvernement pour les cinq prochaines années. L'orientation du gouvernement est très différente en ce qui concerne ses choix et la notion, pour l'avenir, d'éviter de jeter le bébé avec l'eau du bain, afin que les Canadiens de demain puissent consacrer leurs dépenses aux programmes dont ils auront besoin plutôt qu'à ceux qui ont été mis en œuvre par leurs parents et leurs grands-parents.

• (1045)

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski—La Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je vous félicite tout d'abord pour votre élection.

Je me permets de remercier du fond du cœur les électeurs et les électrices de Rimouski-Neigette, de La Mitis, de la Matapédia et des Basques qui m'ont accordé leur confiance pour ce nouveau mandat. Je les salue et les remercie sincèrement.

Dans le discours du Trône, il n'y a pas de respect des champs de compétences. C'est un affront frontal en ce qui concerne les questions qui touchent les programmes sociaux, le logement et l'immigration. Le gouvernement du Québec est clair; il demande au gouvernement fédéral de lui donner l'entière responsabilité des compétences en matière d'immigration.

Ma question pour mon collègue du Parti conservateur est la suivante. Est-ce qu'il est d'accord quant à cette demande de l'Assemblée nationale du Québec, qui vise à s'assurer que le gouvernement du Québec est pleinement responsable des questions d'immigration?

Greg McLean: Monsieur le Président, je félicite mon collègue du Québec pour son retour à la Chambre des communes. C'est un bel événement. Je pense que c'est son deuxième mandat à la Chambre des communes.

L'immigration est un programme du gouvernement fédéral qui coexiste avec ceux des gouvernements provinciaux. Je sais que c'est un programme plus élaboré au Québec que dans les autres provinces, mais c'est un programme sur lequel les provinces doivent travailler avec le gouvernement fédéral parce qu'il n'y a qu'un pays ici. Il n'y a pas de frontière entre le Québec et le restant du Canada. Les personnes qui arrivent au Québec deviennent des citoyens du Canada. C'est pourquoi il est important que le gouvernement fédéral maintienne son engagement dans ce dossier.

[Traduction]

Eric Melillo (Kenora—Kiiwetinoong, PCC): Monsieur le Président, je vous félicite pour votre élection. Si vous me le permettez, j'aimerais profiter de cette occasion pour remercier brièvement les habitants du Nord-Ouest de l'Ontario de m'avoir accordé leur confiance une fois de plus. C'est un privilège et un honneur incroyables que de les représenter dans cette enceinte.

L'Adresse

Je voudrais faire remarquer que le premier ministre a été élu en promettant qu'il était l'homme qui avait un plan pour affronter Donald Trump et pour remettre notre économie sur les rails, mais nous savons maintenant qu'il n'a pas vraiment de plan. En fait, le premier ministre ne prévoit même pas de présenter un budget ce printemps. J'aimerais savoir si le député de Calgary-Centre considère qu'il est inquiétant et irresponsable de ne pas présenter de budget au printemps.

Greg McLean: Monsieur le Président, l'une des responsabilités fondamentales de la Chambre des communes consiste à demander des comptes au gouvernement sur les dépenses qu'il va engager. À l'heure actuelle, le gouvernement pense qu'il aura un chèque en blanc pour la prochaine année. Il doit donc étayer ses promesses électorales. Pourtant, il évite plutôt de rendre des comptes. Comme il s'écoulera 150 jours entre le moment où le gouvernement a été élu et celui où il commencera à payer, c'est beaucoup trop long pour que les Canadiens sachent à quoi s'attendre en ce qui concerne leurs finances.

Carol Anstey (Long Range Mountains, PCC): Monsieur le Président, c'est un grand honneur et un immense privilège de prendre la parole à la Chambre en tant que députée de Long Range Mountains, une région d'une beauté à couper le souffle et d'une résilience inébranlable.

Je répète ce matin que je prends la parole non seulement en tant que représentante de mes concitoyens, mais aussi en tant que première femme du Parti conservateur à avoir été élue dans l'histoire de Terre-Neuve-et-Labrador. Je ne le répète pas dans mon intérêt personnel, mais pour ce que cela signifie pour beaucoup d'autres. En tant que mère de quatre enfants, dont trois filles, je pense à celles-ci en ce moment. Je pense à toutes les jeunes femmes des localités et des collectivités côtières de Terre-Neuve-et-Labrador qui nous regardent en se demandant s'il y a une place pour elles ici. La réponse que je leur donne est on ne peut plus claire: oui, il y en a une. Elles ont leur place ici. La Chambre a besoin de leur contribution, et notre pays a besoin de leur leadership. J'espère que ma présence ici ouvrira la porte encore un peu plus à chacune d'entre elles.

Cette occasion historique est également ancrée dans l'histoire. Les Terre-Neuviens et les Labradoriens éprouvent depuis toujours un vif sentiment d'appartenance et une grande fierté. Nous savons qu'Ottawa peut sembler loin, non seulement sur la carte, mais aussi du point de vue des priorités. Le dernier conservateur ayant représenté à la Chambre la majorité de la circonscription de Long Range Mountains telle qu'elle est aujourd'hui était Jack Marshall, un homme reconnu pour son intégrité, sa compassion et ses convictions. Il a dit un jour que la voix de Terre-Neuve ne devait jamais se taire à Ottawa, et ces mots sont toujours d'actualité. J'ai l'intention de faire retentir cette voix de manière claire, cohérente et ardente chaque jour que je siégerai ici, et je le ferai en portant tout le poids de la responsabilité qui vient avec le fait de représenter les habitants de Long Range Mountains.

Cependant, personne n'arrive ici sans aide, moi y compris. Je tiens donc à remercier l'incroyable équipe de bénévoles qui n'a ménagé aucun effort dans notre campagne. Ils ont frappé aux portes, beau temps, mauvais temps; ils ont parcouru de longues distances et rendu chaque instant du périple joyeux et pertinent. C'est leur confiance en moi qui a été déterminante. Ma voix n'est pas seulement celle d'une conservatrice: c'est aussi la voix d'une mère, d'une femme rurale et d'une Terre-Neuvienne.

Ma circonscription s'étend de la pointe de la péninsule Great Northern jusqu'à Port aux Basques, et elle abrite certaines des plus belles collectivités rurales de ce pays, des endroits comme The Beaches, Burnt Islands, Reidville, Bird Cove, Conche et Hawke's Bay. Ces collectivités sont composées de gens fiers, résilients et au grand cœur, mais beaucoup trop d'entre elles vivent un déclin. Nous le voyons dans les usines de transformation du poisson qui ont fermé leurs portes, dans les commerces fermés et abandonnés et dans les routes qui s'effritent. Nous le ressentons dans l'augmentation du coût de la vie, puis dans la diminution du nombre d'enfants dans les écoles et de jeunes familles qui s'installent là. Nous l'entendons dans les voix des habitants qui s'inquiètent de l'avenir de leur collectivité. Le cœur des collectivités est encore solide, mais la prochaine génération est en train de disparaître.

Ma campagne a été marquée par de nombreux moments mémorables que je n'oublierai jamais. Un jour, à Port Saunders, je me suis entretenue avec un jeune homme qui travaillait comme pêcheur pour la flotte de crevettiers dans la division 4R. Il s'est investi corps et âme dans l'industrie de la pêche et m'a fait part de ses frustrations face à des politiques qui n'ont aucun sens pour quelqu'un qui travaille en mer. Ce qu'il m'a dit m'a frappée: « J'ai besoin que vous ne vous contentiez pas de m'écouter. J'ai besoin que vous ressentiez vraiment ce que je vis ». Bref, ce qu'il voulait dire, c'est que sa voix, comme tant d'autres dans nos collectivités côtières, tombe dans l'oreille d'un sourd. Il n'est pas entendu, et il n'est certainement pas compris.

● (1050)

Il a raison. Si je veux vraiment le représenter, je ne peux pas me contenter de l'écouter. Je dois comprendre la gravité de son propos et le communiquer à la Chambre avec toute l'urgence et le respect qu'il mérite. Malgré toutes ces frustrations, je viens à la Chambre avec l'espoir d'un avenir meilleur et une conviction profonde quant à ce que Terre-Neuve-et-Labrador peut devenir.

Nous avons ce qu'il faut pour bâtir une province autonome où le coût de la vie est abordable, une province où les familles ne sont pas obligées de s'exiler pour se construire une vie, une province qui peut miser sur ses propres forces pour se tenir debout. Les possibilités sont là pour nous, en particulier dans le secteur des ressources naturelles. De notre énergie extracôtière à notre bois, en passant par nos pêches et nos perspectives dans les secteurs des mines, nous avons un riche potentiel, mais ce potentiel doit être exploité en veillant à prioriser notre population, à créer des emplois chez nous et à faire en sorte que les retombées économiques restent à Terre-Neuve-et-Labrador, comme il se doit.

Tout au long de ma carrière dans l'immobilier, j'ai vu de mes propres yeux la pression croissante exercée sur l'offre de logements, ce qui a engendré une hausse des prix, en particulier dans des endroits comme Corner Brook. Au fur et à mesure que les prix augmentent, les jeunes familles sont chassées. Nous avons besoin d'un gouvernement qui se concentre sur une politique de réduction des coûts afin de relancer la construction. Les compétences sont là, les gens de métier sont là et les collectivités sont prêtes à se développer, mais nous avons besoin de politiques fédérales qui facilitent la construction au lieu de lui nuire. À Terre-Neuve-et-Labrador, cela signifie une politique axée sur la reconstruction de nos collectivités rurales, et non sur leur abandon. C'est ainsi que nous créerons des logements, des emplois et de l'espoir.

Nous devons changer nos façons de faire au lieu de faire toujours la même chose. Nous avons également besoin d'un leadership intelligent et plein de bon sens qui ouvre des possibilités; nous avons besoin d'un leadership visionnaire et engagé. Il est temps de mettre en place des politiques qui reflètent la force et la résilience de notre population et qui donneront à nos jeunes une raison de rester, de bâtir et de s'épanouir chez eux.

Terre-Neuve-et-Labrador n'a pas besoin d'être davantage gérée à distance par Ottawa. Nous avons besoin d'un leadership qui soulage nos travailleurs pour qu'ils puissent aller plus loin et atteindre de plus hauts sommets. Nous avons besoin que les habitants de Terre-Neuve-et-Labrador aient la possibilité de rester dans les collectivités qu'ils aiment.

Récemment, j'ai eu l'immense privilège de retourner dans mon école secondaire, non seulement comme ancienne élève, mais aussi comme mère pour jouer au volley-ball avec mes propres enfants dans le gymnase de ma jeunesse. Chaque fois que je traverse les couloirs de cette école, j'y vois les diplômés d'hier, j'y vois des personnes qui avaient autrefois espoir en l'avenir, et je sais que nombre d'entre elles ont dû déménager à Fort McMurray, en Ontario ou ailleurs sur le continent à la recherche d'emplois et de possibilités qui n'existaient tout simplement pas chez elles. C'est une perte non seulement pour leur famille, mais pour notre province.

J'ai ainsi pris conscience de l'immense privilège que j'ai de pouvoir vivre dans ma collectivité d'origine. Je souhaite qu'il en soit de même pour tous les jeunes de ma circonscription et de Terre-Neuve-et-Labrador. Nous pouvons construire une économie qui permettra à nos enfants de grandir et de rester près des collectivités qu'ils aiment. Nous pouvons faire en sorte que personne ne soit obligé de choisir entre une occasion et son chez-soi.

Je ne me suis pas portée candidate parce que je pensais que ce serait facile; je l'ai fait parce que c'était nécessaire. Comme conservatrice, je crois qu'il faut libérer l'immense potentiel des collectivités de ma circonscription. Je crois en la responsabilité. Je crois au travail acharné. Je crois aussi en la collectivité.

• (1055)

En conclusion, je remercie ma famille, en particulier mon mari, Dwayne, et nos quatre enfants, Bree, Paige, Emma et William, de leur patience, de leur soutien et de leurs sacrifices. Bien des mères qui travaillent savent qu'il n'est pas toujours facile de trouver un équilibre. On me demande souvent comment j'arriverai à mener une carrière politique...

Le Président: La députée exprime là un très beau sentiment. Je suis donc navré de devoir l'interrompre, mais nous avons largement dépassé le temps alloué. Nous devons passer aux questions et observations.

[Français]

L'honorable député de Bourassa a la parole.

Abdelhaq Sari (Bourassa, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec une profonde émotion et un grand plaisir que je prends la parole pour la première fois en tant que député et représentant de la circonscription de Bourassa. Avant de commencer, je tiens tout d'abord à remercier ma famille, qui m'a toujours soutenu avec amour, avec foi et avec un grand plaisir. Je veux aussi remercier les bénévoles qui ont donné de leur temps ou du temps de leur famille afin de m'aider à réussir ce pas.

L'Adresse

Puisque c'est ma première intervention à la Chambre, je tiens à répliquer aux propos que j'ai entendus aujourd'hui, mais, avant de répondre à la députée, j'aimerais tout simplement féliciter les femmes, parce qu'elles font un excellent et grand travail à la Chambre en tant qu'élues, avec leur foi et leur intérêt pour la politique.

Ma question est très importante. Vous parlez d'accélérer les constructions. Pensez-vous que votre parti, madame...

• (1100)

Le Président: Je sais que le député est nouvellement élu, mais je l'invite à s'adresser à la députée par l'entremise de la présidence.

Abdelhaq Sari: Monsieur le Président, est-ce que la députée de l'opposition officielle serait prête à travailler avec le gouvernement en sachant qu'il met en place des processus d'intelligence artificielle qui peuvent bien évidemment faciliter ce genre de travaux?

[Traduction]

Carol Anstey: Monsieur le Président, les habitants de Long Range Mountains attendent depuis très longtemps que leur voix soit entendue à la Chambre, et je sens l'immense responsabilité de terminer ce que j'ai commencé. La Chambre mérite d'entendre les histoires qu'ils m'ont racontées, car ce sont des histoires de lutte, mais aussi de force, de persévérance et de détermination tranquille. Ce sont des histoires qui m'ont marquée et qui m'ont guidée, et je crois qu'elles méritent d'être consignées au compte rendu des débats de la présente législature.

Rapidement, si je peux me permettre...

Le Président: Le temps file, alors nous devons être brefs dans nos questions et nos réponses. Je sais qu'il y a beaucoup de nouveaux députés, et j'ai moi-même déjà été dans cette situation, mais je vous prie d'être brève.

Carol Anstey: Monsieur le Président, un jour, j'ai pris le traversier jusqu'à Ramea pour rendre visite à mon amie Mikalah, qui vit dans une magnifique et fière petite collectivité. Mikalah est une jeune femme courageuse. Elle a perdu sa mère tôt et souhaite simplement continuer d'habiter là où elle a grandi.

Le Président: Cela ne ressemble pas à une réponse à la question. Je suis désolé.

[Français]

L'honorable député de Drummond a la parole.

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, je félicite ma collègue nouvellement élue pour son premier discours à la Chambre. Je me rappelle que c'est un moment très émouvant. Je me souviens aussi avoir, lors de ma première occasion, mentionné les membres de ma famille pour les remercier et avoir eu une montée d'émotion et les larmes aux yeux. Je comprends donc très bien les émotions qui habitent ma collègue présentement.

Nous débattons actuellement d'un sous-amendement déposé par le Bloc québécois. Il s'agit d'un sous-amendement à l'amendement proposé par le Parti conservateur. Ce sous-amendement est très simple. Il ne fait qu'insister sur le fait qu'on respecte les compétences du Québec et des provinces.

Je voudrais entendre ma collègue, si elle a terminé ce qu'il restait de son discours, se prononcer sur cette question. Est-ce que son parti adhère à l'idée que le fédéral doit catégoriquement et sans aucune espèce de condition respecter en tout temps les compétences du Québec et des provinces?

*L'Adresse**[Traduction]*

Carol Anstey: Monsieur le Président, je pense aussi à Hunter, de Port au Choix. Il est encore trop jeune pour voter, mais je vous assure qu'il montre plus de civisme que la plupart des adultes. Il a travaillé fort pendant la campagne parce qu'il croit au changement...

Le Président: Je dois dire à la députée, en toute honnêteté, qu'elle ne répond pas à la question sur les champs de compétence.

Damien Kurek: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je sais que bon nombre de mes collègues et moi-même voulons entendre les propos très importants de cette nouvelle députée de Terre-Neuve. Ce n'est pas pour rien qu'on dit que cette partie du débat est consacrée aux questions et observations. Une certaine latitude est laissée pour les questions et j'espère que vous veillerez aussi à ce qu'il y ait de la latitude quant aux réponses, ce qui serait certainement approprié en raison non seulement du contexte du discours de la députée, mais aussi du contexte général du discours...

Le Président: Je comprends le député. À entendre la députée, j'avais l'impression qu'elle poursuivait simplement son discours. Quoi qu'il en soit...

Une voix: Elle a de la latitude.

Le Président: Oui, mais ses propos devraient avoir un lien avec la question. Je comprends le point de vue du député, mais je demande à tout le monde d'être bref, car c'est ainsi qu'on pourra entendre au moins trois ou quatre questions en cinq minutes.

L'honorable député de Drummond a la parole.

• (1105)

[Français]

Martin Champoux: Monsieur le Président, en ce qui concerne ce rappel au Règlement, je suis d'accord qu'on veut donner la chance aux nouveaux députés de se faire entendre et de compléter leur discours. Cependant, il existe quand même quelque chose qui est le privilège parlementaire. Quand un député pose une question, il peut espérer avoir une réponse à sa question.

Alors, je n'ai aucun problème à ce que la députée fasse un discours et elle pourra se reprendre à une autre occasion, mais présentement, c'est la période des questions et des observations et une question mérite une réponse. Que l'opposition officielle ne fasse pas ce que le gouvernement a l'habitude de faire et qu'elle réponde aux questions qui sont posées par les députés à l'occasion des questions et des observations.

[Traduction]

Garnett Genuis: Monsieur le Président, j'interviens au sujet du même rappel au Règlement. Nous avons souvent des raisons de contester les réponses que des ministres chevronnés nous donnent. En effet, nous posons des questions à la Chambre à des ministres élus depuis très longtemps, puis ceux-ci nous répondent des choses qui n'ont absolument aucun lien avec le sujet à l'étude ou la question posée.

Par conséquent, je trouve un peu surprenant que l'on invente pour une nouvelle députée une nouvelle norme encadrant les questions et les observations qui ne s'applique pas aux ministres. Cependant, si vous souhaitez obliger les ministres à répondre aux questions de l'opposition, je pense que ce serait formidable et j'aurais hâte qu'une telle mesure soit mise en place.

Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, je souhaite simplement demander à ma formidable nou-

velle collègue de Terre-Neuve si elle a quelques dernières observations à faire au nom des concitoyens qu'elle représente à la Chambre.

Carol Anstey: Monsieur le Président, avec tout le respect que je vous dois, je suppose que c'est là l'essentiel de mon argument: la voix des habitants de Long Range Mountains n'a pas été entendue à la Chambre depuis très longtemps. On m'a donné l'occasion d'être leur porte-parole. C'est très important pour eux. Les gens des collectivités rurales se sentent oubliés et laissés pour compte à cause du gouvernement libéral. Je voulais saisir cette occasion parce que, en tout respect, ces gens m'ont élue, et je parlerai toujours en leur nom.

[Français]

Martin Champoux: Monsieur le Président, je ne veux pas me prononcer sur le même rappel au Règlement. Par contre, il y a quelque chose qu'on doit rappeler à tous et ce sera votre devoir, j'en suis convaincu. Il s'agit de la sécurité des interprètes. Ma collègue, sans le savoir, frappe très fort près des microphones et c'est dangereux pour la santé des interprètes qui doivent faire leur travail avec des écouteurs. J'aimerais simplement faire un rappel à tous que les microphones sont très visibles et qu'on doit faire attention de ne pas manipuler d'objets ou de cogner sur les pupitres.

Le Président: L'honorable député soulève un point très important. J'avais moi-même l'habitude lorsque je prenais la parole de taper sur le pupitre et c'est malsain pour les interprètes.

L'honorable député de Courtenay—Alberni a la parole.

[Traduction]

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à saluer ma collègue et à la féliciter pour son élection.

Je souhaite attirer l'attention sur une situation qui touche actuellement le secteur de la pêche et qui préoccuperait certainement la députée si elle se produisait à Terre-Neuve. À l'heure actuelle, en Colombie-Britannique, des pêcheurs sont contraints de céder leur exploitation en raison de l'acquisition par des étrangers de permis et de quotas de pêche commerciale canadiens. Le Canada n'impose actuellement aucune restriction à l'acquisition de permis et de quotas de pêche commerciale par des étrangers dans la région du Pacifique. Cette situation a des répercussions sur les moyens de subsistance des petits exploitants, et elle ne se produit que sur la côte Ouest.

Je demande à ma collègue comment réagiraient les Terre-Neuviens si des propriétaires étrangers étaient autorisés à acquérir un permis sans même avoir à pêcher. C'est un problème auquel le gouvernement libéral n'a pas remédié.

Carol Anstey: Monsieur le Président, je parlerai toujours au nom des pêcheurs de ma circonscription. Nous avons de nombreuses localités côtières. C'est une industrie très importante. Je les représenterai toujours de manière équitable et respectueuse.

• (1110)

Scot Davidson (New Tecumseth—Gwillimbury, PCC): Monsieur le Président, je suis ravi de vous voir occuper le fauteuil. Gardez votre bâton sur la glace. J'aurais dû ajouter un post-scriptum à cette remarque.

C'est un honneur de prendre la parole aujourd'hui en tant que député de New Tecumseth—Gwillimbury pour défendre les intérêts des habitants de Bradford West Gwillimbury, le potager du Canada; d'East Gwillimbury, qui abrite le temple de Sharon et est le berceau du gouvernement responsable; ainsi que d'Alliston, de Beeton et de Tottenham, où se tient la foire automnale de Beeton et où l'on trouve l'usine de fabrication de Honda au Canada et les meilleures pommes de terre entre ici et l'Île-du-Prince-Édouard.

C'est le début d'une nouvelle législature qui suscite de grandes attentes chez les Canadiens, qui ont voté pour l'espoir et le changement, animés par la conviction que les choses s'amélioreront pour les familles, les aînés, les travailleurs et les jeunes de notre merveilleux pays.

Nous avons entendu le premier ministre et son nouveau gouvernement libéral insister sur le fait qu'il y aurait des changements. Le discours du Trône promet de nouvelles alliances, une nouvelle économie, une nouvelle ère de croissance économique, une nouvelle industrie du logement, une nouvelle discipline financière, et cetera. Ces mots bien pesés et la suggestion voulant que le gouvernement actuel soit entièrement nouveau sonnent creux pour les Canadiens aux prises avec les réalités de la vie quotidienne. Pour eux, la vie est encore plus difficile. Ils n'ont aucun espoir que les choses changent. Leurs factures d'épicerie grimpent sans arrêt, le chômage ne cesse d'augmenter et les collectivités continuent de se fracturer sous le poids de la pauvreté, de la criminalité croissante et d'un sentiment grandissant de désespoir. Si le quotidien des Canadiens ne cesse d'empirer, il y a lieu de se demander si la prétendue nouvelle orientation en est bien une.

En cette période critique, notre pays a besoin d'une vision audacieuse, mais si l'on ne corrige pas sérieusement le tir et qu'on se contente de parler d'un « nouveau » gouvernement libéral, on ne fera guère plus que si l'on avait changé les transats de place sur la *Titanic*; la catastrophe sera la même, seul le point de vue sera différent. Nous avons déjà une idée de ce à quoi correspond cette nouvelle orientation sous la houlette du premier ministre actuel, à en juger par l'approche du gouvernement libéral dans le cas du supplément de la remise sur le carbone versée aux résidents des régions rurales. Au cours des dernières semaines, les Canadiens des collectivités rurales et éloignées dans des circonscriptions comme la mienne, New Tecumseth—Gwillimbury, ont reçu des correspondances rageuses de l'Agence du revenu du Canada — il ne faut jamais répondre aux numéros 613. Cette agence, plus généralement connue sous l'acronyme ARC, exige que ces gens-là remboursent les milliers de dollars perçus au titre de la remise de la taxe sur le carbone après avoir été amenés à croire qu'ils y avaient droit. Ces Canadiens vivent loin des centres urbains, dans des régions où la taxe sur le carbone a eu une incidence disproportionnée sur leur quotidien. Pourtant, les libéraux ont choisi de les classer comme faisant partie de la région métropolitaine de recensement de Toronto, autrement dit de Toronto. En conséquence, on leur a refusé le supplément rural qu'ils méritaient. J'ai soulevé cette question des dizaines de fois au cours de la dernière législature.

Le gouvernement libéral a fini par reconnaître cette injustice dans le budget de 2024 et, de nouveau, dans l'énoncé économique de l'automne, mais rien n'a été fait. Aucune mesure n'a été prise. Parallèlement, l'actuel gouvernement libéral se vante d'avoir annulé la taxe sur le carbone. Il a commencé à demander agressivement aux Canadiens des régions rurales qui avaient déjà du mal à s'en sortir de rembourser des sommes perçues. Ce n'est pas un changement, mais un exemple de plus où le gouvernement libéral répète

les mêmes erreurs et les mêmes échecs que ceux de la dernière décennie, une décennie qui a entraîné énormément de déclin et de désespoir dans tout le Canada. Il s'agit du même clivage entre les régions rurales et urbaines que nous avons constaté à maintes reprises.

Il n'est donc pas étonnant que tellement de Canadiens aient des doutes quant à la prétendue nouvelle orientation prise par le premier ministre et son parti.

• (1115)

Après tout, le gouvernement a refusé de présenter un budget au cours de la session du printemps et il n'a fourni aucun plan détaillé des mesures qu'il compte prendre pour résoudre la crise du coût de la vie à laquelle les Canadiens font face actuellement. Le budget principal des dépenses publié hier aggrave encore les choses, puisqu'il annonce plus de dépenses que sous M. Trudeau et une augmentation massive des dépenses pour les consultants, la bureaucratie et le coût global du gouvernement.

Un discours du Trône n'est pas un plan. Il est ambitieux, mais il y manque les détails et la clarté nécessaires en cette période cruciale pour notre pays. Rien n'y est chiffré. À combien s'élève le déficit? Qu'en est-il des dépenses publiques? Combien coûteront toutes les promesses formulées dans le discours? Nous n'avons pas les réponses à ces questions, alors que les Canadiens en ont cruellement besoin en ce moment.

Nous voyons également, avec l'approche des libéraux en matière de logement, une crise qu'ils semblent se contenter d'aggraver. Le nouveau ministre du Logement libéral a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de faire baisser le prix des maisons dans un marché qui est devenu le plus inabordable du G7. Voici le véritable message des libéraux aux jeunes qui n'ont pas les moyens d'accéder à la propriété et de réaliser tous les rêves et toutes les possibilités qui y sont associés: rien ne changera, et la situation ne s'améliorera pas.

Le discours du Trône l'a mis encore plus en évidence, puisque les libéraux se sont vantés de la création d'une énième agence gouvernementale, « Maisons Canada ». Voilà exactement ce dont ont besoin les Canadiens qui n'ont pas les moyens de s'acheter une maison: davantage de bureaucratie, davantage de paperasserie, davantage de retards et davantage d'obstacles à la construction de logements. Je crois vraiment que les députés libéraux ont besoin d'être rappelés à la réalité.

Lorsque j'ai fait du porte-à-porte pendant la campagne électorale, un homme de 27 ans qui vit à Bradford m'a dit qu'il allait voter conservateur parce qu'il avait besoin d'espoir. Les parents de ce Canadien de première génération ont immigré au Canada au début des années 1990. Son père a conduit des semi-remorques pendant plus de 30 ans; il est même devenu propriétaire-exploitant et il a acheté une petite maison. Son fils a envie de suivre les traces de son père, mais il m'a expliqué qu'hélas, il fait du camionnage longue distance 7 jours sur 7 à raison de 10 heures par jour et qu'il n'arrive tout simplement pas à se sortir du sous-sol de ses parents. Il n'a carrément pas les moyens de faire mieux.

L'Adresse

Le Canada est devenu un pays où travailler dur ne rapporte plus et où les rêves les plus élémentaires, comme créer une entreprise, posséder un logement ou élever une famille, sont pour un trop grand nombre de personnes devenus inaccessibles. L'ancienne formule, celle qui dit qu'occuper un emploi et avoir du cœur à l'ouvrage permet de gagner un bon salaire et de mettre de l'argent de côté pour l'avenir, ne fonctionne plus. Je comprends les Canadiens d'avoir l'impression que l'espoir et le changement qu'ils attendaient de leur vote ne seront tout simplement pas au rendez-vous. Comment pourrait-il en être autrement quand le discours du Trône et les premières actions du soi-disant « nouveau » gouvernement libéral s'inscrivent tous dans la continuité des échecs auxquels on nous a habitués?

En tant que membre de la loyale opposition de Sa Majesté, je me réjouis de m'acquitter de ma responsabilité dans cette enceinte en exigeant du gouvernement qu'il rende des comptes aux Canadiens. À titre d'opposition officielle, nous veillons à ce que les Canadiens soient bien représentés et, ce faisant, nous poussons le gouvernement à être le meilleur possible, souvent malgré lui.

En ce début de législature, n'oublions pas que personne n'a le monopole des bonnes idées. L'enthousiasme est gratuit, et c'est bien de voir les libéraux s'en rendre enfin compte. Après tout, ce sont les conservateurs qui ont mené la charge pour abolir la taxe sur le carbone, supprimer la TPS sur les maisons neuves et réduire l'impôt sur le revenu des travailleurs canadiens. Nous continuerons à nous battre pour tous les Canadiens. Les conservateurs présenteront des propositions raisonnables dans les jours à venir, de façon à rétablir la formule pour une bonne vie au Canada, au bénéfice de tous les Canadiens.

• (1120)

Peter Schiefke (Vaudreuil, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours à la Chambre et je le félicite pour sa réélection. J'ai beaucoup aimé le côtoyer aux comités et je serai heureux de travailler avec lui à l'avenir.

Ma question au député comporte deux volets. Premièrement, votera-t-il en faveur de la baisse d'impôt que le gouvernement proposera? Deuxièmement, pourrait-il nous parler de certains des avantages dont bénéficieraient ses concitoyens grâce à la baisse d'impôt que nous proposerons?

Scot Davidson: Monsieur le Président, je suis en faveur de toutes les baisses d'impôt. Toutefois, je dois dire très franchement que cette mesure n'est tout simplement pas suffisante. J'ai fait allusion dans mon discours au supplément pour les régions rurales. Il s'agit d'argent que mes concitoyens ont dépensé et qu'ils ont payé. Cet argent doit leur revenir, mais le gouvernement reste les bras croisés. Mes concitoyens reçoivent maintenant des lettres de l'Agence du revenu du Canada où on leur demande de rembourser cet argent. Nous avons inscrit des questions au Feuilleton à l'intention du gouvernement à ce sujet. Les habitants de Toronto-Centre, dans le centre-ville de Toronto, ont reçu le supplément pour les régions rurales, mais les Chippewas de Georgina Island, au milieu du lac Simcoe, se sont vu refuser le supplément pour les régions rurales au titre de la taxe sur le carbone.

Doug Shipley (Barrie—Springwater—Oro-Medonte, PCC): Monsieur le Président, la circonscription de mon collègue et la mienne sont très semblables, et j'ai trouvé que ce qu'il a dit se rapprochait beaucoup de ce que j'ai entendu en faisant du porte-à-porte. Il a parlé d'un jeune camionneur qui a du mal à joindre les

deux bouts et qui a n'arrive pas à partir du sous-sol de ses parents. J'ai moi aussi entendu beaucoup d'histoires comme celle-là.

Je me demande si le député peut me dire comment nous redonnons maintenant espoir aux gens. Que dira-t-on à ceux qui voient ce qui est en place et qui continueront d'en arracher au cours des prochaines années? Que dit le député à ses concitoyens sur notre rôle ici, où nous nous battons tous les jours pour eux afin de faire baisser le coût de la vie?

Scot Davidson: Monsieur le Président, en tant que loyale opposition de Sa Majesté, nous pousserons le gouvernement à être le meilleur possible.

Comme mon collègue l'a dit, c'est ce que nous avons entendu à d'innombrables reprises lorsque nous avons fait du porte-à-porte: les gens sont carrément fauchés, mais le gouvernement continue de dépenser. Une famille qui a une voiture louée, des paiements hypothécaires, des assurances, des factures de téléphone cellulaire et des dépenses d'épicerie ne peut tout simplement pas joindre les deux bouts. Il faut faire comprendre cette réalité au soi-disant nouveau gouvernement libéral. On ne peut pas se contenter d'un repositionnement. Les Canadiens comptent sur nous pour les aider.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski—La Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je salue mon collègue et le félicite pour sa réélection.

Le Parti conservateur se targue d'être le maître pour réduire les dépenses. Il y a eu une grosse dépense dans les derniers jours. C'est la venue du monarque étranger Charles III.

J'aimerais que mon collègue me réponde simplement. Est-il d'accord d'avoir dépensé des millions de dollars pour faire venir un souverain étranger afin que nous ne soyons pas menacés par les Américains d'une possible annexion?

[Traduction]

Scot Davidson: Monsieur le Président, comme il a été fantastique de voir le roi ce jour-là. Je me suis rendu au Sénat à pied; je n'ai pas emprunté l'autobus. J'ai vu la foule et les drapeaux du Canada. Je me suis dit que le roi inspirait les Canadiens. Le Canada est réellement fort et libre. Jamais il ne deviendra le 51^e État. J'inviterais le roi à revenir ici. J'adorerais le revoir.

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, étant, comme moi, député d'une circonscription rurale, mon collègue sait que les administrations publiques locales assument environ 60 % du coût des projets d'infrastructure tout en ne percevant pourtant qu'environ 10 % de l'ensemble des recettes fiscales. Je le sais, puisque j'ai déjà été conseiller municipal de Tofino.

Je donne un exemple. Dans ma circonscription, le Village de Cumberland est aux prises avec des dépassements de coûts en raison de l'inflation, qui touche l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Le Village considère que le gouvernement fédéral, en tant que principal percepteur d'impôt, est un partenaire essentiel pour concrétiser ses projets d'infrastructure. Or, le gouvernement fédéral ne fait preuve d'aucune souplesse lorsqu'il y a des dépassements de coûts.

Mon collègue est-il d'accord pour dire que le gouvernement doit se montrer plus souple et être un partenaire plus solide? La Fédération canadienne des municipalités est sur le point de tenir son congrès annuel. Les municipalités ont besoin de connaître la réponse.

• (1125)

Scot Davidson: Monsieur le Président, mon collègue se soucie de l'environnement. Nous allons de nouveau nous pencher sur la question des plastiques, et je tiens à l'en remercier.

Mes observations portent sur le fonds libéral pour décélérer la construction de logements. Est-ce un décélérateur ou un accélérateur? Je ne le sais plus. Le problème, c'est qu'il ne fait pas construire de maisons. Certaines municipalités manquent d'infrastructures ou ont des infrastructures qui tombent en ruine.

Andrew Lawton (Elgin—St. Thomas—London-Sud, PCC): Monsieur le Président, c'est un immense honneur d'être ici pour prononcer mon premier discours de la présente législature et mon tout premier discours en tant que député. Mon parcours jusqu'ici a été parsemé d'embûches. C'est le cas pour chacun des députés. Nous avons mené une campagne très ardue. Je tiens à remercier tout particulièrement les personnes sans qui je ne serais pas ici. L'une de ces personnes, mon épouse, Jennifer, est à la Chambre aujourd'hui. Sans elle, je ne serais pas l'homme que je suis aujourd'hui. Je lui suis extrêmement reconnaissant d'avoir été à mes côtés tout au long de cette aventure. Je tiens également à remercier mes parents, Jim et Trish, qui m'ont inculqué l'importance de ne pas ménager mes efforts et qui m'ont donné les encouragements et la motivation dont j'avais besoin pour réaliser tout mon potentiel. C'est outillé de ce bagage que je me retrouve maintenant devant vous, monsieur le Président. Je leur offre à tous mes remerciements.

Je tiens à dire aux habitants d'Elgin—St. Thomas—London-Sud que je suis très conscient, en faisant mes premiers pas dans cette enceinte, que ce n'est pas mon siège, mais celui des gens de ma circonscription. Je m'engage à être un fidèle défenseur de ceux qui m'ont offert ce siège ainsi qu'à représenter les habitants de ma circonscription tant et aussi longtemps que j'aurai l'honneur de siéger à la Chambre. Je serai à leur service.

S'il y a une chose que j'aime de ma circonscription, c'est à quel point elle reflète la grande diversité du Canada. On y retrouve des collectivités rurales et des petites villes. Il y a St. Thomas, une ville en pleine croissance. Il y a London, avec sa communauté incroyablement dynamique. Ma circonscription compte des villages côtiers et des pêcheries, de même que des entreprises de petite taille et de grandes industries manufacturières. Il y a plus de 1 400 exploitations agricoles, allant des petites fermes familiales, qui nourrissent les collectivités environnantes, aux grandes entreprises agricoles, dont les récoltes sont acheminées partout dans le monde.

Le comté d'Elgin et la circonscription d'Elgin—St. Thomas—London-Sud sont des exemples de réussite, et c'est un honneur pour moi de les représenter en tant que député à la Chambre des communes. C'est une circonscription incroyablement vivante. De Rodney à Strathfordville, de Port Glasgow à Port Burwell, d'Eagle à Iona Station en passant par ma région bien-aimée de Lawton's Corners, ma circonscription est une mosaïque de collectivités formidables habitées par des gens formidables. Mon rôle est de les représenter tous et toutes, peu importe leur choix sur le bulletin de vote — les agriculteurs, les artistes, les entrepreneurs, les nouveaux qui viennent de s'établir au Canada et tous ceux qui ont contribué à bâtir notre pays et cette communauté au fil des générations.

Ce sont les habitants de ces régions rurales et de ces petites collectivités qui se sont sentis les plus négligés ces 10 dernières années par le gouvernement libéral. Les difficultés qu'ils connaissent sont ce qui m'a poussé à me lancer en politique. En tant que journaliste et présentateur, je ne pouvais pas rester sur la touche pendant une

L'Adresse

élection dont les enjeux étaient aussi décisifs. J'ai senti que je devais participer à l'élaboration des solutions.

Comme la plupart des députés, j'ai passé la campagne à faire du porte-à-porte. J'ai parlé à des milliers de personnes dans ma circonscription et je tiens à faire part de quelques-unes des histoires qui m'ont marqué et que je porte en moi aujourd'hui.

L'une d'entre elles concernait une enseignante à la retraite de St. Thomas, une électricienne qui m'a dit avoir voté libéral à chaque élection toute sa vie. Je lui ai demandé pourquoi elle ne voterait pas pour les libéraux maintenant, et elle m'a répondu: « Je ne peux pas. » Un fin politicien aurait probablement accepté cet appui et en serait resté là, mais en tant que journaliste, j'ai voulu en savoir plus. Elle m'a dit que ses fils avaient 28 et 30 ans et qu'ils vivaient chez elle, et que si les choses ne changeaient pas, ils ne pourraient jamais déménager.

Cette conversation ressemble énormément à d'innombrables autres conversations que j'ai eues avec des gens dont les familles n'ont pas pu s'épanouir et prospérer comme la plupart des Canadiens en rêvent, comme les habitants de ma circonscription en rêvent, à cause des politiques du gouvernement libéral, qui ont fait de l'accession à la propriété un fantasme plutôt qu'un rêve et une aspiration.

À Aylmer, un propriétaire d'entreprise dans le domaine de l'usinage estimait qu'ensemble, la fiscalité, la réglementation, la bureaucratie et, oui, la taxe sur le carbone rendaient les affaires tellement dispendieuses dans sa propre collectivité qu'il ferait mieux de fermer boutique et de prendre sa retraite ou de déménager dans un autre pays, comme les États-Unis. C'était avant la menace des droits de douane. Notre économie était déjà affaiblie par les dix années passées sous le gouvernement libéral.

J'ai rencontré un couple à London qui faisait tout ce qu'il fallait. Les deux travaillaient, économisaient ce qu'ils pouvaient et subvenaient aux besoins de leurs enfants, mais voilà que leur propriétaire vend la maison qu'ils louent. Ils étaient convaincus, compte tenu des loyers et des maisons hors de prix, qu'ils allaient se retrouver à la rue. Ce n'est pas ce qui devrait arriver dans un pays qui a autant à offrir que le Canada.

• (1130)

Ces histoires restent gravées dans ma mémoire. Elles sont gravées dans mon cœur quand j'entre dans cette enceinte. Elles représentent ce qui me motive à venir travailler ici en tant que député. Toutefois, ces luttes et ces histoires n'ont pas disparu le jour des élections. Ces personnes sont toujours là. Leurs luttes sont toujours d'actualité et elles méritent qu'on agisse. C'est exactement la raison pour laquelle il nous incombe, dans cette enceinte, d'agir et de livrer la marchandise.

Je suis entré en politique pour servir ces personnes. Je me suis également lancé en politique pour rendre le Canada plus libre. Depuis 10 ans, les libéraux se sont attaqués à la liberté de trop de façons pour que je puisse toutes les énumérer ici.

Les libéraux ont essayé, à leur manière paternaliste, de censurer ce que les Canadiens voient et disent en ligne. Les libéraux ont dit aux parents comment élever leurs enfants. Ils prétendent soutenir la liberté de la presse, mais ils interdisent à des journalistes indépendants de parler d'eux, alors que c'est un droit fondamental garanti par la Charte canadienne.

L'Adresse

Les libéraux ont menacé des lieux de culte de leur retirer leur statut d'organisme de bienfaisance tout en fermant les yeux devant le vandalisme qui se généralisait et les incendies criminels qui étaient allumés dans des églises. Non contents de fermer les yeux, certains ont même approuvé ces actes, tacitement ou explicitement. Le parti d'en face a imposé des politiques de l'élite laurentienne à des populations qui ne les ont jamais demandées et qui n'en veulent pas, comme je peux l'assurer aux députés pour avoir fait la campagne électorale.

Je tiens à dire aux libéraux que leurs attaques contre la liberté ne seront pas tolérées. Je les avertis dès maintenant. Je suis ici parce que j'aime mon pays. Contrairement au premier ministre, qui choisit le passeport lui convenant le mieux selon le moment, j'aime vraiment le Canada. Le Canada est ma seule patrie. C'est le seul pays dont je veuille être citoyen. C'est un honneur et un privilège d'être canadien.

J'ai toujours été fier de mon pays et je l'ai toujours défendu. Contrairement aux libéraux, qui se drapent dans le drapeau quand cela les arrange politiquement, je ne suis pas un patriote des beaux jours. De ce côté-ci de la Chambre, nous défendrons toujours le Canada. Nous serons toujours fiers de notre identité canadienne et de notre pays. Cela signifie être fier de nos institutions parlementaires, de notre histoire et des gens qui ont bâti le Canada. Cela signifie défendre ceux qui cherchent à le célébrer et le préserver. C'est ce qui m'amène ici. C'est ce que je ferai en tant que député.

Je n'aime pas les patriotes des beaux jours, ceux qui célèbrent depuis peu le canadianisme avec leurs drapeaux qu'ils viennent de sortir d'un emballage en plastique et dont on voit encore les plis. Ils voudraient donner des leçons au peuple sur ce que signifie être un Canadien qui joue du coude. J'ai toujours brandi le drapeau canadien avec fierté et je continuerai de le faire. Je ne resterai pas les bras croisés tandis que ceux qui nous dénigraient il y a quelques années essaient de nous faire la morale sur ce que signifie être un Canadien.

C'est une institution qui accorde à ceux et celles qui y siègent l'immense honneur de définir l'orientation que va prendre le Canada. C'est une responsabilité que je ne prends pas à la légère. Je suis honoré d'être présent parmi mes nouveaux collègues dans cette enceinte. Je suis reconnaissant à mes électeurs et je m'engage à les servir, ainsi que l'ensemble de la population canadienne. Que Dieu bénisse le travail que nous accomplissons dans cette enceinte et que Dieu bénisse le Canada.

• (1135)

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je sais que le député est un nouveau venu aux Communes, mais je trouve qu'il est tout de même passablement honteux de l'entendre insinuer que les membres du caucus libéral ne sont ni assez nationalistes, ni assez fiers de leur pays.

En fait, je pense que les Canadiens se sont exprimés très clairement. Lorsqu'il s'agit de protéger les intérêts de notre pays, ils se sont en effet tournés vers le Parti libéral et vers le premier ministre que nous avons aujourd'hui, parce que nous étions très à l'aise d'exprimer nos positions politiques. Les résultats sont là. Jamais auparavant une formation politique n'avait reçu autant de votes des Canadiens que l'actuel premier ministre et son parti lors des dernières élections.

J'aimerais citer un extrait d'une lettre de mandat: « Consacrer moins d'argent au fonctionnement de l'appareil gouvernemental

pour que les Canadiennes et les Canadiens puissent investir davantage dans les gens et les entreprises qui bâtiront l'économie la plus forte du G7. ». Le député ne croit-il pas qu'il s'agit là d'un objectif louable?

Andrew Lawton: Monsieur le Président, je suis fier de dire que je suis d'accord avec le député: oui, il est extrêmement important de bâtir une économie forte. Là où je ne suis pas d'accord avec lui, c'est sur la question de savoir si le Parti libéral, après tout le carnage qu'il a fait subir au Canada, est capable d'y arriver ou s'il en a la volonté.

[Français]

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, c'est un débat intéressant. J'ai écouté tantôt mon chef poser certaines questions au premier ministre en lien avec le discours du Trône. J'ai également écouté mon collègue de Drummond demander, tout comme l'avait fait mon chef, si, oui ou non, les libéraux comme les conservateurs peuvent s'engager à ce que les mesures qui vont découler du discours du Trône soient appliquées dans le respect des compétences du Québec et des autres provinces.

J'ai entendu des débats sur la procédure en lien avec ça, mais je n'ai pas entendu de réponse à ça. Est-ce possible d'avoir cette réponse?

[Traduction]

Andrew Lawton: Monsieur le Président, j'aimerais beaucoup avoir un siège de député ministériel, mais je ne peux pas répondre à la question du député sur ce que le gouvernement fera. Je peux cependant dire — et c'est un point très important — que l'effondrement du fédéralisme au Canada, en particulier au cours des dernières années, est attribuable au gouvernement libéral, qui est fidèle à lui-même et qui nous a conduits là où nous en sommes aujourd'hui. Le traitement que le gouvernement a infligé aux provinces a créé inutilement des frictions.

Je peux dire que, lorsque nous, les conservateurs, nous retrouvons de l'autre côté de la Chambre, ce qui, je l'espère pour le bien du Canada, se produira très bientôt, nous respecterons intégralement les compétences des provinces. Et surtout, nous favoriserons les mesures que le Canada et les Canadiens méritent.

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour votre nouveau rôle. J'espère que vous réussirez à rétablir l'intégrité et le decorum qu'exige ce poste.

J'aimerais lire à mon collègue l'une des rubriques incluses par le gouvernement dans le discours du Trône: « Bâtir un Canada fort en dépensant moins et en investissant davantage ». Hier, le gouvernement a déposé un budget des dépenses qui inclut une augmentation de 30 % des dépenses pour les consultants en gestion, soit les amis des libéraux chez McKinsey et les vauriens comme ceux de GC Strategies, ce qui représente 6 milliards de dollars de plus que l'an dernier alors qu'il s'agissait déjà d'une année record. Je me demande si mon collègue croit que dépenser 6 milliards de dollars de plus, pour un total de 2 400 \$ par ménage canadien, équivaut à dépenser moins.

Andrew Lawton: Monsieur le Président, je félicite mon honorable collègue pour sa réélection.

Au cours de la campagne électorale, dans le cadre des mesures que nous devons adopter pour remettre de l'ordre dans les finances du pays, nous avons entre autres proposé de cibler les consultants qui s'enrichissent sur le dos des contribuables. S'il fallait que le budget de mon ménage contienne 2 400 \$ de dépenses pour McKinsey ou d'autres consultants, ce serait les premières dépenses que je ferais disparaître.

Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement applique au budget appartenant à tous les Canadiens des critères qui diffèrent de ceux que les Canadiens utiliseraient eux-mêmes. Je pense que cela en dit long sur le contexte général, c'est-à-dire que, même si le gouvernement a comme plan de se doter d'un plan et même s'il proclame son intention de remettre de l'ordre dans les finances publiques, il ne respecte pas ses engagements, comme le montrent ses toutes premières déclarations de la présente législature.

● (1140)

Giovanna Mingarelli (Prescott—Russell—Cumberland, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Taiaiaok'o'n—Parkdale—High Park.

[Français]

Comme il s'agit de ma première intervention à la Chambre des communes, je veux profiter de cette occasion pour vous féliciter de votre élection à la présidence. Je tiens aussi à féliciter tous mes collègues ici présents à la Chambre des communes pour leur élection. Je suis fière de me joindre à eux en tant que députée de cette 45^e législature.

Avant de commencer, je tiens à souligner que les édifices du Parlement se trouvent sur le territoire non cédé du peuple anishinabe algonquin. Ma circonscription, Prescott—Russell—Cumberland, est située sur le territoire traditionnel des Haudenosaunee et du peuple de la longue maison.

J'ai le privilège de me lever ici aujourd'hui grâce à la confiance de plus de 39 000 électeurs et électrices de Prescott—Russell—Cumberland. Je leur en suis profondément reconnaissante. Je veux assurer à la Chambre que je représenterai du mieux que je le peux toutes les citoyennes et tous les citoyens de ma circonscription, qui s'étend sur 3 000 kilomètres carrés.

[Traduction]

Je tiens à remercier mon époux, Brandon Lee, ma famille, notamment ma mère, Jean Anderson, mon père, Angelo Mingarelli, mes frères et sœurs, les membres de ma nombreuse famille, les bénévoles et mon équipe de campagne, y compris les anciens députés de Prescott—Russell—Cumberland, Francis Drouin et l'honorable Don Boudria, qui m'ont soutenue tout au long de cette aventure.

Je suis fière d'avoir marqué l'histoire lors de la dernière élection en devenant la première femme élue dans l'histoire fédérale de Prescott—Russell—Cumberland, qui compte 75 ans d'existence. Je veux rendre hommage à Marlene Catterall, militante des droits des femmes, lauréate du Prix du Gouverneur général et ancienne députée d'Ottawa-Ouest—Nepean. Marlene m'a initiée à la politique sur la Colline du Parlement lorsque j'étais adolescente, dans le cadre d'un programme d'alternance travail-étude. Elle m'a appris l'importance de toujours traiter les gens avec dignité, respect et bienveillance. Marlene est décédée l'année dernière. Lors de notre dernière conversation avant sa mort, je lui ai annoncé que je présentais ma candidature dans la circonscription de Prescott—Russell—Cumberland. Elle était très fière.

L'Adresse

Sur la Colline, j'ai eu l'honneur de travailler avec des députés de toutes les allégeances politiques sur des dossiers multipartites concernant l'autonomisation politique, économique et sociale des femmes et des jeunes. Par exemple, j'ai été très active au sein du mouvement mondial de la gentillesse. Le Canada se classe systématiquement parmi les pays les plus reconnus dans le monde pour la bienveillance de leur population. En fait, nous sommes le seul pays à souligner la Semaine de la gentillesse, qui a lieu la troisième semaine de février. Je pense que nous pouvons tous adhérer à cette idée.

Cela dit, je suis ravie de contribuer au débat sur le discours du Trône de cette semaine. Je dois dire que d'assister à la visite royale du roi Charles et de la reine Camilla, ainsi qu'à la lecture du discours du Trône au Sénat par le roi est un grand honneur.

Je tiens à parler de l'importance du message de souveraineté que le roi a livré aux Canadiens cette semaine dans le discours du Trône. Il n'aurait pu être plus à propos, étant donné les défis que notre pays doit relever dans un monde qui n'a jamais été aussi dangereux et divisé depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Le roi a rappelé aux Canadiens que sa regrettée mère, la reine Elizabeth II, a inauguré les travaux parlementaires du Canada en 1957, à un moment où la Deuxième Guerre mondiale occupait encore beaucoup l'esprit des gens et où la Guerre froide s'intensifiait. La liberté et la démocratie étaient alors menacées, comme elles le sont en ce moment. La démocratie, la primauté du droit et la liberté sont des valeurs chères aux Canadiens, des valeurs que le gouvernement est déterminé à protéger en cette période difficile. Ce sont là des thèmes récurrents tout au long du discours du Trône du gouvernement.

Le discours souligne le travail en cours alors que le premier ministre et le président des États-Unis cherchent à définir une nouvelle relation dans les domaines de l'économie et de la sécurité entre les deux pays, une relation qui est « ancrée dans un respect mutuel et repose sur le même intérêt à transformer leurs nations souveraines pour le mieux ». Voilà un puissant message de la part du roi, un message que saluent les Canadiens en ces temps difficiles.

● (1145)

[Français]

C'est un message particulièrement important pour les agricultrices et les agriculteurs, pour les travailleuses et les travailleurs de l'acier ainsi que pour les nombreuses entreprises et familles de ma circonscription de Prescott—Russell—Cumberland qui dépendent des liens économiques étroits entre nos deux pays pour assurer leur subsistance.

Notre gouvernement est déterminé à maintenir la gestion de l'offre, un système qui assure la sécurité alimentaire de notre pays. C'est une excellente nouvelle pour les producteurs laitiers comme la famille Patenaude et ses 450 vaches Holstein à la ferme Gillette à Embrun, ainsi que pour des milliers d'autres producteurs laitiers et avicoles dans ma circonscription et partout au Canada.

L'Adresse

Je tiens aussi à mentionner les centaines de travailleuses et de travailleurs de l'acier chez Ivaco Rolling Mills, à L'Orignal. Près de 70 % de l'acier de cette entreprise est vendu aux États-Unis. À juste titre, on s'inquiète des droits de douane injustes imposés par les États-Unis sur l'acier. Ces droits de douane ont déjà causé d'importants torts à l'entreprise et mis en péril les moyens de subsistance de ses employés avec l'annonce de 104 mises à pied. Notre gouvernement défendra avec vigueur les travailleuses et les travailleurs ainsi que l'acier canadien.

Nous éliminons les barrières commerciales internes afin de créer une seule économie canadienne à partir de nos 13 provinces et territoires. Cela facilitera la vente d'acier et de nombreux autres produits à l'intérieur du Canada. Ces obstacles au commerce et à la mobilité de la main-d'œuvre coûtent au pays jusqu'à 200 milliards de dollars par année. Un projet de loi sera déposé afin d'éliminer toutes les barrières fédérales au commerce intérieur et à la mobilité de la main-d'œuvre d'ici la fête du Canada.

Notre gouvernement collabore étroitement avec les provinces, les territoires et les peuples autochtones afin d'élaborer des projets d'importance nationale qui uniront le pays, renforceront nos liens avec le monde et créeront des emplois bien rémunérés pour les générations à venir.

[Traduction]

Dans le discours du Trône, le gouvernement s'engage à bâtir un Canada où le coût de la vie sera plus abordable parce que l'économie ne peut être vigoureuse que si elle est au service de tous. Dans Prescott—Russell—Cumberland, le revenu moyen est d'environ 56 000 \$. Comme beaucoup de Canadiens, les gens de ma circonscription peinent à améliorer leur sort. C'est pour cette raison que le gouvernement réduit les impôts de la classe moyenne, ce qui permettra aux familles à deux revenus d'économiser jusqu'à 840 \$ par année. Il éliminera la TPS pour les acheteurs d'une première propriété d'une valeur égale ou inférieure à 1 million de dollars, ce qui générera des économies pouvant s'élever à 50 000 \$. Il réduira également la TPS sur les propriétés d'une valeur de 1 à 1,5 million de dollars, en plus de verser un financement important aux constructeurs de logements abordables.

Le gouvernement assurera la pérennité des programmes qui permettent déjà aux familles d'économiser des milliers de dollars par année, comme les garderies et l'assurance-médicaments. En outre, le gouvernement a récemment élargi le Régime canadien de soins dentaires, qui sera accessible à environ 8 millions de Canadiens, leur permettant d'économiser plus de 800 \$ par année, en moyenne.

[Français]

En tant qu'Ontarienne trilingue parlant l'anglais, le français et l'italien, j'ai l'honneur de représenter la belle circonscription de Prescott—Russell—Cumberland, riche de son patrimoine culturel fier et diversifié. Je souligne que 60 % des gens de la circonscription ont le français comme langue maternelle. En fait, c'est la seule circonscription à majorité francophone dans toute la province d'Ontario.

La protection de notre patrimoine culturel commence par nos institutions publiques et par l'assurance de services adéquats dans les deux langues officielles. Je suis fière de faire partie d'un gouvernement qui comprend et respecte cette réalité. C'est pourquoi notre gouvernement appuiera CBC/Radio-Canada avec une augmentation annuelle de son financement et encouragera l'usage des deux langues officielles du pays en investissant dans les industries cultu-

relles et créatives du Canada. Il est essentiel pour les Franco-Ontariennes et les Franco-Ontariens, ainsi que pour tous les francophones à l'extérieur du Québec de préserver leur langue et leur patrimoine culturel.

[Traduction]

Le discours du Trône présente une vision pour le Canada qui ravive un sentiment de fierté nationale, d'unité et d'espoir tout en reconnaissant les fondements historiques de notre pays qui poursuit sa route sur le chemin de la vérité et de la réconciliation.

Je me réjouis à l'idée de travailler avec tous mes collègues à la Chambre. Nous ne serons pas toujours d'accord, mais, comme notre nouveau Président l'a dit lors de son discours à la Chambre, il est possible de réfuter un argument de façon habile et convaincante sans recourir à des invectives ou à de l'intimidation. Nous devons rechercher l'équilibre entre le respect et l'ordre, d'une part, et un débat vigoureux qui clarifie les choses, d'autre part. Je m'engage personnellement à traiter chaque député avec dignité, respect et gentillesse.

Encore une fois, tout au long de ma carrière professionnelle, je me suis efforcée de collaborer avec toutes les parties pour obtenir des résultats. Je m'engage à poursuivre ce travail et à faire tout ce qui est nécessaire pour atteindre notre objectif commun, soit améliorer la vie de tous les Canadiens, y compris celle de tous les résidents de Prescott—Russell—Cumberland.

• (1150)

Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, je félicite la députée de Prescott—Russell—Cumberland pour son premier discours à la Chambre des communes.

Pendant la campagne électorale, il y avait un large consensus sur le fait que le Canada doit passer en mode construction. Il faut construire des infrastructures énergétiques et davantage de logements. Nous devons en faire beaucoup plus que ce que nous avons fait au cours des 10 dernières années. Cependant, le candidat libéral dans ma circonscription a dit que les circonscriptions libérales recevraient davantage d'argent. En fait, il a dit que voter pour les libéraux dans Mission—Matsqui—Abbotsford permettrait à la circonscription d'obtenir davantage de fonds fédéraux. Je ne crois pas que ce soit le cas.

J'aimerais que la députée précise sa vision de l'affectation des fonds destinés aux infrastructures. Les circonscriptions libérales devraient-elles obtenir plus de fonds que les circonscriptions conservatrices, ou les décisions devraient-elles être prises en fonction des besoins?

Giovanna Mingarelli: Monsieur le Président, j'estime que toutes les provinces et toutes les collectivités sont traitées avec le même respect et que l'intention est de fournir des services en fonction des besoins.

[Français]

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, je voudrais remercier les électeurs de Rivière-du-Nord de leur confiance renouvelée. J'assure la Chambre, comme j'assure mes concitoyens, que je ferai ce qu'il faut pour en être digne.

Je félicite également ma consœur pour sa récente élection, tout comme je vous félicite, autant pour votre élection que pour votre nomination à titre de Président de la Chambre. C'est une judicieuse nomination, j'en suis persuadé.

Dans le discours du Trône, on parle de créer une seule économie dans tout le Canada. J'ai entendu ma collègue nous parler des citoyens de Prescott—Russell—Cumberland. Je me demande si ces citoyens approuvent le fait qu'éventuellement l'autorité économique du gouvernement de l'Ontario soit assujettie à celle de l'autorité du gouvernement fédéral.

Ces citoyens sont-ils à l'aise avec cette déclaration de donner au fédéral une espèce de préséance sur leur gouvernement provincial ontarien?

Giovanna Mingarelli: Monsieur le Président, j'ai effectivement beaucoup parlé de l'importance d'une économie canadienne durant la campagne électorale, et les électeurs de Prescott—Russell—Cumberland sont convaincus qu'un gouvernement libéral les traitera avec respect et protégera non seulement l'économie nationale, mais aussi l'économie locale de Prescott—Russell—Cumberland.

[Traduction]

Sean Casey (Charlottetown, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord vous féliciter pour votre accession tant attendue au fauteuil de Président. En tant qu'ancien occupant de ce siège privilégié, comme nous en avons souvent parlé, ce n'était qu'une question de temps. C'est chose faite, et c'est une bonne chose.

C'est la première fois que je prends la parole au cours de cette législature. Je tiens également à remercier les bonnes gens de Charlottetown de m'avoir élu pour la cinquième fois, et ce, avec la plus forte majorité de l'histoire de la circonscription.

Je tiens à souhaiter la bienvenue à la députée de Prescott—Russell—Cumberland et à la féliciter pour son premier discours au Parlement. J'ai été particulièrement impressionné par la façon dont elle a abordé divers sujets, notamment la gestion de l'offre, le bilinguisme, l'importance de Radio-Canada et la civilité.

Bien que j'aimerais beaucoup que la députée nous en dise davantage sur ce dernier point, je pense qu'il a été abordé de manière assez approfondie ces derniers jours. Pourrait-elle nous parler un peu de l'importance de la gestion de l'offre dans sa circonscription, de son rôle dans la guerre commerciale qui s'annonce et de la résolution possible de cette guerre?

Giovanna Mingarelli: Monsieur le Président, effectivement, la gestion de l'offre est très importante, surtout pour la collectivité agricole de Prescott—Russell—Cumberland. On y trouve des producteurs laitiers, des producteurs de volaille, des producteurs d'œufs, etc. Ils sont profondément préoccupés par la gestion de l'offre parce que celle-ci affecte directement leur capacité à vendre leurs produits au Canada.

Le premier ministre a été clair: la gestion de l'offre est exclue de toute négociation future avec les États-Unis. En fait, c'est une telle priorité pour moi que la première chose que j'ai faite en tant que députée, après mon assermentation de vendredi dernier, a été de visiter une ferme laitière et de rencontrer tous les agriculteurs qui m'ont soutenue dans Prescott—Russell—Cumberland, ainsi que le ministre de l'Agriculture, Heath MacDonald. Les agriculteurs en étaient très heureux. Cela montre une fois de plus à quel point le gouvernement prend la gestion de l'offre au sérieux.

• (1155)

Le Président: Avant de poursuivre, je rappelle que nous ne pouvons pas désigner les députés par leur nom. C'est par l'entremise de la présidence que nous devons nous adresser aux autres députés.

Le député de Taiaiaiko'n—Parkdale—High Park a la parole.

L'Adresse

Karim Bardeesy (Taiaiaiko'n—Parkdale—High Park, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion d'intervenir à la Chambre pour la première fois, en tant que nouveau député de Taiaiaiko'n—Parkdale—High Park.

Nous sommes ici pour représenter diverses régions et collectivités, avec des identités ethniques, religieuses ou sexuelles différentes, et avec des idéologies et des styles différents. Cependant, je crois que, au cours de la présente législature, nous avons un objectif commun: un Canada plus fort, un Canada plus souverain et une voix plus forte pour les Canadiens que nous représentons.

Comme nous le savons tous, on n'arrive pas à la Chambre par soi-même. Je tiens à remercier ceux qui m'ont aidé à remporter mon siège, le siège du peuple: notre équipe de campagne, dirigée par Christopher Knipe, James Janeiro et Maha Jawass.

[Français]

Je remercie les députés à la Chambre qui ont cru en moi, et ce, même avant que mon équipe et moi-même ayons déployé les efforts nécessaires. Je remercie particulièrement la ministre des Transports et du Commerce intérieur, ainsi que les députés de Fredericton—Oromocto, de Toronto—St. Paul's, de York-Sud—Weston—Etobicoke et de Spadina—Harbourfront.

Je remercie ma famille, ma femme, ma fille et mon fils. C'est grâce à leur amour et à leur soutien que cet effort en vaut la peine, même si, en revanche, cela leur cause aussi de la peine. Surtout, je remercie les bénévoles et les électeurs. Ils ont reconnu l'enjeu particulier de cette élection. J'en parlerai un peu plus tard.

[Traduction]

Je remercie ma famille, mon épouse, ma fille et mon fils. C'est grâce à leur amour, leur soutien et leur confiance en moi que je peux faire ce travail, un travail qui rend leur vie déjà bien remplie encore plus chargée et qui a des répercussions sur eux, sur leurs propres familles et les nôtres. Cela inclut les membres de nos familles qui nous ont aimés, mais qui ne sont plus parmi nous. Je remercie les bénévoles de ma campagne, qu'ils soient membres d'un parti ou sans affiliation, ainsi que tous les électeurs de Taiaiaiko'n—Parkdale—High Park. Ils ont très bien compris les enjeux de la dernière élection, à savoir que nous devons insuffler une nouvelle énergie, une nouvelle orientation et une nouvelle détermination au projet qu'est le Canada, et ils ont répondu en nombre record.

Je tiens à rendre hommage à mon prédécesseur, M. Arif Virani, pour les 10 années qu'il a consacrées à notre circonscription. M. Virani était et est toujours un farouche et infatigable défenseur de la justice et des droits de la personne. Il a contribué à rendre notre système judiciaire plus adapté et plus représentatif. Il a milité pour des espaces plus sûrs en ligne. Ses réalisations au nom de la circonscription et de ses habitants sont nombreuses. Ainsi, il a veillé à ce que la Dunn House de Parkdale, qui est la première initiative canadienne de logement supervisé dirigée par un hôpital, reçoive un financement fédéral suffisant. Il s'est élevé contre l'agression russe en Ukraine et a veillé à ce que le Canada soutienne la cause de ce pays pour la liberté, ainsi que la cause pour l'autodétermination du Tibet. Rendons également hommage à son service à la Chambre et à sa communauté ici, que ce soit pour le programme de stages de l'Association canadienne des parlementaires amis du Tibet ou pour la ligue de soccer de la Chambre. J'espère que nous poursuivrons ce travail ou que nous continuerons de nous en inspirer.

L'Adresse

Je vais vous parler un peu de Taiaiaiko'n—Parkdale—High Park. C'est une petite circonscription, sur le plan géographique, d'un peu plus de quatre kilomètres sur quatre, nichée entre les voies ferrées, la rivière Humber et le lac Ontario, dans l'Ouest de Toronto, mais son histoire est riche. Taiaiaiko'n était un village haudenosaunee situé sur les rives de la rivière Humber et le long du sentier du Portage de Toronto qui reliait le lac Ontario aux Grands Lacs supérieurs, habité dès 6 000 ans avant notre ère, près de ce qui est aujourd'hui Baby Point.

Parkdale a d'abord été un village, puis une retraite campagnarde et, depuis des décennies, un lieu de vie pour des vagues d'immigrants venus du monde entier pour trouver à Toronto une communauté et des possibilités. High Park, qui abrite 57 tertres funéraires iroquois, est le poumon et le cœur battant de notre collectivité. On y trouve des cerisiers en fleurs, des ligues de baseball et des ornithologues amateurs, et aussi des visiteurs du monde entier.

Nombre d'entre nous viennent d'autres pays, et beaucoup ont vécu de dures épreuves, fui les régimes communistes de la Pologne ou du Tibet, de l'Ukraine ou du Vietnam, des Balkans ou des pays baltes. Des immigrants du monde entier, des personnes en détresse ont découvert notre précieux petit coin dans l'Ouest de Toronto pour y bâtir une collectivité, pour être un peu plus libres.

Il s'est passé quelque chose de très spécial au cours des six derniers mois à Taiaiaiko'n—Parkdale—High Park, et peut-être cette expérience a-t-elle été partagée par d'autres députés. Des personnes de tous les partis et d'aucun parti en particulier ont pris conscience de la menace qui pèse sur la liberté du Canada et se sont unies pour défendre le pays. Il s'agit d'une menace à la liberté tout à fait différente de celle dont parlait le député d'Elgin—St. Thomas—London-Sud, car, face à la menace qui pesait sur la liberté, ces gens ont choisi de se rapprocher. Ils ont choisi de jeter des ponts, de combler les fossés. Ils ont choisi, en fait, de prendre en compte non seulement leur propre intérêt, mais aussi l'intérêt des autres dans leur circonscription, l'intérêt national, parce qu'ils ont vu que la liberté de tous était en jeu. Ils ont vu, comme le premier ministre l'a si bien dit, que nous sommes à un moment charnière de notre histoire.

Ce moment charnière a fait prendre conscience aux gens que de nombreux membres de notre collectivité n'étaient déjà pas assez libres et que nous devons construire un Canada plus fort et plus sûr pour eux et avec eux. Les gens ont pris conscience du fait qu'il y a, ici, des personnes qui craignent d'être persécutées en raison de leur identité religieuse, ethnique ou raciale, de leur pays d'origine, de leur identité sexuelle ou de leur identité de genre. Ces gens ont pris conscience du fait que, même s'ils n'appartenaient pas à l'une de ces communautés, leur combat était le nôtre. Ils ont pris conscience du fait que le combat des artistes et des créateurs de chez nous, qui aspirent à un soutien pour leur travail et à l'affirmation de la souveraineté culturelle du Canada, est également le nôtre.

• (1200)

Ils ont pris conscience du fait que les travailleurs de l'automobile et du secteur des ressources naturelles étaient menacés, et que même s'ils ne travaillent pas dans ces secteurs, même s'ils conduisent une voiture européenne, une Tesla ou pas de voiture du tout, leur combat est le nôtre. Ils ont pris conscience du fait que, s'agissant de la menace existentielle que représente le changement climatique, même s'ils ne vivront pas assez longtemps pour voir le pire si nous n'agissons pas, ce combat est le nôtre. Pour les personnes souffrant de toxicomanie, disposant d'un revenu fixe et ayant des besoins multiples, même s'il ne s'agit pas d'elles-mêmes

ou d'un membre de leur famille, leur combat est le nôtre. Pour les personnes, en particulier les jeunes qui aspirent à vivre et à rester ici, leur combat pour le logement est le nôtre.

Si l'on évoque une économie unifiée dans le discours du Trône, c'est parce que les habitants de Taiaiaiko'n—Parkdale—High Park ont pris conscience du fait que, depuis trop longtemps, l'esprit de clocher qui se glisse occasionnellement dans cette enceinte et dans la politique publique du Canada nous a affaiblis. Si l'on évoque l'accessibilité financière dans le discours du Trône, c'est parce que nous avons tous besoin d'une approche commune et ciblée pour alléger nos charges financières. Si l'on y évoque le logement, c'est parce que les gens doivent être libres de vivre dans un endroit abordable. Si l'on y évoque un Canada uni, c'est parce que nous avons pris conscience que nous avons besoin d'un nouvel éveil, d'une nouvelle ère de construction nationale. Comme le souligne le discours du Trône, cela signifie que nos institutions nationales, telles que CBC/Radio-Canada, nos parcs nationaux et Via Rail, doivent être renforcées et que nous avons besoin d'une nouvelle infrastructure de construction nationale pour relier nos réseaux électriques et énergétiques ainsi que nos économies d'un océan à l'autre. Si l'on y évoque l'économie la plus forte du G7, c'est parce que les gens ont pris conscience de ce que le premier ministre a si bien dit il y a quelques minutes: nous avons besoin d'une économie forte pour soutenir les programmes sociaux solides sur lesquels nous comptons et qui constituent une part si importante de notre identité nationale. Lorsqu'on a réaffirmé la souveraineté canadienne dans le discours du Trône, alors que le roi occupait le trône au Sénat il y a quelques jours, on l'a fait avec un chœur d'habitants de Taiaiaiko'n—Parkdale—High Park qui aspirent à une autre voie que la domination américaine.

Les gens prennent conscience du fait que, pour nous libérer, il nous faut tout simplement créer ces ponts, que la liberté vient de l'interconnexion et non du repli sur soi. Ce sont surtout les personnes qui se sont engagées dans la campagne, avec ou sans affiliation politique, celles qui ont su créer des ponts entre les divisions, qui m'ont appris cela. Il y a eu des bénévoles comme Mark Bhadwar, qui avait pris part à la campagne de Brian Mulroney et qui avait pris conscience de la possibilité pour le Canada de diversifier son économie. Il y a eu des gens comme Brenda McLaughlin, la bénévole par excellence de notre circonscription dans le secteur de Runnymede, un pilier dans son milieu, qui est sortie tôt tant de matins pour parler aux électeurs dans les stations de métro à travers la circonscription. Il y a eu des gens comme Soroush Zinsaz, un dentiste récemment arrivé d'Iran, qui travaillait dans sa boulangerie. Il passait ses quarts de travail non pas à exercer sa profession, mais à vendre des produits de boulangerie aux habitants de Bloor West Village. Il y a eu des gens comme Amy et ses fils jumeaux, Louis et Felix, en septième année, qui ont fait leurs premiers pas dans la vie civique en parlant à des gens de tous âges et de tous horizons.

Tous ces bénévoles étaient motivés à parler à leurs concitoyens canadiens ou, dans le cas de Soroush, aux personnes qu'il souhaite voir devenir ses concitoyens. Tous ont choisi de nouer des liens malgré leurs différences. Il aurait été plus facile de rester en retrait. Il aurait été plus facile de se laisser envahir par les mauvaises nouvelles, mais ils ont choisi de nouer des liens, tout comme l'ont fait les Canadiens à l'échelle du pays.

L'Adresse

Aux dernières élections, les Canadiens se sont rendus aux urnes en nombre record pour affirmer la souveraineté et la liberté du Canada. La liberté est en marche, et notre caucus est là pour la défendre — et, je l'espère, l'ensemble des députés de la Chambre —, la protéger et la préserver. Mettons-nous au travail.

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le vice-président, permettez-moi d'être le premier à vous féliciter pour vos nouvelles fonctions. Je tiens à signaler à tous que M. Kmiec siégeait à côté de moi à la Chambre et que le fait qu'il se soit donné tant de mal pour devenir vice-président était pour ne plus avoir à s'asseoir à côté de moi.

Je tiens à remercier mon collègue de son discours. Je le félicite de sa victoire et le salue pour son discours inaugural.

Hier, lors du CANSEC, qui est essentiellement le congrès des entrepreneurs en matière de défense, le ministre de la Défense a parlé avec enthousiasme de la nécessité de trouver des ressources pour la défense. C'est formidable, mais il a donné l'exemple d'un autre pays qui a comprimé ses services publics à hauteur de 22 %; il a parlé avec enthousiasme d'un autre pays qui a supprimé les jours fériés nationaux.

Mon collègue peut-il commenter les propos du ministre de la Défense? Est-ce là leur plan, et si ce n'est pas le cas, comment comptent-ils trouver l'argent nécessaire pour financer toutes les dépenses supplémentaires que le gouvernement prévoit en matière de défense?

• (1205)

Karim Bardeesy: Monsieur le Président, je n'étais pas présent à cet événement. Je ne peux donc pas m'exprimer à ce sujet. Je peux cependant dire au député que, comme il le constatera dans le programme, notre caucus doit faire beaucoup de choses en même temps. Nous devons agir rapidement.

L'engagement relatif aux dépenses en matière de défense est solide et comporte de nombreux éléments, et nous allons travailler très dur pour le respecter. J'ai hâte que le ministre de la Défense nationale nous en dise plus à ce sujet.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski—La Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je salue mon collègue et je le remercie de son discours.

Dans le discours du Trône, on dit qu'on veut bâtir des logements abordables avec le programme Maisons Canada, qui s'appelait avant Bâtir Maisons Canada. On a changé le nom de ce programme pendant la campagne électorale après avoir fait preuve de négligence, voire d'insouciance à l'égard du français.

Ma question pour mon collègue est simple. Dans sa circonscription, quel serait le prix pour bâtir des logements abordables?

Karim Bardeesy: Monsieur le Président, comme je l'ai souligné, nous avons déjà beaucoup de succès avec l'Initiative pour la création rapide de logements, qui a produit des résultats pour les citoyens de Taiaiko'n—Parkdale—High Park avec Dunn House. Un deuxième projet sera mis sur pied sur le site de l'ancienne LCBO sur l'avenue Brock.

En tant que députés, nous représentons nos communautés, et, lorsque nous voyons que des programmes ambitieux sont mis en oeuvre, c'est une bonne chose. Il s'agit de voir comment nous pouvons mettre sur pied ces programmes.

Natilien Joseph (Longueuil—Saint-Hubert, Lib.): Monsieur le Président, je veux tout d'abord remercier tous mes concitoyens qui m'ont donné la chance d'être ici aujourd'hui pour représenter leurs voix ici à Ottawa. Je remercie tout d'abord mon équipe, les bénévoles, ma famille et tous mes collègues députés qui sont ici actuellement et qui m'ont encadré au début de cette 45^e législature.

Ma question est la suivante. La première mesure du nouveau premier ministre a été de réduire l'impôt sur le revenu, ce qui mettra des millions de dollars dans les poches des Canadiens. Du point de vue du député, quelles sont les retombées de cette mesure?

Karim Bardeesy: Monsieur le Président, il y a plus de pauvreté dans ma circonscription que dans d'autres circonscriptions. Même une petite réduction du coût de la vie est bénéfique pour les contribuables. Cette mesure devrait entrer en vigueur en juillet et elle aura des retombées immédiates.

Beaucoup de gens dans la circonscription Taiaiko'n—Parkdale—High Park sont dans la marge. Chaque effort que nous faisons pour reconnaître cela et réduire un peu le coût de la vie constitue une aide immédiate.

[Traduction]

Jenny Kwan (Vancouver-Est, NDP): Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter de votre nomination au poste de vice-président.

Dans le discours du Trône, on a beaucoup parlé, à juste titre, de la menace que représente l'administration Trump pour le Canada. Les Canadiens et, j'en suis convaincue, tous les députés de la Chambre accorderont une grande importance à cette question et à la protection du Canada et de notre souveraineté.

Parallèlement, nous sommes confrontés à une autre menace, celle de l'ingérence étrangère. Nous savions qu'à l'approche des élections, nos institutions démocratiques étaient menacées par des acteurs étrangers, mais le gouvernement libéral précédent n'a pas mis en oeuvre le projet de loi C-70. Nous n'en avons pas bénéficié pendant les élections, et aucune mention n'en a encore été faite par le gouvernement, y compris par le premier ministre.

Pourquoi n'a-t-on pas mentionné cette question dans le discours du Trône?

• (1210)

Karim Bardeesy: Monsieur le Président, nous commençons une nouvelle législature, ce qui signifie notamment que de nouvelles voix se feront entendre. Dans mon ancienne vie au sein de The Dais, un groupe de réflexion à l'Université métropolitaine de Toronto, nous nous sommes beaucoup penchés sur ce dossier. J'ai hâte de poursuivre ce travail avec la députée si c'est ce qu'elle souhaite.

David Bexte (Bow River, CPC): Monsieur le Président, je tiens à vous féliciter d'avoir été nommé vice-président. C'est une nouvelle fantastique, et vous avez bien mérité cette nomination.

L'Adresse

C'est avec humilité et détermination que je prends la parole à la Chambre aujourd'hui. Comme le fait ma famille depuis de multiples générations, j'ai l'intime conviction que si les gens travaillent fort, s'ils élèvent leur famille et s'ils aiment leur pays, ils pourront vivre librement, dans la dignité et la paix. Je suis l'arrière-petit-fils d'un pionnier qui a défriché les champs sauvages de ce qui allait devenir l'Alberta avant qu'il y ait de l'électricité et des chaussées pavées. Je suis également le fils d'un agriculteur qui a survécu au communisme en n'ayant rien d'autre que ses mains, sa famille et l'espoir que l'Alberta soit un endroit où ses enfants pourraient s'exprimer librement et vivre en sécurité sans jamais devoir s'incliner devant un État qui les déteste.

Mon père n'est pas venu au Canada en 1953 pour demander la charité. Il n'est pas arrivé avec un visa d'étudiant ni dans le cadre d'un quelconque programme bureaucratique de travailleurs étrangers temporaires. Non, Hubert Bexte est venu au Canada pour bâtir. Il est venu bâtir une ferme, une communauté, un pays et, surtout, une famille. Il a remboursé son passage depuis l'Europe en travaillant dans les champs de betteraves sucrières de l'Alberta, à l'extrémité sud de la circonscription que je représente ici aujourd'hui, et ce, sans aide sociale, sans chambre d'hôtel et sans trousse d'accueil parrainée par les libéraux. Mon père a misé sur sa sueur, ses sacrifices et sa conviction que le Canada pouvait être à la hauteur de ses aspirations.

J'ai choisi d'élever mes quatre enfants dans la campagne albertaine parce que c'est là où l'on peut encore réaliser la promesse d'une vie meilleure. Cette promesse avait force de vie autant dans les mains de mon arrière-grand-père que dans les pas de mon père, et, aujourd'hui, ce sont mes enfants qui prennent la relève. Je tiens à dire ceci: je ne serais pas ici sans le soutien de mon épouse, Lorelei, de mes enfants, Kyle, Kean, William et Annalise, de ma mère, Nadine, et de toute ma famille élargie.

Je tiens également à remercier les nombreux habitants de Bow River, de Grassi Lakes, de Tilley, de Gem, de Beiseker, de Conrich, de la nation Siksika, de Arrowwood, de Milo, de Carmangay, de Barnwell et de tous les endroits entre ces lieux. Ce sont mes voisins, et j'aspire à devenir comme eux. C'est pour eux que j'occupe ce siège.

Je suis également très reconnaissant envers 4-H Alberta, un programme et une communauté qui m'ont façonné dès mon plus jeune âge. J'y ai adhéré à l'âge de neuf ans, et c'est là que j'ai appris à m'exprimer avec assurance, à travailler avec détermination et à rendre service à mes voisins. C'est là que j'ai pour la première fois mis en pratique la devise qui m'accompagne encore aujourd'hui, à savoir « apprendre en travaillant ».

Je tiens également à saluer les jeunes qui nous regardent aujourd'hui. Dans le cadre du programme scolaire de sixième année de l'Alberta, les élèves étudient notre système politique, et bon nombre d'entre eux suivent les débats en direct. L'un de ces cours est donné par M. Brian Jackson, de Lyalta, et ses élèves sont très attentifs. Ils n'apprennent pas en écoutant des bribes de discours, mais plutôt en observant notre comportement à la Chambre.

La circonscription que je représente s'appelle Bow River. Ce n'est pas seulement un endroit; c'est un peuple, un foyer et une promesse. À l'instar des personnes qui en dépendent, la rivière Bow ne demande pas à Ottawa la permission de couler. Elle creuse la roche, maintient la vie et trace son chemin, que les députés le remarquent ou non. La rivière Bow passe devant des puits de pétrole qui ont été fermés par des personnes qui n'ont jamais mis les pieds sur une

plate-forme de forage. Elle coule devant des exploitations agricoles taxées par des bureaucrates incapables de faire pousser une mauvaise herbe. Elle passe devant des églises qu'on a laissé brûler. Pendant que les politiciens offrent des excuses au lieu de rendre justice, la rivière coule devant les maisons de vétérans, de personnes âgées et de familles qui ont été oubliés par le système, mais pas par moi. Ce qu'il y a de beau dans la rivière Bow, c'est ceci: même lorsque le gouvernement est à l'arrêt, elle continue de couler.

Lorsque des politiciens hostiles à l'Alberta tentent d'étouffer notre économie, la rivière Bow continue de couler. Lorsque des bureaucrates dans des tours de verre rédigent les règles qui paralysent nos exploitations agricoles, elle continue de couler. Lorsque des juges non élus réécrivent nos règles et les qualifient de progrès, elle continue de couler. Lorsqu'ils ferment nos églises, nos plates-formes et nos rodéos, elle continue de couler. La rivière Bow ne se soucie pas des acronymes à la mode ou de la politique de façade. Son rôle est plutôt de nourrir le bétail, d'abreuver les cultures et d'étancher la soif d'une terre exploitée. Elle alimente un écosystème et une économie et contribue à nourrir le monde. Elle n'attend pas de permission. Elle coule là où elle doit couler.

Si ce n'est pas encore clair, je ne parle pas seulement de la rivière. Je parle des habitants, car, tout comme la rivière Bow, nous avançons avec détermination et nous en avons assez d'attendre que le reste du pays nous rattrape. Nous n'avons pas besoin d'une stratégie nationale; nous avons besoin qu'Ottawa s'écarte du chemin. J'ai posé ma candidature pour défendre les intérêts de ceux qui ont bâti ce pays et qui le voient maintenant être démantelé par des personnes qui ne le comprennent pas et, pis encore, qui ne l'aiment même pas.

Cette semaine, le premier ministre a servi des promesses réchauffées aux Canadiens: une nouvelle instance bureaucratique chargée du logement, un nouvel ensemble d'expressions à la mode plutôt qu'un budget, plus de tracasseries administratives plutôt que des résultats, et pas le moindre mot concernant les oléoducs et les gazoducs ou les travailleurs qui font rouler l'économie.

● (1215)

Soyons honnêtes envers les Canadiens. Nous n'avons pas besoin de renouveler le consensus en matière d'immigration, celui-là même qui alimente l'ambition politique libérale depuis une décennie. Nous devons rebâtir le pays pour les Canadiens. Nous n'avons pas besoin de tromper les familles canadiennes pour qu'elles acceptent une immigration effrénée tandis que les salaires stagnent, que le prix des maisons explose et que les services s'effondrent. Nous devons réinstaurer le gros bon sens et faire passer l'intérêt des Canadiens en premier dans leur propre pays. Nous n'avons pas besoin d'autres promesses creuses. Nous avons besoin de chèques de paie suffisants pour élever une famille, de logements abordables et de rues assez sûres pour y circuler sans danger. Nous avons besoin d'un gouvernement qui réduit les obstacles, qui rétracte ses tentacules et qui a beaucoup plus de cran.

Je viens de la région du Canada qui nourrit le pays et alimente son économie, alors je vais m'exprimer en termes clairs. Là d'où je viens, les mots sont importants, mais le travail et les actes le sont davantage. Je suis ici pour lutter pour l'honnête travailleur, le propriétaire d'une exploitation agricole familiale, l'ouvrier des plateformes de forage, l'éleveur, le soudeur, la veuve, le fidèle et tous les enfants qui croient encore à la valeur de ce pays. J'arrive à la Chambre fort de l'un des plus importants appuis électoraux au pays. J'ai gagné cet appui en promettant de tout débâter pour ensuite entreprendre la reconstruction d'un pays que nous pourrions reconnaître à nouveau.

Cette semaine, le premier ministre a montré qu'il était là pour faire le contraire. Au-delà de l'apparat et des cortèges, il a manqué de respect à la Couronne en se servant du roi pour prononcer un discours usé et vide de façon à ce que les Canadiens ne se rendent pas compte d'une vérité simple, à savoir qu'il continue d'avancer de peine et de misère à la remorque du bilan désastreux de Justin Trudeau. J'ai un profond respect pour nos institutions, mais ce dont les Canadiens avaient besoin cette semaine, ce n'était pas de cérémonies fastueuses. Ils avaient besoin de substance, pas de sentiments. Ils avaient besoin de solutions, pas d'encore plus d'allocutions d'une élite tirée à quatre épingles. Ils avaient besoin d'action pour les gens en salopette, y compris les agriculteurs, les constructeurs et les manoeuvres, ainsi que pour les parents qui se demandent comment payer l'épicerie et le chauffage en même temps.

Les Canadiens en ont assez de se faire sermonner. Ils en ont assez qu'on leur dise que tout va bien alors qu'ils voient bien que ce n'est pas le cas. Notre pays a une histoire noble et fière. Il a été bâti par des pionniers, il a grandi grâce aux familles et il a été défendu par des personnes qui étaient prêtes à tout risquer pour concrétiser des promesses de liberté et de prospérité. Cependant, après une décennie d'incurie et de division dans les rangs libéraux, ces promesses s'évanouissent.

Le séparatisme albertain n'est plus une idée marginale. Quand je faisais du porte-à-porte, on me l'a dit tellement souvent que j'ai perdu le compte. Je peux dire sans détour aux députés que le maintien de l'Alberta dans la Confédération ne dépend ni de moi ni du gouvernement libéral. C'est à la population de l'Alberta de décider, et les Albertains savent qu'ils ont des options. Si la Chambre continue d'insulter, d'exploiter et de négliger l'Alberta, si elle refuse de traiter notre population et nos industries avec le respect qu'elles méritent, alors l'avenir de ce pays n'est pas garanti.

Aucun d'entre nous ne devrait tenir pour acquis qu'il aura encore son emploi demain. Le gouvernement pourrait perdre la confiance de la Chambre à tout moment. Lorsque ce moment viendra, les Canadiens se souviendront de ceux qui leur auront été solidaires et de ceux qui se seront dressés devant eux. Lorsque le système est paralysé, la rivière Bow continue de couler. Lorsque le gouvernement offre des platitudes au lieu d'un plan, la Bow continue de couler. Lorsqu'il oublie qui a bâti ce pays, nous nous en souvenons et nous continuons d'avancer.

Je remercie les gens de Bow River de m'avoir donné l'un des mandats les plus forts du pays. Je remercie ma famille, mes amis et mes voisins de m'avoir accordé leur confiance pour occuper cette fonction. Je ne les laisserai pas tomber. Je ne suis pas venu ici pour côtoyer des membres de la monarchie. Je suis venu ici pour lutter pour les familles, les agriculteurs et les travailleurs du secteur de l'énergie qui ont bâti notre pays. Je continuerai de me battre jusqu'à

L'Adresse

ce que le gouvernement libéral comprenne le message. C'est une promesse que j'ai l'intention de respecter.

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'impression que le député et moi risquons d'être souvent en désaccord. De mon côté, je suis convaincu que les Canadiens tiennent au système national de santé. Ils veulent un réseau national de services de garde. Ils veulent un gouvernement qui se soucie vraiment des gens et qui obtient des résultats concrets. J'ai écouté la première ministre de l'Alberta, et je pense qu'elle pourrait bien se trouver plus à gauche que le député. D'après les propos du député d'en face, je ne suis pas certain de son point de vue sur la question de la séparation.

Le député d'en face ne pense-t-il pas que le Canada, en misant sur la collaboration de tous, peut obtenir des résultats positifs pour toutes les régions du pays et que le gouvernement fédéral a un rôle très important à jouer dans la société?

• (1220)

David Bexte: Monsieur le Président, cela m'offusque un peu d'entendre l'allusion du député d'en face à mon patriotisme. Le Canada est le pays où ma famille est venue par choix, pour y avoir un avenir. C'était tout à fait délibéré. C'était le Canada ou l'Australie. Ils ont choisi le Canada, et c'est le sang qui coule dans mes veines.

Je pense que le problème, c'est que le gouvernement ne tient pas la promesse qu'il a faite à la population. Nous voulons une société qui profite à tout le monde; nous avons de la compassion. Nous voulons une société prospère qui survit et se développe, mais le gouvernement libéral n'a pas tenu cette promesse au cours des neuf dernières années, et rien dans la situation actuelle n'indique le contraire.

[Français]

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, je tiens d'abord à vous féliciter et à vous dire mon soulagement de vous savoir dans le fauteuil. Vous êtes un député rigoureux et, quand vous siégez comme député, que vous avez des questions à poser ou qu'on vous pose des questions, vous êtes redoutable. Je suis content de vous savoir dans le fauteuil, car nous aurons moins à vous affronter en tant que collègue et adversaire.

Je veux aussi féliciter le nouveau député de Bow River. J'avais une amitié et une affection particulière pour son prédécesseur, M. Shields. J'invite mon collègue à lui transmettre mes sincères salutations à la première occasion. Ça a été un plaisir de servir avec lui, notamment sur les questions touchant le patrimoine. M. Shields et moi avons siégé ensemble au Comité permanent du patrimoine canadien et je l'appréciais beaucoup.

J'ai écouté le discours de mon nouveau collègue de Bow River. Il a parlé de ce mouvement qui prône l'indépendance de l'Alberta à cause de l'insatisfaction des Albertains à plusieurs égards. Ce n'est pas à moi de juger si c'est justifié. Toutefois, je me questionne parce que, depuis des décennies, ce projet d'indépendance existe au Québec. Il n'a pas toujours été considéré avec le respect qu'on espère au fil des années.

L'Adresse

Avec cette réflexion qui commence à poindre en Alberta, est-ce que ce serait un bon moment pour avoir une réflexion profonde sur l'avenir de ce pays? Les différentes régions du Canada devraient peut-être s'interroger sur la meilleure façon d'affronter l'avenir et ses défis. Nous, nous pensons que le Québec devrait être une nation indépendante. Nous le disons depuis longtemps. Or, ce qui se passe actuellement en Alberta me donne l'impression que cette réflexion devrait s'étendre à tout le Canada.

[Traduction]

David Bexte: Monsieur le Président, j'ai omis de remercier l'ancien député Martin Shields pour tout son soutien ainsi que pour son travail et le dévouement dont il a fait preuve quand il occupait ce siège. Je lui transmettrai les salutations du député.

Je serai clair: je veux un Canada fort et uni. Les Albertains veulent un Canada fort et uni. Cependant, l'unité n'est pas quelque chose qui s'impose d'en haut; elle doit se mériter par le respect, l'équité et l'égalité de traitement. À l'heure actuelle, ce n'est pas vraiment ce que l'Alberta ressent et constate.

La Chambre a l'occasion de forger une nation et de la rassembler pour montrer à toutes les provinces ce qu'est la promesse du Canada. Si la Chambre veut l'unité nationale, il faut commencer par donner aux Canadiens de l'Ouest une raison d'y croire de nouveau.

Amarjeet Gill (Brampton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je vous remercie de me donner l'occasion de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui. Je tiens d'abord à vous féliciter de votre nouveau rôle et à féliciter tous les députés qui ont été élus ou réélus dans le cadre de la 45^e législature.

Aujourd'hui, je prends la parole à la Chambre pour remercier les habitants de la magnifique circonscription de Brampton-Ouest de m'avoir accordé l'honneur et l'incroyable privilège de les représenter au Parlement. Je reconnais et j'apprécie sincèrement que je suis ici aujourd'hui grâce aux efforts d'innombrables personnes, y compris ma famille, mes amis, mes mentors ainsi que des concitoyens qui m'ont soutenu, guidé et inspiré tout au long de mon parcours.

Je tiens à remercier les gens formidables de mon équipe qui ont organisé ma campagne et qui ont consacré d'innombrables heures et efforts, y compris les bénévoles, les militants, les donateurs et le personnel. Pour que nous puissions nous présenter aux élections, il a aussi fallu bien des sacrifices de la part de nos familles. Je profite de l'occasion pour remercier mon épouse, Amandeep Gill, et mon fils, Rajvir Gill, qui ont sacrifié beaucoup de temps, qui m'ont encouragé sans réserve à me présenter aux élections et à servir les habitants de Brampton-Ouest, et qui m'ont pleinement appuyé en ce sens.

Je remercie les résidents de Brampton-Ouest de la confiance qu'ils m'ont témoignée en me choisissant pour les servir. Je m'engage à discuter des priorités qui leur tiennent à cœur et à demander des comptes au gouvernement non seulement au nom des résidents de ma circonscription, mais aussi de ceux de l'ensemble de la ville de Brampton. C'est avec humilité que j'assume la grande responsabilité de représenter mes concitoyens de Brampton-Ouest et leurs valeurs, leurs préoccupations, leurs espoirs et leurs rêves d'un avenir brillant et inspirant pour eux-mêmes et leurs enfants dans ce beau pays qui est le nôtre et que nous sommes tous fiers d'habiter.

Après avoir terminé mes études postsecondaires en génie et en sciences politiques et après avoir obtenu une maîtrise en administration des affaires, j'ai immigré au Canada en 1998. Je suis très reconnaissant de pouvoir dire que le Canada est mon pays. Comme

beaucoup de résidents de Brampton-Ouest, j'ai des origines modestes. Je viens d'une famille de militaires; mon grand-père et mon père ont tous deux servi leur pays dans les forces armées pendant la Première Guerre mondiale et la Seconde Guerre mondiale, respectivement. Grâce à leurs sacrifices, j'ai pu constater que la liberté et les possibilités sont des dons du dévouement et de l'altruisme transmis de génération en génération. Leur legs de devoir et de courage me rappelle que je dois moi aussi travailler avec diligence en m'appuyant sur ces valeurs de dur labeur, de détermination et de persévérance pour contribuer à une vie remplie de liberté et de possibilités pour la prochaine génération.

Si mon père m'a inculqué la discipline et le sens du devoir et du service, ma mère m'a transmis les valeurs de la sollicitude et de la compassion. Par son exemple, elle m'a enseigné l'importance de prendre soin les uns des autres avec patience et compréhension, et de favoriser la croissance et la cohésion dans nos familles et nos collectivités. C'est avec ces valeurs de service, de travail assidu, de dévouement et de quête d'excellence pour le bien de tous que je me présente aujourd'hui devant vous au nom des habitants de Brampton-Ouest.

Brampton est mon lieu de résidence depuis plus de 20 ans. Je suis reconnaissant du fait que, comme nouvel arrivant, mes efforts et mon dur labeur aient été récompensés par la promesse du Canada, et j'ai pu saisir des possibilités qui m'ont permis de faire progresser ma carrière grâce à diverses expériences: de l'assurance de la qualité dans les secteurs de l'automobile, de l'industrie lourde et de l'aérospatiale à un mandat distingué en tant qu'arbitre des Tribunaux décisionnels Ontario, tout en élevant une famille dans une ville sûre et prospère.

Aujourd'hui, ce n'est pas seulement en tant que député de Brampton-Ouest que j'exprime ma gratitude, mais aussi en tant que porte-parole d'une collectivité à qui l'on a promis beaucoup et qui n'a pas reçu grand-chose.

Le discours du Trône parle d'ambition, d'inclusivité et de relance, mais pour mes concitoyens, ces mots sonnent creux. Ils sonnent creux pour les familles qui n'ont plus les moyens de faire l'épicerie, pour les résidents qui ont peur de marcher dans leur quartier et pour les jeunes qui voient leur rêve d'accéder à la propriété s'envoler. Le discours du Trône ne reflète pas la réalité quotidienne des habitants de Brampton.

Voici à quoi ressemble la réalité des habitants de Brampton en ce qui concerne ces enjeux importants que sont la sécurité, le coût de la vie, l'emploi, le logement, l'immigration et les occasions d'affaires, ou l'absence de celles-ci.

● (1225)

Parlons tout d'abord de sécurité publique. Alors que le gouvernement prétend renforcer la sécurité publique, les gens de Brampton vivent dans la peur. Les crimes violents et les vols de voiture ont augmenté de 50 %, et les extorsions, de 400 %. Les projets de loi C-5 et C-75, des politiques libérales laxistes en matière de criminalité, ont déclenché à Brampton des vagues de criminalité. Celle-ci s'inscrit dans la pire vague de criminalité que ce pays ait jamais connue. La police régionale de Peel a même dû lancer le projet Warlock dans le but de récupérer des véhicules et de mettre fin aux violations de domicile violentes. Voilà pourquoi l'association de la police régionale de Peel a appuyé le Parti conservateur ainsi que ma candidature. J'ai hâte de travailler en étroite collaboration avec ces policiers.

Le discours du Trône parle de donner plus d'outils aux forces de l'ordre, mais après huit ans d'inaction, les collectivités comme la mienne savent que dans les faits, un communiqué de presse ne procure aucune sécurité. Ce qu'il faut, ce ne sont pas des annonces recyclées, mais bien un véritable financement, une réforme plus rigoureuse de la mise en liberté sous caution et un soutien aux services de police locaux.

En ce qui concerne les questions de l'abordabilité et du coût de la vie, le discours du Trône en fait mention et pourtant, à Brampton, en avril dernier, le prix moyen d'une maison était d'un peu moins de 950 000 \$, un rêve qui est de moins en moins réalisable pour les familles de travailleurs. Le coût de la vie s'élève à près de 2 900 \$ par mois par personne. Le prix des aliments a monté en flèche. Les loyers sont en hausse. Les taux d'intérêt pénalisent les détenteurs de prêts hypothécaires, mais le gouvernement a tout de même ajouté d'autres taxes sur le carbone et creusé les déficits. Il n'y a aucun plan clair pour sabrer dans les dépenses inutiles ou pour permettre aux Canadiens de garder plus d'argent dans leurs poches.

En ce qui concerne les emplois et l'économie, le discours du Trône promet une nouvelle ère de croissance économique, mais les chiffres ne mentent pas. Le taux de chômage à Brampton est en hausse. Le taux de chômage est en hausse partout au Canada. Les petites entreprises peinent à survivre et croulent sous les formalités administratives et les impôts élevés. Nous avons besoin de politiques qui réduisent les impôts, favorisent les investissements et permettent aux Canadiens d'être mieux rémunérés.

En ce qui concerne l'immigration, je précise que je suis un immigrant et que je connais de première main la valeur que les nouveaux arrivants apportent à ce pays, mais je sais aussi que la croissance sans planification mène à des tensions. À Brampton, les immigrants représentent plus de 52 % de la population, ce qui témoigne de notre force multiculturelle. Toutefois, cette croissance rapide a pris le pas sur le logement, les transports en commun et les soins de santé.

Le discours du Trône évoque la question du logement, mais la crise s'est aggravée sous le gouvernement libéral. La population de Brampton connaît l'une des croissances les plus rapides du Canada, mais les permis de construction et l'achèvement des travaux sont loin d'être à la hauteur de la demande. Les promesses de collaboration avec les municipalités n'ont pas permis d'entreprendre suffisamment de travaux. Que fait le gouvernement fédéral lorsqu'il s'agit de procéder à une réforme du zonage, d'investir dans les infrastructures et de construire des logements locatifs? Nous devons agir maintenant pour construire des logements rapidement et permettre à nouveau aux Canadiens de réaliser leur rêve de devenir propriétaires.

En ce qui concerne les petites entreprises et les perspectives commerciales, le discours du Trône affirme que le Canada est prêt à faire des affaires. Or, pour les entrepreneurs de Brampton, la réalité se résume à des lourdeurs administratives, à une augmentation des coûts et à une incertitude quant aux politiques. Les propriétaires d'entreprises en général implorent un allègement fiscal et une rationalisation de l'octroi des permis. Au lieu de cela, ils ont droit à davantage de formalités administratives et à une augmentation des coûts salariaux. La vision des conservateurs est claire: réduire les tracasseries administratives, encourager l'innovation et soutenir l'épine dorsale de notre économie que sont les petites entreprises.

Les gens de Brampton-Ouest m'ont élu parce qu'ils en ont assez des promesses et qu'ils veulent maintenant voir des résultats. Ils en

L'Adresse

ont assez des grands titres sans substance, des slogans sans stratégie et des discours qui parlent d'ambition sans aucune feuille de route vers des résultats concrets.

Les habitants de Brampton-Ouest se sont sentis interpellés par les valeurs du Parti conservateur: la responsabilité financière, la sécurité publique, les débouchés économiques et le respect des familles et des entreprises. Pendant que le gouvernement se réjouit des grands titres, je me battraï pour les familles, les aînés et les jeunes Canadiens qui essaient de se bâtir une vie.

Je suis à l'écoute des gens de Brampton-Ouest et je suis à leurs côtés. Je continuerai à demander des comptes au gouvernement libéral jusqu'à ce que les voix de mes concitoyens soient vraiment prises en compte dans les décisions prises à la Chambre.

• (1230)

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, Brampton est une merveilleuse et magnifique ville canadienne. Beaucoup de mes concitoyens ont des proches et de la famille dans cette collectivité.

Maintenant, le député a consacré beaucoup de ses efforts et de son temps à la question de la criminalité. Je suis très sensible à cette question, car je sais que mes collègues, en particulier ceux de la région de Brampton, sont très préoccupés par la criminalité.

Je suis certain que le député reconnaît que la question de la criminalité relève de diverses compétences. Le gouvernement provincial, le gouvernement fédéral et l'administration municipale ont tous un rôle très important à jouer. Si nous voulons lutter contre la criminalité dans nos collectivités, le député ne croit-il pas que la province doit intervenir davantage, que la ville doit intervenir davantage et que le gouvernement fédéral doit également intervenir davantage?

C'est l'une des raisons pour lesquelles le premier ministre du Canada a dit aujourd'hui que nous pouvons nous attendre à examiner d'autres questions et d'autres mesures législatives concernant des sujets comme la réforme de la mise en liberté sous caution. Le député ne croit-il pas que c'est une bonne chose? Pouvons-nous compter sur son appui?

• (1235)

Amarjeet Gill: Monsieur le Président, c'est une excellente question. Je sais que le député est également préoccupé par la criminalité, ce qui me donne l'impression que, si nous collaborons, nous réaliserons certains progrès.

Je vais dire aux députés que je ne renforce pas les lois. Le leadership doit être exercé de haut en bas. Nous sommes bien placés pour renforcer les lois. Une fois que nous aurons adopté des lois strictes et réformé le régime de mise en liberté sous caution, nous pourrions demander à nos homologues provinciaux et aux municipalités d'appliquer ces lois. À mon avis — et je dis toujours la même chose —, les récidivistes violents doivent être en prison, et non en liberté sous caution. De plus, on me dit sans cesse que ce genre de mesures prend du temps.

Travaillons ensemble pour éliminer la criminalité dans les villes et partout au Canada.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski—La Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je salue mon collègue et le félicite pour son élection.

L'Adresse

Il a parlé d'un sujet très important, celui de l'immigration. On en a parlé dans le discours du Trône. On dit qu'on veut mettre un plafond sur l'immigration temporaire, notamment. On parle même de rétablir la confiance du public envers le système d'immigration. Toutefois, depuis les dernières années, depuis que le gouvernement libéral est en fonction, les libéraux nous ont complètement obnubilés sur la gestion du système d'immigration.

La croissance démographique du Canada est l'une des plus élevées au monde. Mon collègue de Brampton-Ouest l'a mentionné dans son discours en disant qu'il y a des besoins pour pouvoir intégrer les gens; des besoins en infrastructures, en services publics.

Le Québec demande depuis longtemps d'être maître de son immigration pour respecter sa capacité d'intégration et d'accueil, ainsi que pour protéger sa langue nationale, qui est le français.

Mon collègue est-il d'accord sur cette approche?

[Traduction]

Amarjeet Gill: Monsieur le Président, dans mon discours, j'ai indiqué que j'ai immigré au Canada. Je comprends l'importance de l'immigration pour le pays. Je sais ce que les immigrants apportent au Canada. Je conviens également que nous devons unir nos forces. Une fois que nous aurons uni nos forces, nous pourrions adopter des politiques d'immigration qui profitent à tout le Canada. Quand le Canada commencera à libérer le potentiel de ses ressources pour bâtir son économie et renforcer ses capacités, il pourra faire l'envie du monde entier.

Il y a une chose en laquelle je crois toujours: l'immigration doit être axée sur les compétences. Si nous avons besoin de gens, nous devons les faire venir. Je prône un Canada uni et fort, et nous travaillerons en ce sens.

Dan Muys (Flamborough—Glanbrook—Brant Nord, PCC): Monsieur le Président, il est bon de vous voir occuper le fauteuil. Je vous félicite de votre nomination.

Je félicite également mon collègue de Brampton-Ouest, notamment pour ses efforts en matière de lutte contre la criminalité.

Il y a des vols de voitures dans ma collectivité, comme partout dans la région du Grand Toronto. Pourtant, le gouvernement n'a entrepris aucune réforme sérieuse de la mise en liberté sous caution et n'a rien fait pour lutter contre le trafic de voitures volées qui sont exportées depuis les ports du pays. Le député pourrait-il nous dire quelques mots sur le vol de voitures et l'importance de cette question dans Brampton?

Amarjeet Gill: Monsieur le Président, la criminalité était la principale préoccupation des électeurs lorsque j'ai fait campagne dans Brampton-Ouest. Les gens vivent vraiment dans la peur. Ils n'osent plus sortir. Lorsqu'ils arrivent chez eux en voiture, ils regardent de tous les côtés avant d'entrer dans leur maison. C'est un problème très grave, et les libéraux n'ont rien fait pour y remédier. Mettons-nous au travail et éliminons la criminalité au pays et dans Brampton-Ouest.

• (1240)

[Français]

L'hon. Élisabeth Brière (Sherbrooke, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord débiter par vous féliciter pour votre nouveau rôle de vice-président. Je félicite également le Président de la Chambre. Les mauvaises habitudes reviennent vite. Je suis

convaincue qu'avec le respect que tous les députés vous vouent, vous saurez faire régner l'ordre et la bienséance à la Chambre.

[Traduction]

Je partagerai mon temps de parole avec le député de Don Valley-Ouest.

[Français]

J'offre également toutes mes félicitations à tous les députés réélus et aux nouveaux députés, en particulier aux députés de Compton—Stanstead et de Brome—Missisquoi. Nous formons un caucus de l'Estrie fort et tourné vers les besoins de notre belle région.

Je prends aussi un moment pour remercier les électeurs et les électrices de ma circonscription, Sherbrooke. Obtenir leur confiance pour un troisième mandat est un grand privilège, et je peux leur assurer que je les représenterai toujours avec le même engagement, la même écoute et la même ténacité.

À l'issue d'une campagne électorale où toutes les opinions ont pu s'exprimer, les Canadiennes et les Canadiens nous ont donné un mandat qui vient, comme toujours, avec des obligations et des attentes, et qui est exigeant et profondément réaliste. Pour accomplir ce mandat, on doit maintenant présenter un plan ambitieux.

[Traduction]

La première partie de la vaste transformation que nous entreprenons pour notre économie comprend trois mesures.

[Français]

Premièrement, nous réduisons les impôts pour près de 22 millions de Canadiens, ce qui va permettre aux familles qui gagnent deux revenus d'économiser jusqu'à 840 \$ par année. Cette réduction d'impôts pour la classe moyenne favorisera la croissance économique et aidera les familles à se sentir en sécurité financièrement. Pour leur apporter encore un peu plus de répit, nous conservons des programmes comme les services de garde et le Régime canadien de soins dentaires, qui est désormais accessible à encore plus de Canadiens. Ce sont tous des programmes qui ont une réelle incidence sur la vie des gens.

La deuxième phase consiste en l'élimination de la TPS pour les acheteurs d'une première maison d'une valeur maximale de 1 million de dollars, et en une réduction de la TPS si la valeur de l'achat se situe entre 1 million et 1,5 million de dollars.

Troisièmement, nous supprimons la tarification du carbone pour les consommateurs. La tarification pour les grands pollueurs continue de s'appliquer. Elle fait partie de notre plan de réduction des émissions, qui vise à aplanir la courbe et à atteindre la cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre du Canada pour 2030.

[Traduction]

Les Canadiens ont réclamé des changements, un plan concret pour faire face à la hausse du coût de la vie. Le gouvernement répond à cet appel.

[Français]

À un moment où la planète entière fait face à des défis sans précédent, par exemple quant à la paix et à la stabilité dans le monde, quant à la situation économique ou aux changements climatiques, nous sommes fiers de nous tourner vers nos communautés qui possèdent tout le savoir-faire et la détermination nécessaires pour trouver des solutions.

Dans ce contexte, le rôle du gouvernement est d'être un facilitateur pour attirer de nouveaux investissements et créer de la richesse. Il faut provoquer les conditions qui vont permettre la croissance économique grâce au dynamisme de nos entrepreneurs.

Face à la menace tarifaire et aux droits de douane imposés, les gens d'affaires font preuve de beaucoup de résilience. Lorsque je visite les entreprises de Sherbrooke, je suis toujours impressionnée par leur capacité d'adaptation et le fait qu'elles sont constamment en mode solution.

[Traduction]

Ils sont prêts à diversifier leurs marchés, à innover et à poursuivre la transition écologique.

[Français]

Nous devons leur proposer une vision plus claire et à plus long terme. Nous devons leur fournir les outils nécessaires pour leur permettre de poursuivre leur croissance et de demeurer compétitives. À cet égard, j'aborderai trois éléments.

D'abord, nous devons tirer avantage de nos forces et de nos compétences. Au Canada, au Québec, nous avons des compétences remarquables dans les technologies propres, comme Hydro-Québec, nos ressources naturelles substantielles, ou encore nos technologies numériques distinctives avec le quantique et l'intelligence artificielle.

Avec son institut quantique et tout son écosystème scientifique, Sherbrooke est un leader mondial dans le domaine des sciences et des technologies quantiques. L'Institut quantique collabore avec des partenaires de renommée internationale comme IBM et Pasqal. Aussi, le C2MI à Bromont continue sa progression en misant sur la production de micropuces quantiques de type supraconductrices pour permettre aux entreprises québécoises d'être à l'avant-plan de cette industrie en pleine ébullition.

Ce sont deux exemples de l'Estrie, mais il y a au Canada plusieurs autres pôles d'expertise et de leadership que nous devons soutenir pour maintenir notre position de chef de file.

• (1245)

Parlons de la main-d'œuvre. Face au vieillissement de la main-d'œuvre et à la pénurie des travailleurs, les entrepreneurs se tournent vers les travailleurs étrangers. J'entends beaucoup parler de ce sujet. La communauté d'affaires de Sherbrooke se mobilise et cherche des solutions, notamment quant aux travailleurs étrangers temporaires.

Le gouvernement est à l'écoute. Il continue de surveiller les conditions du marché du travail et propose aux employeurs des programmes de formation pour améliorer les compétences de leurs travailleurs actuels. Nous prendrons des mesures pour favoriser la confiance dans notre système d'immigration et pour rétablir l'équilibre.

Nous allons aussi éliminer les barrières au commerce interprovincial et à la mobilité de la main-d'œuvre. En période de crise comme celle que nous traversons avec les États-Unis, il faut démontrer une ouverture au changement d'approche. Le changement peut être déstabilisant, mais il offre aussi des occasions. En collaboration avec les provinces, les territoires et les peuples autochtones, le gouvernement va créer, d'ici la fête du Canada, un système de libre-échange à travers tout le pays.

L'Adresse

Selon la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, ou FCEI, le renforcement des liens stratégiques et la réduction des obstacles profiteraient à des centaines de milliers de PME. Actuellement, jongler avec les différentes règles et normes qui existent d'une province à l'autre ajoute des coûts et nuit au commerce intérieur, et ce, pratiquement dans tous les secteurs. Les mesures fiscales, le travail fait en double, en ce qui a trait par exemple aux inspections, et les questions reliées au transport et à la logistique représentent les principaux obstacles.

Éliminer les barrières interprovinciales en harmonisant la réglementation permettra d'augmenter le PIB, d'injecter 200 milliards de dollars dans l'économie nationale et de réduire l'impact des droits de douane américains. Le gouvernement a donné le coup d'envoi à cette occasion historique d'éliminer les obstacles au commerce interprovincial en abolissant 20 des 39 exemptions fédérales. Les provinces et les territoires sont évidemment invités à emboîter le pas et à prendre des mesures similaires. Certains l'ont d'ailleurs déjà fait.

Ce sera une période propice à la mise en place d'une stratégie industrielle. L'heure est aux grands projets pour consolider notre économie nationale et créer des emplois bien rémunérés. Avec la mise en place d'un bureau des grands projets fédéraux, nous accélérerons la réalisation des chantiers. Dans la foulée de ces grands changements, nous prenons une série de mesures pour aider à doubler le taux de construction tout en créant une industrie de l'habitation qui utilisera les technologies canadiennes, nos travailleurs qualifiés et notre bois d'œuvre tout en répondant à nos défis climatiques.

Avec le programme Maisons Canada, nous allons accélérer le développement de nouveaux logements abordables, investir dans l'industrie des maisons préfabriquées et modulaires et fournir un financement important aux constructeurs de maisons abordables. D'ailleurs, nous avons déjà entamé le travail avec les programmes mis en place au cours de notre mandat précédent, et des projets comme la Grande Vie, à Sherbrooke, ont pu être réalisés.

La volonté de bâtir un Canada encore meilleur et plus fort est au cœur du programme du gouvernement. Les Canadiennes et les Canadiens se mobilisent avec un regain de fierté nationale. C'est l'occasion de voir grand. C'est l'occasion de travailler ensemble pour accomplir de grandes choses. Laissons de côté les débats stériles à coups de slogans vides.

Le premier ministre parle de leadership en action. C'est ce que nous mettons en application. C'est le temps de passer à l'action.

[Traduction]

Eric Melillo (Kenora—Kiiwetinoong, PCC): Mes félicitations, monsieur le Président.

J'aimerais poser une question concernant le budget. Le nouveau premier ministre a été élu parce qu'il a promis d'être l'homme qui a un plan pour affronter les États-Unis et redresser l'économie. Cependant, un élément clé de ce plan consiste à présenter un budget. Nous savons maintenant que cela ne se produira pas ce printemps, voire pas du tout cette année. La députée pourrait-elle expliquer pourquoi le gouvernement prendrait la décision irresponsable de ne pas présenter de budget ce printemps?

*L'Adresse**[Français]*

L'hon. Élisabeth Brière: Monsieur le Président, en fait, c'est un choix que nous devons faire aujourd'hui et pour les quelques semaines restantes avant la fin de cette période de travaux. Nous avons déjà annoncé une réduction des impôts et l'élimination ou la réduction de la TPS selon la valeur de la nouvelle maison. Nous avons des mesures pour remettre plus d'argent dans les poches des gens.

Les gens nous ont dit que le coût de la vie était une question importante pour eux, et c'est à cette question que nous répondons.

• (1250)

Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski—La Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je salue ma collègue et je la félicite pour sa réélection.

Le gouvernement dit vouloir défendre la souveraineté économique du Canada et du Québec par la bande. Or, dans le discours du Trône, on ne retrouve pas les mots « aluminium », « forêt », « aérospatiale », qui sont trois piliers économiques importants pour défendre notamment la souveraineté économique.

La question que j'aimerais poser à ma collègue de Sherbrooke est très simple. Est-ce que ce silence signifie que la défense des intérêts économiques du Québec n'est juste pas une priorité du gouvernement actuel ?

L'hon. Élisabeth Brière: Monsieur le Président, je félicite à mon tour mon collègue pour sa réélection.

Comme je l'ai mentionné dans mon discours, on doit miser sur les forces, les pôles de leadership et d'expertise qui existent au Canada et au Québec. Les trois secteurs que le député a nommés sont évidemment des piliers de l'économie québécoise et de l'économie nationale. C'est d'ailleurs pour ça que le gouvernement est toujours présent pour appuyer ces secteurs, plus particulièrement dans le contexte actuel, celui de la crise tarifaire avec les États-Unis.

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Monsieur le Président, d'abord, j'aimerais féliciter ma collègue pour sa réélection dans Sherbrooke et je la remercie de son aide et de son leadership dans notre région.

J'aimerais revenir sur la collaboration avec ses collègues de l'Estrie dont elle a parlé. Comment compte-t-elle développer et continuer cette collaboration avec ses collègues de l'Estrie pour que la région soit plus forte et que la volonté de nos régions soit entendue à Ottawa?

L'hon. Élisabeth Brière: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question et la félicite pour son élection et sa première question à la Chambre.

Nous formons un caucus de l'Estrie incroyable. Nous sommes trois députés, une réélue et deux nouveaux qui ont de grandes chaussures à chauffer. Les projets ne manquent pas dans notre région. Nous avons aussi de belles et grandes forces. J'ai parlé de l'Institut quantique et du C2MI à Bromont. Tous ces gens et toutes les entreprises peuvent compter sur nous pour continuer d'appuyer leurs projets et d'être leur voix forte ici à Ottawa.

[Traduction]

Dan Albas (Okanagan Lake-Ouest—Kelowna-Sud, PCC): Monsieur le Président, je vous félicite de votre nomination et je félicite également la députée d'en face de son élection.

Elle a mentionné le rôle important que l'innovation et la technologie jouent dans notre grand pays. Le gouvernement précédent, c'est-à-dire celui de M. Trudeau, fils, a présenté le projet de loi C-27, qui comprenait une loi sur l'intelligence artificielle et les données. Celle-ci établit des règles très vagues qui inciteront les petits innovateurs, en particulier dans le domaine de l'IA, à réfléchir à leurs options. Alors qu'il est déjà difficile d'obtenir du capital de risque au Canada, ces règles vagues vont pousser les innovateurs vers les États-Unis.

La députée est-elle consciente des difficultés que le gouvernement précédent a imposées à ce secteur particulier de notre économie? Va-t-elle s'efforcer de remédier à la situation et s'opposera-t-elle à l'ancien projet de loi?

[Français]

L'hon. Élisabeth Brière: Monsieur le Président, je remercie mon collègue et le félicite également pour sa réélection.

Je serai toujours une fervente défenseuse des technologies nouvelles dans ma région. Comme je l'ai mentionné dans mon discours, l'Institut quantique, les nouvelles technologies, tout cela est très important et c'est même un moteur économique. Le Canada est un chef de file à cet égard et il faut continuer d'être là, de les soutenir pour qu'on puisse continuer d'avoir de bons emplois dans ces secteurs.

[Traduction]

L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à vous féliciter de votre nomination au poste de vice-président. J'ai une grande confiance en vous. Le fauteuil vous va très bien. J'ai vraiment hâte de travailler avec vous. Mon appui ne sera pas inconditionnel, mais je vous offre mes meilleurs vœux, en toute sincérité.

Je tiens également à remercier d'entrée de jeu les électeurs de Don Valley-Ouest de m'avoir appuyé en m'envoyant pour la cinquième fois à la Chambre. Ils m'ont réélu en me donnant un très bon mandat, un mandat que j'assume non seulement avec humilité, mais aussi avec motivation. À la suite de la présentation de la plateforme de notre parti, les gens ont exprimé leur confiance envers notre nouveau premier ministre. La crainte que la souveraineté du Canada soit menacée, une situation qui nécessite quelqu'un de solide à la barre, est bien réelle pour les habitants de Don Valley-Ouest.

Je veux aussi remercier les gens qui n'ont pas voté pour moi. Je tiens à remercier les personnes que j'ai rencontrées en faisant du porte-à-porte et qui m'ont fait part de leurs préoccupations au sujet de notre pays. Lorsque nous cognons à des milliers de portes, il est important d'écouter aussi bien ceux qui nous remettent en question que nos partisans.

Je veux évoquer en particulier des jeunes qui m'ont parlé du coût de la vie et du logement en m'expliquant que leurs revenus modestes ne leur suffisent pas pour s'en sortir au quotidien, pour payer leur loyer ou obtenir un prêt hypothécaire. J'ai écouté en particulier les jeunes adultes du secteur de Yonge-Eglinton qui remboursent le prêt hypothécaire d'autres personnes et qui veulent avoir la chance d'accéder eux-mêmes à la propriété. Je les ai entendus, et le gouvernement aussi. Je crois que le discours du Trône propose le projet de construction de logements le plus ambitieux de l'histoire du Canada. Je vais continuer de travailler là-dessus.

L'Adresse

Je veux aussi parler des personnes qui s'inquiètent de la criminalité. Les gens m'ont souvent signalé, surtout dans le secteur de Don Mills, qu'ils sont inquiets et que le gouvernement doit prendre des mesures plus énergiques pour garder les rues sûres de façon à ce qu'ils se sentent en sécurité, aussi bien à la maison que quand ils sortent. Encore une fois, nous avons prêté attention. Le gouvernement va continuer de prendre des mesures rigoureuses pour lutter contre la criminalité et de veiller à ce que des peines appropriées soient imposées, tout en renforçant la sécurité publique sur tous les plans.

Je veux aussi parler des nouveaux arrivants. Dans ma circonscription, certains d'entre eux sont très préoccupés par la non-reconnaissance des titres de compétence, leurs perspectives d'avenir en l'absence d'expérience en sol canadien et leur capacité à gagner leur vie là où ils se sont établis. Je les ai également écoutés et je vais continuer de faire bouger les choses à ce chapitre.

Je tiens aussi à m'adresser spécifiquement à la communauté juive et aux Juifs de ma circonscription, qui sont très préoccupés par la montée de l'antisémitisme et qui s'inquiètent pour leur sécurité personnelle lorsqu'ils se rassemblent ou même lorsqu'ils se promènent dans la rue. Je continuerai de prôner la tolérance zéro à l'égard de tout commentaire et de toute insulte antisémites ou de toute attaque contre la communauté juive ou des Juifs eux-mêmes, et ce, dans ma circonscription, partout au pays et dans le monde entier.

Je souhaite aussi parler des personnes qui ont soulevé la question de Gaza et du soutien du Canada envers les Palestiniens. Je continuerai à militer ardemment pour la paix dans la région ainsi qu'à faire valoir les aspirations du peuple palestinien, qui espère avoir un jour son propre État et arriver à le faire rayonner dans le monde. Le Canada doit contribuer à la reconstruction de Gaza dans le contexte de la recherche d'une solution pacifique au conflit en cours.

Toutes ces préoccupations ont trouvé un écho chez les personnes financièrement conservatrices de ma circonscription. Elles sont préoccupées par les dépenses excessives. Elles craignent qu'il n'y ait pas suffisamment d'investissements. Je crois que le nouveau premier ministre et le nouveau gouvernement seront le plus gros problème du Parti conservateur. Nous avons écouté ces paroles et nous les avons entendues. Par l'entremise du discours du Trône, le premier ministre a parlé de réduire les dépenses et d'augmenter les investissements, et nous continuerons sur cette voie afin que les Canadiens aient à nouveau confiance en notre capacité à gérer leur argent, car celui-ci ne nous appartient pas.

C'est extrêmement important pour moi d'aller frapper aux portes. La population m'a donné un mandat fort, le plus important que j'ai eu en cinq élections, et j'espère d'obtenir éventuellement la confiance de ceux qui n'ont pas voté pour moi.

J'aimerais attirer l'attention de la Chambre sur un passage du discours du Trône qui se trouve à la page 8. Je cite:

[...] le Gouvernement œuvre à renforcer ses relations avec des partenaires commerciaux et des alliés fiables. Sachant que le Canada possède ce dont notre monde a besoin et [...] respecte.

Le Canada est prêt à bâtir une coalition de nations qui partagent ces valeurs — qui croient en la coopération internationale et le libre-échange de biens, de services et d'idées. Dans ce monde nouveau, qui évolue à un rythme frénétique, le Canada tracera la voie à suivre.

• (1255)

Si je veux mettre l'accent sur ce passage du discours du Trône, que le roi a prononcé avec tant d'éloquence au Sénat plus tôt cette semaine, c'est que, juste avant les élections, au début du mois de mars, j'ai pu lancer, au nom du gouvernement, la nouvelle stratégie du Canada concernant l'Afrique. Cette dernière s'intitule « Stratégie du Canada pour l'Afrique: un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées ». Elle a nécessité deux ans de travail et plus de 160 consultations auprès de groupes, de particuliers, d'universitaires, de groupes d'entreprises, de gens en Afrique et d'Afro-Canadiens. De longues conversations et de vastes consultations ont mené à ce que je crois être une nouvelle façon pour le Canada de travailler pour les Africains et de collaborer avec eux. Je parle ici de l'ensemble du continent, des communautés économiques régionales et des gouvernements des divers pays africains.

La stratégie elle-même est basée sur la stratégie de l'Union africaine, intitulée « Agenda 2063: The Africa We Want ». Il a fallu des années pour élaborer la stratégie concernant l'Afrique, et le Canada a écouté ce que l'Afrique avait à dire et a bien compris que pour avoir une bonne relation avec elle, il faut avant tout nouer avec elle un partenariat mutuellement avantageux. Nous devons absolument trouver un moyen de nous mettre d'accord avec nos partenaires africains pour reconnaître que l'avenir du Canada repose sur de solides relations sociales, économiques, culturelles et commerciales avec ce continent.

La population du Canada est vieillissante. L'Afrique, elle, a la population la plus jeune du monde. L'Afrique offre d'énormes possibilités aux marchés canadiens. Nous devons trouver une façon de continuer d'investir en Afrique pour développer la classe moyenne, pour nous débarrasser du poids que représente le fait d'avoir un seul grand partenaire commercial, dont la fiabilité n'est pas assurée, et pour nous permettre de multiplier nos relations commerciales partout dans le monde. Nous pouvons facilement nous tourner vers l'Europe. Nous pouvons facilement nous tourner vers les régions de l'Asie-Pacifique et de l'Indo-Pacifique. Nous pouvons miser sur l'Amérique latine et les États américains. Nous devons aussi tenir compte de l'Afrique.

Nous devons être à l'écoute, et cette stratégie a cinq grands axes. Il est question de renforcer les liens interpersonnels. La stratégie prévoit évidemment de faire appel aux membres de la diaspora africaine au Canada qui, à titre de partenaires économiques, commerciaux, linguistiques et culturels, nous aideront à mieux comprendre ce continent. Nous établirons d'abord un mécanisme officiel pour le faire au sein du gouvernement afin de garantir que les voix afro-canadiennes sont prises en compte dans toutes les décisions que nous prenons.

Ces liens interpersonnels resteront tout aussi importants alors que nous accroîtrons notre présence diplomatique en Afrique pour garantir que les entreprises canadiennes disposent des outils et des mécanismes dont elles ont besoin pour comprendre les marchés africains et y accéder — pour saisir les débouchés qui existent. Nous poursuivrons notre travail avec les spécialistes, les groupes commerciaux, les syndicats, les écoles et les universités pour mettre en place des partenariats qui continueront à profiter non seulement à l'Afrique, mais aussi au Canada.

L'Adresse

L'avenir du Canada est lié à la prospérité de l'Afrique. Nous participerons donc à des opérations de maintien de la paix et de réconciliation à la suite de difficultés du passé. Nous établirons des liens avec l'Afrique pour que celle-ci considère le Canada comme son partenaire commercial et économique privilégié en ce qui concerne les entreprises agroalimentaires, l'énergie, les transports et les petites entreprises manufacturières. De cette façon, nous pourrions contribuer à bâtir l'économie de l'Afrique, non pas par charité, mais dans l'intérêt des Canadiens.

Les jeunes Canadiens cherchent des débouchés. On peut en trouver en faisant des affaires avec les pays africains. Nous allons continuer de travailler avec eux pour nous assurer que leurs voix sont entendues sur la scène internationale. Les voix africaines ne devraient jamais être réduites au silence. Il faut les encourager.

Le Canada fait partie de tous les groupes importants: le G7, qui se réunira très bientôt, le G20, les Nations unies, l'Organisation des États américains, la Francophonie et le Commonwealth. Le Canada doit aider ces groupes de pays à accueillir l'Union africaine et les pays africains en vue de les inclure parmi les partenaires stratégiques et les principaux alliés avec lesquels le Canada peut entretenir au quotidien des relations de bonne foi en vue de travailler mutuellement à un avenir meilleur.

• (1300)

Doug Shipley (Barrie—Springwater—Oro-Medonte, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de vous voir occuper le fauteuil. Je suis convaincu que vos vastes connaissances nous seront utiles. Je m'en réjouis à l'avance.

Je félicite le député d'en face pour sa réélection. Je suis heureux de le revoir à la Chambre. J'ai une question à lui poser. J'ai écouté votre discours, et vous avez dit qu'en faisant du porte-à-porte, les gens ont exprimé des préoccupations à l'égard des dépenses excessives des libéraux depuis de nombreuses années. Or, nous avons appris ce matin, comme l'a confirmé le chef de votre parti, c'est-à-dire le premier ministre, qu'il y aurait une augmentation des dépenses de l'ordre de 8 %.

Comment conciliez-vous cette augmentation des dépenses avec ce que les gens vous ont dit au sujet de vos dépenses excessives lorsque vous avez fait du porte-à-porte?

• (1305)

Le vice-président adjoint (John Nater): Avant de donner la parole au député de Don Valley-Ouest, j'encourage les députés à adresser leurs observations à la présidence.

L'hon. Robert Oliphant: Monsieur le Président, la grande majorité des gens que j'ai rencontrés en faisant du porte-à-porte m'ont dit que les contribuables doivent avoir l'assurance que leur argent est bien utilisé. Les contribuables ne veulent pas plus de dépenses; ils veulent plus d'investissements. Ils veulent investir dans des projets qui ont un caractère national, qui affirmeront l'identité et le caractère de ce pays. Ils veulent que nous maintenions le système de protection sociale pour que tous ces programmes soient maintenus, comme l'Allocation canadienne pour enfants et la prestation dentaire.

Pour ce faire, nous avons besoin d'une économie forte. Nous devons investir dans le secteur de l'énergie. Nous devons continuer d'investir dans l'intelligence artificielle. Nous devons investir dans les petites entreprises manufacturières en Ontario. Nous devons continuer à investir dans tous ces domaines, dans les infrastructures et le logement, pour bâtir notre pays.

Nous ne nous excuserons jamais de dépenser de l'argent quand cela mène à de bons investissements.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski—La Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je salue mon collègue et le félicite pour sa réélection. Il a parlé de l'importance d'avoir des programmes sociaux. On sait très bien que le gouvernement libéral s'est fait expert de l'empiétement dans les champs de compétence du Québec et des provinces. Après s'être inspiré du programme de garderies du Québec qui existait depuis plus de 25 ans et l'avoir copié, on est rendu avec le programme de soins dentaires. Maintenant, il est question du programme d'assurance-médicaments.

Qu'est-ce que le gouvernement fédéral peut faire de mieux dans ce que le gouvernement du Québec maîtrise déjà depuis une vingtaine d'années? J'aimerais que mon collègue m'explique ça.

L'hon. Robert Oliphant: Monsieur le Président, je pense que nous devons considérer toutes les réalités du Canada. Nous avons besoin de nous inspirer du Québec pour des choses comme celles-là.

[Traduction]

J'espère que ce que j'ai dit sur l'Afrique n'est pas passé inaperçu. Encore une fois, il y a des députés qui rejettent l'idée qu'il faut tenir compte de l'Afrique. J'ai passé la moitié de mon discours à parler de ce continent, mais aucun député de l'opposition ne veut en discuter. Il est à notre avantage de tous nous y intéresser, de délaissier les petits jeux politiques et de discuter de véritables sujets, comme l'établissement de liens avec les pays africains et la diaspora africaine ici dans l'intérêt des Canadiens, afin que nous puissions financer des programmes sociaux comme le veulent les Québécois.

Sima Acan (Oakville-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, je vous félicite, ainsi que tous mes collègues.

Le député de Brampton-Ouest a mentionné que les Canadiens ont voté en faveur de l'innovation, entre autres choses, et il a assimilé cela à une valeur conservatrice. Pourtant, le programme des conservateurs indiquait qu'ils allaient réduire les dépenses consacrées à l'intelligence artificielle.

Ainsi, mon collègue ne pense-t-il pas que l'élection du gouvernement et l'accent mis par le premier ministre sur les nouvelles technologies montrent que l'innovation est une valeur libérale et que c'est ce pour quoi les Canadiens ont voté?

L'hon. Robert Oliphant: Monsieur le Président, je tiens à féliciter la députée de sa récente élection. Je sais qu'elle a une formation en génie. Elle apporte une expertise en robotique et en intelligence artificielle dont nous avons désespérément besoin à la Chambre des communes, à mon avis. C'est le genre de capacité, d'intelligence et de créativité dont nous aurons besoin.

L'économie canadienne est en train de changer. Non seulement nous sommes exposés à la menace des États-Unis, du gouvernement étatsunien, mais nous devons aussi nous réoutiller pour nous attaquer aux problèmes du XXI^e siècle. Les programmes qui portent sur l'innovation, la créativité, l'augmentation de la productivité, ainsi que l'utilisation et la compréhension de l'intelligence artificielle sont essentiels pour assurer le succès de tous les Canadiens.

Je souhaite à la députée beaucoup de succès au cours de la législature actuelle.

[Français]

Eric Lefebvre (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, je me permets de prendre quelques secondes pour apprécier ce moment, qui restera gravé dans ma mémoire pour la vie.

Si je me lève à la Chambre aujourd'hui, c'est que j'ai l'immense privilège d'être l'une des 343 personnes qui ont été choisies pour représenter 41 millions de Canadiennes et de Canadiens. Nous avons une lourde tâche, de lourdes responsabilités, et c'est à nous de livrer des résultats. C'est un privilège qui se gagne tous les jours.

Au cours des neuf dernières années, j'ai eu le privilège d'être le député d'Arthabaska-L'Érable à l'Assemblée nationale du Québec. J'ai toujours dit que c'était un privilège d'être les yeux, la voix et les oreilles de mes concitoyens à Québec. Aujourd'hui, je prends l'engagement d'avoir ce même engagement pour les citoyens et les citoyennes de Richmond—Arthabaska, ici, à la Chambre des communes. J'en profite pour les remercier chaleureusement de leur confiance. C'est avec humilité et détermination que j'ai entrepris ce mandat. Je veux rappeler que depuis le lendemain des élections, je suis le député de tous les citoyens et de toutes les citoyennes de la circonscription de Richmond—Arthabaska.

Ma victoire du 28 avril dernier a été une victoire d'équipe, et je veux remercier les acteurs clés de cette élection. Je remercie Pierre-Luc, Denis, Francis, Yannick, Isabelle, Richard, Pierre, Martin, Brigitte, Brian. Je dis merci à tous mes ambassadeurs qui ont accepté de sortir publiquement pour appuyer ma candidature. Je remercie tous les bénévoles. Ils étaient plus d'une centaine pour l'affichage alors qu'il pleuvait, vantait et grêlait. Dame Nature était en furie, et les gens étaient là pour mettre les affiches dans 39 municipalités. Je dis également merci à tous les autres bénévoles qui se sont impliqués. Je veux remercier mes enfants, Laurence, Rosalie, Amora et Marie-Éden, qui subissent les contrecoups, mais aussi les beaux côtés de la politique. Finalement, je veux dire merci à ma femme, Geneviève, qui m'a accompagné pendant neuf ans dans ce rôle de député que j'ai assuré à l'Assemblée nationale et qui va poursuivre avec moi le travail du côté fédéral dans la magnifique circonscription de Richmond—Arthabaska.

Je veux également saluer l'engagement politique d'Alain Rayes, mon prédécesseur. Alain a été maire de Victoriaville pendant six ans et a été député de la circonscription de Richmond—Arthabaska pendant près de dix ans. Il a eu une carrière politique bien remplie au service de ses concitoyens. Je remercie Alain et lui souhaite un bon succès pour la suite. Je veux remercier chaleureusement mon chef, Pierre Poilievre, d'avoir cru en moi et de m'avoir sollicité pour faire partie de la belle et grande famille conservatrice qui s'engage à remettre de l'argent dans les poches des Canadiennes et des Canadiens en coupant dans les taxes et les impôts, en créant un corridor énergétique, en développant nos ressources naturelles, en diminuant la bureaucratie et en diminuant la taille de l'État.

Au cours des 10 dernières années, les libéraux ont rempli notre carte de crédit. Ils ont rempli la carte de crédit de nos enfants, et nous allons être là pour nous assurer qu'ils n'utilisent pas celle de nos arrière-petits-enfants. De quelle manière allons-nous le faire? Nous allons commencer par nous attendre à avoir un budget qui soit présenté par le gouvernement libéral. Comment les libéraux peuvent-ils gouverner avec rigueur et de façon responsable s'ils gèrent notre pays à l'aveugle? Quelles sont les vraies dépenses prévues? Quels sont les vrais revenus prévus? Quel est le vrai déficit prévu? Les Canadiennes et les Canadiens ont le droit de savoir. C'est leur argent, c'est leur pays. Je m'attends à ce que le gouverne-

L'Adresse

ment libéral défende bec et ongles la gestion de l'offre. Je m'attends à ce que le gouvernement libéral réponde présent pour nos entrepreneurs touchés par la crise tarifaire. Je souhaite que le gouvernement libéral continue de voler les bonnes idées conservatrices pour les mettre au profit des Canadiens et des Canadiennes.

Je me permets maintenant de présenter quelques attraits de ma magnifique circonscription. Pour les amateurs de sports d'hiver, il y a le Mont Gleason, à Tingwick, où on peut pratiquer le ski alpin, la planche à neige, la randonnée alpine, la glissade sur tube, tout cela dans des installations de grande qualité et sur un site enchanteur.

● (1310)

Le parc Marie-Victorin, à Kingsey Falls, c'est un jardin fleuri de 60 000 fleurs annuelles et de conifères rares, des mosaïcultures géantes et sept jardins fantastiques. Il faut savoir que, Kingsey Falls, c'est là que tout a commencé pour les frères Lemaire et la famille Lemaire avec Cascades, une fierté québécoise, une fierté canadienne, une fierté de ma circonscription.

J'invite également les députés à aller visiter le Moulin à laine d'Ulverton et à y prendre le thé. On peut y découvrir l'histoire industrielle du Québec. Datant de 1840, le Moulin à laine a repris vie et reconstitue l'atmosphère d'une usine du temps.

Il y a également le parc historique de la Poudrière de Windsor. C'est une ancienne fabrique de poudre noire où on explique la fabrication de la poudre noire et où on apprend surtout aux visiteurs que les salaires étaient en fonction du danger du travail qui était à faire. C'est un peu comme le travail du Président de la Chambre. On y a également la chance de marcher, en été comme en hiver. Parlant de marcher, pourquoi ne pas escalader le Mont-Ham? C'est 713 mètres de dénivelé et 18 kilomètres de pistes avec une vue panoramique spectaculaire.

Pourquoi ne pas arrêter à la Place de la Traversée, à Val-des-Sources, qui permet d'avoir une vue incomparable sur un puits minier? C'est l'une des plus grandes mines à ciel ouvert au monde. En saison estivale, il y a également un marché public.

En parlant de produits locaux, je ne peux pas passer sous silence la Balade gourmande, qui a lieu en octobre et qui nous offre des circuits dans les fermes, les vignobles, les fromageries, les microbrasseries et les mielleries. On peut bien sûr faire des dégustations et des achats de produits du terroir du Québec.

J'invite mes collègues à venir assister à un match des Tigres de Victoriaville, de la Ligue de hockey junior Maritimes Québec. C'est le club de hockey pour lequel j'ai été responsable du conditionnement physique des joueurs à la fin des années 1990 et dont le nouveau député de Beauce, Jason Groleau, était un joueur étoile. Bien sûr, il y a plusieurs autres attraits dans ma circonscription. J'espère avoir la chance d'en parler.

La circonscription Richmond—Arthabaska est habitée par des gens de cœur, des gens engagés, déterminés et passionnés répartis dans 39 municipalités. Ces gens, ce sont nos agricultrices et nos agriculteurs, nos travailleurs de la santé, de la construction, nos enseignantes et nos enseignants, nos policiers, pompiers et ambulanciers et l'ensemble des travailleurs. Ces personnes font vivre nos municipalités, le dynamisme de nos régions, de notre Québec et de notre pays. Je crois sincèrement que c'est ensemble que nous pouvons changer les choses.

L'Adresse

Comme élus, nous devons travailler ensemble pour permettre à nos jeunes que leurs rêves deviennent réalité. Nous avons un engagement envers nos bâtisseurs, ces hommes et ces femmes qui ont bâti notre pays, qui ont participé à son développement. Toutefois, nous avons une obligation de regarder en avant pour être des acteurs de changement, pour donner à nos enfants et à nos petits-enfants un pays prospère, sécuritaire et ambitieux, un pays à la hauteur de leurs rêves et dont ils seront fiers.

Permettons à nos jeunes de rêver d'avoir accès à une propriété, d'avoir un travail qu'ils aiment et qui les rend fiers et heureux. Permettons-leur de rêver de vivre dans une ville sécuritaire où ils pourront, s'ils le désirent, élever une famille. Permettons-leur de rêver d'être heureux, tout simplement.

Mon plus grand rêve, celui d'être grand-papa. Je souhaite de tout mon cœur d'avoir la chance et le privilège de les connaître et de passer du bon temps avec eux. Aujourd'hui, je prends l'engagement pour eux et pour tous nos enfants canadiens de travailler sans relâche avec mes collègues de tous les partis confondus à la Chambre pour leur offrir un pays à la hauteur de leurs rêves et de leurs ambitions, un pays dont ils seront fiers.

• (1315)

Le vice-président adjoint (John Nater): Je veux rappeler aux honorables députés qu'on ne peut pas nommer les députés et qu'il faut utiliser le nom de leur circonscription.

L'honorable députée de Compton—Stanstead a la parole.

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de l'Estrie de son discours et je le félicite pour son élection.

Compte tenu des positions parfois un peu souples de son parti sur la gestion de l'offre, j'aimerais savoir quelle est la position de mon collègue au sujet de la gestion de l'offre pour les producteurs de l'Estrie.

Eric Lefebvre: Monsieur le Président, il faut comprendre que la gestion de l'offre ne sera pas que pour les gens de l'Estrie. Nous allons défendre la gestion de l'offre pour l'ensemble des agriculteurs et des agricultrices. Nous allons veiller à ce que la gestion de l'offre ne fasse pas partie des négociations avec les États-Unis.

• (1320)

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, c'est à mon tour de vous féliciter pour votre nomination. Vous occupez le fauteuil brillamment, à l'exception peut-être d'une petite tape sur les doigts pour le député de Richmond—Arthabaska qui a nommé un de ses collègues à la Chambre. Cependant, il va prendre l'habitude maintenant qu'il est à la Chambre. Je pense qu'il va devenir un parlementaire d'expérience, fort de ses neuf ans passés à l'Assemblée nationale.

Le député de Richmond—Arthabaska est mon voisin de circonscription. On comprendra qu'il n'était pas mon candidat favori dans la course. Je veux quand même saluer mon ami Daniel Lebel, qui a mené une très belle campagne dans Richmond—Arthabaska. Toutefois, la voix des citoyens et de la démocratie a parlé. Je souhaite donc la bienvenue à ce nouveau collègue qui ne pourra pas me servir de taxi malgré la proximité que nous avons, car il y a quand même la divergence d'opinion politique.

Mon collègue a mentionné les microbrasseries, mais je veux rappeler qu'il y a dans sa circonscription deux entreprises emblématiques qu'il n'a pas nommées, soit La Grange Pardue et la Fromage-

rie du Presbytère. Je veux d'ailleurs saluer Jean Morin, un homme extraordinaire dont les produits sont tous fabuleux. J'invite mon collègue à les découvrir. Il fera peut-être ultérieurement la promotion de produits de Drummond; ce sera un retour d'ascenseur.

Revenons à la gestion de l'offre. J'aimerais entendre clairement que, oui, les conservateurs vont voter en faveur du projet de loi.

Eric Lefebvre: Monsieur le Président, je remercie le député de Drummond de ses bons mots, surtout les bons mots qu'il a eus pour les entrepreneurs de chez nous. Comme le député l'a dit, nous avons plusieurs microbrasseries, plusieurs belles fromageries et plusieurs entrepreneurs d'exception dans la circonscription de Richmond—Arthabaska. Encore une fois, j'invite les gens à visiter cette magnifique circonscription.

Pour répondre à la question du député de Drummond, assurément, la gestion de l'offre fait partie de nos priorités. Nous allons prendre le temps de lire le projet de loi du Bloc québécois.

Luc Berthold (Mégantic—L'Érable—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, je veux d'abord saluer l'excellent travail de mon collègue de Richmond—Arthabaska, qui est aussi un de mes voisins.

Je peux dire que sa liste de belles choses à faire dans la belle région du Centre-du-Québec et de Victoriaville aurait pu être beaucoup plus longue n'eût été temps qui lui a été accordé. Il y a tellement de belles choses qui font dans le Centre-du-Québec que mon collègue aurait eu besoin de faire de l'obstruction parlementaire pour parler de tout ce qui se passe et de tout ce qui est beau dans notre région.

J'aimerais connaître l'opinion de mon collègue sur le fait que le gouvernement, malgré le discours du Trône et le fait qu'il a présenté un plan, n'a pas vraiment établi de mesures concrètes dans ce discours du Trône. Il n'y a pas de budget pour ce printemps.

Est-ce que c'est la manière de bien gérer un État? Est-ce que mon collègue pense que le gouvernement doit présenter un budget d'ici le printemps?

Eric Lefebvre: Monsieur le Président, je veux remercier mon collègue de Mégantic—L'Érable—Lotbinière, avec qui j'ai eu le privilège de partager une circonscription en tant que député provincial alors que mon collègue était député fédéral.

On l'a dit, on a la chance au Québec d'avoir une fibre entrepreneuriale importante. Il y a des entrepreneurs et des entrepreneuses de grande qualité au Québec. Tous ces entrepreneurs font des budgets. Ils font des budgets pour savoir quels sont leurs revenus, quelles sont leurs dépenses, quels investissements seront faits et ce qu'ils doivent prévoir à court, à moyen et à long terme, sur une base triennale et quinquennale. C'est ce qu'un entrepreneur fait.

Ici, on a un gouvernement du Canada qui n'a pas de budget. Nous nous excusons auprès des Canadiens et des Canadiennes. Nous allons tout faire pour que le gouvernement présente un budget le plus rapidement possible.

[Traduction]

Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, le taux de chômage chez les jeunes est dans les deux chiffres, mais le discours du Trône ne fait aucune mention de programmes comme le groupe de jeunes pour le climat, qui pourrait garantir à une nouvelle génération de jeunes des possibilités d'emploi dans la construction des infrastructures du Canada.

L'Adresse

Le député appuiera-t-il la création d'un groupe de jeunes pour le climat au Canada?

[Français]

Eric Lefebvre: Monsieur le Président, nous l'avons dit de notre côté de la Chambre. L'important, c'est de prévoir pour nos générations futures afin que nous puissions avoir un pays prospère dont nos jeunes seront fiers.

[Traduction]

L'hon. Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, je voulais prendre le temps de féliciter chaleureusement le vice-président pour ses nouvelles fonctions. J'ai travaillé avec lui au comité de l'immigration. Je suis certaine que beaucoup de gens ont aimé son travail et qu'il leur manquera beaucoup au sein de ce comité. Nous sommes très fiers de lui, et je lui adresse mes plus sincères félicitations.

Je tiens également à remercier les habitants de London-Ouest. C'est la première fois que je prends la parole à la Chambre des communes depuis ma réélection pour un deuxième mandat. Je tiens à les remercier de m'avoir accordé leur confiance et permis de les représenter à nouveau en tant que députée. Cela dit, je tiens également à remercier ma famille, ma mère — qui, je sais, nous regarde aujourd'hui —, mon fils Noah, mes frères, toute ma famille élargie et mes cousins, qui continuent de m'appuyer dans mon rôle de députée de London-Ouest. Je tiens également à remercier ma formidable équipe, les bénévoles et l'Association libérale fédérale de London-Ouest. Tout ce monde a travaillé très fort pour que je puisse être ici et parler d'une voix forte pour London-Ouest et London.

• (1325)

[Français]

C'est avec gratitude que je prends la parole aujourd'hui pour répondre au discours du Trône et réfléchir à ce qu'il signifie pour les gens de London-Ouest, ainsi que pour l'ensemble de la région du Sud-Ouest de l'Ontario.

[Traduction]

Dans London-Ouest, j'ai obtenu le plus grand nombre de votes de l'histoire de la circonscription, ce dont je suis très reconnaissante. Cela veut dire que nous sommes prêts à nous mettre au travail. Les gens de London-Ouest m'ont envoyée ici afin que je puisse me battre pour eux sur des questions comme le logement, défendre les intérêts des familles, des travailleurs et des petites entreprises, et faire en sorte que leurs voix soient entendues à la Chambre.

Le Sud-Ouest de l'Ontario n'est pas le seul à faire face à d'intenses bouleversements économiques, à l'instabilité en matière de logement et aux pressions d'un monde en évolution rapide, mais nous représentons quelque chose de typiquement canadien. Nous sommes résilients. Nous sommes issus de cultures diverses. Nous sommes honnêtes et nous avons du cœur à l'ouvrage. Nous savons innover et nous faisons preuve d'un engagement profond les uns envers les autres. Le discours du Trône parle d'une période de renouveau et d'une occasion de bâtir un Canada audacieux, ambitieux et plus inclusif, et je suis tout à fait d'accord. Je crois que la circonscription de London-Ouest est prête à jouer un rôle de premier plan dans ce renouveau national.

[Français]

La promesse du gouvernement de créer une seule économie canadienne en éliminant les obstacles au commerce intérieur partout au pays et en investissant dans les infrastructures nationales profitera directement au Sud-Ouest de l'Ontario.

À London, nous savons à quel point la bureaucratie interprovinciale peut retarder plusieurs projets générateurs d'emplois et limiter la mobilité dans de la main-d'œuvre dans certains secteurs et métiers. Je peux le dire parce que, dans le passé, j'ai été conseillère municipale. Maintenant, en tant que députée, je comprends les enjeux qui mènent à ces défis pour les gens de London et du Nord de l'Ontario.

Pour éliminer ces obstacles, nous allons offrir de nouvelles possibilités pour les entreprises et les travailleurs de ma circonscription.

[Traduction]

London abrite des secteurs de la fabrication de pointe, des sciences de la santé, de l'éducation et de la technologie agricole en plein essor. Ces industries, qui cherchent à croître, ont besoin de chaînes d'approvisionnement stables, d'infrastructures régionales et de politiques qui reflètent leur rôle au sein de l'économie canadienne. L'engagement du gouvernement à doubler la construction de logements et à investir dans les matériaux et les talents canadiens cadre parfaitement avec la capacité et l'ambition de notre région.

Nous saluons le lancement du programme « Maisons Canada », ainsi que l'accent mis sur les logements abordables, modulaires et préfabriqués. À London, la demande de logements continue de dépasser l'offre. Les jeunes familles, les étudiants et les nouveaux arrivants ont du mal à trouver un endroit sécuritaire et abordable où vivre. La réduction de la TPS pour les acheteurs d'une première maison et des droits d'aménagement municipaux pour les immeubles à logements multiples aura une incidence directe sur les familles et sur le coût de la vie dans notre ville. Ces initiatives viennent s'ajouter aux plus de 108,3 millions de dollars que le gouvernement a déjà investis dans des projets de logement dans London-Ouest, mais la réussite en matière de logement dépend également de la rapidité. La promesse de réduire de cinq à deux ans les délais d'approbation des projets pourrait transformer notre collectivité pour le mieux. Dans London-Ouest, plusieurs projets sont en attente d'être approuvés, et c'est exactement ce que nous ferons au sein de notre nouveau gouvernement. Nous sommes prêts à répondre aux besoins de la population canadienne.

Près de 9 000 familles de London-Ouest ressentent déjà les effets positifs du programme national de soins dentaires. Nous pouvons aussi constater les effets bénéfiques du programme de garderies. Ce ne sont pas des politiques abstraites: elles permettent aux familles d'économiser des milliers de dollars chaque année. Grâce à l'élargissement du Régime canadien de soins dentaires, jusqu'à 8 millions de Canadiens pourront accéder à des soins préventifs sans sacrifier d'autres besoins essentiels. Les parents auront plus d'argent pour faire des activités avec leurs enfants. Continuer de financer et de protéger ces programmes, c'est plus qu'une bonne politique: c'est une façon de bâtir un Canada plus sain et plus équitable en construisant des villes plus saines.

L'Adresse

Je passe maintenant au grand défi auquel nous faisons face. Les droits de douane et la volatilité des échanges commerciaux ont ébranlé les industries exportatrices du sud-ouest de l'Ontario. Les secteurs de l'agriculture, des pièces automobiles et de la fabrication de pointe ont tous ressenti les effets de cette situation, et c'est la raison pour laquelle l'engagement que le gouvernement a pris dans le discours du Trône en vue de renforcer les relations commerciales et d'en établir de nouvelles est absolument essentiel. London-Ouest a besoin d'un accès constant et équitable aux marchés mondiaux, mais nous avons également besoin d'un gouvernement qui comprenne que lorsque le commerce est perturbé, ce sont surtout nos travailleurs et nos petites entreprises qui en font les frais. Les réformes et les investissements nationaux proposés sont un signe de soutien encourageant.

Nous savons que pour bâtir une économie résiliente, nous devons investir dans les métiers spécialisés. Les programmes de formation dans les métiers spécialisés offerts à London sont depuis longtemps à l'avant-garde de la formation de la prochaine génération de travailleurs, mais ils ont aujourd'hui besoin d'aide. Ils ont besoin d'un soutien continu, en particulier pour attirer les jeunes et les groupes sous-représentés, et nous devons investir dans la restauration des emplois dont les programmes sont actuellement éliminés dans des établissements tels que le Collège Fanshawe afin de former la prochaine génération de travailleurs qualifiés.

Nous saluons également l'engagement visant à faire du Canada un pôle d'innovation. Notre région compte des chercheurs et des entreprises en démarrage de calibre mondial qui tireront parti de processus d'approbation simplifiés, d'une meilleure protection de la propriété intellectuelle et d'un accès facilité au capital. Nous devons soutenir nos petites entreprises, qui constituent le pilier de l'économie de London-Ouest, qu'il s'agisse des commerces locaux de Byron et Hyde Park, des entreprises en démarrage du secteur technologique ou des entreprises à vocation sociale. Ces entrepreneurs doivent pouvoir accéder à des capitaux, recevoir une aide pour s'y retrouver dans les programmes gouvernementaux et bénéficier d'un allègement des pressions inflationnistes.

Il est tout aussi important que les travailleurs dont les emplois sont en train d'être transformés ou supprimés puissent se reconverter, bénéficier d'une protection et trouver de nouveaux débouchés dans de nouveaux secteurs. L'aide aux travailleurs ne peut être une simple note de bas de page. Elle doit rester une priorité absolue pour toute la région du Sud-Ouest de l'Ontario. Alors que l'intelligence artificielle, l'automatisation et les politiques climatiques redessinent notre économie, nous devons investir dans les personnes autant que dans la technologie. Ce que je veux dire, c'est que le Sud-Ouest de l'Ontario est un endroit où vivent beaucoup de gens, et nous voulons que cela continue.

La région du Sud-Ouest de l'Ontario n'est pas seulement un ensemble de circonscriptions électorales; c'est un pôle d'innovation, d'agriculture, d'industrie et de vie communautaire. Nous devons adopter des politiques qui tiennent compte de nos forces et de nos faiblesses, et non une solution unique pour tous. C'est pourquoi je salue l'idée d'un engagement plus approfondi avec la région. Le Sud-Ouest de l'Ontario devrait être présent à la table des discussions lorsque nous abordons les questions de l'infrastructure, de l'immigration, de la connectivité rurale, de l'adaptation au changement climatique et des villes de taille moyenne.

Je me réjouis à l'idée de collaborer avec mes collègues des deux côtés de la Chambre pour accomplir ce travail.

• (1330)

[Français]

Le discours du Trône propose plus qu'un plan. Il lance un défi, celui de répondre à l'appel du moment avec clarté, courage et ambition. C'est la raison pour laquelle nous sommes de retour sur les banquettes du gouvernement aujourd'hui. À London-Ouest, comme dans tout le Sud-Ouest de l'Ontario et au Canada, nous reconnaissons à la fois l'urgence des enjeux et les possibilités qui nous sont offertes. Nous ne pouvons pas nous permettre de freiner les progrès, que ce soit de relever le défi du logement, faire croître notre économie ou développer de nouvelles industries.

[Traduction]

Pour bâtir un Canada fort, nous devons rester concentrés. Nous devons collaborer et rester en contact avec les personnes qui nous ont élus. C'est pourquoi je suis ravie d'être de retour à la Chambre des communes, où je peux parler au nom des habitants de London-Ouest et faire entendre leur voix.

[Français]

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, je tiens à féliciter ma collègue pour son discours. C'est toujours très apprécié d'entendre des collègues s'exprimer de façon aussi claire et fluide en français. Je tiens aussi à la féliciter pour sa réélection.

Il y a plusieurs sujets qui sont à l'ordre du jour. Ce matin, nous avons débattu, et nous débattons encore, du sous-amendement déposé par le Bloc québécois à l'amendement des conservateurs au discours du Trône. Cet amendement est assez simple. Il demande simplement que l'on respecte les champs de compétence du Québec et des provinces.

Je n'ai pas encore entendu d'engagement formel voulant qu'on s'engage à respecter les compétences du Québec et des provinces. J'aimerais savoir si ma collègue peut me rassurer à ce sujet.

L'hon. Arielle Kayabaga: Monsieur le Président, vous avez raté les félicitations que je vous ai adressées tout à l'heure. Je vous les lance donc une autre fois. J'aimerais aussi féliciter mon collègue de l'autre côté de la Chambre pour sa réélection.

Comme on le sait, il y a des francophones partout au Canada. Ce n'est pas une surprise que je puisse parler français. Je suis une fière Franco-Ontarienne. Encore une fois, comme on le sait, il y a des francophones partout au Canada.

Dans le discours du Trône, notre gouvernement a bien dit que la communication en français, les francophones, la culture francophone partout au pays sont très importants. Cela a été mis dans notre projet. Nous allons continuer à nous assurer que nous répondons. Comme mon collègue de l'autre côté vient de l'apprendre, il y a des francophones hors Québec. Nous allons continuer à travailler ensemble pour augmenter l'immigration francophone afin de nous assurer que tout le monde au Canada peut s'exprimer dans la langue de son choix.

• (1335)

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, comme le sait la députée, le premier ministre était présent plus tôt ce matin à la Chambre des communes. Il a souligné l'importance du rôle que joue le discours du Trône pour établir un cadre auquel tous les Canadiens peuvent adhérer. Il comprend très bien la nécessité de coopérer avec les gouvernements provinciaux, les gouvernements territoriaux et les communautés autochtones afin de tenter d'envoyer un message bien senti en faveur de l'édification d'une économie canadienne unifiée dont le potentiel est estimé à quelque 200 milliards de dollars. Le premier ministre a également parlé de l'allègement fiscal. L'octroi de cet allègement aux Canadiens a été l'une des toutes premières mesures qu'il a prises en tant que premier ministre.

La députée pourrait-elle nous faire part de ses réflexions au sujet de ces deux très importantes questions?

L'hon. Arielle Kayabaga: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question et je tiens à le féliciter pour sa réélection. À la Chambre des communes, il est l'un de nos plus importants députés.

Comme le premier ministre l'a dit aujourd'hui, nous avons besoin d'un allègement fiscal pour les familles. Nous devons veiller à prendre soin des Canadiens. C'est le mandat qu'ils nous ont confié. Le Sud-Ouest de l'Ontario joue un rôle important à cet égard, tout comme les autres régions du Canada.

Je suis ici pour défendre avec force les jeunes familles de London-Ouest et toutes les jeunes familles du Sud-Ouest de l'Ontario. Lorsque notre économie fait face à des pressions, ce sont nos travailleurs qui en souffrent le plus. Ce sont eux, dans le Sud-Ouest de l'Ontario, que nous visons avec cet allègement fiscal. La mesure crée des possibilités pour les jeunes familles. Elle donne un avenir aux jeunes qui vont quitter l'école et entrer sur le marché du travail.

Je remercie le député de sa question et je me réjouis de continuer à travailler avec lui, car il est un membre important de notre équipe.

Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, je félicite la députée pour sa réélection.

Je sais que ces questions lui tiennent à cœur en sa qualité d'ancienne ministre des Institutions démocratiques. Pendant la campagne électorale, mes concitoyens de Vancouver-Est m'ont parlé de la nécessité d'une réforme électorale. Beaucoup de gens veulent s'assurer que leur vote soit respecté et qu'il compte afin qu'ils n'aient pas à subir de pressions pour voter de façon stratégique, pour ainsi dire, mais qu'ils puissent plutôt voter avec leur cœur.

Voici la question que je pose à la députée: va-t-elle se faire la championne de la réforme électorale, pour que le vote de chacun compte vraiment dans notre démocratie canadienne? Va-t-elle instaurer la représentation proportionnelle?

L'hon. Arielle Kayabaga: Monsieur le Président, je tiens moi aussi à féliciter la députée, avec qui j'ai eu l'occasion de travailler sur un certain nombre de dossiers. Je me réjouis à l'idée de poursuivre cette collaboration.

Je remercie également la députée d'avoir souligné la brève expérience que j'ai eue en tant que ministre des Institutions démocratiques. D'après cette expérience, je peux lui confirmer que nos institutions sont solides. Les élections se sont très bien déroulées, et les Canadiens doivent avoir confiance en leurs institutions.

L'Adresse

Je suis depuis longtemps une ardente défenseuse de la réforme électorale et je continuerai de l'être. J'espère avoir l'occasion de continuer à travailler avec la députée.

[Français]

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec le député de Victoria.

C'est un grand privilège de m'adresser à la Chambre pour la première fois en tant que député de Madawaska—Restigouche. Dans l'exercice de mes fonctions, je m'efforcerai de toujours honorer la confiance que m'ont accordée les citoyennes et les citoyens de ma circonscription. Je veillerai à bien les représenter en cette enceinte.

Je tiens à remercier chaleureusement tous les bénévoles qui ont généreusement donné de leur temps pour m'appuyer durant ma campagne. Ils ont contribué à ce que je puisse occuper ce siège aujourd'hui. Je tiens également à souligner l'importance du soutien de ma famille. Je tiens à dire combien mon épouse Stéphanie, qui n'est malheureusement plus parmi nous aujourd'hui, a été une source d'inspiration constante depuis le début de ce nouveau chapitre de ma vie. Enfin, je remercie également mon prédécesseur, René Arsenault, pour tout le travail qu'il a accompli pour Madawaska—Restigouche au cours des 10 dernières années.

À l'extérieur du Québec, Madawaska-Restigouche est l'une des circonscriptions comptant la plus forte proportion de francophones au Canada avec près de 80 %. On y retrouve des communautés acadiennes et brayonnes dynamiques. Je suis moi-même originaire de Kedgwick, une communauté rurale où l'on célèbre fièrement notre identité acadienne.

Il est donc important pour moi de rappeler à la Chambre que nos langues officielles et la francophonie sont des éléments distinctifs du Canada et qu'ils constituent un puissant symbole de notre identité canadienne. Le Canada est un pays où l'on respecte et où l'on célèbre nos langues officielles et nos langues autochtones.

Le discours du Trône souligne à juste titre que, dans cette période de grands changements, les Canadiennes et les Canadiens sont unis autour de ce qui rend le Canada unique. Nous devons préserver notre conviction profonde que c'est ensemble que nous sommes plus forts. Nos langues officielles incarnent cette unité. Elles représentent à la fois un symbole fort de notre histoire commune, ainsi qu'un moteur de cohésion, de vitalité culturelle et de rayonnement pour notre pays.

Le français est non seulement au cœur de notre identité et de notre culture, mais il est aussi une langue d'expression du savoir, de la diversité, de la création, des affaires et de l'éducation. Alors que notre gouvernement présente un plan ambitieux et audacieux pour transformer notre économie, il est important de souligner que, au Canada, l'une de nos grandes forces réside dans le fait que nous pouvons innover, faire de la recherche et exceller dans de nombreux domaines en français.

Le mois dernier, les citoyens de ma circonscription et d'ailleurs au pays ont exprimé le souhait de voir le coût de la vie diminuer. Nous les avons entendus et nous sommes guidés par la conviction selon laquelle l'économie ne peut être vigoureuse que si elle est au service de tout le monde. Par des actions concrètes, notre nouveau gouvernement agit pour rendre la vie plus abordable pour la classe moyenne.

L'Adresse

Nous allons accorder une réduction d'impôt à la classe moyenne, ce qui va permettre aux familles d'économiser jusqu'à 840 \$ par année. Nous allons aussi éliminer la taxe sur les produits et services pour l'achat d'une première propriété. Présentement, nous élargissons l'admissibilité au Régime canadien de soins dentaires. Nous veillerons aussi à assurer la pérennité de programmes existants comme celui des places abordables en garderie et de l'assurance-médicaments.

Lors de la campagne électorale, un citoyen de Tide Head dans le Restigouche m'a fait part de l'importance pour lui du Régime canadien de soins dentaires. Grâce à l'élargissement de l'admissibilité que nous avons annoncé, pour la première fois en plus d'une décennie, il pourra accéder à des soins dentaires alors qu'il a des besoins urgents en la matière. Cet exemple nous rappelle à quel point les mesures que nous votons ici peuvent changer la vie des gens que nous représentons.

Durant la campagne électorale, des citoyens et des élus municipaux d'un bout à l'autre de ma circonscription m'ont aussi fait part du manque de logement dans leur communauté. Ce message a été entendu. Notre gouvernement entreprendra une série de mesures pour aider à doubler le nombre de constructions résidentielles et à créer des logements abordables. Dans ma circonscription, plusieurs logements ont déjà été construits ou sont en voie de l'être grâce à l'appui de fonds fédéraux, notamment à Edmundston, Campbellton, Saint-Quentin et Eel River Bar. J'aimerais en profiter pour souligner la présence dans la galerie du maire d'Edmundston, M. Marquis, de conseillers municipaux et de membres de l'administration de la Ville. Ça me fait plaisir de les accueillir aujourd'hui au Parlement.

Avec le plan ambitieux de notre nouveau gouvernement en matière de logement, nous verrons une accélération des mises en chantier partout au pays. Il faudra veiller à ce que toutes les régions du Canada bénéficient de ce plan, car les besoins sont criants, tant en milieu urbain qu'en milieu rural comme chez moi.

● (1340)

Nous allons également renouveler en profondeur le secteur de la construction résidentielle en mettant à profit la technologie canadienne, nos travailleurs qualifiés et le bois canadien. Favoriser l'utilisation de notre bois aura certainement des retombées économiques positives dans les régions comme la mienne, où l'industrie forestière joue un rôle important dans l'économie locale.

Le discours du Trône souligne également l'engagement de notre gouvernement à protéger ceux qui nous donnent accès à des aliments frais, sains et de qualité, c'est-à-dire nos producteurs agricoles. Le plan libéral visant à protéger les travailleurs canadiens de l'agroalimentaire et à renforcer ce secteur est particulièrement important pour des régions qui comptent de nombreuses fermes et entreprises agroalimentaires, comme celles de Grand-Sault, de Drummond et de Saint-André, au Nouveau-Brunswick. J'aimerais aussi profiter de l'occasion pour souligner que j'ai eu la chance d'avoir la visite ce matin du maire de la Municipalité régionale de Grand-Sault, M. Beaulieu.

Nous sommes également déterminés à préserver l'engagement du Canada envers la gestion de l'offre et les secteurs qui y sont soumis, notamment les produits laitiers, la volaille et les œufs. Ce système permet de protéger des emplois canadiens et d'assurer la stabilité de notre approvisionnement alimentaire face aux fluctuations des coûts de production, tout en garantissant aux agriculteurs un prix

minimum pour leurs produits. Le système de gestion de l'offre revêt une importance particulière pour ma circonscription, où, par exemple, les fermes avicoles sont au cœur de l'économie du Haut-Madawaska. Ce n'est pas pour rien que Saint-François-de-Madawaska est connu comme la capitale du poulet.

● (1345)

[Traduction]

Le gouvernement s'est engagé à être un partenaire fiable pour les peuples autochtones et il respectera son engagement fondamental à faire progresser la réconciliation. Je suis honoré de représenter ici, à Ottawa, deux communautés autochtones de ma circonscription: la Première Nation d'Eel River Bar et la Première Nation des Malécites de Madawaska. Je tiens à remercier sincèrement les membres de ces deux communautés de leur fort appui lors des dernières élections.

Je suis déterminé à continuer de renforcer les relations de collaboration que nous avons établies au cours des derniers mois et je souhaite être un véritable allié dans la réalisation de leurs projets. Je suis particulièrement heureux que le gouvernement se soit engagé à doubler le financement du Programme de garantie de prêts pour les Autochtones, qui passera de 5 à 10 milliards de dollars, afin que davantage de communautés autochtones puissent s'impliquer dans de grands projets.

[Français]

La pierre angulaire de notre plan est de transformer, renforcer et unifier l'économie canadienne. L'objectif de notre nouveau gouvernement est de bâtir la plus forte économie du G7. Pour y parvenir, nous éliminerons les obstacles au commerce intérieur et à la mobilité de la main-d'œuvre, ainsi que les dédoublements qui nuisent à la rapidité d'exécution des projets. Nous miserons sur l'approche « un projet, une évaluation » en collaboration avec les provinces et les territoires. Nous prendrons également des mesures ciblées pour catalyser l'investissement privé et stimuler la productivité.

Cette transformation de notre économie aura des retombées importantes pour les travailleurs et les entreprises de partout au pays. Durant la campagne électorale, des entrepreneurs de Bois-Joli, de Baie-des-Hérons, de Vallée-des-Rivières et de plusieurs autres municipalités de ma circonscription m'ont fait part de projets innovants, porteurs d'un fort potentiel pour le développement économique de notre région. Je n'ai aucun doute que Madawaska—Restigouche contribuera assurément à cette transformation et à ce renforcement de l'économie canadienne.

En terminant, j'aimerais mentionner que, comme représentant d'une circonscription rurale à majorité francophone, je me sens à ma place au sein de notre caucus libéral, qui compte plus de députés acadiens et de députés francophones de l'Ontario, de l'Ouest, du Nord et du Québec que n'importe quel autre parti à la Chambre des communes. C'est en plus de mes nombreux collègues pour qui le français est la deuxième langue officielle et qui ont fourni d'importants efforts pour l'apprendre. Nous sommes le parti qui offre une véritable représentation aux francophones d'un bout à l'autre du pays.

Joël Godin (Portneuf—Jacques-Cartier, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter mon collègue de Madawaska—Restigouche. J'ai eu le privilège de travailler avec son prédécesseur, M. Arseneault, et j'espère qu'il sera aussi passionné que lui en matière de langues officielles.

J'ai lu le discours du Trône, et il ne contient malheureusement rien qui puisse rassurer les francophones. Mon collègue disait tout à l'heure qu'il y avait beaucoup de francophones au sein du Parti libéral du Canada. Ils doivent cependant être inquiets de ce qu'ils ont lu dans le discours du Trône.

Qu'est-ce qui rassure mon collègue? Qu'est-ce qui peut faire en sorte que les francophones de partout au Canada croient en l'avenir? Qu'est-ce qui peut arrêter le déclin du français partout au pays?

Guillaume Deschênes-Thériault: Monsieur le Président, j'aimerais remercier mon collègue de son excellente question.

Le Parti libéral était le parti de choix pour moi qui suis francophone et Acadien. Le Parti libéral, c'est celui qui était au pouvoir lorsque la première Loi sur les langues officielles a été adoptée en 1969 et c'est le parti qui a fait du français l'une des deux langues officielles de notre pays. C'est aussi le parti de la Charte canadienne des droits et libertés, dont l'article 23 permet et garantit le droit à l'éducation en français d'un bout à l'autre du pays.

Ce sont aussi les libéraux qui ont procédé à une modernisation ambitieuse de la Loi sur les langues officielles. J'aimerais d'ailleurs souligner le travail de ma collègue de Moncton—Dieppe, de mon prédécesseur, M. Arseneault, de plusieurs autres députés francophones d'un bout à l'autre du pays et de mon collègue d'en face également. On a fait un excellent travail dans ce dossier.

Notre nouveau gouvernement prévoit des mesures concrètes pour les francophones. Par exemple, durant la campagne électorale, nous nous sommes engagés à augmenter la cible d'immigration francophone à 12 % d'ici 2029. C'est une mesure concrète qui va contribuer à la vitalité du français.

Comme on le sait, le français est en déclin au Canada à l'extérieur du Québec depuis 1969. En vertu de la Loi sur les langues officielles, on a l'obligation de rétablir le poids démographique. Avec une cible de 12 %, on remet le poids démographique des communautés francophones de l'extérieur du Québec sur le chemin de la croissance.

• (1350)

L'hon. Élisabeth Brière (Sherbrooke, Lib.): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour son super discours. Je remercie également son prédécesseur, René Arseneault, avec qui j'ai eu le privilège de travailler. Je le félicite aussi pour sa ferveur quant à la protection et la promotion de la langue française.

À cet égard, j'aimerais savoir comment il entrevoit la protection de CBC/Radio-Canada, particulièrement dans les régions.

Guillaume Deschênes-Thériault: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son excellente question.

Pour les libéraux, cela a toujours été clair: nous avons un engagement à l'égard de CBC/Radio-Canada. Nous comprenons l'importance de Radio-Canada pour la culture francophone, pour les communautés francophones de l'extérieur du Québec. Avec les médias communautaires francophones, Radio-Canada est une importante source d'accès à des informations locales de qualité. En ces temps où on voit beaucoup de désinformation, il est essentiel d'avoir accès à de l'information de qualité en français d'un bout à l'autre du pays.

Je tiens à souligner le travail de tous les médias communautaires francophones d'un bout à l'autre du Canada, ainsi que le travail que Radio-Canada fait à cet égard. C'est pourquoi, du côté des libéraux,

L'Adresse

c'est clair: nous appuyons le mandat de Radio-Canada et nous voulons le renforcer.

[Traduction]

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours et le félicite de son élection.

Le député a parlé de l'importance de protéger les langues. Un élément essentiel de la réconciliation consiste à réparer les torts causés aux Autochtones, notamment la perte dévastatrice de leurs langues et de leurs cultures.

En Colombie-Britannique, le First Peoples' Cultural Council signale au gouvernement fédéral que l'importante réduction des fonds affectés à la revitalisation des langues cause des préjudices aux Autochtones, notamment au peuple Nuu-chah-nulth, dans ma circonscription, ainsi qu'aux Salish du littoral. L'organisme demande au gouvernement fédéral de rétablir ce financement.

Mon collègue, son caucus et le gouvernement dont il fait partie rétabliront-ils ce financement pour protéger les langues autochtones, en particulier en Colombie-Britannique, où l'importante réduction du financement porte préjudice aux Autochtones dans nos communautés?

[Français]

Guillaume Deschênes-Thériault: Monsieur le Président, comme je l'ai mentionné, le Canada est un pays qui célèbre à la fois ses langues officielles et ses langues autochtones. Je suis fier d'avoir la possibilité de représenter deux communautés autochtones de ma circonscription, Madawaska—Restigouche. Il s'agit de la Première nation malécite du Madawaska et de l'Eel River Bar First Nation, deux communautés avec lesquelles j'ai d'excellents rapports. Elles m'ont accordé leur soutien et je tiens encore une fois à les remercier de leur appui durant la campagne électorale. Je souhaite être un allié dans le développement de leurs différents projets.

Will Greaves (Victoria, Lib.): Monsieur le Président, je vous salue et je salue tous mes collègues présents à la Chambre. C'est un grand honneur pour moi d'être ici aujourd'hui. Je suis très fier d'avoir l'occasion de représenter ma communauté, Victoria.

[Traduction]

Tout d'abord, je tiens à remercier ma femme, Carolyn, et notre fille, Eleanor, sans qui je ne serais pas la personne que je suis aujourd'hui. Les mots me manquent pour dire combien je les aime, et je leur suis extrêmement reconnaissant de leur soutien et des sacrifices qu'elles consentent à faire pendant que nous nous engageons ensemble dans cette nouvelle aventure politique.

J'adresse ma gratitude et mon amour aux nombreux membres de ma famille portant les noms Greaves, Thomson, Mendez et Cornford qui sont établis un peu partout au Canada et ailleurs dans le monde. Je suis redevable à chacun d'entre eux, et je sais qu'ils se joignent à moi pour adresser une pensée à nos êtres chers qui nous ont quittés, mais qui seraient très heureux aujourd'hui, c'est-à-dire mes grands-parents, Wilf et Peggy, ma grand-mère, Maria, et ma mère, Sherry, dont je suis très fier d'être le fils.

L'Adresse

Je suis également très reconnaissant envers l'incroyable équipe libérale de Victoria. Non seulement les membres de l'association de circonscription de Victoria ont consacré beaucoup de temps, d'énergie et de passion à notre récente campagne, mais ils ont également accompli dans l'ombre, pendant de nombreuses années, un travail difficile et souvent méconnu afin d'assurer le bon fonctionnement de l'organisation. Les libéraux de Victoria ont maintenu les lumières allumées, le moteur en marche et le compte de banque bien garni pendant les deux décennies qui ont suivi la dernière victoire de notre parti dans cette circonscription.

Ces efforts acharnés ont été récompensés l'année dernière par le prix de la meilleure association libérale de Colombie-Britannique et ont permis à notre campagne de remporter un succès sans précédent. Je suis fier d'annoncer que sous la direction de Naomi Devine, ma formidable directrice de campagne, conseillère et amie, nos efforts nous ont permis d'arriver en deuxième place pour ce qui est du nombre de votes obtenus parmi tous les candidats de la Colombie-Britannique, et d'obtenir le plus grand nombre de votes parmi les candidats libéraux à l'ouest de l'Ontario.

Je remercie également les électeurs de Victoria, car sans leur soutien, je ne serais pas ici aujourd'hui. Ils m'ont envoyé à Ottawa pour appuyer un gouvernement libéral fort et pour représenter les valeurs, les intérêts et les priorités de la côte Ouest et de notre île. En effet, étant situés à l'autre bout de ce grand pays, nous savons ce que c'est que d'être loin d'Ottawa. Je m'engage à faire entendre et respecter la voix de mes électeurs du sud de l'île de Vancouver au Parlement.

Les habitants de Victoria et de l'île de Vancouver sont des Canadiens fiers qui souhaitent bâtir un Canada encore plus fort. Contrairement à d'autres, nous ne menaçons pas de démembrer notre pays pour gagner du capital politique. À Victoria, nous croyons en un Canada fort, libre et uni.

Il est difficile de gouverner ce pays remarquable, et pour y parvenir, nous devons trouver un terrain d'entente, faire preuve de bon sens et admettre certaines vérités fondamentales. Les vérités ne sont pas toujours faciles à accepter, mais elles existent, peu importe ce que nous en pensons, et notre degré de réussite ou d'échec dépendra de notre capacité à les accepter. Comme aiment le dire certains de mes collègues d'en face, les faits se moquent bien de nos sentiments.

Voici un fait: le Canada est l'une des démocraties constitutionnelles les plus anciennes et les plus prospères au monde. Notre tradition de gouvernement parlementaire remonte à bien avant la Confédération et a évolué au fil des générations qui ont été marquées par des changements, des luttes et des avancées durement obtenues. C'est pour moi un immense honneur de perpétuer cet héritage.

Avant qu'il n'y ait un Parlement, avant qu'il n'y ait un Canada, ce territoire abritait des nations autochtones autonomes et florissantes. Leurs cultures, leurs langues et leurs systèmes juridiques ont façonné ces lieux pendant des millénaires avant que l'expansion du colonialisme ne leur cause de profonds préjudices qui continuent d'avoir une influence sur la vie des peuples autochtones à ce jour. La colonisation, l'immigration, le commerce, les conflits et la transformation font partie de notre histoire commune. Celle-ci a fait du Canada un pays diversifié et pacifique, admiré dans le monde entier. Toutefois, cette histoire est incomplète si nous ne reconnaissons pas que la prospérité dont beaucoup d'entre nous jouissent s'est construite de manière inégale et, trop souvent, aux dépens d'autrui.

Je suis reconnaissante aux peuples de langue lekwungen de leur intendance des territoires traditionnels sur lesquels Victoria a été bâtie. C'est là que ma famille a la chance de résider. Nous vivons dans un pays où la fierté de notre passé doit aller de pair avec le courage d'affronter ses zones d'ombre, afin que nous puissions construire un avenir digne de tous ceux qui considèrent ce pays comme le leur aujourd'hui.

● (1355)

[Français]

Cela inclut l'accord fondateur entre les peuples français et anglais, qui est à la base de la Confédération et qui nous distingue dans le monde. Le bilinguisme et le multiculturalisme sont au cœur du Canada. Je suis le fier fils d'une mère canadienne et d'un père dominicain, le petit-fils d'un grand-père canadien-anglais et d'une grand-mère canadienne-française, le fruit d'une histoire de peuples du Canada, de l'Europe et des Caraïbes.

[Traduction]

À titre d'universitaire et de professeur ayant vécu et travaillé au Canada et dans le monde entier. J'ai vu à quel point nous sommes chanceux et je comprends le travail qu'il faut faire pour bâtir une société juste et maintenir une démocratie robuste. Nous ne pouvons pas échapper à notre passé, mais les erreurs commises par le passé ne nous définissent pas, ce sont plutôt les leçons de ce passé qui nous guident: la résilience, le progrès et un grand idéal national.

Je tiens à être clair: le Canada ne sera jamais le 51^e État d'un autre pays. Nous ne sommes pas une note de bas de page dans l'histoire d'autrui. Nous sommes un pays souverain qui a une voix, une vision et un rôle vital à jouer dans le monde, et nous sommes plus forts que ceux qui, à l'intérieur même de nos frontières, cherchent à nous diviser pour leurs propres intérêts politiques. Ils ont déjà essayé et ils ont échoué. Ils peuvent réessayer, mais ils échoueront à nouveau, parce que les Canadiens sont, à juste titre, fiers de ce que nous avons bâti, et ils sont conscients de ce qu'il nous reste encore à faire ensemble.

S'il y a une chose que nous devons faire ensemble, c'est lutter contre les changements climatiques. Il ne s'agit pas là d'un sujet de débat, mais bien d'un fait: les changements climatiques sont indéniables, incessants, et ils façonnent déjà la vie des Canadiens d'un océan à l'autre. Dans ma circonscription, Victoria, nous n'avons pas le luxe du déni. En tant qu'habitants d'une collectivité côtière insulaire, nous voyons concrètement les effets de l'élévation du niveau de la mer, de l'intensification des tempêtes, de la propagation de fumées asphyxiantes...

● (1400)

Le Président: Je suis sincèrement désolé d'interrompre le discours du député, mais il est 14 heures. Le député aura l'occasion de poursuivre son intervention; il lui restera environ trois minutes après la période des questions.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

MISSISSAUGA-CENTRE

Fares Al Soud (Mississauga-Centre, Lib.): Monsieur le Président, c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre, et je suis très honoré de la confiance que les habitants de Mississauga-Centre m'ont accordée. Je remercie ma famille, mes amis, mon équipe, les bénévoles et mes chers concitoyens. Je tiens également à remercier l'honorable Omar Alghabra d'avoir servi notre belle circonscription pendant plus de 19 ans, que ce soit en tant que député ou membre de la communauté.

Je m'engage à servir Mississauga-Centre avec détermination et humilité, sachant que nous ne devons jamais perdre de vue ceux d'entre nous qui ont du mal à joindre les deux bouts.

[Français]

Si un Canadien est dans le besoin, nous sommes tous dans le besoin.

[Traduction]

En tant que premier Canadien d'origine palestinienne élu à la Chambre depuis Pierre De Bané, je comprends le poids de la responsabilité qui m'incombe et je tiens à rappeler à chaque député de faire passer l'humanité avant la politique, partout et en tout temps.

En tant que Canadiens, nous savons que les solutions ne peuvent commencer que lorsque nous avons le courage de nommer l'injustice pour ce qu'elle est: inacceptable, indéniable et sans équivoque. Je suis fier de faire entendre la voix des communautés marginalisées, des opprimées, des autres personnes qui méritent d'être entendues ainsi que des jeunes de tout le pays.

Je tiens à remercier les habitants de Mississauga-Centre de m'avoir accordé ce privilège.

OKANAGAN LAKE-OUEST—KELOWNA-SUD

Dan Albas (Okanagan Lake-Ouest—Kelowna-Sud, PCC): Monsieur le Président, comme il s'agit de ma première déclaration de la nouvelle législature, j'aimerais prendre un moment pour remercier sincèrement tous les habitants de la région d'Okanagan Lake-Ouest—Kelowna-Sud du soutien qu'ils m'ont apporté au cours des dernières élections.

Puisqu'il est question des braves gens de ma circonscription, j'aimerais saluer les maires, les conseillers municipaux et les directeurs régionaux qui sont à Ottawa pour participer au congrès de la Fédération canadienne des municipalités. Ayant moi-même été conseiller municipal, je sais combien le travail au sein d'une administration locale peut être difficile et exigeant. C'est particulièrement le cas actuellement en Colombie-Britannique, puisque nous faisons face à des crises interreliées de criminalité, d'itinérance et de consommation d'opioïdes qui ont de graves répercussions sur les administrations locales. C'est la population de ces municipalités qui, en fin de compte, subit les conséquences pénibles des mauvaises politiques adoptées par la province et le gouvernement fédéral.

J'ai beaucoup aimé travailler avec les maires, les conseillers municipaux et les directeurs régionaux de Summerland, Peachland, Greater Westside, West Kelowna, Kelowna et d'autres municipali-

Déclarations de députés

tés. Je suis impatient de poursuivre ma collaboration avec eux dans l'intérêt des électeurs de ma circonscription et je vous invite à leur réserver un accueil chaleureux à Ottawa.

UNE LEADER DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Doug Eyolfson (Winnipeg-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, c'est un immense honneur pour moi de prendre la parole aujourd'hui à la Chambre afin de souligner les contributions remarquables de la Dre Joss Reimer. Dre Reimer est une sommité de la médecine canadienne: une pionnière, une précurseuse et une fière Manitobaine.

Avant d'occuper son poste actuel de présidente de l'Association médicale canadienne, la Dre Reimer a été responsable médicale et porte-parole officielle du groupe de travail provincial sur la vaccination contre la COVID-19 au Manitoba, où elle a joué un rôle essentiel pour guider notre province tout au long de la campagne de vaccination la plus importante et la plus réussie de l'histoire de la province.

La Dre Reimer a aussi été directrice médicale de la Santé publique de Winnipeg, où elle s'est concentrée sur des domaines cruciaux, comme les méfaits liés à la drogue, les maladies infectieuses, les infections sexuellement transmissibles et l'équité en matière de santé.

Maintenant que son mandat à la présidence de l'Association médicale canadienne touche à sa fin, nous la remercions pour toutes les vies qu'elle a changées. Le Manitoba est fier de la Dre Reimer.

LES ATHLÈTES DE VERNON

Scott Anderson (Vernon—Lake Country—Monashee, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour saluer deux athlètes exceptionnels de ma circonscription, Vernon—Lake Country—Monashee: les frères Hladik. Non seulement Ben et Bradley Hladik ont connu un parcours remarquable dans le football canadien, mais ce sont deux frères qui, en plus d'être unis par le sang, partagent la même recherche de l'excellence tant sur le terrain que dans la vie en général.

Ben est un secondaire de ligne exceptionnel qui joue pour les Lions de la Colombie-Britannique. Il a été repêché en 2021 à l'issue d'une carrière exceptionnelle à l'Université de la Colombie-Britannique. Son jeune frère, Bradley, un centre-arrière polyvalent et spécialiste des longues remises, a récemment été repêché par les Elks d'Edmonton.

Depuis leurs jours dans la ligue de football mineur de Vernon ou au sein des Panthers de l'école secondaire de Vernon, les deux frères ont toujours incarné les valeurs que sont l'ardeur au travail, l'intégrité et de la fierté d'appartenir à sa communauté. Leur parcours témoigne du soutien de leur famille, de la compétence de leurs entraîneurs et de la dynamique culture du football dans la vallée de l'Okanagan.

Le samedi 7 juin, les frères Hladik s'affronteront pour la première fois dans la Ligue canadienne de football, au stade BC Place. Félicitations à tous les deux. Vernon est fière de vous.

Déclarations de députés

[Français]

ALFRED-PELLAN

Angelo Iacono (Alfred-Pellan, Lib.): Monsieur le Président, je vous félicite pour votre élection à ce nouveau poste bien mérité. *Tanti auguri.*

Pour ma première déclaration à la Chambre en cette 45^e législature, je tiens à remercier du fond du cœur les citoyens d'Alfred-Pellan qui m'ont accordé leur confiance pour un quatrième mandat. Leur loyauté et leur confiance me touchent profondément. Elles me remplissent d'humilité, de fierté et d'un sens accru du devoir. Chaque jour, je suis inspiré par leur engagement. C'est pour les familles, les jeunes, les aînés, les organismes et les entreprises d'Alfred-Pelland que je poursuis mon travail avec cœur, détermination et respect.

Jeunes et moins jeunes se sont retroussé les manches. Ils n'ont pas ménagé leurs efforts pour s'assurer que nous maintiendrons un Canada fort, un Canada uni et un Canada à notre image. La circonscription d'Alfred-Pellan, c'est une grande famille soudée que je suis honoré de représenter.

● (1405)

[Traduction]

LA TRAGÉDIE AU FESTIVAL LAPU LAPU

Tako Van Popta (Langley Township—Fraser Heights, PCC): Monsieur le Président, ce qui se voulait une célébration de la culture et du patrimoine s'est transformé en un moment d'une tristesse indescriptible. Le 26 avril, le festival Lapu Lapu à Vancouver, symbole de l'unité et de la fierté philippines, a été brutalement interrompu par un acte de violence insensé.

De nombreuses personnes ont perdu la vie et beaucoup d'autres ont été blessées. Des familles ont été déchirées. Des rêves ont été brisés, et une communauté s'est retrouvée en deuil. Cependant, face à cette sombre tragédie, nous constatons que les membres de la communauté philippine font preuve de force, de résilience et de solidarité, en s'entraidant et en partageant leur chagrin.

Aujourd'hui, nous sommes solidaires. Les membres de la communauté philippine sont dans nos pensées. Nous pleurons avec eux et nous sommes à leurs côtés. Nous savons qu'ils continueront à célébrer la richesse de leur culture, de leurs traditions et de leur histoire, comme il se doit. Je les remercie d'avoir apporté le meilleur des Philippines au Canada et d'en avoir fait une partie intégrante du tissu culturel de notre pays. Ensemble, nous formons le Canada, le Grand Nord fort et libre.

PICKERING—BROOKLIN

Juanita Nathan (Pickering—Brooklin, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec une profonde gratitude et une grande humilité que je prends la parole aujourd'hui en tant que première députée de la nouvelle circonscription de Pickering—Brooklin, une collectivité dynamique qui réunit toute la ville de Pickering, la partie nord de Whitby et le cœur florissant de Brooklin.

Je remercie les gens qui m'ont accordé leur confiance. À tous les bénévoles infatigables qui ont donné de leur temps avec cœur et à ma famille qui m'a épaulée sans relâche, votre soutien est d'une importance capitale.

Pickering—Brooklin se trouve dans la région la plus peuplée du Canada, le long des rives du lac Ontario. Des gens du monde entier choisissent notre région pour y vivre. Cette croissance s'accompagne de défis particuliers, par exemple dans les domaines du logement, des infrastructures, de la protection de l'environnement et de l'édification de collectivités inclusives.

J'appuie fièrement le plan « Maisons Canada » du gouvernement libéral visant à renforcer l'abordabilité et à répondre à la demande sans précédent en matière de logement tout en améliorant les possibilités pour la prochaine génération. Je suis prête à me lever et...

Le Président: Le député de Portneuf—Jacques Cartier a la parole.

[Français]

LA LANGUE FRANÇAISE

Joël Godin (Portneuf—Jacques-Cartier, PCC): Monsieur le Président, un discours du Trône permet au gouvernement d'énoncer son orientation et ses objectifs et de préciser la façon d'y arriver.

En ce qui concerne les langues officielles, les francophones se doivent d'être très inquiets. Voici le court texte intégral qui indique la volonté et les intentions des libéraux:

Le Gouvernement est déterminé à protéger les institutions qui font rayonner ces cultures et cette identité dans le monde entier, comme CBC/Radio-Canada.

Ce gouvernement a une pensée magique. Il s'imagine que seule CBC/Radio-Canada est l'organisme sauveur qui va arrêter le déclin du français. Maintenir Radio-Canada était notre engagement électoral, mais il y a beaucoup plus à faire pour arrêter le déclin du français.

Le premier ministrenous a malheureusement encore démontré qu'il ne comprend pas le français et qu'il ne reconnaît pas l'importance des différentes cultures francophones qui sont vivantes dans les dix provinces et les trois territoires qui constituent notre beau pays, le Canada.

JOHANNE RÉGIMBALD

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, c'était un éclair de génie de demander à Johanne Régimbald de se joindre à la petite équipe du Bloc québécois sur la Colline. C'est ainsi que le député de Montcalm, l'ex-députée de Repentigny et moi avons accueilli une femme aux mille talents avec un sens des valeurs et des responsabilités sans égal.

Chaque parti se targue d'avoir dans son équipe la perle rare. Je suis désolé pour les autres formations politiques, mais, la perle rare sur la Colline, c'est notre Johanne. Évidemment, inévitablement, nous l'avons perdue au profit du cabinet du chef, où son expertise a une fois encore servi les intérêts de tous. Au-delà de son professionnalisme et de son efficacité, ce qui nous vient d'abord à l'esprit en pensant à Johanne, c'est le mot « bienveillance ». Elle a pris toute l'équipe sous son aile et, depuis 10 ans, nous nous sommes sentis en confiance tout le temps.

Je remercie Johanne pour tout ce qu'elle a donné au Bloc québécois et pour tout ce qu'elle a donné à chacun d'entre nous. Je lui souhaite de retourner dans nos Laurentides, mais de revenir nous voir souvent. Je souhaite une bonne retraite à notre amie. Elle nous manque déjà.

• (1410)

[Traduction]

SURREY NEWTON

Sukh Dhaliwal (Surrey Newton, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui avec une profonde gratitude envers les gens de Surrey Newton, qui m'ont une fois de plus accordé leur confiance. Être élu pour un sixième mandat est un immense honneur, et je suis toujours fermement résolu à servir la collectivité avec dévouement et intégrité.

Je remercie sincèrement ma famille et mes amis de leur appui constant, mon équipe de campagne de ses efforts inlassables, ainsi que tous les bénévoles et partisans qui ont cru en moi et en la vision de notre parti.

Je suis fier de me joindre au premier ministre et au gouvernement libéral pour continuer à bâtir un Canada plus fort et plus résilient.

Nous continuerons de travailler ensemble pour faire progresser Surrey Newton et faire en sorte que la région demeure un lieu de possibilités, de croissance et d'espoir pour tous.

LES RESSOURCES NATURELLES

William Stevenson (Yellowhead, PCC): Monsieur le Président, je tiens d'abord à vous féliciter pour votre récente promotion. J'ai hâte de travailler avec vous et avec mes collègues au cours de la présente législature.

C'est un honneur de prendre la parole pour la première fois au nom des habitants de la magnifique circonscription de Yellowhead, en Alberta. J'aimerais moi aussi saluer certains des conseillers des municipalités et des comtés de ma circonscription qui sont à Ottawa aujourd'hui.

Étant donné que le discours du Trône de cette semaine n'a fait aucune mention du pétrole et du gaz canadiens, des pipelines canadiens ou de la nécessité d'acheminer les ressources énergétiques de calibre mondial de l'Alberta vers de nouveaux marchés, il est clair que le gouvernement libéral actuel n'est pas différent du précédent. Les Canadiens ont besoin d'un gouvernement qui travaille pour leur obtenir de bons chèques de paie, et non d'un gouvernement qui continue d'appuyer des projets de loi nuisibles en matière d'emploi. Quand le gouvernement libéral actuel abrogera-t-il la loi découlant du projet de loi anti-pipelines, le C-69? Quand réduira-t-il les formalités administratives et accordera-t-il enfin aux travailleurs canadiens du secteur de l'énergie le respect et la reconnaissance qu'ils méritent?

BRAMPTON-SUD

Sonia Sidhu (Brampton-Sud, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec une profonde gratitude que je prends la parole aujourd'hui pour remercier les habitants de Brampton-Sud de m'avoir une fois de plus accordé leur confiance. Je suis également profondément reconnaissante à ma famille, aux bénévoles et aux partisans qui ont travaillé jour après jour pendant la campagne.

Quand j'ai fait du porte-à-porte dans Brampton-Sud, le message était on ne peut plus clair: les Canadiens ploient sous la charge. Bien que l'abordabilité reste notre priorité absolue, la sécurité publique est également un enjeu de premier plan dans ma collectivité.

Déclarations de députés

La sécurité publique renforce la confiance dans nos institutions, et c'est pourquoi tous les pouvoirs publics doivent continuer à prendre cette question au sérieux.

Je reste déterminée à travailler avec tous les partenaires pour assurer la sécurité et la prospérité de tous les Canadiens. Alors que nous entamons cette nouvelle législature, je promets de continuer à travailler dur pour Brampton-Sud, aux côtés du premier ministre, pour régler le problème de l'abordabilité, assurer la sécurité dans nos collectivités et bâtir l'économie la plus forte du G7.

LE CHEF DU PARTI LIBÉRAL

Matt Strauss (Kitchener-Sud—Hespeler, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui au nom des électeurs de ma circonscription, Kitchener-Sud—Hespeler, à qui je suis reconnaissant.

J'aimerais vous parler un peu des habitants de Kitchener-Sud—Hespeler. Ce sont des gens honnêtes et travailleurs qui n'aiment pas la fraude fiscale. Ils se souviennent qu'en 2016, Donald Trump avait pris la décision surprenante de ne pas divulguer ses déclarations de revenus. Des milliers d'articles ont été écrits à ce sujet. Il n'existe aucune loi qui oblige les dirigeants à divulguer leurs déclarations de revenus, mais le public s'attend à ce qu'une personne qui aspire à diriger une nation dépasse les exigences légales minimales.

Je regrette de dire que notre pays est aujourd'hui devant une situation similaire. Le nouveau premier ministre refuse de divulguer ses conflits d'intérêts aux Canadiens. Même Justin Trudeau avait procédé à cette divulgation avant de devenir chef du Parti libéral.

Les conservateurs implorent aujourd'hui le premier ministre de se remettre en question. Pourquoi prend-il de nouveau modèle sur Donald Trump? Pourquoi refuse-t-il de divulguer ses conflits d'intérêts? La réponse a-t-elle un rapport avec les paradis fiscaux étrangers?

LA SEMAINE NATIONALE DE L'ACCESSIBILITÉ

Sameer Zuberi (Pierrefonds—Dollard, Lib.): Monsieur le Président, c'est la Semaine nationale de l'accessibilité. C'est l'occasion de reconnaître les réalisations des personnes handicapées dans notre beau pays.

[Français]

Plus de 8 millions de Canadiens vivent actuellement en situation de handicap. L'accessibilité est essentielle pour assurer la stabilité financière et notre avenir.

[Traduction]

Notre gouvernement s'efforce d'améliorer l'accessibilité dans des domaines clés tels que les infrastructures, l'emploi et la sécurité financière. De plus, la Prestation canadienne pour les personnes handicapées commencera à être versée en juillet.

• (1415)

[Français]

En 2019, notre gouvernement a présenté la Loi canadienne sur l'accessibilité. Nous avons fait beaucoup de progrès.

Questions orales

[Traduction]

Notre travail est toutefois loin d'être terminé. Cette année, le thème de la Semaine nationale de l'accessibilité est « Éliminons les obstacles ensemble: Ouvrons la voie vers un avenir inclusif ».

[Français]

Ensemble, nous pouvons atteindre notre objectif d'un Canada sans obstacle d'ici 2040.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES

Connie Cody (Cambridge, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour la première fois au nom de ma collectivité de Cambridge. Cette semaine, le premier ministre libéral a présenté son premier projet de loi de dépenses. Il est pire que celui de Justin Trudeau. Il a hérité d'un gouvernement libéral hypertrophié et a promis de réduire les dépenses, mais ce premier projet de loi prévoit des dépenses supérieures de 88 % à celles de Justin Trudeau lors de sa dernière année au pouvoir. Il s'agit d'une dilapidation effrénée de 500 milliards de dollars alors qu'il n'y a pas encore de budget. Avant de dépenser, les mères monoparentales, les personnes âgées et les petites entreprises doivent établir un budget. Pourquoi un banquier soi-disant brillant, un homme qui a un plan, ne peut-il pas faire de même? Non, il ne s'agit pas d'investissements. Les consultants obtiennent à eux seuls un montant record de 26,1 milliards de dollars, soit 1 400 \$ par ménage canadien. Dans son discours du Trône, il a promis de plafonner les dépenses à 2 %. Or, le même après-midi, il a présenté un projet de loi qui augmente les dépenses globales de 8 %.

Est-ce pour cela que le premier ministre n'a pas présenté de budget de printemps? Est-ce pour dissimuler le non-respect de sa promesse de mettre un terme aux dépenses effrénées?

* * *

LE CENTENAIRE DE L'ÉCOLE DE DAVENPORT

Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.): Monsieur le Président, la circonscription de Davenport célébrait récemment le 100^e anniversaire de l'édifice Alexander G. Muir, qui abrite à l'heure actuelle l'école publique élémentaire et intermédiaire Alexander Muir/avenue Gladstone, affectueusement appelée AMG. Elle porte le nom du poète et éducateur canadien d'origine écossaise Alexander Muir, qui a composé les paroles du chant patriotique *The Maple Leaf Forever* et qui a été le premier directeur de l'école.

Assurant l'éducation de familles pendant des générations, AMG favorise un environnement d'apprentissage solide où tous les élèves sont valorisés et respectés. Évoluant de concert avec la collectivité et au fil du temps, AMG est le reflet des rêves et des aspirations de notre pays, où l'éducation est la clé de la prospérité et où, quelles que soient nos origines ou notre situation financière, nous pouvons nous épanouir pleinement.

Ce fut un véritable honneur pour moi de me joindre aux élèves ainsi qu'aux membres du personnel et de la communauté d'AMG pour célébrer cet anniversaire historique. Joyeux centenaire!

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES FINANCES

Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a dit qu'il serait guidé par une nouvelle discipline financière. Il a dit qu'il limiterait l'augmentation du budget de fonctionnement à 2 %, mais il a présenté une facture d'un demi-billion de dollars aux Canadiens. Les mères seules, les aînés et les chefs de petites entreprises doivent tous établir un budget avant de dépenser. On s'attendrait à ce qu'un banquier très estimé le sache et le fasse.

Est-il vraiment déterminé à mettre en place une nouvelle discipline financière ou est-il simplement comme son prédécesseur?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, c'est un plaisir d'être de retour à la Chambre afin de répondre aux besoins de la population canadienne.

Nous mettons en œuvre nos plans visant à rendre la vie plus abordable au Canada. La première mesure que nous avons présentée est une réduction d'impôt pour 22 millions de Canadiens. Il y a des Canadiens dans la circonscription de la députée qui vont bénéficier de la réduction d'impôt. Nous allons éliminer la TPS pour les acheteurs d'une première maison, et nous allons modifier la loi pour en retirer la tarification du carbone pour les consommateurs.

Ensemble, nous allons bâtir un Canada fort, et j'espère que les conservateurs se joindront à nous.

Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Monsieur le Président, les libéraux n'apprennent jamais et ne tiennent jamais leurs promesses.

Lors de la dernière législature, la présidente du Conseil du Trésor a déclaré qu'on réaliserait des économies de 7,1 milliards de dollars en réduisant le recours à des consultants grassement payés. Au lieu de cela, le gouvernement dépense maintenant 6 milliards de dollars de plus pour des consultants payés à prix d'or. Le premier ministre a dit qu'il limiterait l'augmentation des dépenses de fonctionnement à 2 %, mais il a présenté aux Canadiens une facture d'un demi-billion de dollars.

Qui le premier ministre choisira-t-il: les Canadiens ou ses amis?

● (1420)

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, il est très clair que nous avons déjà choisi les Canadiens, et les Canadiens nous ont choisis pour diriger ce pays, pour bâtir un Canada plus ambitieux, un Canada fort et la meilleure économie du G7.

Ensemble, de ce côté-ci de la Chambre, nous allons bâtir le Canada de demain.

[Français]

Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a dit qu'il allait être guidé par une nouvelle discipline fiscale.

Il a promis de limiter les dépenses, mais il présente maintenant un projet de loi qui prévoit des dépenses de 500 milliards de dollars sans budget. Les mères monoparentales, les aînés et les petites entreprises font un budget avant de dépenser. Il est bizarre qu'un banquier ne fasse pas la même chose.

Veut-il prendre un vrai cheminement de discipline fiscale ou est-il comme celui avant lui?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, comme ma collègue l'a vu, nous sommes en train de présenter un plan ambitieux pour les Canadiens et les Canadiennes.

La toute première mesure que nous avons présentée, c'est une réduction d'impôts pour 22 millions de Canadiens et Canadiennes. Il y a des personnes dans sa circonscription qui vont en bénéficier. Ensuite, nous avons dit que nous allions éliminer la TPS pour les premiers acheteurs d'une première maison.

Ce sont des mesures concrètes pour les Canadiens, qui vont nous permettre d'avoir une économie résiliente et forte et la meilleure économie du G7.

[Traduction]

Adam Chambers (Simcoe-Nord, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre demande au Parlement d'approuver des dépenses de près d'un demi-billion de dollars, ce qui représente une hausse de 8 % par rapport à l'année dernière. Rien de mieux pour réduire les dépenses et augmenter les investissements que de verser plus d'argent à des consultants et à des entrepreneurs coûteux. Ces dépenses atteindront 26 milliards de dollars par an, ce qui représente une hausse de plus de 35 %.

Le type de changement que le gouvernement tente d'instaurer consiste-t-il à évincer les fonctionnaires afin de ramener ses amis et consultants coûteux, comme McKinsey?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, nous nous concentrons sur les résultats.

La première mesure que nous avons présentée au cours de cette législature aidera 22 millions de Canadiens, y compris des gens dans toutes les circonscriptions. Les Canadiens nous regardent à la maison et se demandent si les conservateurs vont se ranger de leur côté. Vont-ils appuyer le gouvernement? Les Canadiens savent qu'ils peuvent compter sur nous et que nous défendons leurs intérêts sans relâche.

Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a dit qu'il voulait dépenser moins et investir davantage, mais cette semaine, son gouvernement a annoncé des dépenses d'un demi-billion de dollars, et ce, sans présenter de budget.

Alors que 15 000 personnes ont recours à Loaves & Fishes, la banque alimentaire de ma circonscription, le gouvernement a augmenté les dépenses consacrées aux consultants d'un montant colossal de 6 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation considérable de 36 %. Les consultants recevront un cadeau de 26,1 milliards de dollars, ce qui fera perdre 1 400 \$ à chaque ménage au Canada.

Les dépenses inconsidérées du premier ministre sont-elles la véritable raison pour laquelle aucun budget n'est déposé ce printemps?

L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, je suis très fier de faire partie du nouveau gouvernement, qui se bat pour les Canadiens depuis le premier jour. Il entend présenter un projet de loi qui élargira le pouvoir d'achat de 22 millions de Canadiens. Cela représente une réduction

d'impôt de 840 \$ par famille en moyenne. Cette mesure aidera réellement les Canadiens, et je suis très fier que nous tenions nos promesses dès le premier jour.

Carol Anstey (Long Range Mountains, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre prétend qu'il est différent de son prédécesseur, mais les chiffres disent le contraire. Dans son premier projet de loi de dépenses, les consultants obtiennent un montant record de 26,1 milliards de dollars, soit une hausse de plus de 36 % en un an. Le gouvernement parle d'austérité, mais il prévoit des dépenses d'un demi-billion de dollars sans budget.

Les mères seules, les aînés et les petites entreprises doivent établir un budget avant de dépenser. Comment se fait-il qu'un brillant banquier ne puisse pas en faire autant?

L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, beaucoup de Canadiens se demandent comment il se fait que les conservateurs n'appuient pas l'idée d'aider 22 millions de Canadiens en leur accordant un allègement fiscal qui rendrait la vie plus abordable et en éliminant la TPS sur les maisons neuves, une mesure qui aiderait les acheteurs d'une première maison.

Notre plan est ambitieux et vise à faire croître l'économie et à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. J'espère que les conservateurs verront la lumière et se rallieront derrière ce plan ambitieux pour le Canada.

* * *

● (1425)

[Français]

LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, le discours du Trône annonce des intentions dangereuses pour les Québécois. Quand les libéraux parlent d'une économie canadienne, pas 13, ils annoncent qu'ils veulent diriger l'économie du Québec à partir d'Ottawa. C'est pour ça que l'Assemblée nationale a immédiatement rejeté à l'unanimité la proposition d'une économie, pas 13. Le Québec est et sera toujours le maître d'œuvre de son avenir économique, de son commerce et des lois qui les encadrent.

Alors, lundi, quand le premier ministre va rencontrer ses homologues, est-ce qu'il va s'engager envers le Québec à respecter ses champs de compétences?

L'hon. Chrystia Freeland (ministre des Transports et du Commerce intérieur, Lib.): Monsieur le Président, je veux remercier ma collègue de cette question importante. Je veux aussi remercier le ministre québécois Christopher Skeete, avec qui j'ai parlé hier et qui a participé avec moi à une réunion des ministres des provinces et des territoires responsables du commerce intérieur. Nous avons une relation constructive et productive avec les provinces et les territoires. Nous respectons toujours les champs de compétence des provinces et territoires.

Questions orales

Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, le Canada n'est pas une entreprise et le Québec n'est pas une succursale. S'il n'y a pas qu'une économie au Canada, c'est parce qu'il n'y a pas qu'une seule nation. Jamais les intérêts des Québécois ne seront sacrifiés au nom de la prétendue unité canadienne. Le milieu de travail en français du Québec n'est pas un obstacle à la mobilité de la main-d'œuvre. Faire travailler des Québécois lorsque nous exploitons notre forêt publique, ce n'est pas un obstacle au commerce. L'existence de la nation québécoise n'est pas une barrière commerciale.

Est-ce que le premier ministre l'a bien compris?

L'hon. Chrystia Freeland (ministre des Transports et du Commerce intérieur, Lib.): Monsieur le Président, oui, comme le premier ministre l'a dit ce matin, notre gouvernement respecte et respectera toujours l'importance du Québec, l'importance de la nation québécoise et l'importance de la langue française. Ce sont des éléments clés pour notre gouvernement.

Nous comprenons aussi l'importance de la croissance économique. Pour notre gouvernement, la cible principale est de créer l'économie la plus forte du G7. Nous comprenons que ce sera bon pour les Canadiens partout au pays et pour les Québécois.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, dans le discours du Trône, les libéraux réitèrent qu'une seule évaluation environnementale par projet est nécessaire. En d'autres mots, pour qu'un pipeline de pétrole sale de l'Alberta qui se rendrait jusqu'au Québec soit soumis à une seule évaluation, le fédéral imposerait la sienne en contournant le Québec et les provinces.

Toutefois, le Québec est maître chez lui. Ce sont les Québécois et leurs institutions, comme le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, ou BAPE, qui doivent trancher sur les projets qui passent chez nous. La primauté du BAPE et la souveraineté du Québec sur son territoire, c'est non négociable. Le gouvernement s'engage-t-il à les respecter?

L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, je veux prendre ce moment pour dire à quel point je suis contente d'avoir tant de députés québécois dans notre gouvernement. Nous en avons 44. Ce sont eux qui vont défendre les intérêts et les idées des Québécois. Je vais toujours travailler main dans la main pour les Québécois et je vais travailler avec nos députés pour m'assurer qu'ils sont bien entendus.

* * *

LES FINANCES

Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk, PCC): Monsieur le Président, mardi, dans son discours, le roi a été très cinglant envers ceux qui ont géré de travers le Canada au cours des 10 dernières années. Il a dit: le gouvernement sera guidé par une nouvelle discipline budgétaire.

Le problème, c'est que, quelques heures après ce discours, voilà que le président du Conseil du Trésor a déposé son premier projet de loi des dépenses. On y voit une augmentation de 8 %. Ce sont 40 milliards de dollars de dépenses en plus. Jamais je n'aurais cru que ces gens allaient faire pire que Justin Trudeau.

Comment le premier ministre peut-il se lever, regarder les Canadiens dans les yeux et leur dire qu'il gère bien, et qu'il gère même mieux que Justin Trudeau? C'est tout le contraire.

• (1430)

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue de Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk sait que j'ai énormément de respect pour lui.

Il y a une chose pour laquelle il va être capable de regarder les gens de sa circonscription droit dans les yeux: il y a une baisse d'impôts pour 22 millions de Canadiens et de Canadiennes. Il va être capable de les regarder en disant qu'il a fait quelque chose pour eux et qu'il a voté avec le gouvernement libéral, parce qu'une baisse d'impôts, c'est une façon de démontrer aux Québécois, aux Québécoises et aux gens de sa circonscription qu'il est là pour eux.

Je l'invite à voter en faveur de la motion.

Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk, PCC): Monsieur le Président, le ministre qui se lève devrait être conscient que le roi a été très cinglant en disant qu'il fallait absolument une nouvelle approche de discipline budgétaire.

Le ministre des Finances a une occasion en or de gérer comme il se doit, mais non, il augmente même les dépenses concernant les consultants. Jamais je ne pensais que le ministre des Finances allait faire pire que Justin Trudeau.

Est-ce qu'il pourrait se lever, regarder les Canadiens dans les yeux et leur dire qu'il va gérer comme il se doit les fonds publics, et non pas le faire comme Justin Trudeau?

L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, sait-on envers qui les Québécois ont été cinglants? Lors de la dernière élection, ils ont été cinglants envers le Parti conservateur, qui n'a pas été capable de présenter un plan qui vaut le papier sur lequel il était écrit, alors que ça faisait des années qu'il nous demandait une élection.

Les Québécois ont choisi un plan ambitieux pour rendre le gouvernement plus efficace, pour rendre l'économie plus forte et résiliente et pour rendre la vie plus abordable. C'est ce que nous faisons avec une baisse d'impôts pour 22 millions de Canadiens. C'est 840 \$ par famille. J'espère que le député de Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk appuiera ce plan.

* * *

[Traduction]

L'EMPLOI

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, notre premier emploi est probablement le plus important, car il nous met sur la voie de notre carrière, mais après 10 ans d'échecs de la part des libéraux, cette voie est bloquée pour un jeune Canadien sur sept. Nous vivons déjà une crise de l'emploi, et 100 000 autres pertes d'emploi sont à prévoir.

Au lieu de s'attaquer à cette crise, les libéraux continuent de gaspiller des milliards en consultants. On parle d'une augmentation de 6 milliards de dollars. Pourquoi optent-ils pour un marché de l'emploi favorable pour les membres de l'élite libérale et les consultants, et un marché de l'emploi lamentable pour les jeunes Canadiens?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, je partage les préoccupations bien senties du député d'en face quant à la nécessité de garantir aux jeunes Canadiens des possibilités dans tout le pays, en particulier pour leur premier emploi. C'est pourquoi il est si réjouissant de savoir que le programme Emplois d'été Canada fournira cet été près de 70 000 emplois aux jeunes de tout le pays, dont d'excellents premiers emplois. On parle ici d'employeurs de qualité et d'emplois de qualité. J'ai hâte d'en entendre parler dans ma circonscription.

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, la ministre siège au Cabinet depuis plus de 10 ans, et le chômage ne cesse d'augmenter. Il a même atteint son niveau le plus élevé en 10 ans, si l'on exclut la période de la COVID. Nous sommes en pleine crise du chômage, et les libéraux aggravent la situation en présentant un autre projet de loi de dépenses scandaleux. Le premier ministre souhaite dépenser encore plus d'argent que Justin Trudeau.

Comment peuvent-ils demander au Parlement un autre chèque en blanc de 400 milliards de dollars sans présenter de budget, de plan de création d'emplois et de plan pour remédier aux souffrances causées par leurs politiques?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, nous entendons le député d'en face tenir un double discours. D'un côté, il parle de la nécessité de prendre des mesures pour réduire le chômage et pour faire en sorte que les jeunes acquièrent d'excellentes expériences sur le marché du travail. De l'autre, il parle de la nécessité de réduire les dépenses.

Nous savons que nous pouvons accomplir de grandes choses ensemble. C'est ce que veulent les employeurs des quatre coins du pays. Ils veulent des travailleurs qualifiés dans tous les secteurs, partout au pays.

Nous accompagnerons les provinces et les territoires pour veiller à ce que notre économie soit la plus dynamique du G7.

LES FINANCES

Grant Jackson (Brandon—Souris, PCC): Monsieur le Président, cette semaine, le premier ministre a présenté son premier projet de loi de dépenses. Alors qu'il a promis de plafonner les dépenses pendant la campagne électorale, ce projet de loi augmenterait encore de 8 % des dépenses fédérales déjà très lourdes. Le même jour où il a annoncé des dépenses d'un demi-billion de dollars, il a de nouveau promis de plafonner ces dépenses, et ce, sans budget et aux dépens des travailleurs canadiens et des générations futures.

Quand les libéraux vont-ils enfin plafonner les dépenses et faire passer l'avenir financier des jeunes Canadiens en premier? Le premier ministre peut-il nous dire aujourd'hui à quelle date il compte présenter un budget ce printemps?

• (1435)

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, je souhaite au député la bienvenue à la Chambre des communes.

Questions orales

Une chose est claire: nous sommes là pour soutenir les jeunes Canadiens. Si le député avait écouté attentivement, il saurait que la toute première motion que nous avons présentée à la Chambre visait à éliminer la TPS pour les acheteurs d'une première maison. Cette mesure vise à aider les jeunes Canadiens à accéder au marché immobilier.

Les jeunes Canadiens qui nous regardent comprennent qu'ils peuvent compter sur nous et que nous travaillerons toujours pour eux.

LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Philip Lawrence (Northumberland—Clarke, PCC): Monsieur le Président, les 5, 17, 20, 21 et 29 avril, le premier ministre s'est engagé à instaurer le « libre-échange à travers le pays d'ici la fête du Canada ». Or, presque immédiatement après les élections, le premier ministre a déjà rompu sa promesse en disant que les libéraux présenteraient seulement un projet de loi visant à éliminer les barrières commerciales fédérales et provinciales d'ici la fête du Canada.

Ma question est simple: pourquoi le premier ministre a-t-il induit les Canadiens en erreur?

L'hon. Chrystia Freeland (ministre des Transports et du Commerce intérieur, Lib.): Monsieur le Président, je suis vraiment ravie que les conservateurs me posent une question sur le commerce intérieur.

Nous ne sommes pas d'accord sur beaucoup de choses, mais je pense que tout le monde au Parti conservateur et au Parti libéral est d'accord pour dire que le libre-échange au Canada va nous enrichir tous. Voilà pourquoi j'ai une question à poser aux députés conservateurs: vont-ils voter en faveur de notre projet de loi pour instaurer le libre-échange au pays d'ici la fête du Canada? Nous comptons sur eux, et les Canadiens comptent sur eux.

LA PETITE ENTREPRISE

Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, la complexité et l'obscurité des avis des douanes compliquent la tâche des petites entreprises. Ce programme gouvernemental de l'Agence des services frontaliers du Canada a été conçu pour aider les entreprises, mais au lieu de cela, il crée toutes sortes d'ennuis et il fait perdre du temps et de l'argent à de nombreux acteurs du secteur manufacturier et de ses chaînes d'approvisionnement.

Le 20 mai, l'Agence a discrètement publié une mise à jour de son interprétation de la portée du décret, ce qui en a réduit la portée. Pourquoi, en cette période d'incertitude, les entreprises devraient-elles s'acquitter toutes seules de formalités administratives gouvernementales coûteuses et lourdes de conséquences? Le gouvernement ne comprend-il pas qu'une telle situation met à risque le gagne-pain de Canadiens et les entreprises du pays?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue d'en face de sa question. Il a porté cet enjeu à mon attention il y a quelques jours, et nous examinons la situation. J'espère pouvoir lui fournir une réponse dans les prochains jours.

Questions orales

[Français]

LES FINANCES

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, les libéraux dépensent sans compter, même avec leur nouveau chef.

Le premier ministre a promis de limiter la hausse des dépenses à 2 % par année, mais le budget principal de dépenses révèle qu'il va encore les hausser de 8 % cette année, et ce, avant les baisses d'impôts et les 200 milliards de dollars de nouvelles dépenses qu'il veut faire adopter au cours de cette session.

Il est farfelu de présenter ces mesures sans dévoiler l'état exact des finances publiques. Est-ce que le premier ministre va déposer un budget au lieu de gouverner exactement comme Justin Trudeau?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, j'ai énormément de respect pour mon collègue de Berthier—Maskinongé et il le sait. Or, il est un peu surprenant d'entendre le Bloc québécois être contre une mesure qui va aider les gens dans la propre circonscription du député.

Nous venons de déposer la première motion à la Chambre pour réduire l'impôt de 22 millions de Canadiens. Cela peut représenter jusqu'à 840 \$ pour une famille avec deux revenus. C'est une mesure importante pour les gens de Berthier—Maskinongé.

Les gens de Berthier—Maskinongé s'attendent à ce que leur député soit là pour eux et qu'il vote en faveur de la motion présentée par ce nouveau gouvernement.

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, les gens de Saint-Maurice—Champlain s'attendent à ce que les députés fassent un budget avant de dépenser l'argent. C'est comme si le premier ministre avait suivi les dépenses de Trudeau et s'était dit: « *Just watch me* ». La prochaine affaire, c'est qu'il va se pointer ici avec des Adidas. Le premier ministre prouve que nous sommes devant la quatrième même édition du même gouvernement libéral. Les libéraux essaient encore de faire croire qu'ils peuvent continuer de dépenser tout en baissant les revenus, sans creuser la dette ni réduire les transferts aux provinces.

Eh bien, qu'ils nous montrent comment on fait ça dans un budget. La transparence, est-ce que c'est trop demandé?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, je remercie d'abord mon collègue de me permettre de saluer les gens de Saint-Maurice—Champlain qui m'ont envoyé ici pour un quatrième mandat, que je vais remplir avec humilité et conviction. La conviction, c'est justement de présenter un cadre financier, un budget, au début de l'automne, comme nous l'avons dit. C'est une façon prudente de faire les choses. Ce sera un budget ambitieux, un budget qui va nous permettre de bâtir le Canada de demain. Je sais que c'est exactement ce à quoi les Canadiens et les Canadiennes s'attendent. Nous allons bâtir une économie forte, la plus forte du G7, et un Canada résilient et fort.

* * *

● (1440)

[Traduction]

LE LOGEMENT

Tamara Jansen (Cloverdale—Langley City, PCC): Monsieur le Président, j'ai récemment discuté avec un jeune homme qui m'a

dit qu'à moins qu'il n'hérite de la maison de ses parents à leur mort, il ne sera jamais propriétaire d'une maison. Pour de nombreux jeunes Canadiens, c'est une réalité. Imaginons alors à quel point ils ont été choqués d'entendre le nouveau ministre du Logement dire qu'il n'était pas nécessaire que le prix des logements baisse. Sous la gouverne de l'ancien maire de Vancouver, le prix des maisons a bondi de 179 %, le montant des loyers a augmenté de 50 %, et le taux d'itinérance a grimpé de 40 %.

Si le ministre du Logement n'a pas réglé le problème à l'époque et qu'il ne voit pas de problème maintenant, jusqu'où compte-t-il laisser grimper les prix?

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, nous passons de nombreux jours cette semaine avec des maires et des conseillers municipaux de tout le pays à l'occasion de la rencontre de la Fédération canadienne des municipalités. J'invite les députés d'en face à ne pas insulter les représentants des administrations locales, avec qui nous travaillons en partenariat pour aboutir à des résultats sur le terrain.

Nous réduirons la TPS pour les acheteurs d'une première maison. Le nouveau gouvernement fera économiser 50 000 \$ aux acheteurs d'une première maison.

Costas Menegakis (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, le marché immobilier de la région du Grand Toronto est en train de sombrer dans le chaos total. De nouvelles données indiquent que les ventes de logement dans la région du Grand Toronto ont atteint leur plus bas niveau depuis l'effondrement du marché dans les années 1990, avec une baisse de 89 % par rapport à la moyenne sur 10 ans, et que les ventes de logements en copropriété ont chuté de 94 % par rapport à la moyenne sur 10 ans. Le prix des logements est trop élevé pour les acheteurs et trop bas pour les vendeurs. Les vendeurs n'arrivent pas à vendre, les acheteurs n'arrivent pas à acheter, et les constructeurs ne construisent pas. Le rapport prévient que, dans 2 ans à peine, nous connaissons une pénurie massive de logements.

Le premier ministre peut-il nous expliquer pourquoi il refuse de présenter immédiatement un budget de façon à apporter l'aide indispensable dont ont besoin tant les acheteurs que les vendeurs?

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, il faut avant tout investir sans tarder dans la construction d'un plus grand nombre de logements abordables partout au Canada. C'est pourquoi nous accordons une réduction de la TPS pour l'achat d'un premier logement. C'est pourquoi nous faisons baisser le coût du logement en misant sur les frais d'aménagement. Nous travaillons en partenariat avec autorités municipales pour concrétiser le tout. Nous devons également veiller à ce qu'il se bâtisse davantage de logements abordables pour les jeunes et les personnes les plus vulnérables, dans tout le pays.

Jacob Mantle (York—Durham, PCC): Monsieur le Président, de nouvelles données publiées cette semaine montrent que les ventes de logements dans la région du Grand Toronto sont en baisse de 89 % par rapport à la moyenne sur 10 ans. Il ne s'agit pas d'un ralentissement: le marché stagne. Quelle est la réponse du premier ministre? C'est une proposition relative à la TPS que l'industrie a rejetée en disant qu'elle ne ferait pas baisser les prix.

Quel est le plan du premier ministre actuellement, et pas en septembre, pour les acheteurs qui n'arrivent pas à acheter, les vendeurs qui n'arrivent pas à vendre et les constructeurs qui n'arrivent pas à construire?

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, nous avons une bonne nouvelle: les acheteurs d'une première maison bénéficieront d'une réduction de la TPS. Pendant que les gens attendent cette réduction, le marché stagne. Nous espérons que les députés d'en face appuieront la réduction de la TPS.

Nous allons aussi nous concentrer sur la construction de logements abordables neufs. Voilà ce dont les jeunes Canadiens ont besoin. C'est ce que nous devons concrétiser à la Chambre, au bénéfice de la population canadienne.

Rhonda Kirkland (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, le prix moyen d'un logement chez nous, à Oshawa, a augmenté de 121 % depuis 2015. Selon Equifax, un nombre record d'Ontariens sont actuellement en défaut de paiement sur leur prêt hypothécaire, ce qui représente une hausse de 71,5 % depuis le début de 2024. Une professeure de l'Université métropolitaine de Toronto a dit: « La première chose que quelqu'un doit faire dans la vie, c'est payer son prêt hypothécaire; or, les gens ne le font pas parce que le système ne fonctionne plus du tout. »

Le ministre libéral du Logement et ancien maire de Vancouver nous arrive avec un bilan déjà désastreux qui comprend des prix exorbitants et une augmentation vertigineuse du nombre de sans-abri. Pourquoi les Canadiens devraient-ils donc lui faire confiance pour régler le problème?

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, j'invite encore une fois les députés d'en face à ne pas insulter les représentants des administrations locales qui sont ici, à Ottawa, cette semaine pour travailler en partenariat avec le gouvernement fédéral. C'est seulement en concertation avec les provinces, les territoires, les administrations locales et les gouvernements autochtones que nous parviendrons à faire construire des logements au pays. Nous devons travailler en partenariat et en collaboration pour fournir aux Canadiens des logements à la hauteur de leurs moyens.

• (1445)

Vincent Ho (Richmond Hill-Sud, PCC): Monsieur le Président, selon les derniers chiffres, un nombre record de propriétaires en Ontario n'arrivent pas à faire leurs paiements hypothécaires. Le taux de défaut de paiement sur un prêt hypothécaire de 90 jours a bondi de 71 % depuis l'année dernière. Les Canadiens sont confrontés à l'inflation la plus élevée en 40 ans, à une offre résidentielle médiocre et à des taux hypothécaires exorbitants. Qu'est-ce que le ministre du Logement a à dire? Il dit que les prix n'ont pas besoin de baisser. En tant que maire de Vancouver, il a présidé à une augmentation de 50 % des loyers, à une augmentation de 179 % du prix des propriétés résidentielles et à une augmentation de 40 % du taux d'itinérance.

Le ministre du Logement et de l'Infrastructure peut-il dire aux Canadiens combien de familles encore devront se retrouver à court de moyens avant que le gouvernement dont il fait partie intervienne en déposant enfin un budget?

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement écono-

Questions orales

mique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, je dirai au député d'en face que les problèmes dans le domaine du logement, partout au pays, n'ont rien de simples. Nous devons régler le problème de l'abordabilité. Nous devons également nous attaquer à la guerre commerciale avec les États-Unis. Les droits de douane ont des répercussions sur les Canadiens. Ils ont une incidence sur le coût de la vie. Ils ont une incidence sur nos marchés. C'est pourquoi j'applaudis les mesures proposées par le premier ministre et les ministres afin de régler nos problèmes avec les États-Unis, de faire croître l'économie canadienne et de mettre fin à cette guerre commerciale.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

Steven Bonk (Souris—Moose Mountain, PCC): Monsieur le Président, après des années de reports, d'incertitude et de préjudice économique, il est indéniable que la loi C-69, la loi anti-pipelines, est un échec total pour les Canadiens. Les chefs de file de l'industrie, les provinces et les communautés autochtones ont maintes fois tiré la sonnette d'alarme au sujet de son processus réglementaire complexe et imprévisible, qui fait fuir les investisseurs et bloque le développement.

Maintenant que la Cour suprême a confirmé que des éléments clés de la loi sont inconstitutionnels, le gouvernement libéral va-t-il enfin admettre qu'il s'est trompé et abroger la loi C-69, afin de prendre des mesures concrètes pour redonner du travail aux Canadiens?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, lorsque des guerres commerciales sévissent, nous devons tirer parti de tous les avantages concurrentiels dont nous disposons. Nous devons donc collaborer avec les provinces, les territoires, les peuples autochtones et les promoteurs pour faire du Canada une superpuissance énergétique. Nous accélérerons la mise en œuvre des projets, réduirons les formalités administratives et approuverons les projets d'intérêt national dans un délai de deux ans. Ces mesures nous permettront de bâtir l'économie à faibles émissions de carbone la plus solide, la moins coûteuse et la moins risquée du G7.

* * *

LES FINANCES

Amandeep Sodhi (Brampton-Centre, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de prendre la parole pour la première fois à la Chambre, en tant que représentante des habitants de Brampton-Centre. Je tiens à remercier ma famille, mes amis, mon équipe de campagne et mes électeurs pour leur amour et leur soutien. Nos concitoyens de partout au pays nous ont envoyés à Ottawa pour que nous obtenions des résultats concrets.

Le président du Conseil du Trésor peut-il dire à la Chambre quelles mesures nous allons prendre pour réduire les coûts pour les Canadiens?

L'hon. Shafqat Ali (président du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, c'est pour moi un honneur de travailler avec la nouvelle députée de Brampton-Centre afin d'obtenir des résultats pour notre collectivité et pour tous les Canadiens.

Questions orales

Les Canadiens ont élu un nouveau gouvernement pour qu'il prenne des mesures audacieuses, et c'est ce que fait notre première initiative, qui consiste à réduire les impôts pour 22 millions de Canadiens, à offrir de nouvelles aides pour l'achat d'une première maison et à supprimer la taxe sur le carbone pour les consommateurs. Le nouveau gouvernement prend des mesures décisives pour rendre la vie plus abordable pour les Canadiens et pour renforcer le Canada.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, quand le gouvernement libéral a été élu pour la première fois en 2015, il a annulé 16 grands projets d'exploitation des ressources, faisant ainsi perdre 176 milliards de dollars à l'économie canadienne et des milliers d'emplois dans ma ville. Pourtant, la loi C-69 continue d'empêcher la construction des pipelines nécessaires pour mettre à profit nos ressources et pour rétablir notre indépendance économique.

Le premier ministre s'engage-t-il aujourd'hui à abolir la loi C-69, la loi anti-pipelines de Justin Trudeau?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, j'ai été clair: nous appuierons les nouveaux pipelines s'il y a un consensus national en leur faveur. Dans le contexte où notre pays fait face à des droits de douane américains, nous devons renforcer nos secteurs de l'énergie et des ressources naturelles. Personne ne doute que l'énergie est la force du Canada. Nous allons prendre les mesures nécessaires pour bâtir l'économie la plus forte du G7, créer des emplois pour les Canadiens et donner les meilleurs atouts à nos négociateurs pour qu'ils puissent faire leur travail.

Le nouveau gouvernement du Canada sortira victorieux de cette guerre commerciale.

* * *

• (1450)

LA TARIFICATION DU CARBONE

Mike Dawson (Miramichi—Grand Lake, PCC): Monsieur le Président, les conservateurs et les Canadiens savent que si les gens paient plus de taxes au gouvernement, la situation climatique ne s'améliora pas pour autant. Les conservateurs défendent les Canadiens et s'opposent à la taxe sur le carbone depuis plus d'une décennie. Le premier ministre a fait un grand coup d'éclat en mars quand il a annoncé aux Canadiens qu'il abolirait la taxe sur le carbone. Après des années de demandes insistantes par les conservateurs, le gouvernement libéral a finalement supprimé la taxe sur le carbone pour les consommateurs.

Le premier ministre abolira-t-il également la taxe sur le carbone pour les industries afin que les entreprises et les industries canadiennes puissent soutenir la concurrence dans l'économie mondiale, oui ou non?

L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, c'est une question intéressante, mais je m'inscris en faux contre toutes ses prémisses. Si nous nous soucions vraiment des industries, nous allons devoir examiner ce qui augmente réellement leurs coûts en ce moment, à savoir les droits de douane qui sont imposés par les États-Unis et qui les empêchent de faire ce qui s'impose.

Nous sommes ici pour défendre le Canada. Nous sommes ici pour défendre une économie forte. Nous savons que c'est ce que nous devons accomplir. C'est ce que les Canadiens nous ont demandé de faire et c'est ce que nous allons continuer de faire.

* * *

L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE

David Bexte (Bow River, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre dit que la moitié du pétrole canadien doit rester dans le sol, et il le confirme maintenant en imposant un plafond de production qui, selon le directeur parlementaire du budget, fera disparaître 54 000 emplois et privera notre économie de 20 milliards de dollars. Ce programme de non-exploitation des ressources pétrolières et gazières ne fait pas qu'éliminer des chèques de paie: il nous rend aussi plus dépendants du pétrole étranger. Il affaiblit notre économie et punit les familles albertaines et saskatchewanaises qui ont bâti le secteur énergétique du pays.

Je pose au premier ministre une question simple à laquelle il peut répondre par oui ou par non: abolira-t-il son plafond de production qui nuit à l'emploi et laissera-t-il enfin les Canadiens rétablir leur indépendance énergétique?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, mon objectif est de voir à ce qu'il y ait de la construction là où il y a des promoteurs. Le nouveau gouvernement du Canada accélérera les projets; il réduira les formalités administratives et approuvera les projets d'intérêt national dans un délai de deux ans. Nous rendrons le Canada plus fort et nous nous protégerons contre les droits de douane américains si nous travaillons avec nos partenaires autochtones et les travailleurs du pays et si nous collaborons sans partisanerie.

J'encourage mes collègues conservateurs à se joindre à nous pour créer de nouveaux emplois, bâtir l'économie la plus forte du G7 et faire du Canada une superpuissance énergétique.

Jeremy Patzer (Swift Current—Grasslands—Kindersley, PCC): Monsieur le Président, après 10 ans de politiques libérales anti-énergie, les ravages continuent. Des centaines de milliers d'emplois ont déjà été perdus dans le secteur et, grâce aux ministres radicaux à la première rangée, le plafonnement de la production de pétrole et de gaz des libéraux menace 54 000 emplois supplémentaires et privera notre économie de plus de 20 milliards de dollars. Le premier ministre a fait campagne en disant qu'il avait un plan pour bâtir, mais il s'est déjà engagé à ne pas annuler le plafonnement de la production.

Le refus du premier ministre d'abolir le plafond est-il un aveu qu'il soutient cette politique désastreuse?

L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, après avoir vu que rien ne se construisait sous l'ancien gouvernement conservateur, je crois que nous avons appris quelques leçons. Ce que nous avons appris, c'est que nous ne pouvons pas obtenir de résultats si nous décidons de ne pas effectuer d'évaluations environnementales et de ne pas consulter les peuples autochtones.

Nous avons l'intention de veiller à bâtir un système d'évaluation efficace qui permettra de réaliser des projets. Voilà ce que nous sommes engagés à faire, et voilà ce que nous ferons.

L'ÉTHIQUE

Michael Cooper (St. Albert—Sturgeon River, PCC): Monsieur le Président, quand le premier ministre était président de Brookfield, Brookfield a enregistré 30 milliards de dollars de fonds d'investissement dans des paradis fiscaux à l'étranger, aux Bermudes et aux îles Caïmans, tout cela pour éviter de payer des impôts au Canada. Maintenant, le premier ministre refuse de dire la vérité et de divulguer ses avoirs aux Canadiens. Les Canadiens méritent de connaître la vérité.

Le premier ministre a-t-il des avoirs financiers cachés dans des paradis fiscaux à l'étranger, oui ou non?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens devraient être très rassurés de savoir que les exigences en matière d'éthique que nous imposons aux titulaires de charge publique sont parmi les plus strictes au monde. Non seulement le premier ministre s'est conformé à toutes ces exigences, mais il a également déposé de façon proactive et préventive tous les renseignements dont le commissaire à l'éthique a besoin.

De ce côté-ci de la Chambre, nous respecterons évidemment toujours les règles. Les Canadiens peuvent compter là-dessus.

Michael Cooper (St. Albert—Sturgeon River, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre est tout sauf transparent, se terrant derrière une échappatoire dans les règles d'éthique canadiennes pour cacher ses avoirs aux Canadiens.

Il y a vraiment lieu de se demander pourquoi. Est-ce parce que le spécialiste dans l'art de jouer du coude évite de payer des impôts?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je doute qu'avancer des théories du complot aide la cause du Parti conservateur. Cependant, je le répète: les Canadiens devraient être très rassurés de savoir que les règles d'éthique imposées par notre pays sont parmi les plus strictes au monde. Or, le premier ministre s'est non seulement conformé à ces exigences, mais il les a surpassées.

* * *

● (1455)

[Français]

LES FINANCES

Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, récemment, à Lévis, 10 000 personnes ont eu recours à l'aide alimentaire. C'est deux fois plus qu'en 2021. Ce sont maintenant des travailleurs à temps plein qui n'arrivent plus à se nourrir. Pendant ce temps, les libéraux promettent de réduire les dépenses le matin, puis les augmentent en après-midi de 8 %. C'est le nouveau visage du premier ministre, mais les mêmes mauvais plis.

Le premier ministre réalise-t-il que ses dépenses incontrôlées nourrissent l'inflation et poussent les Canadiens vers les banques alimentaires?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes tous préoccupés par cette situation partout au pays. C'est pour ça que la toute première mesure que le gouvernement a présentée, c'est une mesure sur l'abordabilité, pour s'assurer que 22 millions de Canadiens et de Canadiennes de partout au pays pourront payer moins d'impôts. La meilleure façon de permettre

Questions orales

aux Canadiens de continuer à avoir des revenus, c'est de leur faire payer moins d'impôts. C'est une des façons d'aider les Canadiens et les Canadiennes partout au pays. C'est ce que nous allons continuer de faire.

Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, ceux qui ont des retours, actuellement, ce sont les firmes externes. C'est 36 % de plus et 6 milliards de dollars de plus qu'elles vont recevoir. Il y a 10 000 personnes dans ma circonscription qui vont dans des banques alimentaires.

Peut-on au moins avoir la décence de présenter un budget ce printemps?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, présentement, notre objectif, c'est d'aider les gens qui ont de la difficulté à arriver à la fin du mois. C'est pourquoi nous avons réduit les taxes pour la classe moyenne. Nous supprimons aussi la TPS aussi pour les gens qui achètent une première maison. De plus, comme ma collègue le sait très bien, nous sommes présentement dans une guerre tarifaire. Notre objectif est de nous battre pour créer des emplois, de protéger ceux qui sont présentement menacés et, encore et toujours, d'investir pour créer l'économie la plus forte G7.

* * *

LA FISCALITÉ

Steeve Lavoie (Beauport—Limoilou, Lib.): Monsieur le Président, je vous félicite pour votre élection.

Je prends la parole pour la première fois à la Chambre comme député de Beauport—Limoilou, dont je remercie les citoyens de leur confiance.

Le mois dernier, mes concitoyens ont réclamé un changement qui permettra de remettre plus d'argent dans leurs poches. Le ministre peut-il expliquer ce que va faire ce gouvernement pour rendre la vie plus abordable pour les Québécois et les Canadiens?

L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais moi aussi remercier mon monde de Louis-Hébert, sans qui rien n'aurait été possible. Je remercie mes concitoyens de m'avoir renouvelé leur confiance. J'ajouterais que je remercie les citoyens de Beauport—Limoilou de nous donner une troisième voix à Québec, un troisième député avec mon ami et collègue de Québec-Centre. Forts de sa voix, nous pourrions défendre encore davantage les intérêts de la région de Québec. Forts de sa voix, nous agissons déjà avec une baisse d'impôt pour 22 millions de Canadiens. C'est une baisse de 840 \$ par ménage en moyenne. Mon collègue peut en être fier. J'espère que nous aurons l'appui de toute la Chambre alors que nous répondons aux attentes des Canadiens pour un pays plus abordable et une économie plus forte.

Questions orales

[Traduction]

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Frank Caputo (Kamloops—Thompson—Nicola, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement n'est pas sérieux en matière de sécurité publique. Nous avons récemment appris que les accusations liées au terrorisme ont augmenté de 488 %. Si nous pensions que cette statistique et le problème qui l'accompagne seraient mentionnés dans le discours du Trône, nous nous sommes trompés.

Pourquoi le gouvernement manque-t-il autant de sérieux à l'égard d'une question qui touche tous les Canadiens?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, manifestement, mon ami le député d'en face n'a pas entendu le discours du Trône, parce que nous avons des mesures très substantielles pour régler les problèmes de sécurité. De nouvelles menaces pour notre sécurité apparaissent tous les jours. Les organismes canadiens de renseignement, de sûreté et de maintien de l'ordre ont des mesures robustes en place afin de surveiller les menaces et d'agir pour les contrer. Qu'il s'agisse d'inscrire des entités terroristes sur la liste ou d'enquêter et de poursuivre ceux qui cherchent à nous nuire, le gouvernement sera toujours là pour protéger les Canadiens.

• (1500)

Frank Caputo (Kamloops—Thompson—Nicola, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement sera-t-il toujours là pour protéger les Canadiens? Passons au deuxième exemple: le cas de Randall Hopley, qui a kidnappé un enfant de 3 ans. Il a été libéré en 2023, après avoir purgé une longue peine d'emprisonnement. Peu de temps après, il a disparu dans la nature pendant 10 jours, et sa photo a été placardée un peu partout. Il a été remis en liberté cette semaine, mais il n'a même pas duré un jour dans la communauté.

Si le gouvernement tient vraiment à cibler les délinquants sexuels et à protéger les Canadiens, abrogera-t-il les dispositions législatives qui permettent ce type de situation?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, lorsque nous discutons de criminalité et de sécurité, il est important de bien connaître les faits. L'affaire en question concerne une libération d'office, ce qui est prévu par la loi. J'invite mon collègue, encore une fois, à...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Je n'arrive pas à entendre le député.

Le député peut-il répéter ce qu'il a dit?

L'hon. Gary Anandasangaree: Monsieur le Président, nous ne pouvons pas faire l'amalgame entre la libération d'office et la mise en liberté sous caution. Comme le Service correctionnel du Canada est saisi de cette affaire, nous veillerons à travailler avec lui pour garantir la mise en place de mesures appropriées.

Je peux assurer à tous les députés qu'il s'agit d'une question de droit, qu'il...

Le Président: Le député d'Hamilton-Est—Stoney Creek a la parole.

Ned Kuruc (Hamilton-Est—Stoney Creek, PCC): Monsieur le Président, j'ai des nouvelles de ma circonscription, Hamilton-Est—Stoney Creek. Hier, un autobus de la ville d'Hamilton a été pris entre deux feux lors d'une fusillade. Cela survient à peine quelques semaines après qu'une jeune femme innocente a été tuée tragique-

ment par une balle perdue alors qu'elle attendait simplement l'autobus sur la rue Upper James.

La criminalité est hors de contrôle, et le statu quo est inacceptable. Quand le premier ministre abrogera-t-il les lois découlant des projets de loi C-5 et C-75 des libéraux afin que nous puissions rétablir la sécurité dans les rues d'Hamilton et du Canada?

L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, je tiens à offrir mes condoléances à la famille de la victime innocente. J'ai rencontré sa famille, qui vit dans ma circonscription.

C'est un dossier qui me touche de près et qui me tient à cœur dans le cadre de mes fonctions. Je sais que le premier ministre a aussi ce dossier à cœur. Nous allons apporter des changements. Le nouveau gouvernement est déterminé à tenir les criminels responsables de leurs actes et à rendre nos rues plus sûres. Nous allons faire le travail nécessaire, prévoir des peines plus sévères, y compris à l'égard des manquements aux conditions de mise en liberté sous caution, et prendre toutes les mesures nécessaires...

Le Président: Le député de St. Catharines a la parole.

* * *

LA SÉCURITÉ FRONTALIÈRE

Chris Bittle (St. Catharines, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens s'attendent à ce que le gouvernement protège nos frontières. Une sécurité rigoureuse à la frontière engendre des rues sûres.

Le ministre de la Sécurité publique pourrait-il informer la Chambre de l'état d'avancement du plan de 1,3 milliard de dollars du Canada pour la sécurité des frontières?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi d'abord de féliciter mon collègue de St. Catharines de sa réélection.

Notre frontière est bien protégée et, grâce à notre plan pour la sécurité des frontières, qui représente le plus important investissement dans la sécurité frontalière de toute l'histoire du Canada, nous la renforçons encore plus. Nous surveillons la frontière 24 heures sur 24, sept jours sur sept, notamment au moyen d'un corps d'agents augmenté, de drones, d'hélicoptères Black Hawk et de détecteurs. Notre plan fonctionne.

Plus tôt cette année, nous avons saisi plus de 46 kilogrammes de fentanyl, 122 armes à feu, 33 véhicules volés et plus de 800 000 \$ en espèces, en plus d'avoir arrêté 524 criminels. Les Canadiens ont élu le gouvernement actuel pour protéger nos frontières, et c'est exactement ce que nous ferons.

* * *

[Français]

L'ÉTHIQUE

Jason Groleau (Beauce, PCC): Monsieur le Président, pendant que les Canadiens s'inquiètent pour leur avenir économique, le premier ministre continue de semer des doutes sur ses propres intérêts financiers.

Ses liens passés avec Brookfield, une entreprise présente dans plusieurs paradis fiscaux, soulèvent de graves questions. Les Beaucerons et les Canadiens veulent savoir si le premier ministre a encore des intérêts financiers cachés dans les paradis fiscaux.

Va-t-il, oui ou non, faire preuve de transparence totale en dévoilant ses avoirs et ses liens financiers passés et présents?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue à mon honorable collègue de Beauce.

Ce qu'il apprendra, tout comme tout autre nouveau député à la Chambre, c'est que les règles et la conformité à notre code d'éthique ne sont pas négociables. C'est pour cette raison que le premier ministre a été proactif et est allé au-delà des exigences de ce code d'éthique, le même qui va s'appliquer au député.

J'espère que lui aussi se conformera à ce code, tout comme le premier ministre.

* * *

• (1505)

[Traduction]

L'AIDE AUX SINISTRÉS

Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, en raison de l'aggravation de la crise climatique, des Manitobains sont chassés de leur milieu de vie par les feux de forêt qui font rage. Alors que 17 000 habitants du Nord de la province et des territoires des Premières Nations ont dû fuir leur domicile, le premier ministre du Manitoba a décrété l'état d'urgence pour l'ensemble de la province. De nombreuses personnes sont évacuées vers Winnipeg-Centre, où il y a déjà un nombre incalculable de personnes qui souffrent de la précarité du logement ou qui ont des besoins non satisfaits en matière de santé mentale.

Le gouvernement va-t-il agir pour veiller à ce que toutes les collectivités affectées par les incendies bénéficient des ressources dont elles ont besoin en matière de santé et de logement, afin qu'elles puissent vivre dignement?

L'hon. Eleanor Olszewski (ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés et ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole pour la première fois à la Chambre. Nous sommes de tout cœur avec chacune des collectivités touchées par les feux de forêt d'un bout à l'autre du pays.

Hier soir, le premier ministre et moi avons reçu une demande d'aide du Manitoba pour évacuer par avion deux communautés des Premières Nations situées dans le Nord-Ouest du Manitoba et, bien sûr, nous avons immédiatement accepté cette demande. Un certain nombre de collectivités sont touchées par...

Le Président: La députée de Nunavut a la parole.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Uqaqtittiji*, les peuples autochtones doivent donner leur consentement préalable, librement et en connaissance de cause aux projets entrepris sur leurs territoires. Au cours de la dernière législature, j'ai abordé cette question dans mon projet de loi d'initiative parlementaire. Le discours du Trône parle de l'objectif « un projet, une évaluation », mais ignore la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Le premier ministre entend faire du Canada une superpuissance énergétique. Pas étonnant que l'Assemblée des Premières Nations soit inquiète.

Travaux de la Chambre

Le ministre renoncera-t-il à son approche colonialiste ou est-ce que les peuples autochtones verront leurs droits bafoués?

L'hon. Rebecca Alty (ministre des Relations Couronne-Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, nous faisons face à un défi de taille qui exige des efforts concertés pour réaliser des projets d'intérêt national, renforcer l'économie canadienne et faire en sorte qu'elle connaisse l'une des plus fortes croissances du G7.

La Couronne, y compris les provinces et les territoires, doit consulter les peuples autochtones afin de promouvoir leur autodétermination. Ce partenariat remplit des obligations juridiques et favorise la réconciliation.

Nous ne ferons pas de commentaires sur les questions qui relèvent des provinces, mais nous restons déterminés à collaborer avec tous pour bâtir un Canada plus fort.

* * *

[Français]

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

Luc Berthold (Mégantic—L'Érable—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de me lever aujourd'hui pour la traditionnelle question du jeudi. C'est le moment de la semaine le plus attendu par les Canadiens qui assistent assidûment aux travaux de la Chambre.

D'abord, je me permets de commencer par remercier les citoyens de Mégantic—L'Érable—Lotbinière de m'avoir permis de poursuivre ma route en tant que représentant de ces gens.

[Traduction]

Le Président: Chers collègues, lorsque vous quittez la Chambre, veuillez le faire discrètement, car il s'agit d'une question importante visant à nous informer sur ce qui nous attend la semaine prochaine.

[Français]

L'honorable député a la parole.

Luc Berthold: Monsieur le Président, je ne voudrais surtout pas que mes nouveaux collègues perdent l'occasion unique d'entendre la question du jeudi. C'est un moment très important cette semaine.

Comme je le disais, je me suis engagé à être la voix des gens de Mégantic—L'Érable—Lotbinière, lors de la dernière élection, au nom de ceux et celles dans ma circonscription qui peinent à boucler leur budget à la fin du mois, au nom des jeunes familles n'ont pas les moyens de payer leur hypothèque.

Je vais demander au leader libéral à la Chambre si, dans les travaux qui se dérouleront cette semaine, bientôt, le dépôt d'un budget est prévu. Le dépôt d'un budget ce printemps, c'est particulièrement important, surtout après que nous avons appris cette semaine que, malgré toutes les belles paroles du discours du Trône, les dépenses libérales sont pires sous ce premier ministre que sous Justin Trudeau.

J'ai aussi une autre question importante. Le premier ministre prétend vouloir se mettre en action rapidement, tout de suite, avec un programme ambitieux. Le leader libéral peut-il nous dire quand les comités parlementaires vont commencer à se réunir? Quand va-t-on avoir une première réunion du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre?

L'Adresse

En signe de notre bonne volonté, je vais assurer au leader libéral notre entière collaboration. Nous sommes prêts à offrir notre consentement pour avoir un budget demain, samedi, dimanche ou lundi, et convoquer...

• (1510)

Le Président: L'honorable leader du gouvernement à la Chambre a la parole.

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, la question du jeudi semble avoir pris des proportions gigantesques après les élections. Être concis et avoir un rédacteur en chef serait un bon conseil à offrir à mon ami de Mégantic—L'Érable—Lotbinière. Je salue ses concitoyens, tout comme je salue mes concitoyens de Gatineau.

Mes consœurs et mes confrères québécois de partout au Québec peuvent être très rassurés: ce nouveau gouvernement a une grande vision, a un plan pour la croissance du pays, pour les emplois au Canada, pour de nouveaux projets majeurs. Évidemment, cela va prendre du temps dans le respect de nos meilleures traditions démocratiques.

D'abord, il faut débattre du grand discours offert par Sa Majesté le roi Charles III. C'est ce que nous allons faire dans les prochains jours. Nous poursuivons aujourd'hui avec l'Adresse en réponse au discours du Trône. Le vote sur le sous-amendement du député de Beloeil—Chambly, un autre député québécois, sera mis aux voix ce soir. Enfin, l'amendement du leader de l'opposition officielle sera mis aux voix lundi soir.

[Traduction]

Le gouvernement a l'intention de poursuivre demain avec le troisième jour désigné du débat sur l'Adresse. Les quatrième, cinquième et sixième jours désignés seront lundi, mardi et mercredi prochains.

De plus, conformément à l'ordre spécial adopté le mardi 27 mai, j'aimerais désigner le jeudi 5 juin, le lundi 9 juin, le mardi 10 juin et le mercredi 11 juin pour l'étude en comité plénier du budget des dépenses.

Ces mesures et de nombreuses autres initiatives parlementaires très importantes seront mises en œuvre conformément au Règlement en temps et lieu, et je me réjouis à l'idée d'en débattre avec les députés.

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Sa Majesté le roi en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

Will Greaves (Victoria, Lib.): Monsieur le Président, comme Victoria est une circonscription côtière, nous baignons dans les conséquences des changements climatiques: l'élévation du niveau de la mer, l'intensification des tempêtes et les feux qui rasant des forêts et enfument le ciel. Nous les vivons. Nous les respirons. Chaque saison, nous constatons que les dommages s'aggravent. En ce moment même, le Manitoba a déclaré l'état d'urgence, et j'ex-

prime ma sympathie aux personnes qui sont évacuées et aux députés qui les représentent.

Demain, ce pourrait être n'importe où ailleurs. La crise climatique n'est pas une menace future: c'est la réalité. La perte d'espaces naturels n'est pas le seul prix à payer. Cette crise s'attaque à nos gagne-pain, à notre santé et, si nous n'agissons pas, à l'avenir de nos enfants. Je suis fier de faire partie d'un gouvernement libéral qui comprend l'enjeu. C'est pourquoi nous agissons avec empressement et ambition. Nous tirerons parti de la sagesse et du savoir autochtones, de la force des technologies modernes et de la puissance d'un Canada uni pour protéger plus de terres, plus d'étendues d'eau et plus d'infrastructures naturelles dont nous avons besoin pour vivre.

Nous avons l'occasion de montrer l'exemple au monde dans le domaine de la croissance économique durable et de léguer à nos enfants un pays dont il ne vaut pas seulement la peine d'hériter, mais qui est aussi digne d'être célébré. Le Canada a vraiment la capacité de devenir l'économie la plus forte du G7. En investissant dans les ressources, les compétences et les gens, nous pouvons exercer un leadership économique en préservant la durabilité.

Le Canada est une superpuissance en matière d'énergie, ce qui est évident pour ceux d'entre nous qui vivent dans l'Ouest, parce que le pétrole canadien est transporté par l'oléoduc Trans Mountain et acheminé vers les marchés par des pétroliers qui passent chaque jour au large de ma circonscription. En fait, sous le gouvernement libéral, la production pétrolière de l'Alberta atteint des niveaux records alors que les normes de production pétrolière sont parmi les plus élevées au monde.

[Français]

Malgré le discours de l'opposition, notre gouvernement prend au sérieux les emplois canadiens. Nous soutenons aujourd'hui les emplois, tout en préparant notre économie au système énergétique du futur.

• (1515)

[Traduction]

Cela signifie qu'il faut intensifier les projets de technologies propres et d'énergie renouvelable et construire l'infrastructure nationale d'ouest en est pour les soutenir. Notre programme est clair: un avenir prospère doit aussi être durable.

Toutefois, la croissance durable n'est pas qu'une question de PIB ou de cibles d'émissions. La croissance durable doit aussi faire en sorte qu'aucune collectivité ne soit laissée pour compte. À Victoria, la crise des opioïdes toxiques a poussé des quadrilatères entiers du centre-ville, comme l'avenue Pandora, dans le gouffre. Un secteur dynamique de notre ville a été vidé de sa substance par la crise nationale causée par les drogues, une crise qui continue de faire perdre la dignité et la vie à un nombre effarant de victimes. Des personnes aux prises avec une dépendance meurent au vu et au su de tous. Certaines personnes n'ont pas accès à de l'aide, tandis que d'autres la réclament à cor et à cri. Ce n'est pas seulement une crise du logement. C'est une crise de la santé mentale causée par les drogues qui nécessite un appel à l'action pour améliorer la coordination nationale. Nous devons offrir de véritables solutions qui rétablissent la sécurité et la dignité, tant pour les sans-abri que pour les collectivités où ils vivent. Le leadership économique s'exprime aussi de cette manière. En tant que fier...

Le Président: Nous passons aux questions et observations. Le député de Mission—Matsqui—Abbotsford a la parole.

Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, j'adresse mes félicitations au député de Victoria pour son premier discours à la Chambre des communes. En tant que compatriote de la Colombie-Britannique...

Le Président: Nous avons été absents pendant un certain temps, mais je vous prie d'adresser vos questions à la présidence.

Brad Vis: Monsieur le Président, par votre entremise, je félicite le député de Victoria. Comme le député le sait, ma circonscription, Mission—Matsqui—Abbotsford, a subi l'une des catastrophes naturelles les plus dévastatrices de l'histoire du Canada. Nos routes principales ont été emportées par les eaux. La prairie Sumas, le grenier de la Colombie-Britannique, a été inondée, ce qui a créé beaucoup d'énos. Or, depuis cette catastrophe naturelle, le gouvernement fédéral n'a pas versé de fonds supplémentaires pour les infrastructures d'Abbotsford et de la vallée du Fraser.

Le député convient-il que, pour soutenir le grenier de la Colombie-Britannique, la sécurité alimentaire des Britanno-Colombiens et la capacité de notre province à assurer le transport de ses marchandises partout en Asie, Abbotsford et la vallée du Fraser ont besoin de fonds d'infrastructure supplémentaires pour protéger les chaînes d'approvisionnement canadiennes?

Will Greaves: Monsieur le Président, les répercussions que les phénomènes météorologiques extrêmes et les catastrophes naturelles ont eues sur Abbotsford démontrent la vulnérabilité des collectivités de la Colombie-Britannique et du pays face aux conséquences des changements climatiques. En 2021 seulement, les catastrophes naturelles et les répercussions climatiques ont coûté à la Colombie-Britannique entre 3 et 5 % de son PIB. C'est précisément pourquoi on ne peut pas se permettre de ne rien faire contre les changements climatiques et pourquoi le gouvernement est déterminé à maintenir les investissements dans les infrastructures essentielles et les mesures d'adaptation qui préviendront de telles catastrophes à l'avenir.

[Français]

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, je vais profiter de la première semaine de séance pour transmettre mes sincères remerciements aux gens de Berthier—Maskinongé, qui m'ont non seulement accordé un troisième mandat, mais un troisième mandat avec une majorité évidente. Je les remercie du fond du cœur. Je serai digne de confiance.

J'aimerais que mon collègue réponde à la question suivante, qui est extrêmement simple. Chez lui, dans sa famille, avant de faire des dépenses, est-ce qu'ils font un budget? Est-ce qu'il pense que, de l'intérieur, il pourrait essayer d'influencer ses amis libéraux pour qu'on nous présente l'état des finances publiques avant de nous présenter de nouvelles dépenses?

[Traduction]

Will Greaves: Monsieur le Président, le gouvernement du Canada, comme les gouvernements des autres pays, n'est pas tout à fait la même chose qu'une famille. Nous sommes une famille canadienne, mais les finances publiques ne sont pas tout à fait comme un budget familial. Le gouvernement présentera un budget à l'automne, et nous nous ferons un plaisir de répondre aux préoccupations du député à ce moment-là.

Peter Fragiskatos (London-Centre, Lib.): Monsieur le Président, je vous félicite de votre élection à la présidence. J'ai hâte de travailler avec vous. Je remercie le nouveau député de son discours.

L'Adresse

Je sais que beaucoup d'entre nous à la Chambre des communes ont établi des objectifs prioritaires qu'ils veulent atteindre pour leur circonscription. Le député représente Victoria, un magnifique coin de pays. Quelle est sa priorité absolue, ce qu'il souhaite le plus accomplir pour sa circonscription au cours des prochaines années?

• (1520)

Will Greaves: Monsieur le Président, mes concitoyens m'ont envoyé à Ottawa pour défendre des priorités très claires. Ils sont profondément préoccupés par l'état des infrastructures critiques un peu partout dans Victoria et dans le Sud de l'île, et moi aussi. Il faut investir dans des infrastructures qui accroîtront notre résilience face aux effets des changements climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes ainsi que dans des infrastructures qui nous aideront à réduire concrètement les émissions. Pensons par exemple à des logements plus denses et plus durables construits avec des matériaux canadiens, ainsi qu'à des services de transport en commun qui permettent aux gens de se rendre au travail sans prendre le volant. C'est ainsi que nous lutterons chaque jour contre les changements climatiques.

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, nous entendons beaucoup ce discours préfabriqué sur l'économie la plus forte du G7. La réalité, c'est que le taux de chômage de plus de 14 % chez les jeunes referme vraiment les perspectives qui s'offrent à eux. L'été arrive à grands pas, mais beaucoup n'auront pas d'emploi d'été. L'absence de croissance de l'emploi dans le secteur privé anéantit les débouchés pour la prochaine génération.

Dans ce contexte, pourquoi le gouvernement ne présente-t-il pas un budget où il expliquerait ce qu'il compte faire pour remédier à ses échecs en matière d'emploi chez les jeunes?

Will Greaves: Monsieur le Président, il ne fait aucun doute que la guerre commerciale que les États-Unis nous ont déclarée a des répercussions sur l'économie canadienne. C'est pourquoi le gouvernement s'efforce de stabiliser et de renforcer notre économie nationale, de manière à fournir des emplois à tous les Canadiens, y compris aux jeunes.

Melissa Lantsman (Thornhill, CPC): Monsieur le Président, je vous félicite pour votre élection. J'espère que vous redonnerez dignité et honneur à cette fonction. Je vous en sais d'ailleurs capable.

Je commencerai par dire que je partagerai mon temps de parole avec le député de Battle River—Crowfoot, un collègue et un ami que j'ai toujours trouvé remarquable. Il nous manquera. Lorsqu'il a pris la décision dont il parlera bientôt, je lui ai dit qu'il était un « mensch » et qu'il lui suffisait d'aller chercher la signification de ce mot. Je tiens à le remercier, ainsi que Danielle et toute sa famille, pour la décision qu'il a prise afin de faire passer son pays en premier.

Je tiens également à remercier les habitants de Thornhill de m'avoir accordé leur confiance une deuxième fois pour les représenter à la Chambre des communes. La première fois, ils ont pris le risque de confier à une personne relativement inconnue le soin de remplacer un député conservateur de longue date qui était aussi un ancien ministre.

L'Adresse

Cette deuxième victoire me semble un peu plus significative. Je pense que si les habitants de Thornhill m'ont confié l'honneur de les représenter, c'est en raison de notre travail, de notre action militante et des promesses que notre équipe et notre parti ont faites aux Canadiens. Mission accomplie: j'ai reçu le mandat le plus fort de l'histoire des députés de ma circonscription. Je suis très fière et très honorée, comme toujours, d'occuper ce siège.

On ne peut rien faire de tout cela tout seul. Je tiens à remercier l'ensemble du personnel et des bénévoles pour l'aide qu'ils ont offerte non seulement en vue de la campagne électorale, mais aussi pendant les années précédentes où ils ont dû sillonner le pays d'une circonscription à l'autre. Je remercie tous ceux qui ont apporté leur aide, en bravant la neige et la pluie, pour remplir des enveloppes, planter des pancartes ou faire du porte-à-porte afin de parler aux Canadiens ordinaires des questions qui leur tiennent à cœur.

Je remercie ma famille, tant ma famille naturelle que la famille que j'ai trouvée sur ma route. Tout le monde sait que la politique est une affaire de famille, et j'ai la meilleure famille politique. Ce sont des gens qui sont honnêtes avec nous, qui nous disent quand nous ne mangeons pas assez, qui nous disent qu'on ne peut pas considérer une barbotine comme un lunch, que nous avons l'air fatigués ou que notre veston est mal agencé. Ce sont eux qui nous disent d'en faire un peu plus, d'assister à un événement de plus, de frapper à une porte de plus pour parler à une personne de plus; ils savent aussi quand le mieux que nous avons à faire est de rentrer à la maison. Je leur offre à tous mes remerciements.

Je remercie ma conjointe, qui est indulgente chaque fois que je suis absente: aux soupers et aux anniversaires des membres de la famille, les célébrations auxquelles les gens normaux qui ont un emploi normal peuvent assister beaucoup plus souvent que nous. Pas une seule fois elle n'a fait passer cela avant ce que nous faisons pour les gens de Thornhill.

Quand je me suis portée candidate pour la première fois, ma mère n'était pas à mes côtés. Je fais partie d'un club dont peu de gens de mon âge font partie. Je fais partie du club des orphelins. J'ai perdu mes deux parents. J'ai perdu mon père entre la première et la deuxième fois où j'ai été élue. Il était ici quand j'ai été élue pour la première fois. Je raconte souvent leur histoire parce que je pense qu'elle reflète celle d'un grand nombre de Canadiens. Honnêtement, je suis tombée dans le conservatisme de façon naturelle. Je dis souvent que je suis le fruit d'un mariage mixte: ma mère était libérale et mon père était conservateur. Ma mère a toujours dit qu'elle n'avait pas quitté le Parti libéral: c'est le Parti libéral qui l'avait quittée. C'est tout aussi vrai aujourd'hui, c'est le moins qu'on puisse dire. Elle nous a quittés il y a longtemps et elle m'a soutenue tout au long de mon parcours vers un mandat politique.

Je parle de mes parents, car leur histoire représente bien la réalité qui était celle des immigrants au Canada. Ils ont quitté l'ancienne Union soviétique pour immigrer au Canada. Mon père était un ingénieur sans titre de compétence, qui a fini par devenir chauffeur de taxi pour payer les études de ma mère. Mes parents ont envoyé deux enfants à l'université, et ils les ont vus entrer sur le marché du travail et devenir propriétaires. Je dis aussi à la blague que mes parents ont acheté leur première maison, dans la circonscription que je représente maintenant, pour environ 7 framboises et 12 amandes. Ils ont fait tout cela avec le salaire d'un chauffeur de taxi, alors que ma mère était encore aux études et tentait de percer dans le monde des affaires. Ils l'ont fait dans un quartier sûr où ils pouvaient élever

leurs enfants comme ils le voulaient, dans ce pays où ils pouvaient jouir de la liberté dont ils étaient privés en Union soviétique.

● (1525)

Les gens ne peuvent plus faire aucune de ces choses. C'est devenu impossible. Voici ce qu'on m'a dit chaque jour, à chaque porte, dans plus de 40 circonscriptions à travers le pays, d'est en ouest: les jeunes n'ont pas les moyens d'acheter une maison. J'ai entendu dire que si quelqu'un venait ici et conduisait un taxi aujourd'hui — ou plutôt, probablement un Uber —, il lui serait impossible d'acheter une maison en banlieue, d'élever deux enfants et de les envoyer à l'université. Il serait maintenant impossible qu'une personne portant mon nom de famille, dont le père était chauffeur de taxi, puisse passer de la banquette avant d'un taxi aux banquettes avant de la Colline du Parlement en l'espace d'une génération. Ce rêve est devenu irréalisable au Canada, ce qui m'amène à parler d'un gouvernement qui a joué un rôle important dans la destruction de ce rêve.

Voilà 10 ans que nous avons le même Cabinet. Les mêmes 13 ministres occupent les banquettes ministérielles. L'histoire se répète. Ils nous servent la même salade, à l'exception de quelques nouveautés qu'ils ont empruntées de la plateforme conservatrice. Je les invite à emprunter davantage et à aller jusqu'au bout plutôt que de prendre leurs demi-mesures, telles qu'une réduction de la TPS qui ne va pas assez loin et ne s'applique qu'aux acheteurs d'une première habitation, ou encore une baisse d'impôt d'environ la moitié de celle que nous avons promise. Ces mesures n'aideront pas la personne dont les paiements hypothécaires s'élèvent à 5 000 \$. Si les libéraux veulent s'approprier nos idées, qu'ils les reproduisent intégralement.

Cela m'amène à parler du discours du Trône, qui nous ressort exactement ce que nous avons entendu pendant la campagne, en faisant l'économie de tout détail. Il ne fournit aucun détail. Il n'y a pas de chair autour de l'os. C'est un ramassis de déclarations ronflantes sur ce qui arrivera et sur ce que les libéraux feront. Ce document vient d'un premier ministre qui a répété qu'il valait mieux avoir un plan et qu'il en avait justement un. Ce n'est pas ce que nous voyons en ce moment, et j'ai l'impression que la situation ne changera pas. Après tout, c'est fidèle à ce que font les 13 ministres qui sont toujours là et certains des nouveaux qui se trouvent maintenant à la deuxième rangée. C'est un gouvernement de beaux discours, et c'est justement pour cette raison que les gens de nombreuses régions nous ont autant parlé d'abordabilité, de criminalité et d'immigration pendant le porte-à-porte. Le système d'immigration avait fait consensus au pays pendant des années.

Je vais parler de ce que le discours du Trône ne dit pas, car je m'en voudrais de ne pas le dire moi-même. Je suis issue d'une communauté dont les membres sont terrifiés à l'idée de vivre dans ce pays. Ce n'est pas qu'ils ont peur; c'est qu'ils sont véritablement en danger. Le gouvernement n'a absolument rien dit au sujet des juifs dans ce pays, ceux qui ont été la cible de tirs et de harcèlement et dont les entreprises ont été la cible de bombes incendiaires. Des foules sans foi ni loi sont descendues dans la rue pour lancer des slogans génocidaires à leurs concitoyens canadiens. Si on se rend dans les clubs de professeurs d'université ou, pour dire franchement, dans les couloirs de cette enceinte ou même à proximité...

Jacob Mantle: Ou au Parti libéral.

L'Adresse

Melissa Lantsman: Monsieur le Président, je ne pensais pas que la situation serait pire qu'avec la dernière ministre des Affaires étrangères, mais nous avons une nouvelle ministre des Affaires étrangères qui, qu'elle le sache ou non, répète les arguments du Hamas.

Cette même organisation terroriste qui figure sur la liste canadienne des entités terroristes a remercié le Canada de sa position, pour la deuxième fois maintenant. On sait tous que, si le gouvernement se fait remercier une deuxième fois par une organisation terroriste, c'est qu'il est probablement du mauvais côté de l'histoire. Je ne sais pas s'il devra se faire remercier une troisième fois avant de comprendre la situation, mais dans ce pays, nous sommes passés des appels à « libérer la Palestine » à un extrémisme généralisé contre tout juif qui semble un peu trop complaisant. On fait fi de la nuance et de l'humanité. De ce point de vue, n'importe quelle personne qui a un nom hébreu ou un cousin israélien peut être considérée comme un criminel de guerre dans ce pays. Voilà ce que les libéraux ont laissé se produire dans nos rues.

J'aurais aimé voir quelque chose à ce sujet dans le discours du Trône. Je sais que cela touche bien des gens dans de nombreuses circonscriptions. Ils ne forment peut-être pas la majorité des habitants de ces circonscriptions. Toutefois, s'il y a des gens qui ont peur de vivre dans ce pays, de marcher dans les rues, de porter la kippa, de porter une étoile de David, de mettre une mezouzah sur la porte, d'entrer dans une synagogue ou une église parce que des fonctionnaires à Ottawa ont dit que les incendies dans les églises sont compréhensibles, sans parler des temples hindous qui sont profanés dans ce pays, j'espère que les efforts du premier ministre seront couronnés de succès, car les choses ne peuvent pas continuer ainsi.

• (1530)

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je suis en désaccord avec la députée d'en face sur beaucoup de points.

Ultimement, en tant que député libéral, je suis convaincu que la députée trouvera au cœur même du caucus libéral une appréciation de la diversité au Canada qui n'a d'égale dans aucun autre caucus. Nous comprenons la valeur réelle de la diversité et de ce qu'elle peut apporter au Canada, non seulement aujourd'hui, mais aussi demain.

Le premier ministre parle de chercher des possibilités au-delà de la relation entre le Canada et les États-Unis. Nous pouvons nous tourner vers d'autres pays, qu'il s'agisse de l'Inde, de l'Afrique, des Philippines et ainsi de suite. Grâce à cette diversité, nous pouvons construire un pays plus fort et plus sain.

Je mets la députée au défi de faire preuve d'audace et de reconnaître le rôle important que joue la diversité dans notre société aujourd'hui.

Melissa Lantsman: Monsieur le Président, je ne suis pas certaine qu'il s'agissait d'une question. C'était peut-être une observation, mais surtout davantage de platitudes de la part du gouvernement. On parle de diversité, et les députés ministériels tiennent de beaux discours là-dessus, mais quand vient le temps de protéger les minorités de l'anarchie qui règne dans les rues — et pas seulement contre la communauté juive, les églises chrétiennes ou les temples hindous — ils brillent par leur absence. Les récidivistes violents et les bandes qui se masquent sont les mêmes qui règnent dans la rue, et les libéraux ne disent pas un mot là-dessus.

Puisque le premier ministre est revenu au Canada, le député pourrait peut-être lui faire savoir que c'est bel et bien un problème, et il pourrait lui conseiller de faire quelque chose au lieu de se taire ou, si jamais il dit quelque chose, de ne pas répéter comme un perroquet le discours d'une organisation terroriste.

[Français]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, au début de son discours, ma collègue a parlé de la question du logement, qui préoccupe beaucoup de gens en ce moment. Les gens ont de la difficulté à se loger et à accéder à une propriété.

Ce qu'on observe dans ce discours du Trône, c'est une volonté du gouvernement libéral de se transformer en promoteur immobilier alors que cette compétence relève du Québec et des provinces en collaboration avec les municipalités.

La députée peut-elle expliquer comment le Parti conservateur a finalement influencé le Parti libéral en ce qui concerne cette même volonté d'imposer des conditions aux municipalités pour obtenir du financement pour logement?

Bref, il s'agit encore une fois d'une tentative libérale-conservatrice d'intervenir dans les champs de compétence du Québec et des municipalités.

[Traduction]

Melissa Lantsman: Monsieur le Président, je crois que la députée parle du fonds décélérateur, le stratagème du gouvernement libéral qui consistait à donner plus d'argent aux municipalités pour empêcher la construction de logements. C'est exactement le contraire de ce que nous proposons.

Lorsque j'ai parlé de l'accession à la propriété dans mon discours, je l'ai présentée comme une aspiration que beaucoup de Canadiens ont, et j'ai évoqué les obstacles mis en place par les pouvoirs publics municipaux, provinciaux et fédéraux, qui ne voient pas l'intérêt de faire construire des logements. En fait, le ministre du Logement, qui a fait augmenter le prix du logement de 180 % à Vancouver, s'affaire à bâtir une structure bureaucratique plutôt que de faire bâtir des maisons. Il est étroitement lié au clivage générationnel qu'ont causé les libéraux lors des dernières élections, qui sépare les propriétaires de maisons et ceux qui aspirent à le devenir. Ce n'est pas la voie à suivre. Les conservateurs sont prêts à présenter des solutions à la Chambre des communes, pour que l'on adopte encore plus de leurs idées dans ce dossier.

• (1535)

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à remercier la députée de ses paroles percutantes sur l'antisémitisme. Ma grand-mère était une survivante de l'Holocauste. Je me souviens de l'avoir entendue nous raconter, quand j'étais jeune, certains pans de son expérience. Il est vraiment désolant de voir certaines des choses qui se produisent actuellement au Canada et dans d'autres pays occidentaux.

Je voulais poser une question à la députée au sujet du chômage chez les jeunes, de la hausse du chômage que nous observons actuellement et de ce qu'elle constate dans sa circonscription.

Melissa Lantsman: Monsieur le Président, je serais la première à dire que je ne souhaite pas parler d'antisémitisme à la Chambre ni dans ce pays, et qu'on ne devrait jamais avoir à le faire, selon moi. Toutefois, comme les libéraux ne le font pas, je dois utiliser ma position de députée pour parler au nom de ma collectivité.

L'Adresse

En ce qui concerne le chômage chez les jeunes, je pense que les données sont très claires. L'Ontario est la province qui connaît le taux de chômage le plus élevé chez les jeunes et qui affiche les taux de chômage les plus élevés.

* * *

LES COMITÉS PLÉNIERS**NOMINATION DE LA VICE-PRÉSIDENTE**

Le Président: Je suis maintenant prêt à soumettre à l'approbation de la Chambre une candidate au poste de vice-présidente adjointe de la Chambre et vice-présidente des comités pléniers.

Conformément à l'article 8 du Règlement, je propose Mme Mendès pour le poste de vice-présidente adjointe de la Chambre et vice-présidente des comités pléniers.

La motion est proposée et appuyée d'office. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

NOMINATION DU VICE-PRÉSIDENT ADJOINT

Le Président: Je suis maintenant prêt à soumettre à l'approbation de la Chambre un candidat au poste de vice-président adjoint de la Chambre et vice-président adjoint des comités pléniers.

Conformément à l'article 8 du Règlement, je propose M. Nater pour le poste de vice-président adjoint de la Chambre et vice-président adjoint des comités pléniers.

La motion est proposée et appuyée d'office. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

* * *

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Sa Majesté le roi en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole à la Chambre et de prononcer ce qui sera, pour l'instant, mon discours d'adieu dans cette législature.

Je vais démissionner à la première occasion afin qu'une élection partielle soit déclenchée, mais je tiens tout d'abord à exprimer ma gratitude. C'est un honneur de siéger à la Chambre. C'est un immense honneur d'avoir été élu pour la troisième fois pour représenter les habitants de Battle River—Crowfoot, et tous ceux qui ont eu la chance de siéger ici savent à quel point c'est vrai. C'est un immense honneur de pouvoir servir nos collectivités, et j'espère que chacun des 342 autres députés prend cette responsabilité très au sérieux.

On n'arrive jamais ici seul. Je suis très reconnaissant envers l'équipe qui m'a soutenu depuis que je me suis présenté pour la première fois à l'investiture en 2019 et lors des trois élections qui ont suivi. Ils formaient une équipe incroyable de militants de la base conservatrice qui croient au bon sens et aux valeurs que défend

notre parti, non seulement parce qu'il s'agit d'élections, mais parce qu'ils savent que ce sont les fondements dont notre pays a besoin et ce qu'il y a de mieux pour lui. Ce sont des gens de la base que je suis si fier d'appeler mes coéquipiers. Bien sûr, il y a aussi l'équipe qui nous aide, notre personnel qui travaille dur et qui nous aide à faire bonne figure, que ce soit à la Chambre ou dans les collectivités que nous servons.

Mon « merci » le plus senti va toutefois à une femme assise dans la première rangée, et j'espère que le Président me permettra de souligner sa présence ici aujourd'hui, puisque c'est mon discours d'adieu. Je dis à mon épouse, Danielle, que même si c'est le nom d'une seule personne qui apparaît sur le bulletin de vote et l'affiche électorale, la politique est un sport d'équipe. Je ne remercierai jamais assez Danielle du soutien et de l'amour qu'elle m'a manifesté pendant cette période difficile. Je ne savais pas que démissionner représentait autant de travail, mais je sais que le travail se poursuit.

Mes fils n'ont pas beaucoup vu leur père ces dernières années, et j'ai vraiment hâte de pouvoir passer plus de temps avec Matthew, Emerson et Winston, ces trois garçons dont Danielle et moi sommes si fiers.

Nous avons toujours une raison qui nous pousse à nous lancer en politique, et lorsque j'ai présenté ma candidature pour la première fois en 2019, il y avait des choses que je défendais et en lesquelles je croyais, comme le fait de donner la priorité au Canada, quelles que soient les circonstances, et de veiller à toujours mettre mon pays au premier plan dans les délibérations de cette enceinte et dans mes actions. C'est pourquoi je suis si fier de me tenir aux côtés de Danielle et de ma famille, et de proposer de céder mon siège à Pierre Poilievre, le chef des conservateurs canadiens. Si je le fais, c'est parce que je suis convaincu qu'il est la personne la plus compétente pour diriger ce parti et l'opposition au Parlement. Je continue de penser que Pierre Poilievre est la personne la plus compétente pour être le premier ministre du Canada.

Les habitants de Battle River—Crowfoot m'ont accordé leur confiance à une écrasante majorité. J'ai été honoré d'obtenir plus de 80 % des voix. Ce fut une formidable affirmation, mais pas seulement pour moi, car la politique ne devrait jamais être une affaire personnelle, même si tant de libéraux la réduisent à cela. La politique doit consister à faire ce qui est dans l'intérêt de son pays.

● (1540)

Quant aux habitants de Battle River—Crowfoot qui m'ont accordé leur confiance, j'ai une simple demande à leur adresser. Je leur demande de me faire confiance, comme je leur demande de faire confiance à Pierre Poilievre au cours de la prochaine élection partielle et de l'élire député de Battle River—Crowfoot pendant le reste de la présente législature. Il se battra pour les habitants des régions rurales du Centre-Est de l'Alberta et représentera les Canadiens avec le bon sens qui a incité tant d'entre eux à lui accorder leur confiance pour la première fois lors des dernières élections. Plus de huit millions de Canadiens ont voté conservateur lors des dernières élections, soit plus de 41 % de la population. Je demande aux habitants de Battle River—Crowfoot qui m'ont fait confiance de me faire à nouveau confiance en soutenant Pierre Poilievre au cours de la prochaine élection partielle dans la circonscription de Battle River—Crowfoot.

Notre pays affronte des défis importants qui exigent la prise de mesures concrètes et la mise en œuvre d'un plan réel. Nous faisons face à une crise de l'unité nationale. Ce n'est pas quelque chose que peuvent balayer du revers de la main ceux qui, dans d'autres régions du pays, laissent entendre que l'Alberta, par exemple, devrait simplement payer et se taire. Non, j'ai le regret de dire que ce n'est pas ce que l'Alberta devrait faire. L'Alberta mérite d'avoir une chance équitable d'exprimer ses opinions au sein de la fédération, tout comme chaque province. Tout à l'heure, j'ai entendu un nouveau collègue de Terre-Neuve exprimer une opinion semblable. J'ai entendu les mêmes paroles lorsque j'ai discuté avec des collègues de toutes les régions de notre pays. Notre nation fait face à des défis dont la gestion mérite mieux que des platitudes et une décennie de la même idéologie défailante qui nous a menés à la situation désastreuse dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

Nous débattons du discours du Trône. En l'écoutant, j'ai remarqué qu'il y avait un mélange intéressant de choses. Certaines de nos idées ont été reprises à des fins politiques, mais à la base, nous avons constaté que les libéraux sont simplement les mêmes vieux idéologues que nous avons vus au cours de la dernière décennie: ils ont érodé la confiance envers nos institutions, freiné notre économie, mis fin à l'exploitation de nos ressources et dit aux Canadiens que leur voix, leurs libertés et ce qu'ils sont en tant que personnes ne comptent pas. Lorsque j'ai annoncé ma décision et ma proposition il y a quelques semaines et après avoir parlé à des Canadiens d'un bout à l'autre du pays au cours des dernières semaines, j'ai vu très clairement à quel point la vision que les conservateurs ont présentée avec le chef Pierre Poilievre aux dernières élections propose les solutions dont notre pays a vraiment besoin.

Alors que je prononce mon discours d'adieu, je regarde l'équipe conservatrice. Je peux me reporter à la cohorte de 2019, mais celle de 2025 est tout simplement incroyable. Elle présente une vaste gamme de talents et possède une valeur dont nous pouvons et devons être fiers. Je sais que cette équipe accomplira des choses incroyables. Je me réjouis de défendre cela depuis l'extérieur de la Chambre pendant cette période de transition. Beaucoup de mes électeurs m'ont demandé si je me retirais de la vie politique. La réponse est simple: non, je n'ai pas l'intention de me retirer de la vie politique, mais je me retire pour permettre la tenue de cette élection partielle.

Je reviens maintenant au début de mon intervention, avec des mots de remerciement, du recul et de l'humilité. Nous sommes motivés par les choses qui nous arrivent dans la vie. Les gens sont motivés par ce qui leur tient à cœur. Je pense à ma foi, au fait que Jésus est mon Seigneur et mon Sauveur, au fait que mes croyances fondamentales m'ont été enseignées par mon père, ma mère, les membres de ma famille, mes grands-parents et mes arrière-grands-parents, qui ne sont plus parmi nous. Nous avons tant de raisons d'être fiers de ce pays.

• (1545)

Pour conclure, alors que Danielle et moi passons à un chapitre quelque peu inattendu de notre vie, je demande à tous les députés de continuer à se battre pour le Canada, de se battre pour ce qui est juste, et de le faire avec audace et fermeté parce que c'est le moins que nous puissions faire pour les concitoyens qui nous ont élus.

Le Président: J'ai eu le plaisir de siéger au comité de l'environnement avec le député. Il a toujours fait preuve d'honnêteté et de bonne volonté, ce qui ne l'a pas empêché de garder le président sur

L'Adresse

le qui-vive. En fait, cela l'a amené à déployer des efforts pour qu'il le soit.

Nous passons aux questions et observations. Le député de Courtenay—Alberni a la parole.

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, tout d'abord, c'est un honneur de prendre la parole aujourd'hui. Je sais que mon collègue s'en va. Nous avons assurément eu des divergences d'opinions à la Chambre. Nous avons aussi eu des débats assez houleux au fil des ans, et nos opinions politiques n'auraient pas pu être plus différentes. Notre seul point commun est que nous venons tous les deux d'une collectivité rurale.

J'admirais sa passion. Mon ancien collègue de Cowichan—Malahat—Langford, Alistair MacGregor, et moi-même siégeons assez près de lui, à portée de voix, et il nous est arrivé de bien rigoler. Nous le surnommions « le papa de hockeyeur » parce qu'il s'exprimait avec tellement de passion quand il prenait la parole à la Chambre. C'est un vrai papa de hockeyeur, et il aura l'occasion de passer du temps avec ses trois enfants. Il sera chez lui avec sa famille.

Je tiens à présenter mes condoléances à mon collègue. Il a perdu son père l'année dernière, et je sais qu'il reprendra avec succès l'exploitation agricole. Nous lui souhaitons beaucoup de succès en tant qu'agriculteur qui produira de la nourriture pour les Canadiens et dans le travail qu'il accomplira dans son exploitation.

Au nom de tous les néo-démocrates, je tiens à le saluer, lui et sa famille, et à le remercier d'avoir siégé à la Chambre.

• (1550)

Damien Kurek: Monsieur le Président, je remercie le député de ses bons mots. Ils montrent que, dans cette enceinte, nous pouvons nous lancer des piques partisans et enflammées, être passionnément en désaccord, mais cela ne signifie pas pour autant que nous nous détestons.

C'est notre travail de défendre vigoureusement les gens qui nous ont élus et les idées qui sont au cœur de notre identité. En tant que Canadien d'une région rurale, je suis très fier d'avoir été la voix des habitants des régions rurales du Centre-Est de l'Alberta au cours des cinq dernières années et demie. Même si je quitte maintenant mes fonctions, je peux assurer à ces personnes que je ferai tout en mon pouvoir pour que Pierre Poilievre reçoive le soutien dont il a besoin s'il a l'honneur de représenter la circonscription de Battle River—Crowfoot.

Je conclurai simplement en disant ceci. Tous les députés, avec humilité, grâce et passion, peuvent bien représenter leurs concitoyens. J'espère que c'est une leçon que j'ai transmise à tous les députés, alors que je quitte ce siège afin de permettre la tenue d'une élection complémentaire dans un proche avenir.

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je n'avais pas l'intention de prononcer un discours à la César. Nous n'enterrons pas le député. Bien sûr, je suis tentée, comme toujours, de vanter ses mérites parce que nous sommes des amis.

Je ne pense pas que le député de Battle River—Crowfoot sera absent de la Chambre longtemps. Je ne sais pas si la résidence officielle de Stornoway se trouve maintenant dans la circonscription de Battle River—Crowfoot, mais je ne doute pas que tout sera révélé. J'espère que le député reviendra à la Chambre.

L'Adresse

Je veux rapidement lui poser une question parce que c'est la première fois que je prends la parole aujourd'hui. Le député de Calgary-Centre a souligné que de nombreuses idées des conservateurs se trouvent dans le discours du Trône. À mon avis, ce discours aurait pu être présenté par un gouvernement conservateur. Je me demande si le député de Battle River—Crowfoot sera tenté de voter en sa faveur.

Damien Kurek: Monsieur le Président, j'ai toujours eu de l'estime pour les propos de ma collègue et surtout pour le travail que nous avons accompli ensemble au Petit déjeuner-prière national.

Entre-temps, j'ai hâte de pouvoir passer un peu plus de temps dans la cabine d'un tracteur. L'avantage d'être dans la cabine d'un tracteur, c'est qu'il n'y a pas de chahut. Toutefois, à l'instar du gouvernement, il a besoin d'entretien, de carburant et d'orientation; il a besoin de tout. Si nous ne nous en occupons pas, il tombe en panne et nous devons appeler le mécanicien. Les députés savent-ils qui est, selon moi, le meilleur mécanicien pour réparer notre pays? Je peux dire à mes amis que son nom est Pierre Poilievre, le chef des conservateurs.

L'hon. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, je vais continuer sur la lancée du député de Courtenay—Alberni en offrant des félicitations et une certaine gratitude au député pour les services qu'il a rendus à la Chambre, puisqu'il s'agit de son discours de démission.

Je pense à l'ancien député Scott Brison, qui a démissionné pour que Joe Clark puisse se présenter comme chef à l'époque. J'ai beaucoup de respect pour mon prédécesseur, M. Brison. J'ai également beaucoup de respect pour le député de Battle River—Crowfoot.

Les députés se souviendront de sa voix retentissante lorsqu'il se joignait au débat. Certains d'entre nous seront peut-être reconnaissants de ne plus entendre cette voix forte et sa capacité de demander des comptes au gouvernement, mais je sais que d'autres vont probablement s'en ennuyer.

Le député représente une circonscription rurale, tout comme moi. Nous ne voyons peut-être pas toujours tous les problèmes de la même façon, mais je sais qu'il a été un grand défenseur du Canada rural. Je soupçonne que nous le reverrons ici en temps et lieu. Je lui offre mes félicitations et mes meilleurs vœux pour la suite des choses.

Damien Kurek: Monsieur le Président, je suis sensible aux aimables paroles de mon collègue.

Quant à savoir combien de temps s'écoulera avant que je ne me présente à nouveau pour représenter les habitants de Battle River—Crowfoot, je laisserai cette question à ceux qui resteront dans cette enceinte et aux votes de confiance qui se tiendront à l'avenir.

En fin de compte, nous nous battons pour ce qui nous semble juste. Ce fut un honneur de servir les habitants de Battle River—Crowfoot dans cette enceinte au cours des cinq dernières années et demie. Au moment de me retirer temporairement pour déclencher une élection partielle, je considère que c'est un honneur de les servir de cette manière.

Permettez-moi d'assurer à tous ceux à qui ma voix, son volume et sa tonalité pourraient manquer que, s'ils tendent l'oreille pendant les mois à venir, ils m'entendront peut-être, pendant la période des questions, chahuter depuis l'Alberta le premier ministre et d'autres libéraux, qui le méritent très franchement.

Comme je prononce mes dernières paroles dans cette enceinte, je dois dire que ce fut un honneur. De la part de Danielle et de moi-même, que Dieu bénisse tous les députés et que Dieu bénisse le Canada. Continuons à travailler pour ne pas nous contenter de dire « le Canada d'abord » comme un slogan, mais pour vraiment mettre le Canada d'abord, car je crois que c'est ce dont notre pays a besoin et que c'est ce qu'il mérite. Ensemble, nous pouvons y parvenir.

• (1555)

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de participer au débat. Le député de Battle River—Crowfoot et moi partageons une longue histoire. Nous avons tous les deux commencé à travailler dans le domaine de la recherche au bureau du caucus du Parti saskatchewanais. J'ai été élu en 2011, et le député m'a remplacé comme directeur de recherche au bureau du caucus du Parti saskatchewanais. J'ai décidé de me rendre à Ottawa, et j'ai été très heureux que mon ami m'y suive.

Je garantis que ce n'est pas la dernière fois que j'aurai l'honneur de travailler avec cet homme très honorable. J'ai hâte qu'il revienne à la Chambre après les prochaines élections pour que nous puissions travailler de nouveau ensemble. Je tiens à dire à sa charmante famille et à ses garçons que c'est un excellent père et un mari formidable. Je suis fier de lui et j'ai hâte de le revoir dans deux ou trois ans.

[Français]

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lis-tuguj, BQ): Monsieur le Président, je n'ai pas eu la chance de connaître mon collègue de Battle River—Crowfoot, mais je veux saluer sa décision, qui n'a pas dû être facile. Je veux aussi souligner le fait qu'il semble être un grand joueur d'équipe.

Dans son allocution, mon collègue a parlé des défis qui se posent à l'unité nationale du Canada, et j'aimerais lui donner l'occasion, avant qu'il nous quitte, de nous donner son appréciation du désir autonomiste qui semble croître en Alberta. Que pense-t-il de ses compatriotes albertains qui veulent doter leur province des pleins pouvoirs pour qu'elle puisse elle-même se gouverner et atteindre son plein potentiel?

[Traduction]

Damien Kurek: Monsieur le Président, je remercie sincèrement le député de ses bons mots. C'est avec humilité que j'écoute mes collègues. Je suis peut-être l'une des voix les plus partisans à la Chambre. Comme je l'ai dit à l'un des prédécesseurs du Président, les électeurs de ma circonscription m'ont élu pour cela, et c'est ce qu'ils attendent de moi. C'est toutefois une leçon d'humilité d'entendre des députés de tous les partis, de tous les coins du pays et d'horizons politiques différents dire que nous pouvons nous battre pour le Canada. Nous pouvons nous battre pour ce que nous croyons être juste.

Je pensais que mon intervention précédente serait la dernière, mais je suis heureux d'avoir l'occasion de prendre la parole. Je tiens simplement à exprimer ma gratitude à Danielle et à mes garçons, Matthew, Emerson et Winston, ainsi qu'au reste de ma famille, qui a monté la garde. Je pense aussi à mon père, qui n'est plus parmi nous.

J'ai grandi sur une ferme, dans une région rurale de l'Alberta. Je n'avais aucune véritable expérience politique, si ce n'est que j'aimais la politique et que, lorsque j'étais enfant, je regardais la période des questions au lieu de faire mes devoirs de mathématiques. Le fait qu'une personne comme moi puisse se retrouver à la Chambre des communes illustre à merveille le pouvoir de la démocratie.

Je remercie du fond du cœur Danielle, Matthew, Emerson et Winston, ainsi que les nombreuses autres personnes qui ont contribué à la réalisation de mon rêve et qui ont soutenu Danielle, ma famille et moi durant cette aventure.

J'ai l'intention de revenir, si Dieu le veut, mais entretemps, je me réjouis à la perspective d'être le meilleur mari, le meilleur père et le meilleur agriculteur possible. J'espère avoir du plaisir ce faisant.

• (1600)

Le Président: Nous souhaitons au député la meilleure des chances dans ses projets à venir.

Nous reprenons le débat. Le député de Surrey Newton a la parole.

Sukh Dhaliwal (Surrey Newton, Lib.): Monsieur le Président, avant de commencer mon discours, j'aimerais féliciter le député de Battle River—Crowfoot pour les services qu'il a rendus à la Chambre. Je tiens également à féliciter le vice-président pour sa nomination. Je suis certain que les habitants de Calgary Shepard sont très fiers et qu'il fera un excellent travail.

Je partagerai mon temps avec la députée conservatrice de Nanaimo—Ladysmith.

Je prends aujourd'hui la parole, avec un sentiment de fierté et de responsabilité, pour parler de la vision du gouvernement telle qu'elle a été présentée dans le discours du Trône de Sa Majesté. Ce plan repose sur l'espoir, la force et la conviction profonde que nous devons assurer la sécurité des Canadiens, préserver l'unité au pays et avancer ensemble. Il y a de nombreuses années que nous n'avions pas connu un monde aussi incertain et complexe, mais notre gouvernement est prêt. Nous sommes déterminés à protéger ce qui compte le plus pour les Canadiens: leur sécurité, leurs valeurs et leur mode de vie.

En tant que député de Surrey-Newton, je parle tous les jours avec des travailleurs canadiens dans des mosquées, des églises, des mandirs, des gurdwaras, des salles communautaires et des petites entreprises. Les gens sont fiers du Canada, mais ils sont aussi inquiets. Ils s'inquiètent du coût de la vie, du logement et de la criminalité dans leurs quartiers, et ils souhaitent que notre système d'immigration reste équitable et gérable. Aujourd'hui, je parlerai de la manière dont le gouvernement répond à ces préoccupations au moyen de mesures concrètes visant à renforcer la sécurité publique, à améliorer l'abordabilité, à faire croître notre économie et à gérer l'immigration de manière responsable.

Les Canadiens ressentent vivement l'augmentation du coût de la vie. C'est pourquoi le gouvernement prend des mesures concrètes pour rendre la vie plus abordable. Nous instaurerons un allègement fiscal qui aidera quelque 22 millions de Canadiens, et qui permettra aux familles d'économiser jusqu'à 800 \$ par année. Cela permettra aux Canadiens d'économiser une plus grande partie de leur argent durement gagné et de le réinvestir dans leur maison, leur famille et leur collectivité.

L'Adresse

Pour aider à résoudre la crise du logement, nous allons éliminer la TPS sur toutes les nouvelles maisons jusqu'à concurrence de 1 million de dollars pour les acheteurs d'une première maison, et nous allons également réduire la TPS pour les acheteurs d'une première maison se chiffrant entre 1 et 1,5 million de dollars. Ce soutien ciblé va aider un plus grand nombre de Canadiens à réaliser leur rêve de devenir propriétaires, tout en diminuant la demande sur le marché.

La sécurité publique demeure une priorité absolue. Lorsque les gens se sentent en sécurité, ils peuvent bâtir une vie meilleure et renforcer leur collectivité. Nous dotons les policiers et les agents frontaliers de meilleurs outils pour lutter contre les crimes modernes. Nous recrutons 1 000 nouveaux agents de la GRC dans l'ensemble du pays afin de lutter contre la violence des gangs, le trafic de drogue et les crimes commis avec des armes à feu. Ces agents fourniront un soutien de première ligne là où les besoins sont les plus grands.

Nous modifions les lois pour empêcher l'exportation de véhicules volés et de marchandises illégales, ciblant ainsi les profits du crime organisé. Nous utilisons également des outils modernes, comme des drones, des scanners, des hélicoptères et des chiens policiers, afin d'intercepter les drogues dangereuses, comme le fentanyl, et les armes à feu illégales avant qu'elles n'atteignent nos rues.

Afin de protéger les victimes de violence familiale, toute personne ayant agressé son partenaire ou faisant l'objet d'une ordonnance d'un tribunal se verra interdire la possession d'armes à feu. Nous rendons plus difficile l'obtention d'une mise en liberté sous caution pour les récidivistes impliqués dans des crimes graves, tels que le vol de voitures, le trafic de drogue ou la traite des personnes.

• (1605)

Face à la menace croissante de l'ingérence étrangère, notre gouvernement prend des mesures pour protéger les Canadiens et préserver nos institutions. Nous avons mis en place de nouvelles mesures afin d'améliorer la transparence, de renforcer la surveillance des services de renseignement et de faire en sorte que ceux qui cherchent à porter atteinte aux valeurs de notre pays et à la confiance du public soient tenus responsables de leurs actes. Le Canada doit rester un pays où les gens sont à l'abri de l'intimidation et de l'influence étrangère.

Le Canada est un pays qui a été bâti par des immigrants. Des gens de partout dans le monde sont venus ici pour vivre une vie meilleure et, ensemble, ils ont bâti le Canada qui, aujourd'hui, nous remplit de fierté. Notre système d'immigration doit être équitable et gérable. À l'heure actuelle, la croissance de l'immigration dépasse la capacité de nos écoles, de nos hôpitaux, de notre marché du logement et de notre marché du travail. Cela met tout le monde sous pression, y compris les nouveaux arrivants et les Canadiens de longue date. Afin de rétablir l'équilibre, nous limiterons à moins de 5 % de la population totale du Canada la proportion de travailleurs étrangers temporaires et d'étudiants étrangers d'ici 2027.

L'Adresse

Nous ne mettons pas fin à l'immigration, mais nous veillons à ce qu'elle fonctionne correctement. Nous voulons que les nouveaux arrivants réussissent. Cela signifie qu'il faut veiller à ce qu'il y ait suffisamment de logements, d'enseignants, de médecins et d'emplois. Nous continuerons d'accueillir de nouveaux arrivants qualifiés comme des médecins, des ingénieurs, des entrepreneurs, des poseurs de cloisons sèches, des plombiers, des électriciens et d'autres ouvriers techniques. Nous améliorerons la reconnaissance de leurs titres de compétence afin qu'ils puissent contribuer plus rapidement à l'économie. Nous demandons aussi aux Canadiens talentueux qui vivent à l'étranger de rentrer chez eux. Leur énergie et leur expérience sont essentielles pour bâtir l'avenir du Canada.

L'immigration n'est pas seulement une question fédérale. Nous travaillerons en étroite collaboration avec les provinces, les municipalités et les organismes communautaires pour assurer la réussite de ces changements. Une économie forte et sûre constitue le fondement de tout ce que nous faisons. Bien que les États-Unis demeurent un partenaire clé, nous devons diversifier nos relations commerciales. C'est pourquoi nous établissons de nouveaux partenariats économiques en Asie, en Afrique, en Amérique latine et en Europe. La diversification du commerce favorise la croissance des entreprises canadiennes, réduit les risques et renforce notre économie pour l'avenir.

À Surrey Newton et partout au Canada, cela signifie plus de possibilités pour les exportateurs, les petites entreprises et les travailleurs, et une économie plus résiliente et connectée à l'échelle mondiale. Ces décisions ne sont pas faciles à prendre, mais c'est ce qui s'impose. Nous ne choisissons pas entre la compassion et la sécurité. Nous choisissons les deux. Nous voulons que le Canada soit accueillant, juste, sûr et fort, qu'il regorge de possibilités pour nos jeunes et que la vie y soit abordable.

Lorsque Sa Majesté a ouvert le Parlement, il nous a rappelé l'avenir prometteur et la force durable du Canada. Le Canada est toujours là, mais le monde a changé. Nous devons réagir. Travaillons ensemble, au-delà des lignes de parti, pour bâtir un Canada sûr, équitable et prospère pour la présente génération et la suivante. Montrons aux prochaines générations que nous avons traversé des moments difficiles avec courage, avec compassion et en faisant preuve d'un profond sens des responsabilités.

• (1610)

Arpan Khanna (Oxford, PCC): Monsieur le Président, tout d'abord, je félicite le vice-président pour son nouveau rôle.

Mon collègue d'en face a parlé de sécurité publique. Je pense qu'il a raison. C'est un problème dont nous entendons parler partout au pays. Sous le gouvernement libéral, sous sa gouverne, les crimes violents, l'extorsion et les vols de voitures ont augmenté. C'est inacceptable. L'équipe conservatrice a présenté des projets de loi visant à lutter contre le vol de voitures et l'extorsion. Les députés peuvent-ils deviner ce qui s'est passé? Les libéraux ont voté contre ces mesures. Nous avons l'appui des policiers sur le terrain, des maires et des premiers ministres provinciaux qui demandent une réforme de la mise en liberté sous caution.

Au lieu de cela, le gouvernement s'en prend aux propriétaires d'armes à feu respectueux des lois, qui perpétuent les grandes traditions canadiennes, au lieu de s'en prendre aux récidivistes violents qui ciblent nos collectivités. Dans le comté d'Oxford, on m'a dit haut et fort que les aînés ne se sentent pas en sécurité. Les familles ne s'y sentent pas en sécurité. Les enfants ne veulent pas sortir le soir pour jouer au basketball dans la rue. C'est inacceptable.

Le gouvernement va-t-il enfin sévir contre les criminels, mettre les récidivistes violents derrière les barreaux et rétablir la sécurité dans les rues pour l'ensemble de la population canadienne?

Sukh Dhaliwal: Monsieur le Président, je suis convaincu que le député d'Oxford entend la même chose que moi. Les gens de mon quartier de Surrey ne veulent pas de fusils d'assaut ou d'armes de poing. C'est l'une des mesures que nous avons prises. En fait, ils réclament des conditions de mise en liberté sous caution uniformisées pour les récidivistes et les délinquants violents, et c'est ce que nous ferons. En même temps, nous aurons 1 000 agents de la GRC supplémentaires pour lutter contre la criminalité en première ligne.

[Français]

Claude DeBellefeuille (Beauharnois—Salaberry—Soulanges—Huntingdon, BQ): Monsieur le Président, je vous félicite pour votre nomination.

J'ai bien écouté le discours de mon collègue, qui trouve important la sécurité publique et celle de nos frontières. Dans le discours du Trône, on ne parle aucunement de l'embauche promise de 1 000 agents frontaliers supplémentaires pour assurer la sécurité des frontières. Je rappelle à mon collègue que les besoins étaient documentés jusqu'à 3 000 agents. Cependant, il n'y a pas un mot sur l'embauche supplémentaire d'agents frontaliers.

Mon collègue peut-il m'expliquer ce recul de son gouvernement, qui prône la sécurité des frontières en n'insistant pas sur l'embauche de nouvelles ressources pour assurer toute la sécurité nécessaire?

[Traduction]

Sukh Dhaliwal: Monsieur le Président, en matière de sécurité des frontières, je suis fier. Pendant mes deux mandats de député précédents, j'ai constaté que nous avons augmenté les ressources en ce qui concerne les agents frontaliers et l'embauche de 1 000 agents de la GRC supplémentaires. D'ailleurs, ces agents contribueront également à lutter contre les activités criminelles à proximité de la frontière et ils aideront à protéger la frontière.

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, beaucoup d'entre nous considèrent mon collègue comme une sorte de parrain lorsqu'il s'attaque à des questions très importantes. Je sais que l'une des questions qui lui tiennent particulièrement à cœur est l'importance de disposer d'une saine politique d'immigration. La lettre de mandat souligne l'importance de trouver un juste équilibre en matière d'immigration. J'ai pensé que le député pourrait nous faire part de son point de vue sur l'ensemble du dossier de l'immigration.

Sukh Dhaliwal: Monsieur le Président, vous êtes un expert en matière d'immigration, à l'instar du député de Winnipeg-Nord.

Au Canada, d'ici 2030, 5 millions d'ainés prendront leur retraite. Pour nous adapter à ce changement, nous devons accueillir de nouveaux immigrants. Pour accueillir de nouveaux immigrants, nous devons être justes et équitables en veillant à ce qu'ils aient accès à des écoles, à des logements et à des médecins. Ce sont les éléments que nous examinerons avant de prendre ces décisions importantes.

L'Adresse

Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC): Monsieur le Président, c'est avec humilité, fierté et un profond sentiment de responsabilité que je prends la parole à la Chambre en tant que députée de Nanaimo—Ladysmith. Je tiens d'abord à remercier sincèrement les gens de ma collectivité de m'avoir accordé leur confiance. Je suis honorée de les représenter, depuis la plage de Saltair au port de Ladysmith, des communautés artistiques dynamiques de l'île Gabriola aux exploitations agricoles de Yellow Point, de Cedar et de Cassidy, des commerces du centre-ville de Nanaimo aux sommets du mont Benson. Chaque jour, je m'efforcerai de mériter leur confiance, de la gagner de nouveau et de servir les gens de Nanaimo—Ladysmith.

Je remercie ma famille: mon époux, Martin; notre fille, Sam; notre fils, Joel; ma belle-fille, Amara; ma mère, Fran; mes sœurs; ma belle-famille élargie; mon père, Jules, dont je m'ennuie énormément; et toutes les personnes qui m'ont appuyée dans ce cheminement. La vie publique est exigeante, et je ne serais pas ici sans leur soutien, leur dévouement et leurs sacrifices.

Je remercie nos incroyables bénévoles, en particulier Kyle, qui a bâti plus qu'une campagne; il a bâti une communauté, une communauté où tous sont les bienvenus, où les idées s'échangent respectueusement et où les gens sont libres d'être eux-mêmes en toute authenticité. Je suis impatiente d'élargir notre communauté pour y inclure tous les habitants de Nanaimo—Ladysmith qui souhaitent faire partie de cet incroyable cheminement.

Les gens de Nanaimo—Ladysmith ont voté en faveur du changement et de l'espoir. Ils ont choisi une députée conservatrice parce qu'ils n'en peuvent plus des promesses creuses, des annonces sans action et des dépenses sans résultat. Ils s'attendent à ce que nous tous qui avons été élus à la Chambre travaillions ensemble pour faire de réels progrès dans les dossiers qui comptent dans nos collectivités.

Comme beaucoup de députés, j'ai eu une vie professionnelle avant d'être candidate. En tant qu'avocate, j'ai aidé mes clients à naviguer dans des systèmes juridiques complexes qui sont ralentis et embourbés par les formalités administratives et le jargon utilisé. En tant qu'orfèvre, j'ai appris que la patience, la précision et le souci du détail sont essentiels. En tant que propriétaire d'entreprise, j'ai appris que les budgets ne s'équilibrent jamais d'eux-mêmes. Grâce à ces expériences, je sais que la qualité est importante, que ce que l'on construit doit résister à l'épreuve du temps, que faire partie de la vie des gens est un privilège et un honneur, et que même la plus petite erreur peut avoir des conséquences réelles. Ces leçons me seront utiles dans mon travail à la Chambre.

Nanaimo—Ladysmith est l'une des circonscriptions les plus époustouflantes et les plus diversifiées au Canada: elle est à la fois côtière et forestière, urbaine et rurale, et elle s'étend des montagnes à la mer. Elle abrite des communautés autochtones comme les Premières Nations Snuneymuxw et de Stz'uminus, qui vivent et travaillent aux côtés de descendants de mineurs de charbon, de pêcheurs, de gens de métier, de travailleurs forestiers, de propriétaires de petite entreprise et de nouveaux Canadiens.

Cependant, cette beauté naturelle cache du désespoir. Ce désespoir est aussi réel et profond que les mines de charbon qui parsemaient autrefois le paysage. La crise de la toxicomanie continue de dévaster des collectivités comme la mienne. En 2024, 94 personnes à Nanaimo sont mortes d'une surdose, soit plus de 3 fois plus qu'en 2016, quand la Colombie-Britannique a déclaré que la crise des opioïdes était une urgence publique. J'ai déjà parlé à des parents en-

deuillés qui ont dû enterrer leur enfant et à des premiers intervenants à bout de souffle. J'ai aussi fait du porte-à-porte dans des quartiers de ma circonscription où le désespoir est devenu la norme.

Les habitants de Nanaimo—Ladysmith sont sensibles. Nous nous soucions profondément de nos voisins, mais notre patience commence à manquer. Nous voulons que les gens reçoivent de vrais traitements, qu'ils se rétablissent vraiment et qu'ils obtiennent de vrais résultats.

● (1615)

En tant qu'avocate, j'ai vu ce qui se passe quand le système accorde la priorité à la bureaucratie plutôt qu'à la justice. En tant que législatrice, j'ai l'intention de contribuer à corriger ce problème. En tant que conservatrice, je crois que le gouvernement devrait en faire moins, mais le faire mieux. Pour y arriver, il faut commencer par mettre de l'ordre dans les finances publiques afin de disposer des ressources nécessaires pour aider ceux qui en ont besoin.

Le coût de la vie est vraiment hors de contrôle. Les aînés réduisent leurs dépenses essentielles, coupent leurs médicaments et sautent des repas. Les familles travaillent plus dur que jamais, mais ont de moins en moins d'argent. Pour de nombreux jeunes et de nombreuses personnes qui ne sont pas si jeunes, le rêve d'accéder à la propriété semble se situer au-delà d'un mur qu'ils ne pourront jamais franchir. Après une décennie de dépenses excessives, les Canadiens en ont assez de payer plus pour obtenir moins. L'inflation gruge les chèques de paie d'une manière qui ne peut tout simplement pas être réglée avec une modeste réduction d'impôt échelonnée sur quelques années.

C'est aujourd'hui que les paiements hypothécaires écrasent les jeunes familles. C'est aujourd'hui que l'épicerie est inabordable. C'est aujourd'hui que les droits de douane menacent nos emplois et nos entreprises. Les Canadiens ne peuvent pas attendre jusqu'à l'automne ou au printemps prochain pour obtenir de l'aide. Les Canadiens ont besoin d'aide maintenant.

Nous devons également prendre des mesures audacieuses en matière de logement. À Nanaimo, j'ai rencontré des parents seuls contraints de vivre dans des conditions dangereuses simplement pour ne pas se retrouver sans abri. À Ladysmith, des familles sont contraintes de quitter les collectivités qu'elles ont contribué à bâtir parce qu'elles n'ont plus les moyens d'y vivre. Nous n'avons pas assez de logements, et la solution à ce problème ne réside pas dans les mots à la mode, mais dans les gens du secteur de la construction. Ce n'est pas un autre ministère, une autre agence ou un autre tsar qu'il nous faut, mais davantage de projets de construction qui emploient des travailleurs bien rémunérés pour subvenir aux besoins de leur famille. Nous devons réduire les formalités administratives, éliminer les retards et nous attaquer à toute idéologie qui fait obstacle à la construction. Nous devons investir dans les métiers spécialisés, dans les gens qui bâtiront l'avenir.

Récemment, j'ai eu le plaisir de voir des étudiants en arts culinaires de l'Université de l'île de Vancouver se réapproprier le record de la plus grande barre Nanaimo au monde. Oui, j'ai pu y goûter, et oui, c'était délicieux. Toutefois, même ce doux moment a été assombri par la dure réalité des difficultés financières, en partie à cause des changements désastreux et soudains apportés par le gouvernement fédéral à ses politiques d'immigration. L'Université de l'île de Vancouver faisait déjà état d'un déficit qui l'a contrainte à annuler tous ses programmes de musique et à mettre fin à sa relation avec l'Elder College.

L'Adresse

À l'heure actuelle, à cause de la volte-face du gouvernement en matière d'immigration, l'Université de l'île de Vancouver n'a pas le choix de se préparer à suspendre six programmes de plus et à en annuler 13 autres indéfiniment. Malheureusement, cela comprend les programmes d'assistant dentaire, qui me paraissent pourtant nécessaires pour fournir des soins dentaires, le programme de maîtrise en planification communautaire, une formation nécessaire pour construire les logements promis par le gouvernement, et le diplôme d'études supérieures en gestion de l'accueil, un programme essentiel à notre industrie touristique.

L'Université de l'île de Vancouver est un pilier économique de Nanaimo—Ladysmith et une institution très chère à la communauté. Ce dont cette université a besoin, ce dont nous avons tous besoin, c'est d'une politique d'immigration claire et prévisible et d'une meilleure coordination entre les pouvoirs publics, les universités et les industries.

Le Canada doit également se réapproprier son indépendance économique. Les conservateurs vont défendre fièrement le secteur canadien de l'énergie, y compris les emplois et la prospérité de ces industries, surtout dans des régions comme Nanaimo—Ladysmith, où plus de 20 % de la main-d'œuvre dépend du secteur des ressources naturelles et des corps de métier.

Nous demandons au gouvernement d'abroger les lois nuisibles pour l'emploi comme les projets de loi C-69 et C-48. Nous devons construire des oléoducs et d'autres infrastructures de transport pour mettre à profit nos ressources et créer des emplois bien rémunérés, non pas pour les lobbyistes représentant des groupes d'intérêts spéciaux à Ottawa, mais pour les travailleurs d'un bout à l'autre de notre grand pays.

• (1620)

Le Parlement a beaucoup de travail à faire, mais les choix sont assez simples: plus de bureaucratie ou plus de projets de construction? Plus de taxes ou plus de chèques de paie? Plus d'excuses ou plus de mesures concrètes? Les habitants de Nanaimo—Ladysmith ont fait leur choix. Ils veulent du changement. Ils veulent un coût de la vie moins élevé, plus de logements, des rues plus sûres et une véritable croissance économique.

Je demande à mes collègues, y compris à mes collègues d'en face, de nous...

• (1625)

Le vice-président: La députée devra poursuivre ses réflexions pendant la période des questions et observations.

Il est toujours important de regarder dans ma direction de temps à autre, car j'essaie de faire signe aux députés lorsque leur temps de parole tire à sa fin. Je veux donner aux députés le maximum de temps possible.

Nous passons aux questions et observations. Le député de Winnipeg-Nord a la parole.

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, il est vraiment important de réfléchir au discours que le premier ministre a prononcé à la première heure ce matin. Grâce au discours du Trône, les gens ont de bonnes raisons d'avoir de l'espoir et une vision commune, et ils sont conscients de l'importance d'un discours du Trône très axé sur un Canada plus fort et en meilleure santé dans toutes ses régions. Nous devons miser sur la concertation et peut-être mettre de côté la partisanerie politique, alors que nous essayons de faire face à Trump, aux droits de douane et à la

question du commerce, par exemple, qui revêt une importance cruciale pour les gens que la députée d'en face représente et ceux de ma circonscription. La députée n'est-elle pas d'accord?

Tamara Kronis: Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord pour dire qu'il est essentiel que les députés des deux côtés de la Chambre collaborent. C'est pourquoi je demande respectueusement au premier ministre et au Cabinet de présenter un budget. Les Canadiens devraient être en mesure de comprendre d'où vient l'argent et où il va.

[Français]

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lis-tuguj, BQ): Monsieur le Président, je veux saluer ma consœur de Nanaimo—Ladysmith. Nous avons des choses en commun. Ma circonscription aussi est faite de montagnes et de mer.

Ma consœur parle de la guerre tarifaire et de l'importance d'agir maintenant. Nous savons qu'il y aura une négociation très importante à avoir avec le gouvernement américain.

Aujourd'hui, le Bloc québécois a déposé un projet de loi pour protéger la gestion de l'offre, qui est un mécanisme de fixation des prix qui protège les producteurs des fermes familiales laitières québécoises. Si ce projet de loi était adopté, il pourrait protéger les secteurs sous gestion de l'offre partout au Canada.

Le gouvernement libéral a déjà annoncé qu'il allait regarder de très près ce projet de loi et que la gestion de l'offre ne serait jamais sur la table.

Quelle est la position de ma consœur sur le projet de loi déposé ce matin?

[Traduction]

Tamara Kronis: Monsieur le Président, je m'intéresse beaucoup, moi aussi, aux mesures législatives qui seront adoptées à la Chambre. Je veux également me concentrer sur certains éléments qui n'ont peut-être pas été suffisamment abordés dans le discours du Trône. En ce qui concerne la crise de la toxicomanie, j'ai vraiment hâte que le gouvernement présente un projet de loi qui offrira une véritable voie vers le traitement et le rétablissement des personnes et une véritable application de la loi.

La réduction des méfaits ne suffit pas. Les habitants de Nanaimo—Ladysmith veulent avoir accès à des rues sûres et à de véritables moyens de se sortir de la toxicomanie, et non assister à un déclin parrainé par le gouvernement qui a pour effet que de jeunes enfants trouvent des sacs de méthamphétamine ou de fentanyl dans le parc. Comme le député, j'ai hâte de voir le genre de projet de loi qui sera présenté à la Chambre. J'espère sincèrement que le gouvernement présentera le genre de projet de loi qui nous permettra de travailler ensemble pour les habitants de Nanaimo—Ladysmith.

Brad Redekopp (Saskatoon-Ouest, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement a très bien réussi à dépenser d'énormes sommes d'argent et à faire grimper notre dette en flèche. La mauvaise gestion financière est la marque de commerce du gouvernement.

Dans le discours du Trône, il était question d'une augmentation des dépenses de 2 %, mais on a également présenté un projet de loi qui ferait plutôt augmenter les dépenses de 8 %. Qu'en pense la députée, et selon elle, dans quelle mesure peut-on espérer que le gouvernement contrôle ses dépenses?

Tamara Kronis: Monsieur le Président, ce matin, le gouvernement a présenté un projet de loi prévoyant des dépenses d'un demi-billion de dollars, mais sans budget pour les justifier. Dans ma circonscription, il y a des gens qui ne savent tout simplement pas comment on peut trouver un sou de plus à donner au gouvernement. J'espère vraiment que le gouvernement présentera un budget qui nous dira d'où viendront les économies qui nous permettront de répondre aux besoins des Canadiens.

• (1630)

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté l'intervention de la députée et celles qui l'ont précédée. Les libéraux ont indiqué à quel moment ils présenteront un budget. La députée sait-elle combien de temps s'est écoulé avant que Stephen Harper ne présente un budget à la Chambre des communes? Cinq ou six mois se sont écoulés, ce qui est considérable. La députée considère-t-elle que c'était acceptable, compte tenu des commentaires qu'elle a formulés au sujet de l'actuel gouvernement?

Tamara Kronis: Monsieur le Président, le gouvernement libéral parle du premier ministre comme d'un prodige de la finance possédant une expérience considérable du monde des affaires, des finances et du gouvernement. Il devrait donc savoir que le ministère des Finances est en mesure d'établir un budget à court préavis.

Encore une fois, je demande respectueusement que le gouvernement dise aux Canadiens d'où viendra le financement des dépenses et où il y aura des compressions budgétaires, afin que nous puissions prendre des décisions éclairées au nom de nos concitoyens et, surtout, les représenter adéquatement. Nous devons être en mesure de les consulter et, pour ce faire, il nous faut des informations. J'aimerais vraiment savoir pourquoi le gouvernement tient mes concitoyens dans l'ignorance.

Helena Konanz (Similkameen—Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, PCC): Monsieur le Président, c'est avec une immense gratitude et un profond sentiment de responsabilité que je prends la parole aujourd'hui. Représenter cette circonscription est un honneur que je ne prends pas à la légère.

Je tiens à remercier sincèrement les gens de Similkameen—Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest de m'avoir accordé leur confiance en m'élisant pour les représenter à la Chambre. Je désire remercier mes directeurs de campagne, Chris et Cheryl, qui nous ont tous poussés vers la victoire. Je souhaite remercier les centaines de bénévoles qui ont passé d'innombrables heures à faire du porte-à-porte, à faire des appels, à installer des pancartes et à accomplir d'autres tâches que tous les députés connaissent bien. Ils ont consacré tant de temps à me faire élire en tant que candidate conservatrice et première femme à représenter cette circonscription.

Surtout, je veux remercier ma famille de son soutien extraordinaire. Je remercie Adam et mes merveilleux enfants, Zoe et Zakary. Ils sont mon roc. Je ne pourrais pas y arriver sans eux. C'est grâce à eux que je suis ici.

Nous avons une énorme circonscription et ma mission consiste à faire entendre la voix de nos collectivités à la Chambre. De Castlegar à Princeton, d'Osoyoos à Rossland, d'Oliver à Grand Forks et de Penticton à Rock Creek, notre circonscription est située au cœur de l'intérieur de la Colombie-Britannique et est l'un des endroits les plus époustouflants du Canada, voire du monde. Elle compte des centaines de vignobles de renommée internationale, des stations de ski de classe mondiale et certains des lacs les plus chauds du

L'Adresse

Canada, bordés de plages sablonneuses immaculées. Cette région est véritablement un trésor national.

Les touristes viennent de partout au Canada et du monde entier. Ils viennent dans notre région pour descendre la rivière Similkameen ou le canal Penticton, faire du kayak sur le lac Christina ou parcourir les sentiers immaculés dans les Kootenays. J'invite tous les Canadiens à venir découvrir par eux-mêmes cette région extraordinaire de notre pays.

Notre économie est aussi diversifiée que notre paysage. Elle repose sur la force du tourisme, de l'agriculture, de l'exploitation minière, de l'élevage, de la fabrication, de la foresterie et du secteur technologique émergent. Nos collectivités sont fières, vaillantes et de plus en plus attrayantes comme destination pour les retraités.

Cependant, malgré la beauté et le potentiel de notre région, nous sommes confrontés à des problèmes qui ne peuvent être ignorés. J'ai choisi de me présenter aux élections fédérales parce que ces problèmes ont dépassé les ressources et les capacités des administrations locales, qui assument une grande partie du fardeau, et parce que nous avons besoin d'un leadership véritable et efficace à Ottawa. J'ai été conseillère municipale de la ville de Penticton pendant près de 10 ans. Au cours de cette période, j'ai été témoin de changements alarmants. Bien que nous soyons une petite ville de 37 000 habitants, nous sommes aux prises avec des problèmes que l'on observe fréquemment dans les grands centres urbains du Canada.

D'une part, comme nous l'avons déjà entendu, on parle désormais d'une crise d'accessibilité au logement. Les prix des maisons et les loyers continuent d'augmenter bien au-delà de ce que le travailleur moyen peut se permettre. Les administrations locales font tout ce qu'elles peuvent pour fournir des logements abordables. Bien sûr, elles doivent réduire leurs frais de développement, mais la réalité est claire: la politique en matière de logement que les libéraux ont appliquée au cours de la dernière décennie n'a pas réussi à combler la demande et à venir en aide aux petites collectivités rurales.

Cette crise du logement s'accompagne d'une augmentation très inquiétante du nombre de sans-abri, dont je n'ai vu aucune mention dans le discours du Trône. Les campements de tentes sont désormais monnaie courante et, en raison du caractère rural de notre circonscription, nombre de véhicules récréatifs, de roulottes et de fourgonnettes de camping se sont retrouvés garés sur les chemins forestiers et les terres de la Couronne. Ces gens sont les pauvres qu'on ne voit pas. Ils vivent dans des conditions précaires, en particulier pendant les rudes mois d'hiver. Notre capacité à fournir un logement sécuritaire et stable à ceux qui en ont besoin est dépassée.

• (1635)

Parallèlement, l'augmentation de la consommation de substances et de la toxicomanie a transformé nos espaces publics. Les parcs, les terrains de jeu et les plages, autrefois des lieux de détente et de vie communautaire, sont de plus en plus marqués par des comportements imprévisibles et dangereux.

Malheureusement, Penticton affiche maintenant l'un des taux de criminalité par habitant les plus élevés de la Colombie-Britannique. Les multirécidivistes et les trafiquants de drogue se retrouvent continuellement dans le système de justice sans subir de véritables conséquences, ce qui met les résidents vulnérables en danger et mine la sécurité publique. Il est urgent d'adopter une approche judiciaire plus efficace et plus responsable.

L'Adresse

En fait, la seule prison de la circonscription n'est occupée qu'à 20 % de sa capacité, et ce, malgré notre taux de criminalité très élevé. En réponse à la situation, Penticton a dû faire passer le nombre d'agents d'application des règlements de 5 en 2015 à plus de 25 en 2025. Du côté du service des incendies, 90 % des appels portent sur des surdoses et des incidents qui nécessitent de sauver des vies. Le fardeau financier qui pèse sur toutes les collectivités de notre circonscription est insoutenable.

La décision du gouvernement libéral de mener un projet pilote de décriminalisation des drogues en Colombie-Britannique a eu des conséquences dévastatrices. Cette politique n'était pas accompagnée de l'investissement dans les services de traitement et de rétablissement dont nous avons désespérément besoin. Voici ma question à l'intention de la ministre de la Santé: pourquoi le gouvernement a-t-il ciblé une province en particulier pour le projet pilote et pourquoi poursuivrait-il une expérience qui est carrément un échec?

Les conservateurs ont réclamé des investissements indispensables dans les services de traitement et de rétablissement afin de faire face à cette crise de santé publique, mais on nous a ignorés. On ne peut pas décriminaliser les drogues sans assurer au préalable la présence de mesures de soutien adéquates. Dans notre circonscription, il n'y a actuellement aucune place en centre de désintoxication. Lorsqu'une personne a le courage de demander de l'aide, elle doit attendre jusqu'à deux ans pour en obtenir. Si elle obtient une place en centre de désintoxication, c'est dans une localité éloignée, loin de son réseau de soutien.

Nous perdons des fils, des filles, des frères et des sœurs — des vies qui pourraient être sauvées si des services adéquats existaient. Il faut agir dès maintenant. Le gouvernement doit investir dans le traitement, le rétablissement et la prévention dans les petites collectivités et les régions rurales. Nous devons rétablir la sécurité, la dignité et l'espoir pour tous les Canadiens. Je n'ai vu aucun investissement de ce genre dans le discours du Trône.

Il est tout à fait irresponsable de remettre la présentation du budget à l'automne. Combien de personnes mourront d'une surdose d'ici là? J'invite le ministre du Logement et de l'Infrastructure et la ministre de la Santé à venir dans notre circonscription rurale. Je leur ferai visiter les camps de sans-abris et les véhicules récréatifs installés sur les chemins forestiers et les terres de la Couronne. Ils pourront s'entretenir avec les toxicomanes de notre circonscription qui n'arrivent pas à obtenir l'aide dont ils ont besoin.

C'est pourquoi je me suis portée candidate aux élections. Je vis dans ce qui est, à mon avis, le plus bel endroit du monde, dans le meilleur pays du monde. Toutefois, à elle seule, la beauté ne peut pas nous protéger des conséquences d'une mauvaise politique. Je suis ici pour réclamer des changements significatifs et des politiques fédérales qui répondent aux vrais besoins des collectivités. Je continuerai à défendre les intérêts des habitants de Similkameen—Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest et à militer pour bâtir un Canada sûr, en santé et équitable.

● (1640)

[Français]

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord avec ma collègue quant à l'importance de s'attaquer de front au manque de logements. Je représente aussi une circonscription rurale ayant des besoins importants en la matière.

J'aimerais toutefois rappeler que, lors de la dernière législature, M. Pierre Poilievre a unilatéralement exigé de ses députés qu'ils cessent d'appuyer les villes de leur région qui voulaient obtenir leur part du Fonds pour accélérer la construction de logements. Alors que mes collègues travaillaient avec leurs communautés pour les aider à mettre des logements en chantier plus rapidement, le chef de l'opposition empêchait ses députés d'appuyer leurs communautés.

Ma collègue peut-elle nous dire si, cette fois-ci, les conservateurs vont réellement collaborer pour accélérer la construction de logements, y compris en région rurale?

[Traduction]

Helena Konanz: Monsieur le Président, j'ai fait de la politique locale pendant plus d'une décennie. La Ville de Penticton a présenté une demande dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction de logements, à l'instar de nombreuses autres villes au pays. Très peu d'entre elles ont obtenu des fonds.

Le gouvernement a fait en sorte que toutes les villes du pays se livrent concurrence pour obtenir un peu d'argent. C'est comme si elles se chamaillaient pour un bout de pain, puis que le gouvernement leur disait qu'il leur avait donné de l'argent et qu'elles devraient s'en réjouir. Les collectivités dépensent de l'argent pour demander des subventions. La Ville de Penticton a dépensé beaucoup d'argent et a fait appel à de nombreux employés pour présenter une demande dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction de logements, mais elle n'a jamais reçu d'argent.

Non, je ne pense pas que ce soit une bonne façon de construire des logements au Canada.

[Français]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, ma collègue et moi partageons la même préoccupation concernant la situation de l'itinérance et des dépendances en milieux ruraux.

Chez moi, dans la circonscription de Shefford, il y a un problème. Il y a un programme au fédéral qui vient en aide aux gens en situation d'itinérance qui s'appelle Vers un chez-soi. Granby, bien qu'elle soit une municipalité d'une taille assez importante, est encore considérée comme étant une communauté rurale et non pas une communauté désignée. Cela fait qu'elle n'obtient pas tout le financement auquel elle aurait droit pour travailler sur ce problème important.

Ne serait-il pas temps d'élargir et de revoir cette définition et de constater que les gens en situation d'itinérance ne sont plus seulement dans les grandes villes, mais qu'ils se déplacent et que le visage de l'itinérance a changé?

● (1645)

[Traduction]

Helena Konanz: Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord pour dire que le gouvernement doit revoir sa façon de soutenir les gens et les petites collectivités rurales qui ont autant besoin d'aide que les grands centres urbains aux prises avec la crise de la toxicomanie.

Je vais parler de la situation en Colombie-Britannique, où un projet pilote de décriminalisation des drogues est en cours. Aucune autre province du pays ne lève la main pour dire qu'elle veut faire la même chose, car nous savons que ce projet est un échec. Plus il durera, plus il y aura de morts. Ce n'est pas nécessaire. Les gens ont besoin de ressources et d'aide. Les drogues ne devraient pas être distribuées dans nos collectivités, mais si elles le sont, il faut avoir des ressources et des lits pour la désintoxication afin d'aider les gens ayant des problèmes de toxicomanie.

Jeremy Patzer (Swift Current—Grasslands—Kindersley, PCC): Monsieur le Président, la crise des opioïdes frappe les collectivités partout au Canada, mais elle frappe particulièrement durement les collectivités rurales parce que les services de santé et les délais d'intervention sont inadéquats pour aider les victimes de cette crise. Nous constatons également les répercussions disproportionnées dans les collectivités rurales.

La députée peut-elle nous dire comment les collectivités rurales sont également laissées pour compte par le gouvernement?

Helena Konanz: Monsieur le Président, les collectivités rurales ne sont pas entendues et sont laissées pour compte dans cette situation qui prend des proportions de crise. Le gouvernement libéral doit intensifier ses efforts pour y remédier. La crise s'est aggravée au cours de la dernière décennie. C'est beaucoup de temps perdu et il faut s'y attaquer immédiatement. En ce moment même, des gens meurent.

Rachael Thomas (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, c'est la première fois que j'ai l'occasion de m'adresser à la Chambre en ce début de législature. Je tiens à exprimer ma sincère gratitude à ceux et celles qui m'ont élu pour défendre leurs intérêts. Il s'agit, bien entendu, de mes chers concitoyens et concitoyennes de Lethbridge. Je tiens également à exprimer ma sincère gratitude à mon merveilleux mari et à ma magnifique petite fille. Ils m'apportent un soutien exceptionnel, tout comme ma phénoménale équipe de campagne, et je tenais donc à leur exprimer toute ma gratitude.

Pendant la campagne électorale, j'ai eu le privilège de frapper à des dizaines de milliers de portes et, bien sûr, d'entendre les histoires que les gens avaient à me raconter. L'une d'elles m'a marquée et m'a fait beaucoup réfléchir. Vers la fin de la campagne, j'ai frappé à la porte d'une jeune femme. Lorsqu'elle est venue à la porte, elle a regardé le macaron que je portais et a eu aussitôt le sourire aux lèvres. Elle a dit: « Vous savez, j'ai 32 ans. C'est la première fois que je vote, et vous avez tout mon soutien. » Elle m'a expliqué que pour elle, nous représentions l'espoir d'un avenir meilleur. Elle m'a ensuite expliqué qu'elle avait du mal à joindre les deux bouts, même en travaillant très fort, et qu'elle vivait constamment dans la peur. Étant donné qu'elle avait fui la violence conjugale et que son conjoint rôdait toujours dans les rues, elle regardait constamment par-dessus son épaule. Elle n'était pas du tout convaincue d'être en sécurité.

Voilà les difficultés bien réelles auxquelles sont confrontés les Canadiens. Son histoire est bien sûr unique, mais des dizaines de milliers d'autres personnes pourraient raconter une histoire similaire. L'espoir l'a incité à voter — l'espoir d'une baisse du coût de la vie, d'une sécurité pour elle-même, d'un milieu sûr et d'un avenir florissant. Il ne se passe pas un jour sans que je ne pense à son histoire et à ses divers éléments. Le discours du Trône aurait dû tracer une voie claire vers l'avenir, qui aurait donné aux Canadiens l'espoir d'une vie plus abordable, d'une sécurité et d'un bel avenir. Au lieu de cela, les Canadiens doivent se contenter d'une série de slo-

L'Adresse

gans, de séances de photos et de promesses qui ne tiennent pas compte des vrais problèmes dont souffrent les Canadiens.

Le gouvernement a fait de grandes déclarations, mais les paroles ne suffisent pas. Les Canadiens ont besoin de mesures concrètes, pas de théâtre. Ils ont besoin d'un plan, pas d'un spectacle. Après près d'une décennie de mauvaise gestion sous le gouvernement libéral, rien n'a changé. Certes, il y a un nouveau chef, mais on retrouve les mêmes vieilles politiques, les mêmes discours creux et les mêmes mises en scène. Malheureusement, le discours du Trône n'était pas du tout une feuille de route pour un avenir dynamique, mais plutôt une pièce de théâtre. Il était divertissant, mais sans substance.

Commençons par l'une des ambitions déclarées du gouvernement pour le Canada: « devenir une superpuissance en matière d'énergie ». À première vue, les conservateurs pourraient être d'accord. Nous croyons au secteur de l'énergie. Nous croyons que le Canada devrait être le plus grand fournisseur d'énergie au monde. Nos ressources naturelles abondantes ne sont pas un problème à gérer, mais plutôt un cadeau à partager. Voilà ce que nous croyons. Elles sont la clé de notre prospérité, de notre influence mondiale et de notre unité nationale, mais l'ambition ne suffit pas à construire des pipelines et à acheminer les produits vers les marchés. Les bonnes intentions n'attirent pas les capitaux privés dont on a grandement besoin, et les communiqués de presse ne permettent pas de réaliser des projets.

Ce qui manquait dans le discours du Trône, c'était un plan crédible. Le gouvernement a vaguement parlé d'accélérer des projets d'édification nationale, mais il a offert peu de réponses concrètes à des questions comme celles-ci: Le gouvernement abrogera-t-il la Loi sur l'évaluation d'impact, qui est défaillante? Le gouvernement lèvera-t-il l'interdiction des pétroliers qui bloque toujours les exportations du Nord de la Colombie-Britannique? Va-t-il éliminer le plafonnement arbitraire des émissions du secteur pétrogazier, qui n'a jamais été une question d'émissions, mais une question purement idéologique? Voilà les mesures concrètes qui seraient nécessaires si le gouvernement s'intéressait vraiment au développement énergétique.

Le ministre de l'Énergie a dit qu'Ottawa était à la recherche de « gains éclair ». Je peux dire que ce n'est pas ce que veut le secteur de l'énergie. Il réclame de la constance, de la cohérence et de la fiabilité.

Ce que demandent les Albertains est très clair et très simple: un pipeline jusqu'à la côte nord-ouest. C'est un tracé plus court et plus efficace, sans parler du travail de conception qui est bien avancé. C'est là que l'engagement du gouvernement sera véritablement mis à l'épreuve. Si le gouvernement parvient à réaliser ce projet, nous le prendrons au sérieux. S'il ferme les yeux sur un projet qui serait aussi facile à concrétiser, nous saurons qu'il n'est intéressé que par les beaux discours.

● (1650)

Si le discours du Trône s'efforçait de ressembler à une invitation à bâtir, il a été prononcé par un gouvernement qui a passé les dernières semaines à court-circuiter le Parlement, à faire semblant de détenir l'autorité et à saper la confiance de la population. Je vais expliquer de quoi je parle. Je parle d'un premier ministre qui a signé de faux documents en prétendant qu'ils conféraient un vrai pouvoir. Je parle d'un premier ministre qui agit d'une manière contraire à la Constitution du Canada.

L'Adresse

Le Canada n'est pas une république présidentielle. Nous sommes, en fait, une démocratie parlementaire. Dans cette enceinte, il y a des élus qui ont été envoyés ici par les gens de leur circonscription pour les représenter. À la Chambre, nous menons des débats rigoureux, puis nous prenons une décision. Une fois cette décision prise, elle est approuvée et, bien sûr, promulguée sous forme de loi. Il est risible que le premier ministre se contente de prendre un bout de papier, de le mettre dans une belle chemise rouge, de le signer et de dire qu'il prend un décret. Un tel décret ne confère pas de véritables pouvoirs. C'est indigne du premier ministre. En fin de compte, c'est un geste sournois et trompeur pour la population canadienne. Ce n'est pas correct.

Le désir de mettre davantage l'accent sur la forme plutôt que sur le fond a des conséquences bien réelles. Ne cherchez pas plus loin que dans le budget principal des dépenses. Il a été publié en même temps que le discours du Trône. Après des promesses de rigueur et la dénonciation du gaspillage du gouvernement précédent, regardons ce que nous avons sous les yeux.

En résumé, les dépenses augmenteront de plus de 8 %. Il y a une augmentation de 14 % des crédits prévus. On a affecté 26 milliards de dollars à des consultants. On parle bien de milliards, de 26 milliards de dollars. Ce n'est pas là un gouvernement déterminé à faire preuve de rigueur budgétaire. En fait, s'il considère qu'il s'agit de rigueur budgétaire, je ne voudrais vraiment pas qu'il fasse de folles dépenses. Il y a de quoi frémir. Le gouvernement actuel ne réduit pas les coûts du gouvernement, il les fait exploser. Au bout du compte, ce sont les Canadiens qui devront payer pour les erreurs de jugement du gouvernement.

Le premier ministre affirme qu'il équilibrera le budget dans trois ans et, pourtant, ses premiers chiffres concrets montrent exactement le contraire. On a augmenté le financement de 75 ministères, alors qu'on a légèrement réduit celui de seulement 14 autres. Le gouvernement ne dit pas de faire plus avec moins; il dit de continuer à dépenser sans compter. Je rappelle que ce sont les Canadiens qui versent l'argent qu'on dépense.

Ce qui est encore plus inquiétant, c'est que ces dépenses essentielles sont en train d'être reclassées. Le gouvernement brouille les frontières entre les investissements et les dépenses de fonctionnement. Pourquoi le premier ministre voudrait-il faire cela? Il veut faire croire qu'il a amélioré les comptes. Il veut en fait cacher l'ampleur réelle de la dette tout en donnant l'impression d'être un meilleur gestionnaire. En réalité, il n'en est rien. Les conditions sont simplement modifiées. C'est sournois, c'est malhonnête et cela va susciter la méfiance au sein de la population canadienne. Voilà un gouvernement qui ne cesse de faire de grands discours, qui gouverne par la rhétorique, et non en s'appuyant sur des principes.

Mes collègues conservateurs et moi-même proposons une alternative. Nous pensons que réduire les impôts signifie faire des choix difficiles. Nous pensons qu'il faut accorder la priorité à la construction d'oléoducs, et non à la fabrication de récits. Nous croyons qu'il faut assurer la sécurité des Canadiens, et non rassurer les criminels. Par-dessus tout, nous nous engageons à lutter pour l'espoir: l'espoir qu'une famille puisse à nouveau faire ses courses, l'espoir qu'un jeune couple puisse acheter sa première maison, l'espoir que nos quartiers puissent à nouveau être sécuritaires et l'espoir que chaque Canadien, où qu'il vive et quoi qu'il fasse, puisse atteindre de plus hauts sommets, aller plus loin et se construire une vie digne remplie de projets.

Au cours de cette session, mes collègues conservateurs et moi-même nous battons pour ces principes, car nous avons foi en la population canadienne.

• (1655)

[Français]

Serge Cormier (Acadie—Bathurst, Lib.): Monsieur le Président, je tiens premièrement à féliciter tous mes nouveaux collègues à la Chambre pour leur élection.

Je suis un fier Acadien et un fier francophone. Quand je lis le discours du Trône, je vois qu'on dit ceci:

Le Canada est un pays où l'on respecte et célèbre les langues officielles [...] Le Gouvernement est déterminé à protéger les institutions qui font rayonner ces cultures et cette identité dans le monde entier, comme CBC/Radio-Canada.

Ma collègue va-t-elle continuer, comme son chef, à demander le démantèlement de CBC/Radio-Canada? Aussi, va-t-elle continuer à demander aux députés francophones de lui répondre et de lui parler en anglais?

[Traduction]

Rachael Thomas: Monsieur le Président, dans notre pays, nous avons deux langues officielles: le français et l'anglais. Je respecte cela. Je crois que notre pays devrait continuer dans cette voie, mais il me semble un peu étrange d'assimiler l'existence de CBC/Radio-Canada à celle d'une nation bilingue.

Nous n'avons pas besoin de CBC/Radio-Canada pour demeurer un pays bilingue de renom. Nous pouvons avoir deux langues respectées, deux langues officielles, dans ce pays, et nous pouvons respecter les locuteurs des deux langues. Nous n'avons pas besoin de CBC/Radio-Canada. La grande majorité des Canadiens seraient d'accord là-dessus.

[Français]

Claude DeBellefeuille (Beauharnois—Salaberry—Soulanges—Huntingdon, BQ): Monsieur le Président, dans son discours, la députée a beaucoup parlé d'espoir. Une électrice aurait même voté pour elle dans l'espoir que les choses changent.

Je suis mère de trois jeunes femmes qui ont des jeunes enfants, des bébés. Elles aussi ont besoin d'espoir. Elles se demandent dans quelle sorte de monde vont vivre leurs enfants. Elles demandent sur quelle sorte de planète nous allons les laisser.

D'après son discours, j'ai cru comprendre que la députée était favorable à la construction de pipelines, qui encouragent une industrie fossile qui a des conséquences durables sur notre environnement.

Qu'a-t-elle à répondre à mes trois enfants, qui disent qu'elles ont besoin d'un monde meilleur, d'une planète plus saine, de mesures pour l'adaptation aux changements climatiques? J'imagine qu'elle n'ira pas jusqu'à nier qu'on vit des changements climatiques.

• (1700)

[Traduction]

Rachael Thomas: Monsieur le Président, je dirais tout simplement aux enfants de la députée que s'ils veulent une planète durable à l'avenir, ils devraient appuyer le secteur canadien de l'énergie et son développement, car aucun autre pays dans le monde ne fait mieux. À voir les mesures de protection de l'environnement que nous avons mises en place, la façon dont nous payons et respectons les travailleurs et la manière dont nous produisons et acheminons ce produit vers les marchés, force est de constater que personne ne procède de manière plus responsable que nous.

En fait, nous aurions l'occasion de vraiment changer les choses si nous pouvions acheminer nos produits vers des pays comme la Chine, l'Inde, la Corée du Sud et le Japon. Nous avons la possibilité d'être le fournisseur de ces marchés, ce qui réduirait la demande auprès de pays comme la Russie, l'Arabie saoudite et le Venezuela, qui font piètre figure en matière d'environnement et, bien sûr, de respect des droits de la personne.

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, le discours du Trône souligne à plusieurs reprises l'élimination d'obstacles pour créer une superpuissance énergétique. Pourtant, le gouvernement refuse d'éliminer le projet de loi C-69 qui détruit des emplois ou d'éliminer le plafonnement de la production. Le discours du Trône parle de logements, mais le ministre du Logement estime que le prix des habitations ne doit pas diminuer. Le discours parle de « Bâtir un Canada plus sûr », mais cela fait 10 ans que le gouvernement ne fait rien pour régler la crise du fentanyl. Le discours parle de l'embauche de 1 000 agents de la GRC, mais cela fait une décennie que le gouvernement refuse d'acheter des gilets pare-balles lourds pour la GRC. Il cite des problèmes de coûts, mais n'a aucun problème à remettre 26 milliards de dollars à des amis tels que McKinsey.

Est-il vraiment question de « Bâtir un Canada fort » ou s'agit-il plutôt d'un autre exercice de relations publiques sans substance de la part de ce gouvernement fatigué et dépassé?

Rachael Thomas: Monsieur le Président, comme je l'ai décrit dans mon discours, c'est exactement ce dont il s'agit. Le gouvernement fait de belles promesses et tient un excellent discours, mais lorsque vient le temps de joindre l'acte à la parole, lorsque vient le temps de véritablement améliorer le sort des Canadiens, malheureusement, il échoue depuis 10 ans. Hélas, je ne crois pas qu'il produise de résultats concrets au cours de la présente session non plus.

L'hon. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, c'est un privilège pour moi de prendre la parole à la Chambre, car c'est la première fois que j'ai l'occasion de m'adresser au Parlement depuis ma réélection, et il s'agit de la troisième fois que j'ai le grand privilège de pouvoir jouir de la confiance des habitants de Kings—Hants.

Je tiens tout d'abord à saluer la nomination du vice-président à son poste et je tiens bien sûr à préciser que je partagerai mon temps de parole aujourd'hui avec mon éminent collègue de Mississauga—Lakeshore.

Tous les députés, lorsqu'ils arrivent ici, bénéficient d'un système de soutien qui leur permet d'assumer leurs fonctions et de se porter candidats. Je suis très chanceux d'avoir une famille formidable qui m'appuie et qui m'a permis d'être député depuis maintenant près de six ans. C'est incroyable comme le temps passe vite.

L'Adresse

Je tiens à remercier toute ma famille. Je remercie ma charmante épouse à la maison, Kimberly, de tout son soutien. Nous passons beaucoup de temps loin de nos tendres moitiés et de nos proches. J'aime mon épouse et je la remercie de son soutien.

Je remercie tous les bénévoles de ma campagne pour le travail qu'ils ont accompli. Si nous avons le privilège de siéger ici, c'est grâce au travail de nos bénévoles. Je pense notamment à ma présidente de campagne, Maura Ryan. Elle est époustouflante. Elle a dirigé notre équipe et mérite d'être reconnue à la Chambre, alors je la remercie. J'ai hâte de commencer, mais je me devais de débiter mon discours avec ces propos.

Nous sommes ici aujourd'hui pour répondre au discours du Trône. Bien sûr, mardi a été un jour mémorable et historique sur la Colline du Parlement. Le roi Charles III a lu le discours du Trône au nom du gouvernement. Je tiens à souligner ce moment de l'histoire de notre pays. Ce n'est que la troisième fois que le souverain lit le discours du Trône ici, au Canada. La reine Elizabeth a inauguré la législature en 1957 et en 1977. Je pense que tous les députés doivent prendre un moment pour réfléchir à l'importance de cette journée et au fait qu'elle renforce la relation constitutionnelle du Canada avec le Royaume-Uni et la famille royale.

Je pense que le premier ministre a bien fait, avant l'émission du bref d'élection, de souligner les liens profonds qui unissent le Canada au Royaume-Uni, à la France, bien sûr, mais aussi à nos peuples autochtones. Quand je pense aux fondements juridiques du Canada et même à notre système de Westminster, j'estime que c'est cette histoire qui rend le Canada différent. C'est ce qui fait du Canada ce qu'il est et ce qui nous permet d'être un pays dont nous pouvons être très fiers du point de vue de nos traditions gouvernementales.

Je tiens à souligner une brève interaction que j'ai eue avec le souverain. Je souhaite que cela figure dans le *hansard*. Comme je l'ai mentionné, je suis très fier des racines constitutionnelles du Canada. Le souverain s'est particulièrement intéressé à la Nouvelle-Écosse et à son tartan, et je tiens à ce que cela figure dans le compte rendu officiel, afin que, dans 50 ans, quelqu'un puisse se souvenir que cela s'est produit.

Je tiens à aborder les éléments clés des priorités présentées par le gouvernement, car c'est finalement ce qui importe le plus aux électeurs de ma circonscription et aux Canadiens de l'ensemble du pays.

Tout d'abord, il y a le Canada et les États-Unis, et la tentative de redéfinir cette relation. Je pense, en toute objectivité, que nous vivons dans un monde différent. Peu importe nos opinions politiques, il est certain que, sous le président Trump, l'administration américaine fait les choses différemment. L'époque de l'approche américaine du multilatéralisme est révolue, d'après ce que je constate en tant que député, et nous sommes revenus loin en arrière, à une relation plus bilatérale, en ce qui concerne les contacts que les États-Unis essaient d'entretenir.

Je pense qu'il était habile de la part du premier ministre et du gouvernement de se rendre à Washington sans tarder. Je pense que, de toute évidence, au-delà des considérations partisans, le premier ministre a tiré son épingle du jeu dans le bureau ovale. Il semble que ces relations aient commencé, et nous devons continuer d'essayer de définir la voie à suivre. Il y a des questions qui demeurent en suspens quant à l'approche à adopter par le Canada dans un monde incertain, et cette enceinte, le Parlement, est l'endroit où ces débats doivent avoir lieu.

L'Adresse

Toutefois, je tiens à souligner que, en tant que parlementaires, il est important que nous essayions de trouver un moyen d'arriver à destination, pour ainsi dire, afin de concrétiser la relation souhaitée entre le Canada et les États-Unis. Au total, 77 % de notre production est destiné aux États-Unis. Devrions-nous diversifier nos relations économiques dans le monde? Absolument. D'ailleurs, le premier ministre et le gouvernement se sont engagés à le faire. Nous devons aussi être pleinement conscients du fait que cette relation continentale doit reposer sur des bases économiques solides.

Je pense aux entreprises de ma circonscription, comme Michelin. Je pense au secteur agricole, en particulier aux producteurs de fruits de la vallée de l'Annapolis, qui dépendent beaucoup du marché américain. Il y a aussi le secteur forestier. J'aimerais qu'il soit mis de l'avant au cours de la présente législature. Le gouvernement et tous les députés ont le devoir de parler des problèmes qui touchent le secteur forestier, car c'est important partout au pays. C'est particulièrement vrai dans la circonscription de Kings—Hants et le comté de Hants, avec les scieries Elmsdale Lumber et Ledwidge Lumber.

• (1705)

Nous avons l'occasion de construire les habitations dont les Canadiens ont besoin à un prix qui leur est abordable, et de faire de cela une réalité en utilisant des matériaux canadiens. Je veux voir plus de mesures en ce sens dans les jours qui viennent.

Le gouvernement s'engage à rendre la vie plus abordable en abaissant l'impôt de la classe moyenne. Cette baisse pourrait atteindre 840 \$ par année pour une famille à deux revenus. Cela avantagera de nombreuses personnes à Kings—Hants. Le gouvernement a l'intention d'instaurer cela d'ici le 1^{er} juillet. Je serais bien curieux de voir un député, quelle que soit son affiliation, s'opposer à une baisse d'impôt en cette période où rendre la vie plus abordable est crucial. J'espère que les députés d'en face verront la valeur de cette mesure pour rendre la vie plus abordable pour 22 millions de Canadiens.

Le gouvernement prévoit également éliminer la TPS sur tout achat d'une maison neuve pour les acheteurs d'une première maison, et ce, pour un montant pouvant atteindre 1 million de dollars, ce qui représente une économie de 50 000 \$. Pour les acheteurs d'une première maison qui font l'acquisition d'une habitation de valeur moyenne à Kings—Hants, en particulier les jeunes, cela représentera des milliers de dollars d'économie. Je suis à la mi-trentaine et je sais que, pour bien des gens de mon âge, cet élément est important.

Cependant, pour y parvenir, il faut accroître l'offre. C'est une excellente idée d'offrir des incitatifs fiscaux. D'ailleurs, les conservateurs ont dit qu'ils étaient en faveur d'une telle mesure. Cependant, ils n'avaient rien prévu pour construire les logements que les gens auraient les moyens de se payer une fois la taxe éliminée. L'élimination de cette taxe est une mesure formidable en soi. Toutefois, si nous démantelons les programmes axés sur l'offre, comme le proposait le programme conservateur, cela créerait de réels problèmes. Je me réjouis du fait que le gouvernement a prévu un allègement fiscal sans oublier de prévoir aussi la construction des logements requis.

Je ne savais pas ce qu'étaient des pieux vissés, mais après avoir rencontré Shaw Resources dans ma circonscription, je sais maintenant qu'ils sont obligatoires pour fixer les maisons modulaires au sol d'une propriété. Mon objectif est d'éliminer cette obligation, et

je veux que cela soit consigné dans le compte rendu. J'espère pouvoir le faire au cours de la présente législature parce qu'il faut savoir qu'au Canada, cela ajoute environ 15 000 dollars au coût de chaque maison. Cela n'a pratiquement rien à voir avec la sécurité, c'est donc une chose que nous devons changer dans la loi afin que le code du bâtiment canadien en tienne compte. Il s'agit d'un principe ancien qui renvoie au concept des roulottes et des maisons mobiles. Ce n'est pas nécessaire. Je vais collaborer avec le ministre du Logement pour essayer de régler cette question, car je pense qu'elle est importante.

Pour le temps qu'il me reste, j'aimerais souligner quelques autres points. Le premier concerne la réforme du financement de la SCHL pour le logement rural. Encore une fois, cela concerne tous les députés représentant des circonscriptions rurales. Ils en ont peut-être entendu parler par les acteurs du domaine dans leur circonscription, mais la SCHL doit revoir la manière dont elle favorise les projets dans les régions rurales du Canada afin que nous puissions construire davantage de logements.

La première des deux dernières mesures qui, à mon avis, sont extrêmement importantes et que j'appuie sans réserve, c'est la réalisation plus rapide de grands projets. Nous en avons parlé à la Chambre. Je pense que le gouvernement précédent avait un certain mérite pour les programmes sociaux qu'il avait mis de l'avant. Dans l'ensemble, le Canada a enregistré la deuxième croissance économique cumulative en importance, malgré son problème de compétitivité. Le gouvernement, sous la direction du premier ministre, est déterminé à réaliser de grands projets d'intérêt national.

Voilà qui devrait être une bonne nouvelle pour tous les parlementaires canadiens. Nous devons ramener le délai du processus d'examen à deux ans, ce à quoi le gouvernement s'est engagé. Le gouvernement a à cœur les ressources naturelles, la foresterie, les énergies conventionnelles et les énergies renouvelables. Nous sommes résolus à stimuler l'économie pour réaliser des projets dans l'Ouest canadien, dans les provinces de l'Atlantique et dans les autres régions de notre grand pays.

Enfin, il y a certains obstacles au commerce à l'échelon fédéral. Je sais que la ministre des Transports et du Commerce intérieur se concentre sur ce dossier. Abolir ces obstacles augmenterait le PIB de 2 à 4 %, c'est-à-dire de 200 milliards de dollars. J'appuie totalement le gouvernement à ce sujet. Nous devons faire preuve de prudence à quelques égards, notamment en ce qui concerne l'inspection des viandes. Je suis un peu inquiet, car 97 % de la transformation de la viande au pays est de compétence fédérale. Nous visons la proportion restante de 3 %, ce qui est important, en particulier pour les abattoirs de taille modeste, mais nous devons nous assurer de le faire conformément à nos accords commerciaux internationaux afin de ne pas nuire à une industrie de dix milliards de dollars.

Comme mon temps de parole tire à sa fin, je me contenterai de dire que je suis ravi que le gouvernement se soit doté d'un programme aussi ambitieux. J'ai hâte de l'appuyer dans les jours à venir, et de répondre aux questions de mes collègues.

• (1710)

Chris Lewis (Essex, PCC): Monsieur le Président, il a beaucoup été question des promesses et des engagements du gouvernement dans le discours du Trône. La question que j'adresse à mon collègue est la suivante: en l'absence d'un budget, quels conseils a-t-il à donner aux Canadiens pour que nous puissions nous assurer que les nombreux engagements dont il a parlé et tous les autres qui faisaient partie du discours du Trône seront respectés?

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, au bout du compte, le gouvernement dépose un aperçu. C'est pourquoi les députés de ce côté-ci de la Chambre ont aujourd'hui cité des chiffres liés au total global. Ils parlent d'environ un demi-billion de dollars, soit un budget de 500 milliards de dollars, mais en fin de compte, si l'on examine ce que prévoit le gouvernement en matière de recettes et de dépenses par rapport aux recettes perçues, en gros, le gouvernement dépose un aperçu et présentera plus de détails dans le budget.

Nous avons quelques dossiers importants en suspens, comme les relations entre le Canada et les États-Unis. Le premier ministre s'est engagé à rencontrer les Européens le 1^{er} juillet pour discuter des relations en matière de défense. Le gouvernement souhaite augmenter les dépenses consacrées à la défense et au logement. Ces questions doivent être précisées davantage. Le gouvernement fait preuve de transparence quant à la situation actuelle. Pour ce qui est de la responsabilité, il incombe à chaque député de demander des comptes au gouvernement. Évidemment, au final, nous devons tous rendre des comptes lors des prochaines élections.

[Français]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, mon collègue a abordé dans son discours deux sujets qui se rejoignent et qui sont extrêmement importants pour la circonscription de Shefford. Il a parlé de commerce international et d'agriculture dans le cadre de négociations.

Ce matin, le Bloc québécois a redéposé un projet de loi pour protéger intégralement la gestion de l'offre. Le chef de mon collègue s'est montré disposé au cours des débats à protéger la gestion de l'offre. Mon collègue est-il lui aussi disposé à voter en faveur du projet de loi du Bloc québécois?

• (1715)

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, j'ai été ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et du Développement économique rural pendant un court moment avant la dissolution du Parlement. Comme ma collègue, je représente une circonscription qui compte beaucoup de fermes sous gestion de l'offre. En fait, c'est dans ma circonscription que l'on retrouve la plus grande concentration de fermes sous gestion de l'offre à l'est du Québec. Par conséquent, j'appuie entièrement le système de gestion de l'offre.

C'est une question ouverte à propos de l'importance d'un projet de loi. Je pense que la promesse politique est cruciale en ce moment. Il est toujours possible de modifier un certain projet de loi. Sous le leadership du premier ministre, mes collègues libéraux et moi, avec l'aide de mes collègues du Bloc québécois, je l'espère, allons protéger la gestion de l'offre et soutenir nos fermiers sous gestion de l'offre.

Serge Cormier (Acadie—Bathurst, Lib.): Monsieur le Président, j'estime beaucoup mon collègue. Nous avons bien travaillé ensemble au caucus de l'Atlantique. Je le remercie encore une fois de tout le beau travail qu'il a accompli au sein de notre caucus.

Selon mes sources, mon collègue et moi avons reçu plusieurs ententes dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction de logements en collaboration avec les municipalités. On se rappelle que Pierre Poilievre disait de ce programme qu'il ne fonctionnait pas et il demandait même à ses députés de ne pas faire pression auprès de notre gouvernement pour aider les municipalités qui voulaient mettre sur pied certains de ces projets.

J'aimerais que mon collègue me dise s'il a constaté que ce programme était bénéfique pour sa circonscription. Selon lui, notre

L'Adresse

nouvelle initiative intitulée Maisons Canada est-elle une bonne initiative pour construire plus de logements dans les régions rurales comme la nôtre au Canada atlantique?

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, mon honorable collègue d'Acadie—Bathurst est un champion des communautés rurales ici au Parlement et, bien sûr, au Nouveau-Brunswick.

En ce qui concerne le logement, il est très important de baisser la taxe, comme le gouvernement l'a mentionné dans le discours du Trône lorsqu'il a parlé de l'abolition de la TPS. Cela dit, il faut aussi bâtir l'infrastructure nécessaire. Nos programmes pour les municipalités comme Bathurst ou East Ants, dans ma circonscription, sont absolument cruciaux.

Les conservateurs et M. Poilievre parlent toujours de l'importance de baisser et de supprimer les taxes et les impôts. Cependant, ils n'ont pas de plan pour augmenter l'offre dans le marché. Certaines mesures ciblées sont nécessaires pour baisser la taxe, mais il faut aussi des mesures pour bâtir des logements, particulièrement dans les communautés rurales. C'est crucial.

Je vais travailler en ce sens avec mon honorable collègue et avec le ministre responsable du logement.

[Traduction]

Charles Sousa (Mississauga—Lakeshore, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord remercier les habitants de la circonscription de Mississauga—Lakeshore de m'avoir fait l'honneur de les représenter ici, au Parlement. Ma femme, Zenny, et moi-même leur sommes très reconnaissants de leur confiance. Notre communauté reflète ce qu'il y a de mieux au Canada: elle est diversifiée, novatrice, vaillante et compatissante. Je suis fier d'être le porte-parole des membres de notre communauté dans cette Chambre, et je tiens à remercier chacun d'eux, y compris la merveilleuse équipe de bénévoles qui a participé à la campagne.

C'est avec humilité et un profond sens du devoir que je prends la parole à la Chambre pour parler de nos priorités pour le Canada, en réponse au discours du Trône prononcé par Sa Majesté le roi Charles III. Ce discours présente une vision ambitieuse et porteuse d'espoir pour le Canada, qui reflète les valeurs que nous partageons et l'avenir que nous voulons bâtir ensemble. Cette vision correspond étroitement aux priorités que j'ai toujours défendues et que je souhaite réaffirmer aujourd'hui. Elles comprennent une économie forte, de solides programmes sociaux, l'unité nationale et le respect du point de vue du Canada sur la scène internationale.

Je défends ces valeurs canadiennes depuis 2007, quand j'ai été élu député provincial pour la première fois. Nous surmontons les difficultés quand nous travaillons ensemble. J'ai présenté six budgets complets qui ont sorti notre province du gouffre de la récession pour la mener à l'équilibre budgétaire. Nous avons ajouté 1,1 million d'emplois et renforcé la cote de crédit de la province. Nous avons favorisé la prospérité en collaborant avec l'industrie, les petites entreprises et tous les pouvoirs publics. Ces réalisations reposaient sur des principes clairs. Il faut emprunter judicieusement à des taux bas pour faciliter l'accès au capital, stimuler les investissements et apporter la prospérité. Inversement, il faut s'abstenir d'emprunter pour couvrir les dépenses courantes de fonctionnement.

L'Adresse

J'ai grandi à Kensington Market et j'ai appris cela de mon père, qui était commerçant et qui est devenu le premier Luso-Canadien propriétaire d'une entreprise au Canada. Il m'a appris à emprunter stratégiquement pour gagner de l'argent, à dépenser moins que ce que l'on gagne pour vivre et à mettre de l'argent de côté pour la retraite. Ces valeurs que sont la discipline financière, les investissements judicieux et la planification à long terme sont essentielles non seulement pour assurer la santé financière d'une personne, mais aussi pour gouverner de manière responsable.

Nous devrions emprunter pour investir dans les infrastructures et non pour payer les dépenses de fonctionnement. Nous devrions investir davantage et dépenser moins. Ces valeurs se reflètent dans l'approche du premier ministre en matière de prudence financière. En investissant et en attirant des investissements étrangers directs, nous faisons croître notre économie dans un but précis: soutenir les programmes sociaux qui comptent pour la plupart des Canadiens, comme le système de santé universel, la sécurité de la retraite et l'enseignement public, et protéger l'environnement par nécessité économique.

Au cours de mon mandat précédent, à l'Assemblée législative de l'Ontario, nous avons traversé l'incertitude mondiale et surmonté des problèmes délicats dans nos relations avec des partenaires commerciaux étrangers. Nous l'avons fait avec prudence et détermination. En maintenant le cap sans broncher, nous avons permis au Canada de sortir de la crise financière mondiale et de se retrouver dans l'une des positions financières les plus solides des pays du G7. Nous avons également contribué à la bonification du Régime de pensions du Canada afin que les futures générations de retraités puissent vivre dans la dignité.

J'ai vu de mes propres yeux l'effet nuisible des obstacles au commerce intérieur quand on vise la réussite. En nous engageant à unifier l'économie canadienne, qui est actuellement morcelée en 13, nous agissons pour libérer le plein potentiel économique du Canada et bâtir un pays plus fort, ce qui nous permettra de continuer la mise en œuvre du programme national de garderies, du régime de soins dentaires et du régime d'assurance-médicaments, en plus de renforcer le système de santé et de faire des investissements historiques en matière de logement et d'abordabilité. Toutes ces mesures reposent sur une foi inébranlable dans les valeurs canadiennes que sont la compassion, l'équité, la responsabilité financière et les chances équitables pour tous.

Le discours du Trône décrit un programme renouvelé et tourné vers l'avenir qui permettra de bâtir une économie plus juste et plus résiliente où tous peuvent prospérer. Il est encourageant de voir le nouveau gouvernement épouser une vision qui repose sur l'idée de mettre plus d'argent dans les poches des Canadiens pour qu'ils puissent investir davantage dans leur communauté, sur l'idée de protéger l'environnement au moyen de solutions axées sur le marché et sur l'idée de renforcer notre position de pays qui adhère à des principes et qui s'implique dans le monde.

● (1720)

Le discours du Trône a confirmé que le gouvernement se concentre sur la réduction des coûts et qu'il continuera de proposer des solutions sérieuses pour améliorer le sort des Canadiens. En réduisant les impôts des travailleurs canadiens, en éliminant la TPS pour les acheteurs d'une première habitation et en éliminant la tarification du carbone pour les consommateurs, nous rendons le coût de la vie plus abordable pour toutes les générations. En prévoyant une planification à long terme qui va au-delà des cycles électoraux,

nous pourrions bâtir un pays au service de l'ensemble de la population.

Alors que nous éliminons la tarification du carbone pour les consommateurs, je pense au fait que j'ai été membre d'un gouvernement qui a mis en place un système de plafonnement et d'échange en Ontario, ce qui a permis d'exempter cette province du système de filet de sécurité fédéral sur la tarification du carbone à l'époque. Nous avons pris des mesures incitatives pour encourager les changements de comportement, y compris des subventions pour les véhicules électriques, l'amélioration du rendement énergétique des maisons et d'autres mesures vertes. Nous avons pris des mesures audacieuses de décarbonation, notamment en fermant la centrale au charbon Lakeview, qu'on appelait Four Sisters, dans ma circonscription, Mississauga—Lakeshore. Ainsi, le site a pu être transformé en un secteur riverain revitalisé, et de nouveaux espaces publics ont pu être créés. Ce site où l'on trouvait autrefois le plus grand pollueur du pays, responsable de plus de 36 jours de smog par année, est maintenant un symbole de conservation, d'énergie propre et de renouveau communautaire. Cette mesure était non seulement environnementale, mais aussi économique. Axé sur les technologies propres, le site comprend maintenant des réseaux énergétiques de quartier durables. Avec cette initiative novatrice dans la région des Grands Lacs, nous jouons un rôle de chef de file en matière d'innovation climatique.

Il est possible d'en faire plus. Exploiter le potentiel des minéraux critiques et des ressources énergétiques propres d'ici est essentiel, non seulement pour stimuler l'économie canadienne, mais également pour protéger notre souveraineté dans un contexte géopolitique en constante évolution. Nous ne devons pas laisser d'autres acteurs nous diviser ou exploiter les richesses dans le sol canadien. Nous devons plutôt prendre les devants avec détermination, en misant sur l'unité et en faisant preuve de vision.

Lorsque nous nous tournons vers l'avenir, nous pensons à l'édification du pays. Je suis fier d'avoir joué un rôle dans l'établissement du régime coopératif de réglementation des marchés des capitaux, qui a permis de moderniser notre approche fragmentée en unifiant 10 systèmes de réglementation des valeurs mobilières. C'est un exemple de mesure d'édification du pays.

Il faut en faire plus pour renforcer notre compétitivité nationale tout en tirant parti des forces uniques de chaque région, que l'on pense aux sociétés à faible capitalisation de la Colombie-Britannique, aux ressources naturelles de l'Alberta, aux pêches des Maritimes ou au secteur de l'énergie du Québec. Dans le Nord, nous devons veiller à ce que l'exploitation des droits miniers s'appuie sur des consultations en bonne et due forme des communautés autochtones et sur de véritables partenariats avec elles.

Le monde considère aussi le Canada comme un gardien de la paix et un défenseur de la justice, un pays où la primauté du droit est respectée. Mes parents ont quitté l'Europe d'après-guerre pour s'installer au Canada parce qu'ils fuyaient des régimes fascistes et une dictature répressive. Ils étaient littéralement à la recherche d'un pays libre leur offrant des chances à saisir. Le Canada incarne ces valeurs.

Le contenu du discours du Trône m'a rappelé pourquoi mes parents ont immigré au Canada il y a de nombreuses années: le Canada a ce dont le monde a besoin et des valeurs que le monde respecte. Il est de notre devoir de protéger une société juste et une démocratie libre, où les manifestations pacifiques sont possibles et où les droits individuels sont défendus. Cet engagement implique de nous tenir aux côtés de nos alliés, comme l'OTAN, afin d'assurer la paix et la sécurité au pays et à l'étranger. Il nous faut demeurer vigilants afin de protéger notre pays et les principes auxquels nous adhérons.

En conclusion, la voie à suivre n'est pas sans difficulté, mais la direction à prendre est claire. Le discours du Trône trace une nouvelle voie ambitieuse et réalisable. Nous savons que l'économie n'est véritablement forte que lorsqu'elle profite à tous. Le plan audacieux qui a été présenté permettra de bâtir la plus forte économie du G7. Comme l'a dit Sa Majesté, le Canada va non seulement surmonter les guerres commerciales, mais en émerger plus fort que jamais. Les Canadiens peuvent être assurés que le nouveau gouvernement protégera les programmes sociaux, renforcera la culture et l'identité canadiennes, créera de meilleurs emplois et rendra la vie plus abordable pour tous.

Je continuerai à travailler chaque jour pour défendre les intérêts de mes concitoyens de Mississauga—Lakeshore et les valeurs qui nous sont chères. Ensemble, nous bâtirons un Canada plus fort, plus juste et plus uni.

• (1725)

Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Monsieur le Président, permettez-moi de souhaiter la bienvenue à mon nouveau collègue à la Chambre des communes. C'est toujours un plaisir de prononcer un premier discours dans cette enceinte. Désolé, je n'avais pas reconnu le député. Je pensais qu'il s'agissait du frère jumeau du député qui occupait ce siège avant lui, celui qui a dit exactement le contraire lors de la législature précédente, lorsque la dette du pays a grimpé à 1,3 billion de dollars, avec 56 milliards de dollars par année uniquement en paiements d'intérêts sur la dette. On dirait que les députés d'en face ont changé leur façon de penser du jour au lendemain.

La question que je pose au député est très précise. Dans le cadre du nouveau système comptable proposé par le premier ministre, qui prévoit de placer les infrastructures et immobilisations dans une catégorie distincte des dépenses de fonctionnement, quelle sera l'augmentation ou la réduction de la dette? Combien le gouvernement du Canada paiera-t-il de plus ou de moins en intérêts sur la dette?

Charles Sousa: Monsieur le Président, soyons clairs. Nous nous efforçons d'équilibrer le budget de fonctionnement. C'est ce que nous avons fait. Je l'ai fait pour six budgets quand j'étais ministre des Finances de l'Ontario. Nous avons équilibré les comptes. Nous avons profité de taux d'intérêt peu élevés pour investir dans des projets d'infrastructure. Nous avons encouragé les investissements étrangers directs et les partenariats avec le secteur privé pour permettre la concrétisation de certains de ces programmes d'infrastructure et favoriser la croissance de l'économie. C'est ainsi que nous avons pu non seulement recevoir plus de fonds, plus de recettes, mais aussi contrôler efficacement les dépenses en étant plus concurrentiels tout au long du processus. C'est ainsi que nous avons atteint l'équilibre, et je crois que c'est exactement de cette manière que nous devrions procéder au cours de cette législature.

L'Adresse

• (1730)

[Français]

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lis-tuguj, BQ): Monsieur le Président, mon collègue parle d'économie. Hier, l'Assemblée nationale du Québec a adopté à l'unanimité une motion rappelant à VIA Rail que les liaisons régionales sont au cœur de son mandat, que la liaison entre Matapédia et Gaspé est absolument essentielle et demandant à VIA Rail de rétablir le service de train de passagers dès que le rail sera fonctionnel au cours des prochaines semaines.

Dans le discours du Trône, ce gouvernement parle de créer la meilleure économie du G7. Cela commencerait, il me semble, par un service de transport de train de passagers adéquat jusqu'en Gaspésie.

Est-ce que mon collègue peut me dire quand le gouvernement libéral va écouter le Québec et la Gaspésie et faire pression sur VIA Rail pour que le service de train de passagers débute dans les plus brefs délais?

Charles Sousa: Monsieur le Président, je remercie le député de sa question.

[Traduction]

Il est essentiel d'investir dans les infrastructures, qu'il s'agisse de celles de VIA Rail ou des trains à grande vitesse dans le corridor proposé, de Windsor jusqu'à Québec, afin de favoriser la concurrence.

À mon avis, ce que nous mettons en évidence, c'est aussi le fait que la situation actuelle est inefficace et non viable. Voilà pourquoi nous devons attirer davantage d'investissements et conclure des partenariats public-privé, afin de garantir la faisabilité de ces investissements, d'être concurrentiels et de répondre aux besoins de la collectivité, y compris ceux de la Gaspésie.

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'ai un immense respect pour le député, car il apporte beaucoup de connaissances sur l'Ontario. Je crois qu'il comprend à quel point le gouvernement fédéral doit collaborer avec les provinces, les territoires et les communautés autochtones pour accroître la force économique d'un Canada uni, force dont toutes les régions bénéficieront.

Je me demande s'il pourrait nous en dire davantage sur l'esprit de coopération, le fait de travailler ensemble selon une approche « Équipe Canada » et les avantages économiques qui en découlent.

Charles Sousa: Monsieur le Président, il est essentiel qu'il existe des partenariats dans tout ce que nous entreprenons, sur le plan économique comme social. Ces partenariats avec l'industrie, les autres pouvoirs publics et les communautés autochtones sont essentiels, car c'est cette coopération qui nous permet de réussir. Nous avons été en mesure de mener certaines activités de ce genre, qui contribuent à renforcer le pays.

Plus important encore, les Canadiens souhaitent que nous le fassions et il y a un incitatif en ce sens. Les obstacles commerciaux entre les provinces doivent être éliminés. Nous devons exploiter les gisements minéraux qui existent si nous voulons prospérer. Le travail en partenariat est nécessaire, et c'est aussi ce qu'ils souhaitent.

L'Adresse

[Français]

Claude DeBellefeuille (Beauharnois—Salaberry—Soulanges—Huntingdon, BQ): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec la formidable députée de Shefford.

Avant de commencer ma réplique au discours du Trône, je voudrais remercier chaleureusement et sincèrement les électeurs de Beauharnois—Salaberry—Soulanges—Huntingdon de leur confiance renouvelée. Je commence mon cinquième mandat avec le même enthousiasme, le même désir de servir mes concitoyens et mes concitoyennes et, je dirais, la même force pour défendre les intérêts de ma circonscription, mais aussi ceux du Québec. Je ne peux pas terminer mes remerciements sans mentionner que, dans le cadre d'une élection, il y a une grande équipe de bénévoles qui s'agit. Je veux donc remercier l'ensemble de mes bénévoles qui, grâce à leur engagement sans faille, ont fait du 28 avril dernier une victoire pour le Bloc québécois. Pour ma part, j'ai obtenu un cinquième mandat et je voudrais remercier mes bénévoles du fond du cœur.

Dans le discours du Trône, on parle de beaucoup de choses de manière assez vague et non détaillée, mais je voudrais parler de ce qu'on n'y retrouve pas. On va peut-être reconnaître ma fibre de travailleuse sociale parce que je vais parler des grands oubliés du discours du Trône.

Pour moi, cela commence par les aînés. Dans le discours du Trône, on ne parle pas des aînés et de la diminution de leur pouvoir d'achat qui s'accroît. On ne parle pas du tout de la mise en place d'incitatifs fiscaux pour leur permettre de travailler et d'améliorer leurs conditions de vie. On ne parle pas du tout de la discrimination à l'égard des aînés de 65 ans à 74 ans en ce qui concerne la pension de la Sécurité de la vieillesse. On ne parle pas de mettre fin à la discrimination et aux deux classes d'aînés créées par le gouvernement précédent.

Il n'y a rien du tout pour nos aînés, même pas pour les aînés les plus vulnérables qui n'ont pas eu le privilège de cotiser à un régime de retraite privé, qui n'ont pas eu non plus la possibilité de faire des économies, mais qui ont travaillé fort toute leur vie, et ce, jusqu'à 65 ans. Aujourd'hui, ils peinent à joindre les deux bouts. Au moment où on se parle, avec l'augmentation du prix du panier d'épicerie et des logements, il y a des aînés qui vivent dans une grande précarité. Toutefois, dans le discours du Trône, on ne parle pas des aînés. Il n'y a rien à ce sujet.

On ne parle pas non plus de l'assurance-emploi. Depuis 2015, les libéraux promettent une réforme importante du programme d'assurance-emploi, un programme désuet qui doit être modernisé parce qu'il n'est pas adapté aux nouvelles réalités du marché du travail. C'est un programme qui discrimine les femmes enceintes. En effet, les femmes en congé de maternité qui perdent leur emploi pendant ou après leur congé de maternité n'ont pas droit aux prestations d'assurance-emploi, car elles n'ont pas accumulé les heures de travail nécessaires pour recevoir les prestations. Cette discrimination incompréhensible est connue et documentée, mais il n'y a rien à ce sujet dans le discours du Trône.

Il n'y a rien non plus pour les travailleurs malades. Les travailleurs qui sont par exemple atteints d'un cancer colorectal savent qu'il leur faudra environ 37 semaines pour combattre leur cancer et retrouver la santé. Il n'y a rien pour eux, puisqu'on garde à 26 semaines seulement les prestations de maladie de l'assurance-emploi. Combien de travailleurs qui ont travaillé toute leur vie et qui n'ont jamais encaissé un seul chèque d'assurance-emploi, mais qui, mal-

heureusement, ont une maladie importante et doivent prendre congé pour se soigner, devront s'endetter pour terminer leur congé? Ils n'ont pas de REER, ils n'ont pas d'économies, mais ils doivent continuer de payer leur loyer et leur épicerie. Ces travailleurs âgés qui ont travaillé toute leur vie se sentent abandonnés.

En lisant le discours du Trône, on constate que le gouvernement libéral n'a aucune intention de bonifier l'assurance-emploi par la mise en place de mesures particulières afin d'aider les travailleurs qui sont en difficulté ou qui pourraient subir les contrecoups de la politique économique hostile des États-Unis. Il n'y a pas un mot sur les travailleurs dont la vie sera touchée par la crise tarifaire que nous vivons avec les États-Unis. Ce sont les grands oubliés.

● (1735)

On parle aussi très peu de logement. Je vais donner quelques informations qui sont un peu plus particulières au Québec. Au Québec, nous avons la Société d'habitation du Québec, ou SHQ. La SHQ a la responsabilité de mettre en œuvre des programmes et des services à la population en matière d'habitation. On y a développé une expertise. Cette société d'État a comme mission d'aider au paiement du loyer, de soutenir la rénovation et l'adaptation des domiciles. Elle crée des programmes pour que les gens puissent avoir accès à la propriété. Comme partenaire de la SHQ, il y a la Société canadienne d'hypothèques et de logement, ou SCHL.

Par une entente financière, la SCHL permet à la SHQ de bonifier ses programmes et d'être partenaire avec les municipalités pour développer une offre de logement qui correspond bien à la réalité québécoise. Entre autres, au Québec, nous avons un modèle d'habitation particulier. Nous avons des coopératives d'habitation. Nous avons des organismes à but non lucratif qui achètent des bâtiments qui logent souvent des clientèles ayant des besoins particuliers. Nous avons des habitations à loyer modique, ou HLM. On parle ici de logement social et de logement abordable.

Par exemple, dans ma circonscription, chaque municipalité régionale de comté, ou MRC, s'est créé un organisme sans but lucratif pour créer du logement abordable, soit en achetant des immeubles à logement, les retirant ainsi du marché spéculatif, soit en bâtissant des logements abordables. Je vais le dire, ça marche. Je voudrais féliciter l'organisme Toit d'Abord Habitations abordables Vaudreuil-Soulanges. Récemment mis sur pied, cet organisme va créer du logement pour 12 familles. Il s'agit d'une construction neuve de neuf logements de deux chambres à coucher, des quatre et demi. Ce sont des logements pour des familles à faible revenu, qui consacrent plus de 30 % de leur revenu au logement.

J'en parle en détail, parce que, dans le discours du Trône, on n'a pas l'air de comprendre, du côté du gouvernement, que le Québec a un modèle. Nous avons une manière de faire. Nous avons des solutions sur lesquelles nous agissons déjà pour rendre le logement plus abordable. Ce que nous voulons, au fond, c'est que le gouvernement ne se mette pas à jouer au promoteur immobilier en empiétant sur les champs de compétence du Québec et des municipalités en voulant intervenir, par exemple, dans l'aménagement du territoire ou dans l'urbanisme.

Nous pensons que le travail du gouvernement fédéral est d'être capable de transférer les sommes nécessaires au Québec pour qu'il puisse, lui, administrer des programmes qui conviennent à ses besoins et aux besoins des citoyens et des citoyennes du Québec. L'organisme Maisons Canada, qui est mentionné dans le discours du Trône, nous ne trouvons pas que c'est une bonne idée. Nous pensons que le temps est venu de bonifier et d'optimiser les programmes présents, de laisser la bureaucratie de côté et de faire confiance aux provinces et aux municipalités dans leur capacité de développer une offre de logement qui correspond à leurs besoins.

Évidemment, il y aurait encore beaucoup de choses à dire. Comme je suis porte-parole en matière de sécurité publique et de protection civile, je tiens à dire que j'ai eu une grande déception quand j'ai lu qu'il n'y avait aucune somme promise pour l'embauche d'agents de services frontaliers. On sait que la sécurité des frontières est importante. L'ancien gouvernement avait promis le budget nécessaire pour l'embauche de 1 000 agents de services frontaliers, même si on savait qu'il en fallait 3 000. Là, tout d'un coup, cette promesse disparaît. Dans un contexte de rareté de ressources, si on n'embauche pas assez d'agents de services frontaliers, peut-on au moins leur donner le pouvoir d'intercepter un migrant qui passerait illégalement la frontière, de l'arrêter et de téléphoner à la GRC? Ce n'est pas possible, actuellement. Ce que nous demandons, du côté du Bloc québécois, c'est de rendre cette chose possible dans ce contexte de rareté de ressources et d'importance de sécurité de la frontière.

En terminant, je veux dire qu'un discours du Trône énonce de grands principes et de grandes idées, mais que le diable se cache dans les détails. Nous avons donc vraiment hâte de connaître les détails.

• (1740)

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Monsieur le Président, je félicite ma collègue de Beauharnois—Salaberry—Soulanges—Huntingdon pour sa réélection. J'aimerais lui rappeler que le gouvernement libéral a démontré son engagement envers les aînés en augmentant notamment la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les 75 ans et plus, en investissant dans les soins à domicile et en aidant à rendre les médicaments plus abordables. Notre gouvernement a aussi déployé le régime de soins dentaires pour l'ensemble des aînés et maintenant pour l'ensemble de la population canadienne. Peut-être que si ma collègue avait écouté le discours du Trône, elle pourrait reconnaître que l'abordabilité est une des priorités.

Est-ce que ma collègue compte appuyer les initiatives du gouvernement pour soutenir les aînés et l'abordabilité?

Claude DeBellefeuille: Monsieur le Président, je veux juste rappeler à ma collègue que j'en suis à mon cinquième mandat. Je pense qu'il y a une leçon qu'il faut tirer, c'est qu'il faut faire attention quand on pose des questions. L'arrogance, c'est quelque chose qui n'est jamais bienvenu.

Cela dit, moi, je suis ancrée dans ma circonscription. Les aînés de 65 ans jusqu'à 74 ans n'ont pas eu d'augmentation. C'est vrai qu'ils peuvent recevoir des soins dentaires, mais ce n'est pas ça qui paie le loyer et le panier d'épicerie. Dans ma circonscription, qui compte 20 % de personnes de 65 ans et plus, sur le terrain, tous les jours, on me demande comment faire pour y arriver quand on a juste une pension de la Sécurité de la vieillesse et la Régie des rentes du Québec. C'est vrai que ces gens peuvent aller se faire nettoyer les dents et avoir un plombage, mais qui va payer leur loyer et

L'Adresse

leurs médicaments? Ils ont besoin de cette augmentation, qui n'est pas venue, et ils se sentent discriminés en tant qu'aînés.

• (1745)

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'ai mentionné aujourd'hui les remarques du premier ministre sur le discours du Trône. J'ai dit que je croyais que c'était un signal très encourageant pour les Canadiens, un message d'espoir. Nous examinons les nombreux moyens de bâtir un pays plus fort et plus sain. Pour ce faire, nous devons collaborer avec toutes les entités au Canada: les gouvernements provinciaux, les gouvernements territoriaux et les communautés autochtones.

La députée peut-elle nous faire part de ses réflexions sur la façon dont une collaboration accrue avec tous les différents intervenants peut avantager tous les Canadiens? N'est-ce pas dans l'intérêt de tous?

[Français]

Claude DeBellefeuille: Monsieur le Président, c'est une bonne question.

Moi, je crois fondamentalement à la collaboration, mais dans le respect de ce que nous sommes. La collaboration, ce n'est pas de dire qu'on a une bonne idée et que ceux qui ne la trouvent pas bonne ne collaborent pas. La collaboration inclut une discussion, une négociation et le respect.

Quand je regarde le discours du Trône, je n'ai pas l'impression ni le sentiment qu'on est dans une vague de collaboration; j'ai plutôt le sentiment qu'on veut m'imposer des choses qui ne me ressemblent pas.

[Traduction]

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je souhaite revenir sur quelque chose dont ma collègue a parlé, c'est-à-dire les aînés. Nous savons à quel point les aînés sont actuellement vulnérables sur bien des fronts, surtout en ce qui concerne le coût de la vie.

Au cours de la dernière année et quand j'ai fait du porte-à-porte pendant la campagne électorale, il y a une chose qu'on m'a mentionnée et dont je n'avais jamais entendu parler avant: la multiplication des cas de fraude. L'un de mes concitoyens m'a confié avoir perdu 150 000 \$ à cause d'une fraude bancaire. Cet homme a dû renoncer à sa retraite et retourner travailler. Une autre personne, que j'ai rencontrée à la piscine, a perdu 20 000 \$.

Ma collègue sait qu'un rapport a été déposé au comité de la sécurité publique, mais qu'on n'a encore rien fait pour demander des comptes aux institutions financières et pour veiller à ce que le CRTC et les entreprises de communication s'acquittent de leurs responsabilités. Il s'agit peut-être d'une question non partisane derrière laquelle nous pourrions nous unir à la défense de nos concitoyens.

Ma collègue convient-elle que le gouvernement doit intervenir sans tarder afin de protéger les aînés en particulier, puisqu'ils sont vulnérables à la fraude? Remarque-t-elle également une augmentation des cas de fraude dans sa collectivité et sa circonscription?

L'Adresse

[Français]

Claude DeBellefeuille: Monsieur le Président, effectivement, les aînés au Québec et dans les autres provinces canadiennes sont victimes de plus en plus d'arnaques financières, mais aussi amoureuses. Il est noté qu'il y a une espèce de vide où personne ne se sent responsable de poursuivre ceux qui arnaquent les aînés.

Comme mon collègue, je crois qu'il y a un resserrement à faire et à discuter. Je pense que le gouvernement a une belle occasion pour intervenir à ce chapitre.

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, visiblement, ma collègue de Beauharnois—Salaberry—Soulanges—Huntingdon et moi avons communiqué par télépathie. Ça paraît que nous collaborons sur certains dossiers.

Puisqu'il s'agit de mon premier discours depuis l'élection, je tiens d'abord à remercier les électeurs de Shefford de ce troisième mandat, de leur confiance renouvelée. Je l'entame avec beaucoup d'humilité. Cette nouvelle législature démarre sur les chapeaux de roue après une campagne électorale courte et un retour rapide à la Chambre. Je remercie d'ailleurs les bénévoles qui se sont investis dans ma campagne électorale, ainsi que mon équipe qui m'a aidée pour ce retour rapide à la Chambre. Il a fallu se relever les manches rapidement dès le lendemain de l'élection et se mettre au travail.

La lecture du discours du Trône a eu lieu le mardi 27 mai dernier et elle a été faite par le roi d'Angleterre. Nous pourrions discuter de la forme et du fond du discours, mais j'aimerais aussi prendre le temps de souligner ce qui ne s'y retrouve pas. Je parlerai de tout cela au cours des prochaines minutes.

Tout d'abord, en ce qui a trait à la forme, la lecture du discours du Trône par Charles III est pour le moins déplorable. Cela rappelle une lourde histoire pour le Québec, qui n'a d'ailleurs jamais signé la Constitution, et, pour les peuples acadiens et autochtones, le symbole de la monarchie est lourd. De toute façon, je n'ai pas besoin de m'attarder davantage sur la forme, puisque la motion adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale du Québec parle d'elle-même. Les élus de l'Assemblée nationale ne veulent rien savoir de la monarchie. Durant la visite royale, ils ont même adopté à l'unanimité une motion qui demandait d'abolir le lien entre l'État du Québec et la monarchie britannique. Les élus de l'Assemblée nationale du Québec ont envoyé un message très clair au roi Charles III avec 106 voix pour et 0 contre.

Voilà pour ce qui est de la forme. Attardons-nous maintenant au fond. Même si on dit que les écrits restent, il faudra voir de quelle manière ce nouveau gouvernement passera de la parole aux actes. D'abord, sans dépôt de budget, comment peut-il nous expliquer son plan de limiter la croissance du budget de fonctionnement à moins de 2 %, tout en maintenant les transferts fédéraux? Comment va-t-il équilibrer le budget de fonctionnement au cours des trois prochaines années tout en réduisant les impôts de ce qu'il nomme la classe moyenne? Comment réussira-t-il à respecter les compétences du Québec tout en parlant d'entente avec les provinces intéressées afin d'atteindre l'objectif d'« un projet, une évaluation » et en créant le Bureau de gestion des grands projets? Nous nous posons toutes ces questions.

Je souhaiterais à présent prendre un moment pour aborder les dossiers dont j'ai la responsabilité à titre de porte-parole.

Outre un court passage sur la révocation des permis d'armes à feu aux personnes reconnues coupables de violence contre un parte-

naire intime, rien n'est prévu pour améliorer la sécurité des femmes, autant dans la sphère publique que privée, ni pour enrayer le fléau de la violence conjugale et du contrôle coercitif. Il n'y a rien sur la montée du discours haineux, masculiniste et homophobe. De notre côté, pour répondre aux demandes entendues par les groupes de femmes en comité, nous souhaitons encadrer le recours à l'arrêt Jordan. Le discours du Trône passe complètement à côté des questions urgentes liées à la sécurité des femmes, et, encore plus troublant, le gouvernement reste totalement silencieux devant la montée inquiétante de l'intolérance portée par certains mouvements masculinistes et homophobes. Alors que ces discours de haine se répandent de plus en plus en ligne et dans l'espace public, aucune mesure n'est annoncée pour contrer cette radicalisation. Ce silence est lourd de conséquences. Il banalise la haine et expose davantage les femmes et les personnes LGBTQ+ à la violence, à l'intimidation, à l'exclusion. Il démontre une fois de plus que les enjeux de justice sociale et de sécurité pour tous ne figurent pas dans les priorités réelles du gouvernement. Le Bloc québécois refuse de rester les bras croisés devant une telle inaction et nous exigeons des mesures concrètes et immédiates parce que les femmes et les communautés marginalisées attendent. Ce ne sont pas des mots qu'elles attendent, ce sont des actions. Le Bloc québécois veut donc porter leur voix avec force, parce qu'ignorer la violence, c'est y contribuer.

Il y a un autre dossier sur lequel le Bloc québécois travaille depuis de nombreuses années: celui du pouvoir d'achat des aînés. Le pouvoir d'achat décroissant des aînés n'est pas mentionné dans le discours du Trône, comme l'a souligné ma collègue. Nous pouvons conclure que le gouvernement ne prévoit pas agir à cet égard à court ou à moyen terme. C'est la démonstration frappante d'une déconnexion d'avec les réalités vécues par les aînés et par les populations des régions du Québec. Une fois de plus, Ottawa a passé sous silence des questions cruciales qui touchent directement nos communautés. Alors que le pouvoir d'achat décroissant des aînés reste un problème criant, des organismes comme la FADOQ et l'AQDR me l'ont rappelé avant, pendant, et même après la campagne électorale. Il est notable que ce sujet essentiel ne soit même pas abordé dans le discours du Trône. Nous pouvons aisément en déduire que le gouvernement ne prévoit pas agir dans ce dossier ni à court ni à moyen terme, laissant tous les aînés ayant peine à joindre les deux bouts dans une situation précaire. Le Bloc québécois refuse cette inaction et vise à hausser de 10 % la pension de la Sécurité de la vieillesse des personnes âgées de 65 à 74 ans afin d'éliminer la discrimination imposée par la séparation injustifiée des deux classes d'aînés.

● (1750)

Comme on l'a constaté durant la campagne électorale à Victoriaville, le gouvernement a choisi d'ignorer les besoins criants en matière de logement pour personnes âgées, notamment en région, alors que les résidences de moins de 50 logements sont exclues de l'assurance prêt hypothécaire de la SCHL. On doit adapter les programmes à la réalité des régions et investir dans la rénovation des résidences pour permettre aux aînés de vieillir dans la dignité, chez eux, dans leur communauté.

Ce discours du Trône aurait aussi pu être l'occasion pour le gouvernement fédéral de démontrer qu'il comprend les besoins des Québécois. Au lieu de cela, nous avons eu droit à une suite de promesses vagues, sans vision, sans action concrète pour les aînés. Le Bloc québécois veut continuer à défendre ces enjeux avec force et conviction parce que les aînés méritent bien plus qu'un discours. Ils méritent des gestes réels et courageux.

L'Adresse

Revenons à l'économie. Comme l'a dit ma collègue, à l'instar du gouvernement précédent, le gouvernement libéral ne prévoit pas bonifier l'assurance-emploi afin d'aider les travailleurs en difficulté ou qui pourraient subir les contrecoups de la politique économique hostile des États-Unis. C'est frappant parce que cette question a monopolisé la campagne électorale avec les menaces économiques du président américain. De plus, cette loi est antiféministe. Elle aurait entre autres besoin d'être réformée.

En matière d'immigration, le discours n'innove pas. Il reprend la tangente de son prédécesseur, qui a saccagé le système d'immigration en s'inspirant de la *Century Initiative*, dont l'objectif était d'atteindre 100 millions de Canadiens en 2 100. Ensuite, on a décidé de limiter l'immigration temporaire et permanente en prenant les mêmes mesures d'un océan à l'autre. En faisant cela, le gouvernement fédéral nuit à l'économie de nos régions et des entreprises de Shefford sont menacées. J'ai justement reçu aujourd'hui une lettre à ce sujet de la part d'une entreprise de chez nous, Cordé Électrique. Je l'ai transmise à notre collègue porte-parole dans ce dossier.

Le Bloc québécois rappelle que les restrictions imposées aux travailleurs étrangers temporaires sont inadéquates, notamment pour les agriculteurs et les industries agroalimentaires. C'est crucial. Ma circonscription, Shefford, compte plusieurs de ces industries et le seuil de 20 % pour ces secteurs menace notre souveraineté alimentaire. De plus, cela menace nos économies régionales. Le gouvernement canadien doit entamer des discussions avec le gouvernement du Québec pour que ces diminutions ne se fassent pas au détriment des industries et des universités régionales.

Le plan en matière de logement est une priorité pour Granby. Je vais essayer d'aborder rapidement le sujet. La création de Maisons Canada témoigne d'un désir flagrant de centraliser les pouvoirs et elle vise à imposer une vision pancanadienne du logement et de l'habitation au détriment de l'expertise et de l'autonomie du Québec et des municipalités en matière d'aménagement du territoire, de zonage et d'urbanisme. On voit que les libéraux s'inspirent aussi de la stratégie conservatrice, qui tentait d'imposer des normes aux municipalités, aux gouvernements du Québec et des provinces, alors que cela ne relève pas de la compétence du fédéral.

Je pourrais dire qu'on essaie de créer une stratégie unique, un seul marché du logement au lieu de 13. D'ailleurs, quand on parle d'une seule économie et non 13, on fait preuve d'une méconnaissance du Québec et des provinces. Une autre motion de l'Assemblée nationale dénonce d'ailleurs ce concept d'une seule économie, alors que le Québec a son système de PME. C'est un système qui lui est propre, et il demande à le défendre.

Il faut laisser travailler les villes, qui connaissent leurs besoins en matière de zonage et leurs besoins en matière de logement. La situation actuelle est vraiment importante pour elles.

Sur le plan des valeurs québécoises, le gouvernement veut protéger les droits et les libertés que la Charte canadienne des droits et libertés garantit à l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes. Qu'est-ce qu'il veut faire ici? Il veut poursuivre son opposition à la loi 21 sur la laïcité et à la loi 96 sur la langue. Ce discours va aussi à l'encontre des valeurs du Québec.

En matière d'environnement, le discours affirme que l'élimination d'obstacles devra permettre de bâtir une stratégie industrielle, de faire du Canada une superpuissance énergétique et de lutter en même temps contre les changements climatiques. On se demande ce qui va arriver. Quel va être le rôle du bureau des grands projets

fédéraux par rapport à l'Agence d'évaluation d'impact du Canada? Est-ce que cela veut dire que, désormais, sa mission sera d'approuver des projets, et non de faire une évaluation scientifique? Il y a une croissance de l'utilisation des sables bitumineux et Canada est le quatrième producteur mondial de gaz. Le pays est déjà une superpuissance énergétique. Que veut-on de plus?

Dernièrement, on souhaite réitérer la souveraineté canadienne en faisant venir à forts coûts un souverain étranger pour nous rappeler que nous ne sommes pas souverains chez nous. En même temps, l'ambassadeur américain dit que finalement il n'y aura pas de 51^e État. Tout cela est finalement une belle occasion manquée, c'est une crise qui a été créée. On voit que toute crise est une occasion pour le régime fédéral de piler sur les champs de compétence et d'essayer de mettre à genou le Québec et les provinces.

De notre côté, nous allons nous tenir debout. C'est d'ailleurs pour cela que, ce matin, le Bloc québécois a décidé de remplir ses promesses électorales. Je tiens à souligner le dépôt du projet de loi du Bloc québécois qui vise à protéger intégralement la gestion de l'offre. C'est un autre sujet qui est cher aux producteurs agricoles de chez nous.

• (1755)

Madeleine Chenette (Thérèse-De Blainville, Lib.): Monsieur le Président, ma collègue a vraiment soulevé plusieurs points en lien avec le discours du Trône. Je tiens à lui assurer que, dans ce discours, il y a résolument une vision. Il y a vraiment des priorités qui sont clairement établies.

J'entends ma collègue dire qu'il faut préciser des détails de ce plan d'action. Je veux lui assurer que nous sommes déjà en train de faire des choses. Nos engagements quant à la question de l'abordabilité sont importants pour nos concitoyens. Je l'ai entendu; les préoccupations de nos aînés sont là.

Notre gouvernement veut renforcer une économie canadienne unie sans barrières commerciales interprovinciales. J'insiste là-dessus, parce que les études de l'OCDE sur la revue économique du Canada démontrent très bien qu'il faut abattre nos barrières internes et créer de la synergie au sein du pays. En s'isolant, on ne crée pas de productivité ni de croissance.

Dans ce contexte, je ne comprends pas pourquoi on met l'emphasis sur le fait de s'isoler alors que...

Le vice-président: Je dois laisser le temps à la députée pour répondre aux commentaires qui ont été faits.

La députée de Shefford a la parole.

• (1800)

Andréanne Larouche: Monsieur le Président, pour la question des barrières entre les provinces, il y a certains sujets, notamment la main-d'œuvre, qui relèvent de Québec. Ce que nous disons, c'est que ça va être moins simple sur certains sujets, parce qu'il faudra s'entendre avec le Québec et les provinces.

Pour terminer, au-delà de ces barrières, ce n'est pas moi qui dénonce le fait d'avoir une économie, un système; c'est l'Assemblée nationale. J'y reviens parce que ses membres ont leur droit. Ils ont déposé une motion à l'unanimité. Au Québec, nous avons notre propre système économique, avec nos petites et moyennes entreprises. Nous voulons continuer à le défendre.

*L'Adresse**[Traduction]*

Costas Menegakis (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, comme on le sait, le discours du Trône est un plan de l'orientation que le gouvernement souhaite prendre, mais il y a une autre étape après ce discours. La surveillance parlementaire donne l'occasion aux députés des deux côtés de la Chambre d'examiner la façon dont le gouvernement prévoit de mettre en œuvre son programme. Un budget est l'un de ces éléments très importants. Selon moi, il incombe au gouvernement de faire preuve de transparence quant à ce qu'il compte faire. Il est insensé de présenter un budget dans six mois alors qu'on a déjà dépensé l'équivalent de six mois d'argent.

Je me demande si la députée peut nous dire ce qu'elle pense du fait de ne pas avoir l'occasion d'examiner un budget avant l'ajournement des travaux pour les vacances.

[Français]

Andréanne Larouche: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son excellente question qui me permet de revenir sur un enjeu que j'ai mentionné rapidement au début de mon discours.

Dès les premières minutes, j'ai demandé comment on peut promettre des baisses d'impôt sans déposer de budget. Comment peut-on faire des annonces sans déposer de budget? D'ailleurs, durant la campagne électorale, pendant un débat, notre chef et député de Beauce—Chamby a parlé de budget Harry Potter. On invente des chiffres, on fait des annonces, mais on ne propose pas de budget alors qu'on se positionne comme le champion de l'économie qui va être capable de contrôler les dépenses de l'État et d'équilibrer tout ça.

Ça ne fait pas sérieux. C'est un budget Harry Potter. On a besoin d'avoir rapidement les chiffres pour ensuite se donner un plan de match.

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lisieux, BQ): Monsieur le Président, je remercie ma consœur de Shefford de son discours empreint de son désir de justice sociale.

J'aimerais donner à ma consœur un peu de temps pour qu'elle explique en quoi la protection de la gestion de l'offre est si importante pour nous, pour notre agriculture québécoise. Dans sa circonscription comme dans la mienne, il y a des producteurs laitiers qui exploitent des fermes familiales. C'est un système qui fonctionne bien, parce que, présentement, l'agriculture au grand complet vit une crise. Les revenus ne sont pas au rendez-vous. Ceux qui s'en sortent le mieux sont ceux qui sont restés dans l'ancien système, le système de la gestion de l'offre.

J'invite ma consœur à expliquer pourquoi c'est si important dans sa circonscription.

Andréanne Larouche: Monsieur le Président, je ne suis pas la seule à le dire. Les gens de l'Union des producteurs agricoles, notamment ceux de l'UPA de l'Estrie, le disent aussi. Au fil des ans, alors que le gouvernement se targue d'avoir protégé la gestion de l'offre, on a laissé partir des quotas. Les producteurs de lait vont savoir de quoi je parle. Ce sont 18 % des quotas qui se sont perdus au fil des négociations. C'est pour qu'on ne perde pas quota après quota que l'UPA de l'Estrie a dit qu'il fallait un projet de loi pour protéger intégralement la gestion de l'offre.

[Traduction]

Yasir Naqvi (Ottawa Centre, Lib.): Monsieur le Président, c'est un immense honneur pour moi de prendre la parole pour la pre-

mière fois en cette 45^e législature et de m'adresser à mes collègues au sujet du discours du Trône.

Je tiens d'abord à féliciter chacun des députés d'avoir été élu au Parlement du Canada. Il s'agit d'une grande occasion pour nous tous, tant dans notre parcours personnel que dans notre cheminement pour représenter nos familles et nos concitoyens. Je tiens en particulier à féliciter très sincèrement tous les nouveaux députés qui se joignent à nous. Quelle occasion remarquable de servir la population et, surtout, le pays.

Je m'en voudrais, alors que j'ai la parole devant tous les députés, de ne pas exprimer d'emblée quelques remerciements. Je vais commencer par ma famille. Je tiens à remercier ma conjointe, Andrea Dicks, de son appui remarquable. Comme bien des conjointes, c'est bien connu, elle m'a toujours épaulé. Elle s'est occupée des enfants afin que je puisse passer cinq ou six semaines à faire du porte-à-porte, jour après jour, pour rencontrer mes concitoyens. Nous ne pourrions pas faire ce travail sans l'appui de nos familles ou, en ce qui me concerne, d'Andrea.

Je tiens à remercier mes deux enfants. Rafi a eu 13 ans la veille des élections, le 27 avril. Il craignait de ne pas avoir de souper d'anniversaire. Nous avons veillé à ce que ce souper ait lieu après que je l'ai amené faire du porte-à-porte avec moi. Il a été formidable pendant la campagne électorale. Il a frappé à beaucoup de portes et il a également amené certains de ses amis. Ma fille, Elliana, qui a 9 ans, est également venue faire du porte-à-porte avec moi à plusieurs reprises. Ce fut une expérience assez intéressante, car mes enfants sont maintenant assez vieux pour y participer. C'était amusant. J'ai pu passer du temps avec eux.

Bien sûr, je tiens à remercier mes parents, mon père, que j'appelle papa, et ma mère, Ammi, pour tout leur soutien et pour avoir toujours été là pour moi. Je leur suis reconnaissant des possibilités qu'ils m'ont offertes.

Les campagnes électorales ne sont rien sans les bénévoles. Nous le savons tous, et ma campagne n'a pas fait exception. Des centaines de bénévoles sont venus m'appuyer pour cette campagne. Ce sont des voisins, des amis, des collègues et des membres de la collectivité qui sont venus, jour après jour, parce qu'ils étaient enthousiastes à l'idée de bâtir un Canada fort. Ils voyaient vraiment le Parti libéral et le premier ministre, le député de Nepean, comme les leaders qui peuvent véritablement diriger le Canada dans le prochain chapitre de sa croissance pour veiller à ce que notre pays et notre économie soient forts, mais surtout, pour veiller à ce que notre pays soit indépendant. J'y reviendrai dans quelques instants.

Je tiens à remercier le personnel de mon bureau, qui a travaillé très bien et très fort en prévision des élections et entre celles-ci. Je tiens à le remercier de m'avoir fait confiance et de travailler à mes côtés pour servir les résidents d'Ottawa-Centre.

Je tiens surtout à remercier mes concitoyens d'Ottawa-Centre, qui m'ont encore une fois fait confiance en me donnant l'occasion de servir notre collectivité. Ils sont venus par milliers pour voter pour moi. Ils m'ont accueilli sur le pas de leur porte pour avoir des discussions très réfléchies sur les questions de l'heure et sur l'orientation que notre pays doit prendre.

Mes concitoyens m'ont toujours beaucoup apporté depuis 2007, année où je me suis présenté pour la première fois aux élections provinciales. Les dernières élections étaient mes sixièmes, et c'est la cinquième fois que j'ai l'occasion de représenter les résidents d'Ottawa-Centre. Leur confiance, leur sagesse et leur désir de faire de moi leur porte-parole m'inspirent une grande humilité. Je les honorerai chaque jour.

Selon moi, les dernières élections ont été différentes de toutes celles auxquelles j'ai participé, que ce soit en tant que bénévole ou en tant que candidat. Ces élections portaient vraiment sur l'avenir de notre pays et sur la direction que nous voulons prendre pour bâtir un pays fort et indépendant, tant sur le plan politique, en ce qui concerne notre souveraineté, que sur le plan économique, à savoir le type d'économie que nous bâtirons. C'est de cela que j'ai parlé avec mes concitoyens.

● (1805)

Ce fut un moment historique, notre souverain, le roi, ayant prononcé lui-même le discours. J'ai eu la chance, comme beaucoup de mes collègues, d'être près de la barre du Sénat pour écouter le discours. Deux passages de ce discours m'ont particulièrement marqué, car ils faisaient directement écho aux conversations que j'avais eues avec mes concitoyens pendant la campagne électorale.

Le premier passage était au début du discours. Il disait: « La démocratie, le pluralisme, la primauté du droit, l'autodétermination et la liberté sont des valeurs chères aux yeux des Canadiens et des Canadiennes, des valeurs que le gouvernement est déterminé à protéger. » La démocratie, le pluralisme, la primauté du droit, l'autodétermination et la liberté sont les valeurs qui, nous en convenons tous, définissent notre identité en tant que Canadiens.

Ce passage m'a particulièrement marqué, car il m'a rappelé mes origines, la façon dont je suis arrivé au Canada. Je ne suis pas né ici. Certains députés le savent déjà. J'avais 15 ans à mon arrivée. Mes deux parents étaient avocats, mais ils n'ont pas pu exercer leur profession au Canada, car leurs diplômes n'étaient pas reconnus. Comme beaucoup de familles immigrantes, ils ont acheté une petite entreprise, un motel à Niagara Falls, en Ontario. La récession a frappé et nous avons tout perdu. Ma famille de cinq personnes a emménagé dans un petit appartement de deux chambres. Ma mère et mon père ont pris une chambre, ma sœur a pris l'autre et les garçons ont pris le salon. Mon frère, qui était plus âgé que moi, dormait sur le canapé. Je dormais par terre. Tous les jours, ma famille travaillait extrêmement dur. Nous avions notre communauté et nous étions fiers de faire partie d'une nouvelle société, d'un nouveau pays. Les possibilités qui nous ont été offertes, même si nous n'étions pas Canadiens à l'époque, nous ont permis de réussir.

Le point le plus important, toutefois, c'est la raison pour laquelle nous sommes venus au Canada. Mes deux parents participaient au mouvement prodémocratie dans le pays où je suis né. Mon père a d'ailleurs été emprisonné pour avoir mené une marche pour la démocratie. Il a été condamné à neuf mois de prison en tant que prisonnier politique. J'avais 10 ans à l'époque. Ces moments, inscrits dans mes souvenirs, ont contribué à définir la personne que je suis aujourd'hui. Par conséquent, lorsque je vois des mots comme « démocratie », « pluralisme », « primauté du droit », « autodétermination » et « liberté », ils représentent ce que le Canada m'a donné.

Mon histoire n'est pas unique. C'est l'histoire de beaucoup de Canadiens de différentes générations qui ont choisi de faire partie de ce pays et qui travaillent dur pour y contribuer. Les mots que j'ai

mentionnés sont des valeurs qui nous définissent et que nous honorons. J'ai été emballé et ravi de les entendre dans le discours du Trône.

Le deuxième passage qui m'a frappé était à la fin du discours du Trône, et je pense que tout le monde l'a remarqué. C'est lorsque le roi a dit: « [C]omme nous le rappelle l'hymne national, le Grand Nord est en effet fort et libre! »

Des voix: Oh, oh!

Yasir Naqvi: Monsieur le Président, j'adore entendre mes collègues d'en face chahuter, car c'est ce qu'ils font tout le temps.

Oui, le Grand Nord sera toujours fort et libre.

Il s'agit des conversations les plus importantes que j'ai eues avec mes concitoyens lors de la campagne électorale. Je peux affirmer que près de 90 % des conversations portaient sur l'anxiété et la peur que les gens éprouvent à l'égard de l'avenir du Canada. Je voulais qu'ils sachent que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir au Parlement pour défendre les intérêts du Canada. Nous veillerons à ce que le Canada demeure un pays fort et indépendant et nous collaborerons pour garantir que le Canada demeurera un symbole d'espoir, un pays qui adhèrera toujours aux valeurs que sont la démocratie, le pluralisme, la primauté du droit, l'autodétermination et la liberté.

● (1810)

Voilà la teneur des conversations que nous avons eues, et je ne les oublierai jamais. Je suis sûr que tous les députés peuvent citer de tels exemples, et je vais vous en donner un rapidement. Alors que je discutais avec un couple qui avait à peu près mon âge, au seuil de sa porte, l'homme avec qui je m'entretenais s'est effondré et s'est mis à pleurer. Sa peur et son anxiété étaient palpables, et j'ai dû le serrer dans mes bras. Je lui ai promis que je me battrais toujours pour notre pays, en son nom. C'est là le travail que nous...

● (1815)

Le Président: Comme il est 18 h 15, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ le sous-amendement dont la Chambre est saisie.

Le vote porte sur le sous-amendement.

[Français]

Si un député participant en personne désire que le sous-amendement soit adopté ou adopté avec dissidence ou si un député d'un parti reconnu participant en personne désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

Alexis Deschênes: Monsieur le Président, nous demandons un vote par appel nominal.

Le Président: Convoquez les députés.

● (1900)

(Le sous-amendement, mis aux voix, est adopté par le vote suivant:)

(Vote n° 1)

POUR

Députés

Aboultaif
Aitchison
Albas
Allison

Acan
Al Soud
Ali
Alty

L'Adresse

Anand	Anandasangaree	Idlout	Jackson
Anderson	Anstey	Jacek	Jansen
Arnold	Au	Jeneroux	Jivani
Auguste	Baber	Johns	Joly
Bailey	Bains	Joseph	Kayabaga
Baker	Baldinelli	Kelloway	Kelly
Bardeesy	Barlow	Khalid	Khanna
Barrett	Barsalou-Duval	Kibble	Kirkland
Battiste	Beaulieu	Klassen	Kmiec
Beech	Belanger (Desnethé—Mississippi—Churchill River)	Konanz	Koutrakis
Bélanger (Sudbury East—Manitoulin—Nickel Belt)	Bendayan	Kram	Kramp-Neuman
Berthold	Bexte	Kronis	Kurek (Battle River—Crowfoot)
Bezan	Bittle	Kuruc (Hamilton East—Stoney Creek)	Kusie
Blair	Blanchet	Kwan	Lake
Blanchette-Joncas	Block	Lalonde	Lambropoulos
Blois	Bonk	Lamoureux	Lantsman
Borrelli	Boulerice	Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles)	Lapointe (Sudbury)
Bragdon	Brassard	Larouche	Lattanzio
Brière	Brock	Laizon	Lavack
Brunelle-Duceppe	Calkins	Lavoie	Lawrence
Caputo	Carney	Lawton	LeBlanc
Carr	Casey	Lefebvre	Leitao
Chagger	Chambers	Lemire	Leslie
Champagne	Champoux	Lewis (Essex)	Lewis (Haldimand—Norfolk)
Chang	Chartrand	Lightbound	Lloyd
Chatel	Chen	Lobb	Long
Chenette	Chi	Louis (Kitchener—Conestoga)	Ma
Chong	Church	MacDonald (Malpeque)	MacDonald (Cardigan)
Clark	Cobena	MacKinnon (Gatineau)	Mahal
Cody	Connors	Majumdar	Malette (Bay of Quinte)
Cormier	Coteau	Malette (Kapuskasing—Timmins—Mushkegowuk)	Maloney
Dabrusin	Dalton	Mantle	Martel
Dancho	Dandurand	May	Mazier
Danko	Davidson	McCauley	McGuinty
Davies (Vancouver Kingsway)	Davies (Niagara South)	McKelvie	McKenzie
Dawson	DeBellefeuille	McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)	McKnight
Deltell	d'Entremont	McLean (Calgary Centre)	McLean (Esquimalt—Saanich—Sooke)
DeRidder	Deschênes	McPherson	Melillo
Deschênes-Thériault	Desrochers	Ménard	Mendès
Dhaliwal	Dhillon	Menegakis	Michel
Diab	Diotte	Miedema	Miller
Doherty	Dowdall	Mingarelli	Moore
Duclos	Duguid	Morin	Morrison
Duncan	Dzerowicz	Morrissey	Motz
Earle	Ehsassi	Muys	Myles
El-Khoury	Epp	Naqvi	Nater
Erskine-Smith	Eyolfson	Nathan	Nguyen
Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake)	Falk (Provencher)	Noormohamed	Normandin
Fancy-Landry	Fanjoy	Ntumba	Oliphant
Fergus	Fisher	Olszewski	O'Rourke
Fonseca	Fortier	Osborne	Patzer
Fortin	Fragiskatos	Paul-Hus	Perron
Fraser	Freeland	Petipas Taylor	Plamondon
Fry	Fuhr	Powlowski	Provost
Gaheer	Gainey	Ramsay	Rana
Gallant	Garon	Redekopp	Reid
Gasparro	Gaudreau	Reynolds	Richards
Gazan	Généreux	Roberts	Robertson
Genuis	Gerretsen	Rochefort	Romanado
Gill (Calgary Skyview)	Gill (Brampton West)	Rood	Ross
Gill (Calgary McKnight)	Gill (Windsor West)	Rowe	Royer
Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan)	Gill (Abbotsford—South Langley)	Ruff	Sahota
Gladu	Godin	Saini	Sarai
Goodridge	Gould	Sari	Savard-Tremblay
Grant	Greaves	Sawatzky	Scheer
Groleau	Guay	Schiefke	Schmale
Guglielmin	Guilbeault	Seeback	Sgro
Gull-Masty	Gunn	Sheehan	Shipley
Hajdu	Hallan		
Hanley	Hardy		
Harrison Hill	Hepfner		
Hirtle	Hoback		
Hodgson	Hogan		
Holman	Housefather		
Hussen	Iacono		

Sidhu (Brampton East)
 Simard
 Sodhi
 Sousa
 Ste-Marie
 St-Pierre
 Strauss
 Sudds
 Thériault
 Thompson
 Tolmie
 Uppal
 van Koeverden
 Vandenbeld
 Viersen
 Vis
 Warkentin
 Waugh
 Wilkinson
 Yip
 Zerucelli
 Zuberi — 337

Sidhu (Brampton South)
 Small
 Solomon
 Steinley
 Stevenson
 Strahl
 Stubbs
 Tesser Derksen
 Thomas
 Tochor
 Turnbull
 Valdez
 Van Popta
 Vien
 Villeneuve
 Wagantall
 Watchorn
 Weiler
 Williamson
 Zahid
 Zimmer

L'Adresse

CONTRE

Aucun

PAIRÉS

Aucun

Le Président: Je déclare le sous-amendement adopté.

Avant de lever la séance, au nom de tous les députés, je tiens à féliciter Suzie Cadieux, greffière principale, car il s'agissait du premier vote de la 45^e législature. Je suis convaincu que tous les députés se joignent à moi pour la féliciter pour l'excellence de son premier vote.

La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 19 h 2.)

TABLE DES MATIÈRES

Le jeudi 29 mai 2025

AFFAIRES COURANTES

La Loi canadienne sur la santé

Johns	65
Projet de loi C-201. Présentation et première lecture	65
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	65

La Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Blanchet	65
Projet de loi C-202. Présentation et première lecture	65
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	65

Pétitions

Les droits de la personne

Genuis	65
--------------	----

Le centre d'excellence pour la paix et la justice

Johns	66
-------------	----

Questions au Feuilleton

Sahota	66
--------------	----

DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

Carney	66
Lantsman	68
Champoux	68
Sawatzky	69
Berthold	69
McLean (Calgary-Centre)	69
Blois	71
Blanchette-Joncas	71
Melillo	71
Anstey	72
Sari	73
Champoux	73
Kurek	74
Johns	74
Davidson	74
Schiefke	76
Shipley	76
Blanchette-Joncas	76
Johns	76
Lawton	77
Lamoureux	78
Fortin	78
McCauley	78
Mingarelli	79
Vis	80
Fortin	80
Casey	81
Bardeesy	81
McCauley	83
Blanchette-Joncas	83

Joseph	83
Kwan	83
Bexte	83
Lamoureux	85
Champoux	85
Gill (Brampton-Ouest)	86
Lamoureux	87
Blanchette-Joncas	87
Muys	88
Brière	88
Melillo	89
Blanchette-Joncas	90
Dandurand	90
Albas	90
Oliphant	90
Shipley	92
Blanchette-Joncas	92
Acan	92
Lefebvre	93
Dandurand	94
Champoux	94
Berthold	94
Kwan	94
Kayabaga	95
Champoux	96
Lamoureux	97
Kwan	97
Deschênes-Thériault	97
Godin	98
Brière	99
Johns	99
Greaves	99

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Mississauga-Centre

Al Soud	101
---------------	-----

Okanagan Lake-Ouest—Kelowna-Sud

Albas	101
-------------	-----

Une leader dans le domaine de la santé publique

Eyolfson	101
----------------	-----

Les athlètes de Vernon

Anderson	101
----------------	-----

Alfred-Pellan

Iacono	102
--------------	-----

La tragédie au festival Lapu Lapu

Van Popta	102
-----------------	-----

Pickering—Brooklin

Nathan	102
--------------	-----

La langue française

Godin	102
-------------	-----

Johanne Régimbald	
Fortin	102
Surrey Newton	
Dhaliwal	103
Les ressources naturelles	
Stevenson	103
Brampton-Sud	
Sidhu (Brampton-Sud)	103
Le chef du Parti libéral	
Strauss	103
La Semaine nationale de l'accessibilité	
Zuberi	103
Les finances	
Cody	104
Le centenaire de l'école de Davenport	
Dzerowicz	104

QUESTIONS ORALES

Les finances	
Kusie	104
Champagne	104
Kusie	104
Champagne	104
Kusie	104
Champagne	105
Chambers	105
Champagne	105
Kronis	105
Lightbound	105
Anstey	105
Lightbound	105
Les relations intergouvernementales	
Normandin	105
Freeland	105
Normandin	106
Freeland	106
L'environnement	
Bonin	106
Dabrusin	106
Les finances	
Deltell	106
Champagne	106
Deltell	106
Lightbound	106
L'emploi	
Genuis	106
Hajdu	107
Genuis	107
Hajdu	107
Les finances	
Jackson	107
Champagne	107

Les relations intergouvernementales	
Lawrence	107
Freeland	107
La petite entreprise	
Vis	107
Anandasangaree	107
Les finances	
Perron	108
Champagne	108
Perron	108
Champagne	108
Le logement	
Jansen	108
Robertson	108
Menegakis	108
Robertson	108
Mantle	108
Robertson	109
Kirkland	109
Robertson	109
Ho	109
Robertson	109
Les ressources naturelles	
Bonk	109
Hodgson	109
Les finances	
Sodhi	109
Ali	109
Les ressources naturelles	
Kelly	110
Hodgson	110
La tarification du carbone	
Dawson	110
Dabrusin	110
L'industrie pétrolière et gazière	
Bexte	110
Hodgson	110
Patzer	110
Dabrusin	110
L'éthique	
Cooper	111
MacKinnon	111
Cooper	111
MacKinnon	111
Les finances	
Vien	111
Champagne	111
Vien	111
Joly	111
La fiscalité	
Lavoie	111
Lightbound	111
La sécurité publique	
Caputo	112
Anandasangaree	112

Caputo	112
Anandasangaree	112
Kuruc	112
Sahota	112
La sécurité frontalière	
Bittle	112
Anandasangaree	112
L'éthique	
Groleau	112
MacKinnon	113
L'aide aux sinistrés	
Gazan	113
Olszewski	113
Les affaires autochtones	
Idlout	113
Alty	113
Les travaux de la Chambre	
Berthold	113
MacKinnon	114

DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

Greaves	114
Vis	115
Perron	115
Fragiskatos	115
Genuis	115
Lantsman	115
Lamoureux	117
Larouche	117
Genuis	117
Les comités pléniers	
Nomination de la vice-présidente	
Le Président	118
Motion	118
Adoption de la motion	118
Nomination du vice-président adjoint	
Le Président	118
Motion	118

Adoption de la motion	118
Reprise du débat sur l'Adresse en réponse	
Kurek	118
Johns	119
May	119
Blois	120
Steinley	120
Deschênes	120
Dhaliwal	121
Khanna	122
DeBellefeuille	122
Lamoureux	122
Kronis	123
Lamoureux	124
Deschênes	124
Redekopp	124
Gerretsen	125
Konanz	125
Deschênes-Thériault	126
Larouche	126
Patzer	127
Thomas	127
Cormier	128
DeBellefeuille	128
McCauley	129
Blois	129
Lewis (Essex)	130
Larouche	131
Cormier	131
Sousa	131
McLean (Calgary-Centre)	133
Deschênes	133
Lamoureux	133
DeBellefeuille	134
Dandurand	135
Lamoureux	135
Johns	135
Larouche	136
Chenette	137
Menegakis	138
Deschênes	138
Naqvi	138
Adoption du sous-amendement	141

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>